

Un mois avant les élections

LE VICE-PREMIER MINISTRE
JAPONAIS
QUITTE LE GOUVERNEMENT

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 Da ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
12 fr. ; Canada, 5 C\$; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,
18 dr. ; Iran, 45 rs. ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 m. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 12,50 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. S.A. ; 65 cts. ; Thaïlande, 10 ba. ;
Tchécoslovaquie, 20 cs. ; Turquie, 200 m. ;
Yugoslavie, 10 din. ;
Tarif des abonnements page 33

3, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 03
C.C.P. 4387-23 Paris
Tél. Paris 6 630372
Tél. : 246-72-23

M. Giscard d'Estaing veut « décriper » le débat sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel en saisissant le Conseil constitutionnel

La raison et la passion

Le Parlement français ratifiera-t-il l'accord des Neuf sur l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage direct ? Nul ne peut faire encore de pronostics, mais le mécanisme qui doit conduire à une décision vient d'être enclenché par M. Giscard d'Estaing. S'il est vrai que l'« important projet de loi » sur lequel il entend consulter le Conseil constitutionnel a bien trait à ce sujet.

Dans chacun des pays membres de la Communauté européenne, des procédures sont en cours d'élaboration pour aboutir aux ratifications parlementaires de l'acte portant élection des représentants à l'Assemblée au suffrage universel direct, solennellement signé à la fin de septembre, à Bruxelles, par les neuf ministres des affaires étrangères. Ce n'est qu'au bout de plusieurs mois de palabres, portant notamment sur la répartition des sièges dans la future Assemblée, qu'on réussira à aboutir à ce résultat. Mais il est évident qu'il ne mettrait pas fin, au contraire, à la querelle entre partisans et adversaires de ce renforcement de l'Assemblée de Strasbourg.

La France est partie en tête — comme du temps de la CED — dans cette querelle, les communistes et une partie avancée de l'U.D.R. formant les bataillons de choc des adversaires des élections européennes. M. Giscard d'Estaing a si bien senti le danger qu'il s'est toujours efforcé de ne pas présenter comme une « grande affaire » ce « passage à l'acte » d'un engagement pris par les « Pères fondateurs » de l'Europe communautaire.

Malgré une attitude rassurante du gouvernement britannique, le parti travailliste a regagné lui aussi le 29 septembre dernier, lors de son congrès à Blackpool, contre la participation de la Grande-Bretagne à l'élection du Parlement européen au suffrage universel en 1978, et a purement et simplement rejeté l'idée à une forte majorité.

Les arguments déployés à Blackpool par les adversaires ont été empruntés à une vive passion : selon certains, les « travaillistes » seraient « fascistes », « fascistes » seraient les « travaillistes », l'ennemi de l'ennemi est l'ennemi, alors que d'autres voyaient déjà se profiler un puissant super-Etat réactionnaire, où d'astucieux avocats italiens chercheraient à accaparer le pétrole et le poisson de la mer du Nord !

Au niveau des partis, le plus étrange des ballets autour du futur Parlement européen est encore celui que mènent les communistes italiens et français. Les premiers ne refusent pas le « supranationalisme », et considèrent l'élection directe de l'Assemblée des Neuf comme un premier pas vers la démocratisation de l'Europe communautaire. Les communistes français sont farouchement hostiles, eux, à cette idée : transférer des pouvoirs nationaux à un organe chimérique leur apparaît comme un recul du contrôle démocratique.

Des citations si curieuses montrent bien que chacun a sa vérité dans cette affaire, et que la passion plus encore que la raison domine le débat. Giscard d'Estaing, lui, est le plus bête le plus, c'est-à-dire en France et en Grande-Bretagne, à refaire les esprits ? Il faut rappeler tout de même que les décisions d'aujourd'hui ont été prises il y a bien longtemps. L'une quand les Parlements nationaux ont ratifié le traité de Rome et son article 133, prévoyant l'élection de l'Assemblée au suffrage universel direct ; l'autre, en 1970, lorsque les pays membres se sont mis d'accord pour doter la Communauté de « ressources propres ». Celles-ci, échappant au contrôle des Parlements nationaux, devaient forcément tomber sous celui de l'Assemblée européenne.

Le tout est de savoir si l'élaboration par les partis politiques européens de « plates-formes » électorales communes ouvrirait ou non une chance réelle d'arracher l'Europe au monde des technocrates pour la rapprocher des peuples.

M. Giscard d'Estaing devait recevoir, vendredi après-midi 5 novembre, M. Roger Frey, pour l'informer de sa décision de consulter le Conseil constitutionnel sur la constitutionnalité d'un important texte de loi.

Il semble bien que le chef de l'Etat souhaite recueillir un avis de conformité à la Constitution d'un projet de loi qui viserait à la ratification de l'acte signé le 20 septembre à Bruxelles par les représentants des Neuf et portant élection des représentants de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct.

La querelle relative à l'élection du Parlement européen au suffrage universel qui oppose, d'une part, les socialistes aux communistes et, d'autre part, les gauchistes aux républicains indépendants et aux centristes, envenime depuis des années la vie politique française. Le débat, particulièrement vif au début de 1976 après la publication du fameux rapport Tindemans, préconisant un mode d'élection qui donnerait à l'Assemblée européenne « une autorité politique nouvelle », a été relancé, une nouvelle fois, après la signature, le 20 septembre, par les neuf ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, de l'acte « portant élection des représentants de l'Assemblée au suffrage universel direct ».

Depuis lors, bien des porte-parole du pouvoir se sont dépensés en France pour rassurer l'opinion, et M. Raymond Barre s'y était lui-même employé le 5 octobre, lorsqu'il avait déclaré devant l'Assemblée nationale : « Certains craignent que ce changement ne conduise à une sorte de coup de force, la nouvelle Assemblée européenne s'arrogeant des prérogatives inadmissibles. C'est douter de son respect à l'égard des traités. C'est sans nul doute méconnaître la vigilance des Parlements nationaux à l'égard de tout empiètement sur les attributions qu'ils ont le pouvoir d'exercer. C'est en tout cas se tromper sur la résolution du gouvernement français, qui fait honneur de la dignité, de maintenir les distinctions qui s'imposent

AU JOUR LE JOUR

Quand on conspire...

En soixante-dix minutes, M. Giscard d'Estaing et M. Chirac ont eu le temps d'échanger bien des paroles. On n'a aucune indication ni sur leur teneur ni sur leur ton. Mais enfin la longueur du dialogue laisse supposer qu'il a eu moins l'air d'une prise de bec que d'une discussion serrée.

Cela laisse supposer que M. Chirac, sur qui planait le soupçon d'être « un peu comploteur », du moins un comploté, a réussi — non sans mal — à convaincre M. Giscard d'Estaing de la pureté de ses intentions... A moins, ce qui serait assez dans le style de l'un et de l'autre, qu'il ne s'agit d'un complot contre lui-même.

ROBERT ESCARPIT.

SEUIL

Parole de bandits

Daniel Auroousseau
Marie Laborde

Braquages... Otages...
Tatouages... Prison...
Cavale... Sexe... Poésie...
Diams... Perversion...
Anti-gang...
Shit... Yoyo...
Tout y est.

Collection Combray
Éditions du Seuil

Les travaillistes britanniques subissent un grave revers électoral

Le gouvernement de M. Callaghan vient d'essayer un échec important en perdant deux des trois sièges qui faisaient, jeudi 4 novembre, l'objet d'élections partielles en Angleterre. Cette défaite est d'autant plus grave que les deux circonscriptions perdues par le Labour étaient traditionnellement des bastions du travaillisme.

De notre correspondant

Londres. — Les trois élections partielles qui ont eu lieu le jeudi 4 novembre en Angleterre, ont marqué un échec spectaculaire du Labour. Les trois sièges parlementaires en jeu étaient considérés jusqu'à présent comme des forteresses travaillistes imprenables. Mais, à l'issue de cette journée, les conservateurs ont enregistré deux victoires sur lesquelles ils n'osaient pas eux-mêmes compter.

Le déplacement des voix en faveur des Tories depuis les dernières élections générales d'octobre 1974 est de 17,5 %. Sur le plan national, un tel revirement donnerait au parti de Mme Thatcher une majorité de deux cent cinquante sièges environ à la Chambre des communes. Il est vrai que les résultats d'élections partielles ne permettent jamais de prédire avec certitude l'issue d'une élection générale, mais là où les conservateurs ont remporté leur victoire, le nombre des votants a été très semblable à celui d'une élection générale.

Les travaillistes ont trouvé un modeste reconfort à Newcastle, où ils ont défendu avec succès leur siège. Cependant, par M. Edward Short, qui était le leader adjoint du Labour avant de renoncer, il y a quelques semaines, à la vie politique. La majorité travailliste de plus de huit mille voix en 1974 a cependant été réduite à mille huit cent trente-huit. Il est vrai que les conservateurs n'ont pas, non plus, fait très bonne figure. Ils ont été repoussés à la troisième place par le candidat libéral, qui sont extrêmement actifs dans les affaires municipales à Newcastle.

Dans les deux autres circonscriptions disputées jeudi, le troisième

parti enregistré toutefois des résultats assez médiocres. Le siège de Workington, un port au nord-ouest de l'Angleterre, était aux mains du Labour depuis cinquante-huit ans. M. Callaghan était tellement certain que son parti n'avait rien à craindre dans cette circonscription qu'il fit récemment de son ancien ministre de l'Agriculture, M. Peart, un lord, le faisant entrer à la Chambre haute. Aux dernières élections, M. Peart avait neuf mille cinq cents voix d'avance sur son rival conservateur. Celui-ci vient de renverser la situation en assurant une majorité de mille six cents voix, ce qui représente un déplacement de 13,2 % des suffrages.

Un candidat de l'aile gauche

Les Tories peuvent s'enorgueillir d'un succès encore plus spectaculaire à Walsall, une cité industrielle au nord de Birmingham. C'était là le siège de M. John Stonehouse, cet ancien ministre travailliste qui disparut il y a deux ans, sur une plage de Floride, avant d'être retrouvé en Australie, ramené en Angleterre et condamné à sept ans de prison pour diverses malversations financières. Encore, semble-t-il, que l'affaire Stonehouse n'ait pas joué un grand rôle dans la bataille électorale. Les travaillistes ont été plus sérieusement embarrasés par le fait que leur candidat à Walsall appartenait à la gauche du parti et qu'il a mené campagne sur un programme extrémiste.

JEAN WETZ.

(Lire la suite page 2.)

La réforme de la construction compromise par l'hostilité des H.L.M.

Le projet de loi réformant le financement de la construction sera débattu en séance publique au Sénat le 18 novembre. Au moment même où M.M. Fourcade et Barrot répondent, jeudi 4, en commission aux questions des sénateurs, l'Union des organismes d'H.L.M. prononçait, en congrès extraordinaire, un « non, mais... » à l'encontre de la réforme, qui ne lui paraît, en son état actuel, ni sociale ni efficace, mais de nature, en revanche, à aggraver la crise de l'industrie du bâtiment.

L'Union est soutenue dans son hostilité au texte actuel par le Comité pour une politique sociale de l'habitat, qui regroupe les trois grands syndicats, les mouvements familiaux et de locataires, les promoteurs, l'Association des maires de France...

L'amour déçu secrète l'amertume. C'est un peu ce qui arrive présentement aux dirigeants des organismes d'H.L.M., qui avaient cru retrouver dans le « rapport Barre » de l'an passé, puis dans le projet de réforme préparé par M.M. Galley et Barrot, les lignes maîtresses de leur livre blanc de 1975. Aujourd'hui que le texte gouvernemental est paru et que les tableaux de financement ou de calcul de la nouvelle aide personnelle au logement (A.P.L.) se présentent, ils ont le sentiment d'avoir été — peu ou prou — menés en bateau.

Du leur réaction très vive de jeudi, dont on aurait tort de minimiser les conséquences. Ou bien, devant ce raidissement, la réforme ne sera pas votée, une majorité de parlementaires suivant l'Union, traditionnellement bien vue au Sénat comme à l'Assemblée, et M. Fourcade, successeur de M. Galley, refusant les amendements substantiels qui lui seront proposés.

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 36.)

UN ENTRETIEN AVEC M. DEMIREL

Le chef du gouvernement turc se déclare optimiste sur l'avenir des relations de son pays avec les États-Unis.

(Lire page 2.)

Enfants d'aujourd'hui

III. — La fin des petits rois

par CATHERINE ARDITTI

« Mondes intérieurs » des enfants entrecroisés à travers ce qu'ils disent, ce qu'ils vivent ; comportements nouveaux face aux institutions : école, ville, etc. (voir « Le Monde » des 4 et 5 novembre). Après ces notations « impressionnistes », les spécialistes se voient les « enfants d'aujourd'hui ».

Troubles du sommeil, de l'appétit, du langage, du comportement, anxiété, difficultés scolaires, maux de tête, mal au ventre, fatigue, pâleur... Fréquemment, les médecins sont consultés sur ces symptômes qui apparaissent chez les enfants, quel que soit leur milieu social. Pourtant, tous les spécialistes s'accordent à reconnaître que les progrès non négligeables ont été faits. Les enfants, dans leur grande majorité, sont bien nour-

ris, bien habillés, bien chauffés et ils sont en meilleure santé qu'il y a quinze ou vingt ans. Même le « sentiment » de l'enfant a considérablement évolué. Au Moyen Âge, note Philippe Ariès, « les enfants étaient confondus avec les adultes dès l'âge de sept ans » et la société « avait peu l'idée de l'éducation ». Aujourd'hui, notre société dépend, et sait qu'elle dépend, du succès de son système d'éducation. Des sciences nouvelles, comme la psychanalyse, la pédiatrie, la psychologie se consacrent aux problèmes de l'enfance. Notre monde est obsédé par les problèmes physiques, moraux, sexuels de l'enfance (1).

Pourtant, l'enfant ne va pas bien. Les spécialistes s'accordent à reconnaître que ses milieux et ses rythmes de vie quotidiens sont de moins en moins adaptés à ses besoins. À partir de six ans — et même avant pour le plus grand nombre — la vie de l'enfant se passe essentiellement à l'école et dans la famille. Si le métier de parent ne s'apprend que par l'expérience, on espère généralement que l'école — institution spécialisée qui a en charge quelque deux millions d'enfants au total — remplit correctement sa mission d'éducation au sens le plus large. D'autant plus que beaucoup d'enfants y passent une dizaine d'heures chaque jour, cantine et étude comprises.

Le « malmenage scolaire »

En fait, l'école, dans des locaux souvent peu accueillants, privilège de ce qui relève de l'instruction proprement dite et néglige les autres besoins de l'enfant, victime du « malmenage scolaire », selon l'expression du professeur Robert Debré. Celui-ci insiste sur la négligence des grands principes physiologiques chez l'enfant d'âge scolaire. Le premier besoin est celui d'« alternances bien réglées » qui doivent composer la vie de l'enfant : veille-sommeil, appétit-satiété, immobilité-activité, travail-loisirs, attention-réverie, lumière-pénombre, grand air-goût du nid... L'immobilité en classe est, par

exemple, selon le professeur Debré « une éducation à la volonté ». En ce sens il n'est pas favorable à ce qu'on « laisse les enfants faire ce qu'ils veulent ». Mais, ajoute-t-il, il ne faut pas que cela dure longtemps et en sortant de classe, il faut laisser les enfants crier, se battre, jouer, que tous les muscles soient en jeu. « L'activité de jeu est capitale aussi parce qu'elle permet la construction des rêves et des fantasmes ». D'autre part, le respect des rythmes dans la vie de l'enfant, il faut ajouter le goût du rythme par des marches, des danses et des chants rythmés ».

(Lire la suite page 14.)

AU MUSÉE DE BORDEAUX

Titien et ses radios

Titien n'était pas autrefois le peintre favori des Français, et il ne l'est pas tellement devenu. Au début du dix-septième siècle, on ne le connaissait pratiquement pas. Poussin a dû aller en Italie pour découvrir, non sans une sorte d'éblouissement, le « coloris » vénitien auquel, à la différence de son collègue Jacques Blanchard, il ne reste d'ailleurs pas fidèle. Les tableaux de Louis XIV qui ont été réunis dans l'« Hommage à Titien » du Louvre sont arrivés tard et grâce à l'accident heureux que fut la liquidation par Cromwell de la collection de Charles I^{er}.

A part ce groupe, les Titien des musées français se comptent sur les doigts d'une main, et ce sont tous des dérivations ou des copies : le « Saint-Etienne » de Lille a définitivement été rendu à un imitateur espagnol ; le « Granvelle » de Besançon, grande figure assez noble, n'est pas d'attribution sûre, le « Gentilhomme » d'Alajuela encore moins. Il y a enfin les tableaux du musée de Bordeaux, qui donnent lieu en ce moment à une présentation intéressante, les radiographies établies par le laboratoire du Louvre invitant à reprendre la discussion.

Deux des tableaux sont des copies, anciennes certes, mais tardives, des compositions à succès de Titien : les Vénus, l'une dérive, comme tant d'autres, de la « Toilette » (original à Washington), la seconde, de l'étrange nu au joueur de luth (original à Cambridge).

ANDRÉ CHASTEL.

(Lire la suite page 27.)

Samedi 6 novembre 1976

Courses à Saint-Cloud

Une très belle réunion avec le

Critérium de Saint-Cloud

pour poulains et pouliches de 2 ans 2.000 mètres

100.000 F au gagnant

EUROPE

Portugal

M. Antonio Barreto remplace M. Lopes Cardoso comme ministre de l'agriculture

De notre correspondant

Lisbonne. — Le premier ministre portugais, M. Mario Soares, a désigné le successeur de M. Lopes Cardoso au ministère de l'agriculture. Il s'agit de M. Antonio Barreto, qui cumule ses nouvelles fonctions avec celles de ministre du commerce et du tourisme, poste qu'il occupait dans l'ancien gouvernement depuis sa constitution en juillet dernier.

M. Lopes Cardoso a, de son côté, rendu public le texte de sa lettre de démission adressée au « premier ministre et camarade secrétaire général du P.S. ». Il y justifie son attitude par le « manque de clarification » de la ligne politique du P.S. dans certains domaines comme celui de la réforme agraire. « Certes, le congrès a approuvé une motion de politique générale, ratifiant la nécessité de poursuivre la réforme agraire », précise M. Lopes Cardoso. Mais aucune décision n'a été prise pour concrétiser cette décision : « Comment, quand et dans quelle direction devrions-nous poursuivre cette réforme ? », demande l'ancien ministre. Bien que M. Soares assure que ses divergences avec M. Soares portent plutôt sur la « technique », il admet qu'il ne peut pas ne pas avoir de retentissement au niveau du gouvernement, alors que, dans les circonstances actuelles, celui-ci « doit être homogène pour être opérationnel ».

De son côté, M. Antonio Reis, député socialiste et représentant de la gauche du parti, a déclaré : « Le groupe parlementaire du P.S. défendra avec intransigeance la politique des expropriations. » M. Reis faisait ainsi référence aux quelque 500 000 hectares de terres qui, aux termes de la loi, restent expropriés, invendus et se trouvent en conséquence de la démission du ministre de l'agriculture, il devait, cependant, regretter cette « erreur » dont la « droite réactionnaire libère profit ».

JOSÉ REBELO.

[M. Antonio Barreto est né à Porto en 1942. Inconnu, il avait été candidat de l'Union à l'élection législative de 1974. Diplômé de la faculté des sciences économiques et sociales de l'université de Coimbra, il préparait au moment du 25 avril 1974, un doctorat de troisième cycle à l'Institut national agronomique de Paris. Ses études ont porté, notamment, sur les aspects ruraux des pays sous-développés. Expert aux Nations Unies, il a visité, en mission d'études, plusieurs pays de l'Amérique latine. Le nouveau ministre de l'agriculture a adhéré au P.S. au mois de septembre 1974. Député à l'Assemblée constituante, puis à l'Assemblée législative, il a été secrétaire d'Etat au commerce extérieur dans le gouvernement présidé par l'amiral Figueiredo de Almeida. Lorsque M. Mario Soares s'est vu confier la charge de former le premier gouvernement constitutionnel, en juillet dernier, M. Barreto a été nommé ministre du commerce et du tourisme.]

Espagne

La composition du Conseil d'économie nationale sera modifiée

Madrid (A.F.P.). — Le conseil des ministres espagnol, réuni en séance extraordinaire, le jeudi 4 novembre, sous la présidence de M. Adolfo Suarez, a décidé de déposer prochainement devant les Cortes un projet de loi modifiant la composition du Conseil d'économie nationale.

Le texte gouvernemental, présenté en source officielle, proposera l'intégration au sein du Conseil d'économie nationale des organisations syndicales, des associations de consommateurs.

Le Conseil d'économie nationale a été créé le 4 juin 1940. C'est un organe consultatif chargé d'étudier les affaires économiques qui affectent l'économie. Il est composé d'anciens ministres de l'économie ainsi que de spécialistes des affaires économiques désignés par le gouvernement. Son président est nommé pour six ans par le chef de l'Etat sur proposition du Conseil du royaume.

D'autre part, le bulletin des Cortes publie jeudi le projet gouvernemental de réforme syndicale, qui va être soumis prochainement aux Cortes, après avoir été étudié par la commission des lois fondamentales.

Le texte stipule dans son article premier que « les travailleurs et les chefs d'entreprises pourront constituer à l'échelon régional ou national les associations professionnelles qu'ils désignent pour la défense de leurs intérêts ».

Ces organisations précises le projet de loi gouvernemental, réviseront leurs propres statuts, fourniront d'une complète autonomie et de la protection légale à la condition qu'elles ne soient pas considérées à la discipline d'un parti politique.

Avant d'être légalisées, indiquent en outre le texte, les associations devront soumettre leurs statuts à un organisme spécial. Leurs demandes de légalisation « ne pourront pas être repoussées », affirme enfin le projet, sauf en cas d'infraction à la loi. Les militaires et les fonctionnaires civils de

Les sept mille chauffeurs et conducteurs des autobus madrilènes ont repris le travail, jeudi 4 novembre, après une grève d'une semaine qui a provoqué des embouteillages monstres et entraîné des bagarres avec la police. Les grévistes réclamaient des augmentations de salaires et des primes accrues ; ils exigeaient également que la compagnie des autobus, administrée par le conseil municipal, négocie avec des représentants des syndicats illégaux. Le conseil a refusé, et les négociations ont été conduites par les syndicats officiels.

Les obédiés de Julio Just, vice-président du gouvernement républicain espagnol et exilé, ont eu lieu jeudi 4 novembre, à Port-Vendres, dans la plus stricte intimité. Selon le vœu du défunt, il repose dans le petit cimetière de la ville catalane où il fut contraint de se réfugier devant l'avance franquiste.

l'armée ne bénéficieront pas de cette loi.

Les trois principaux syndicats (légalisés) commissions ouvrières, de tendance communiste, Union générale des travailleurs socialistes, et l'Union syndicale ouvrière, socialiste autogestionnaire, se sont prononcés contre cette loi « pseudo-démocratique », et singulièrement contre l'inscription préalable à un registre tenu par le gouvernement.

J.-P. P.-H.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● Mme ISABEL PERON A ETE ACQUITTÉE, le jeudi 4 novembre, par la cour d'appel de Buenos Aires, de l'un des chefs d'accusation qui pesaient sur elle : celui d'avoir, à des fins personnelles, détourné une somme importante d'une institution charitable, à l'époque où elle était encore présidente de la République argentine.

Mme Peron, qui avait déjà, du temps de son mandat, été acquittée une première fois pour cette affaire, devra cependant répondre d'autres accusations de malversation. (Reuter.)

Autriche

● LE JEUNE POLONAIS Andrej Jaroslaw Karasinski, qui a été assassiné, jeudi 4 novembre, dans l'aéroport, de l'aviation de la compagnie LOT Copenhague-Varsovie, s'est rendu des l'atterrissage, à 13 h 47, à la police autrichienne. Karasinski, qui est âgé de vingt ans, a expliqué qu'il avait agi ainsi pour ne pas rentrer dans son pays, où il est considéré comme déviant. Il a été remis à la justice autrichienne sous l'inculpation de piraterie aérienne. Il risque de un à dix ans de prison. (Corresp.)

Etats-Unis

● M. PIETRO LICATA, un des dirigeants de la Mafia à New York, a été assassiné, jeudi 4 novembre, dans le quartier de Queens (New-York). La police estime qu'il pourrait s'agir du début d'une lutte pour la succession de M. Carlo Gambino, chef de la mafia américaine, qui a succombé à une crise cardiaque le 15 octobre dernier (Le Monde du 19 octobre). — (Reuter.)

Île Maurice

● LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES auront lieu le 20 décembre, a annoncé, jeudi 4 novembre, Sir Seewoosagur Ramgoolam, premier ministre. Bien que les élections générales aient lieu en principe tous les cinq ans, il s'agit de la première consultation depuis l'accession de l'île à l'indépendance, en 1968. Le Parlement a été dissous le 21 octobre (Le Monde du 23 octobre). Des 1968, le premier ministre avait décidé de prolonger la législature jusqu'en 1976. — (A.F.P.)

Les entretiens Fahmi-Gromyko à Sofia

L'U.R.S.S. ET L'ÉGYPTÉ SOUHAITENT LA « REPRISE IMMÉDIATE » DE LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

Le Caire. — Le communiqué commun publié à l'issue des entretiens qui viennent de se dérouler à Sofia entre MM. Fahmi et Gromyko, respectivement ministres des Affaires étrangères d'Égypte et d'Union soviétique, souligne « la nécessité d'une reprise immédiate de la conférence de Genève sur le Proche-Orient et de la poursuite d'échanges de vues entre les deux pays ».

M. Fahmi s'est en outre félicité de la « franchise » et de l'« amitié » qui ont été empreintes des conversations avec M. Gromyko, et il a exprimé le vœu de voir « les efforts actuels (de l'Égypte) aboutir à des résultats dans un avenir proche ».

En clair, Le Caire souhaite faire entrer de nouveau Moscou dans son jeu. Le mot « amitié » a réapparu dans le langage diplomatique égyptien à l'égard de l'Union soviétique, et qui plus est, dans la bouche du chef de file des « américanophiles » du Caire. On fait ressortir ici qu'« une période en direction du Kremlin aurait été tentée même si M. Ford et Kissinger étaient restés au pouvoir, car un règlement d'ensemble au Proche-Orient ne peut se concevoir sans l'aval soviétique ».

Quel sera le prix exigé par Moscou ? se demande-t-on au Caire. Sympathisant de la vallée du Nil par M. M. Sadate et Fahmi, l'Union soviétique a, jusqu'ici, observé une attitude très réservée devant les nouvelles avances du Caire. Résumer « le retour à la normalité » de la conférence de Genève n'est pas une concession faite à l'Égypte, puisqu'il s'agit d'une constante de la politique soviétique au Proche-Orient depuis plus de deux ans.

Dans le même temps, Le Caire essaie de maintenir ses bonnes relations avec les Américains. M. Achraf Ghorbal, ambassadeur d'Égypte à Washington, vient de déclarer que son pays « poursuivrait ses efforts pour une coopération sincère avec les États-Unis ». Le diplomate a aussi fait valoir que M. Carter avait exprimé à plusieurs reprises son attachement à la résolution 242 des Nations unies « comme base d'une solution au Proche-Orient ».

J.-P. P.-H.

PROCHE-ORIENT

Liban

Le président Sarkis a nommé un officier libanais à la tête de la force arabe de dissuasion

De notre correspondant

Beyrouth. — Un officier libanais, le colonel Ahmed El Hajj, a été nommé par le président Sarkis commandant de la force de dissuasion arabe. L'arrivée de celui-ci au Liban, qui devait avoir lieu ce vendredi 5 novembre, a été retardée jusqu'à samedi ou lundi.

Le colonel Hajj, qui est musulman et « centriste », a participé à toutes les négociations avec les Palestiniens depuis 1968. L'O.L.P. a cependant protesté contre la nomination d'un officier libanais à la tête de la force arabe, soutenant que cela était contraire aux accords de Riyad, et a demandé la convocation de la commission quadripartite (Arabie Saoudite, Koweït, Égypte, Syrie) chargée de contrôler l'application de ces accords. Le colonel Hajj sera assisté d'un officier syrien, le général Naji El Chahr, ainsi que de plusieurs officiers libanais.

L'ajournement de l'entrée en action de la force de dissuasion arabe est motivé par la volonté du président Sarkis de déployer celle-ci sans heurts. Des problèmes se posent encore, surtout du côté de la droite chrétienne, bien que celle-ci ait pris la décision de principe d'accepter les troupes arabes sur son territoire.

Dans une première phase, la force d'intervention arabe ouvrirait le tronçon Aley-

Beyrouth-aéroport de la route de Damas, sans pour autant que l'aéroport lui-même soit remis en fonctionnement. Il aurait été décidé de ne le rouvrir que lorsque les conditions de sécurité seront assurées à cent pour cent.

La force arabe procéderait ensuite à l'ouverture de la route Beyrouth-Tripoli. Dans les zones déjà sous contrôle de l'armée syrienne (Bekaa, Akkar, ainsi qu'une partie de la montagne et du Sud, soit les deux tiers du pays), on se contentera d'envoyer quelques contingents arabes symboliques pour les adjoindre aux troupes syriennes, lesquelles auront entre-temps coiffé le casque blanc de la Ligue arabe.

Après des tiraillements et des ajustements, le plan de paix va pouvoir être mis en œuvre. Les belligérants n'ont pas d'autre choix : la Syrie est partie prenante aux accords de Riyad, les Palestiniens recherchent désespérément un répit, la droite chrétienne est soumise aux pressions de Damas et la gauche ne peut se démarquer de ses alliés palestiniens.

Il y a néanmoins des accès de fièvre intermittents sur les lignes de front à Beyrouth. La nuit de jeudi à vendredi a été marquée par des bombardements aveugles de quartier à quartier entre les secteurs conservateur chrétien et palestinien-progrès.

LUCIEN GEORGE.

SELON UN DIRIGEANT PHALANGISTE

« Les Syriens ne voulaient à aucun prix écraser la résistance palestinienne »

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — De la capitale, il ne fallait pas plus de quinze minutes pour atteindre Jezzine, principale agglomération de la montagne au sud du pays. Aujourd'hui, en partant du secteur chrétien de la capitale, on ne compte pas moins de quatre heures pour y accéder, après avoir évité les diverses lignes de front encore infranchissables, et contourné les régions tenues par le camp adverse.

Dans le Metn, aux abords de villages totalement détruits, plusieurs points ont été dynamités pour retarder la progression des troupes syriennes. Plus loin, le passage incessant des blindés a achevé de défoncer la chaussée. Dans les derniers kilomètres, il faut franchir un col situé à 1 500 mètres d'altitude, et emprunter un chemin en lacets accroché à flanc de montagne.

C'est à Jezzine que les troupes syriennes ont lancé, en juin dernier, leur première offensive en direction de Salda, principal port de cette partie du Liban contrôlée entièrement jusqu'ici par les milices progressistes et les mouvements palestiniens. Au cours de l'été, les unités syriennes s'étaient repliées sur Jezzine, avant de progresser une nouvelle fois vers Salda, à partir du 12 octobre.

La région de Jezzine est une des enclaves de population chrétienne dans le sud du Liban à majorité musulmane. Jusqu'à la deuxième offensive syrienne, cette grosse bourgade et les villages voisins avaient presque ignoré la guerre. Les Euzéba (phalangistes) s'étaient montrés relativement discrets, et leurs adversaires également, si bien que, par une sorte d'accord tacite, aucun affrontement grave n'avait eu lieu dans ce secteur. C'est seulement dans la deuxième phase de l'offensive syrienne que les forces libanaises ont participé à la « libération » de la région.

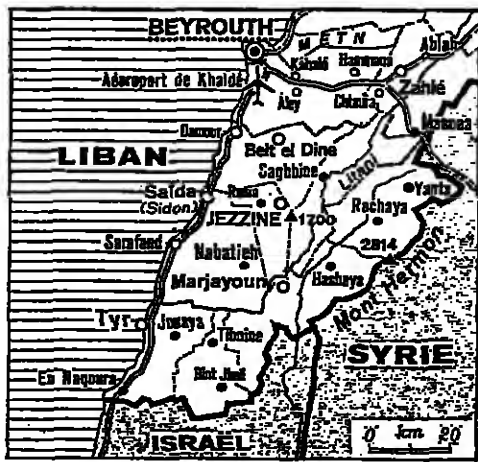
Des paysans peu belliqueux Il est vrai que les paysans chrétiens de la description ne se montrent guère belliqueux. A les entendre, leur principal souci est d'augmenter d'un ordre économique. Ils ont pu continuer de cultiver le tabac, seule ressource de ces

lopins de terre étagés en terrasses étroites sur les pentes d'une montagne qui descend par paliers vers la mer. Mais il y a près de deux ans qu'ils ne peuvent vendre leurs récoltes. Les rangées de feuilles de tabac séchées s'entassent dans les maisons. État-il nécessaire qu'ils « chassent les étrangers » (les Palestiniens), comme le prétendent les miliciens ? Les montagnards paraissent beaucoup moins agressifs que leurs compatriotes de Beyrouth-Est. Dans ces villages, souvent de population mixte, où le minaret voisin ne cloche de l'église, on reconnaît à peine l'arabisme du passage d'un camp à l'autre. Ils sont aventureux dans la montagne

de se déplacer en armes hors des positions qui leur ont été affectées. Des officiers ralliés aux Forces libanaises affirment que des « incidents » se sont récemment produits avec les Syriens.

A quelques kilomètres de Jezzine, un pont marque la limite des positions syriennes. Les blindés, les pièces d'artillerie n'ont pas bougé de cette ligne depuis des mois.

Les premiers villages de la zone nouvellement contrôlée par les Forces libanaises, le long de la frontière israélienne, ne sont éloignés que d'une quinzaine de kilomètres. Un responsable local d'une milice de la droite précise que, de cet endroit, ses hommes, aidés par des militaires « loyales », ont tenté de faire la jonction avec la



que pour occuper les positions laissées par les soldats syriens, lors de leur repli temporaire. On ne parle guère d'exactions, on se contente d'insister sur les « fautes de discipline » et les « gâcheries » qui ont parfois employé la manière forte pour découvrir les armes que pouvaient détenir les habitants.

La population s'est étonnée de la facilité avec laquelle les Syriens ont repoussé les Palestiniens jusqu'au port de Salda, avant le dernier cessez-le-feu. « Cela s'est passé tel comme dans la montagne au-dessus de Beyrouth », nous déclare un chef de section katsh. Les Palestiniens ont décroché presque sans combattre, au fur et à mesure que les Syriens avançaient. C'était comme si les Palestiniens avaient que les Syriens s'arrêtaient au-dessus de Salda.

Il ajoute en nous faisant visiter le village de Lebaa, situé à moins de 7 kilomètres de Salda : « On se demande vraiment pourquoi les Syriens se sont arrêtés là, bien avant le cessez-le-feu, alors que la ville était à leur merci ? Ces déclarations rejoignent celles d'un dirigeant phalangiste, qui estime que « les Syriens ne voulaient à aucun prix écraser la résistance palestinienne », mais seulement la « matriser ». On retrouve fréquemment cette opinion dans les milieux de la droite libanaise, où s'exprime la crainte de voir « l'État syrien » venir un jour, peut-être prochain, au secours des Palestiniens.

La méfiance des Syriens

Dans la région de Jezzine, comme ailleurs, les miliciens des Forces libanaises se sentent frustrés d'une victoire sur les Palestiniens. Ici — il s'agit d'une exception — les miliciens syriens ont accepté de coordonner leurs mouvements avec les milices des Forces libanaises. Mais celles-ci ont été tenues à l'écart du front principal. La méfiance des Syriens est telle qu'ils interdisent pratiquement aux miliciens de la droite

la nouvelle « armée de libération du Sud ». Mais il ajoute que l'attitude de l'armée syrienne dans cette région a empêché l'opération. Avec un soutien technique, un officier libanais déclare : « Les Syriens montent une garde vigilante. Personne ne peut rejoindre Marjayoun et les villages chrétiens de la frontière. Si nous voulons y aller, passons par Rafia » (1).

FRANCIS CORNU.

(1) Premier port israélien au-delà de la frontière.

Iran

LE GOUVERNEMENT EST REMANIÉ

Téhéran (A.F.P., A.P., U.P.I.). — Six nouveaux ministres ont été nommés à la suite d'un remaniement ministériel, annoncé jeudi 4 novembre à Téhéran de source officielle. Les nouveaux titulaires sont : Education : M. Manouchehr Ganji, ancien doyen de la faculté de droit de Téhéran ; Information et tourisme : M. Karim Pasha Bahdori, ancien chef de cabinet de l'impératrice Farah ; Intérieur : M. Amir Ghassem Moftak, précédemment ministre du travail ; Justice : M. Gholam Reza Kianpour, ancien ministre de l'information et du tourisme ; Transport : M. Ebrahim Farahkhah, qui était gouverneur général de la province de Lorestan.

Quatre ministres quittent le cabinet : M. Djavad Amouzegar, au la semaine dernière secrétaire général du Parti unique du renouveau, qui était ministre de l'Intérieur ; M. Chahrestani, qui était ministre des transports ; M. Ahmadi, qui était ministre de la justice, et M. Reza Vafakhani, dont le ministère de la réforme agraire et des coopératives a été rattaché au ministère de l'agriculture.

économie en liberté

le capitalisme mondial

CHARLES - ALBERT MICHALET

l'au-delà des multinationales

puf

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES
**TRECA
EPEDA
SIMMONS**

Modèle TRECA
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE
**EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPELOU**
DISTRIBUTEUR
Seule adresse de vente
57, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI • MÉTRO Parmentier
Tél. 557.46.35

plus
les hommes
sont grands
plus CAPEL
les aime

• Magasin principal : 74 boulevard de
Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09.
• Capel Rive Gauche : centre com. Maine-
Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.
• Capel Madeleine : 26 bd Malesherbes
75008 Paris, 266.34.21.

non ! 145 kilos
ne font pas peur
à CAPEL

• Magasin principal : 74 boulevard de
Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09.
• Capel Rive Gauche : centre com. Maine-
Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.
• Capel Madeleine : 26 bd Malesherbes
75008 Paris, 266.34.21.



"Le fourreur le plus jeune
de la rue Saint Honoré"
ALEXANDRE
376, rue St Honoré Paris 1^{er}
tél. : 260.03.78 / 04.44
nettoyage - garde-transformation

ASIE

Malaisie

CHASSE AUX SORCIÈRES A KUALA-LUMPUR
**Six personnalités, dont deux vice-ministres
sont arrêtées**
pour avoir été « influencées par le communisme »

De notre correspondant

Bangkok. — Deux membres du gouvernement malaisien et trois personnalités de l'opposition ont été arrêtés mercredi 3 novembre. Il s'agit de deux vice-ministres, MM. Abdullah Ahmad, chargé des questions scientifiques, de la technologie et de l'environnement, et Abdullah Majid (responsable du travail et de la main-d'œuvre), du président du parti socialiste populaire et de deux membres du parti d'action démocratique dont un député. Un représentant du M.C.A. (Association des Chinois de Malaisie), parti membre de la coalition au pouvoir, a, lui aussi, été incarcéré.

Ces six personnes sont les victimes d'une sorte de « chasse aux sorcières » anticomuniste, récemment annoncée par le conseil suprême de l'UMNO, le principal parti malais, qui dirige la coalition gouvernementale (le Monde du 2 novembre). Ce conseil a décidé de « purger » la majorité comme l'opposition des « personnes influencées par le communisme ». Il y a quelques semaines, l'ancien directeur du principal groupe de presse du pays, le New Straits Times Group, arrêté pour « communisme », avait affirmé à la télévision qu'il coopérerait avec des personnes pro-communistes infiltrées jusque dans les plus hautes sphères politiques. Les deux vice-ministres arrêtés avaient pourtant donné des preuves de loyauté et avaient été personnellement choisis par l'ancien premier ministre, M. Abdul Razak, qui s'était entouré d'une nouvelle équipe de jeunes politiciens et de technocrates peu appréciés par la vieille garde de l'UMNO. Son vivant, M. Abdullah Ahmad, qui avait aidé M. Razak dans sa lutte contre deux ministres en chef (chefs-ministres)

d'Etats de la Fédération, soutenus par les milieux conservateurs, était jusqu'à présent membre du conseil suprême de l'UMNO. M. Abdullah Majid faisait partie du comité d'information qui dirigeait la guerre psychologique anticomuniste.

Ce virage à droite de la vie politique malaisienne intervient après deux importants échecs du premier ministre, M. Hussein Onn, qui ont entraîné un retour en force de la vieille garde conservatrice islamique malaise. En octobre, l'ancien ministre en chef du Selangor, M. Harun Idriss, exclu du parti pour corruption à l'initiative du premier ministre et dont le procès est en cours, a été réintégré au sein de l'UMNO. D'autre part, le candidat du premier ministre avait été battu par un des traditionalistes malais le plus intransigent, M. Sayed Jazfar Albar. Ce politicien, que l'on avait oublié ces dernières années, avait suggéré, en 1965, d'employer l'armée pour éviter la sécession de Singapour, devenue depuis lors une république indépendante.

La détérioration de la situation, due à une recrudescence des activités communistes et à une conjoncture économique moins favorable que ces dernières années, inquiète de nombreux dirigeants. Mais il demeure paradoxal que le gouvernement qui a réussi à rassembler dans la coalition qui le soutient la quasi-totalité des formations politiques, doit non seulement faire face à des divisions entre les divers partis du Front national, mais aussi à des rivalités de plus en plus aiguës au sein même de l'UMNO.

PATRICE DE BEER.

Japon

Un mois avant les élections

**M. Fukuda, vice-premier ministre
quitte le gouvernement**

De notre correspondant

Tokyo. — M. Fukuda, vice-premier ministre et directeur de l'Agence de planification, a présenté vendredi 5 novembre sa démission du gouvernement à M. Miki, premier ministre, quelques heures seulement après la fin de la session parlementaire extraordinaire.

Principal adversaire du premier ministre, M. Fukuda, qui a été désigné le 20 octobre comme candidat à la succession de M. Miki par le conseil pour l'unité du parti (Kyotokyo), qui réunit les deux tiers des membres du parti libéral-démocrate (P.L.D.), entend se désolidariser du chef du gouvernement un mois avant les élections du 5 décembre.

M. Fukuda a expliqué, en ces termes, sa décision : « Je quitte le gouvernement, comme c'est naturel, parce que je suis en désaccord avec M. Miki. » Interrogé sur les conséquences de cette décision à la veille des élections générales, il a répondu : « Certes, ce n'est pas une bonne chose pour le P.L.D. Nous devons être unis. »

L'ancien vice-premier ministre s'est, en revanche, félicité de la création, le 25 octobre, par le Kyotokyo de sa propre « machine » électorale, parallèle à celle officielle du P.L.D., dont M. Miki a la direction. Ce « quartier général » des adversaires de M. Miki devra coordonner les campagnes des membres du Kyotokyo. Les secrétaires généraux des organisations régionales du P.L.D. ont, dans une vingtaine de préfectures, annoncé qu'ils refusaient d'organiser la campagne de leur parti sous la bannière de M. Miki et qu'ils se ralliaient au Kyotokyo.

M. Miki aurait souhaité dis-

soudre la Diète, ce qui lui aurait donné un certain avantage sur ses adversaires. L'opposition de la majorité des membres du cabinet, qui doivent signer le décret de dissolution, l'en a empêché. Le mandat des parlementaires (quatre ans) ira donc jusqu'à son terme — le 9 décembre — pour la première fois dans l'histoire parlementaire du Japon d'après guerre. La campagne électorale s'ouvrira le 15 novembre.

La session de la Diète s'est achevée par le vote, obtenu grâce à la majorité dont dispose le P.L.D., de plusieurs lois prévoyant notamment des augmentations des tarifs du téléphone, et aussi des chemins de fer nationaux (50,3 % d'augmentation dans ce dernier cas).

En revanche, M. Miki n'a pas tenu sa promesse de réviser dans le cadre de la session parlementaire le nom de tous les députés et des personnalités gouvernementales impliquées dans l'affaire des « pots-de-vin » versés par Lockheed. La commission spéciale de la Diète chargée de l'enquête n'a rendu public que cinq noms (dont celui de M. Tanaka, ancien premier ministre). Treize autres personnes auraient touché des « pots-de-vin ».

Les trois principales personnalités politiques directement impliquées dans l'affaire Lockheed (M. Tanaka et MM. Hashimoto et Sato, tous deux anciens ministres des transports) comptent se représenter aux élections en tant qu'indépendants. M. Tanaka a déjà pratiquement commencé sa campagne à Niigata, dont il est originaire, et tout donne à penser qu'il sera élu.

PHILIPPE PONS.

Portrait

Un puissant chef de faction

Agé de soixante et onze ans, M. Takeo Fukuda, bureaucrate devenu homme politique, dirige la plus importante faction du P.L.D. depuis la chute de l'ancien premier ministre, M. Tanaka, dont il fut le rival lors des élections pour la présidence du parti en 1972.

Entré au ministère des finances en 1925, il gravit les échelons de la hiérarchie et fut notamment directeur du budget. Il commença sa carrière politique comme membre de l'entourage de l'ancien premier ministre, M. Kishi, et se vit confier à plusieurs reprises des portefeuilles dans les cabinets successifs de M. Sato, dont il passa pour le dauphin. Élu député à huit reprises, M. Fukuda occupa aussi d'importantes fonctions dans l'appa-

ret du P.L.D. (il fut secrétaire général et président du département des affaires politiques). Vice-premier ministre de M. Miki, il a été l'artisan du plan de lutte contre l'inflation, et est apparu comme le véritable maître de la économie japonaise au cours de ces deux dernières années. M. Fukuda est resté fidèle au premier ministre jusqu'à l'été dernier. Il n'a pas participé à la première offensive lancée en mai contre le premier ministre par M. Shibusawa, vice-président du P.L.D. Après l'arrestation de M. Tanaka, en juillet, jugeant que la perspective des élections générales pouvait servir ses ambitions, il s'est décidé à rejoindre le camp des adversaires de M. Miki, auquel il entend succéder.

P. P.

A quoi peut-on comparer une 604 de série?

Voici le prix clés en main d'une 604 SL V6 de série: 46.000 F. Et voici la liste des principaux équipements compris dans ce prix: direction assistée (sans l'être trop) - glaces teintées - pare-brise feuilleté haute sécurité - lunette arrière chauffante - vitres latérales électriques (4 commandes à l'avant et 2 commandes à l'arrière) - puissant essuie-glace à double balayage.

Citons aussi pour mémoire: une climatisation renouvelant l'air

de l'habitacle toutes les trente secondes, quatre projecteurs à fonction spécialisée, des feux de signalisation à retour latéral, pour être vu de toutes les directions.

Avec la 604 SL V6, les meilleures berlines européennes deviennent abordables.

**A certaines autres grandes voitures
si on leur ajoute certaines options.**

PEUGEOT

Peugeot 604 SL V6. Une grande voiture.

Prix "clés en main" au 12.7.76: 46.000 F.

Peugeot fait confiance à Esso

(Publité)
Le Maoïsme
Actualité du maoïsme
en Chine et en France
MEETING - DÉBATS
Expositions, huit forums
Samedi 6 novembre, 14 h.
Salle de la Mutualité
A l'initiative de l'UCFAM et de
la collection YENAN

LISEZ
« Le Monde des philatélistes »
En vente dans les kiosques

**LES PIÈDS SENSIBLES
c'est l'affaire de
SULLY**
85 rue de Sévres
5 rue du Louvre
81 rue St-Lazare
53 bd de Strasbourg

Boîtes, bottines,
modèles sport de
grand confort,
toutes
les pointures
et six largeurs,
du 35 au 46.

Catalogue
gratuit
SULLY, 85 rue de Sévres, Paris 6^e.

actuellement, la
quinzaine
du manteau !
**les boutiques
Griffsolde**
Griffsolde dégriffe les grands du prêt-à-porter.
BOUTIQUES POUR ELLE
1, rue de la Plaine/Nation
2, rue du Renard/Hôtel de Ville
3, rue de Lagry/Nation
BOUTIQUES POUR LUI
3, rue de la Plaine/Nation
3, bd Montmartre/Montmartre
ouvert le lundi après-midi.

صكرا من الامل

AFRIQUE

AMÉRIQUES

La négociation de Genève sur la Rhodésie

Nationalistes noirs et délégués de Salisbury s'accordent pour rejeter la proposition britannique sur la date de l'indépendance

Une conférence - au sommet - des gouvernements voisins de la Rhodésie - Tanzanie, Mozambique, Angola, Zambie et Botswana - doit se tenir, samedi 6 et dimanche 7 novembre, à Dar-Es-Salaam. Quatre chefs d'Etat et un représentant personnel du président du Botswana - actuellement hospitalisé - examineront la situation en Afrique australe après les récentes incursions rhodésiennes en territoire mozambicain. Pour sa part, M. John Belinhard, délégué américain à la conférence de l'UNESCO de Nairobi, s'entretenait vendredi et samedi, à Lusaka et à Dar-Es-Salaam, avec les présidents Kamunda et Nyerere. L'agence officielle de Maputo a annoncé, jeudi, que des troupes de Salisbury avaient attaqué la veille la ville-frontière de Machipanda, dans la province de Manica. A Genève, l'évêque Muzorewa, chef de l'une des délégations à la conférence, a préconisé, jeudi 4 novembre, l'élection au suffrage universel du chef du gouvernement de transition.

De notre envoyé spécial

Genève. — Avec l'ouverture, dans la salle du Palais des Nations, de la troisième session plénière, ce vendredi 5 novembre, la conférence sur la Rhodésie devait enfin sortir de l'impasse. Paradoxalement, alors que M. Smith, chef de la délégation britannique, regagnait Salisbury, la réunion du gouvernement rhodésien, a n'a jamais paru si proche, soit du « déblocage », soit de la rupture totale.

Après deux heures de discussions, jeudi, et pour la première fois depuis bientôt deux semaines, nationalistes noirs et Rhodésiens blancs sont tombés d'accord pour rejeter la proposition britannique de proclamation de l'indépendance du Zimbabwe le 1^{er} mars 1978. Toutefois, ils se sont immédiatement opposés à tout délai qui exagérerait une année, se conformant en cela, semble-t-il, aux exigences des gardiens sur le terrain. Les Rhodésiens blancs s'en tiennent, pour leur part, à un délai de vingt-quatre mois.

M. Mugabe, qui apparaît de plus en plus comme le porte-parole de l'ensemble des délégués noirs à Genève, menace de quitter la conférence si satisfac-

tion ne lui est pas rapidement donnée sur la date de l'indépendance.

A l'ONU

LA COMMISSION SOCIALE CONDAMNE LA COLLABORATION DE « TOUS LES ETATS ET INTERETS ÉCONOMIQUES » AVEC PRETORIA

New-York (Nations unies) (A.F.P.). — La commission sociale, humanitaire et culturelle de l'Assemblée des Nations unies a adopté jeudi 4 novembre, par 27 voix contre 12 et 31 abstentions, une résolution qui condamne la collaboration de « tous les Etats et intérêts économiques étrangers avec les régimes racistes de l'Afrique australe, et particulièrement dans les domaines économique, militaire et nucléaire ». La résolution cite à cet égard la France, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, Israël et le Japon. Ces pays ont voté contre la résolution ainsi que les Etats non mentionnés de l'Europe des Neuf, l'U.R.S.S. et les pays communistes d'Europe se sont abstenus.

M. CUBILLO ANNONCE A ALGER QUE LES PARTISANS DE L'AUTODÉTERMINATION DES CANARIENS SONT PASSÉS A L'ÉTAPE DE LA « PROPAGANDE ARMÉE ».

(De notre correspondant.)

Alger. — Dans un communiqué publié à Alger le mardi 2 novembre, M. Antonio Cubillo, secrétaire général du M.P.A.I.C. (Mouvement populaire pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien), a annoncé que son organisation est passée à « la deuxième étape de lutte, celle de propagande armée qui prélué à la véritable lutte armée ».

Le texte précise que pour la première fois « deux groupes de choc » ont utilisé des bombes à retardement qui ont explosé dans la soirée du 1^{er} novembre. La première au commissariat central de la place de la Foire à Las Palmas, et la seconde aux Galeries Precados, qui appartenaient à la veuve du général Franco.

Selon M. Cubillo, « des groupes d'action » ont mené jusqu'ici une action de propagande en distribuant des tracts, en peignant des slogans sur les murs et en organisant ou en causant diverses manifestations d'ordre revendicatif ou politique.

C'est symboliquement, a-t-il également précisé, qu'ils ont choisi la date du 1^{er} novembre pour rendre hommage au vingt-deuxième anniversaire du soulèvement de l'Algérie, « dont la lutte armée a ouvert la voie à la libération du continent africain ».

P. R.

(Une agence de presse espagnole, citée par l'agence France-Presse, a annoncé, le mardi 2 novembre, que trois personnes avaient été légèrement blessées par l'explosion d'un cocktail Molotov jeté lundi contre les vitrines des Galeries Precados, à Las Palmas.)

RECHIGATIF. — Dans l'article de Philippe Decroix commentant les événements du Burundi (le Monde du 4 novembre), nous avons écrit que le coup d'Etat qui avait entraîné la déposition de Ntare V avait eu lieu le 28 septembre 1966. Il s'agissait du 28 novembre. D'autre part, le nom du premier ministre assassiné en janvier 1965 n'est pas Pierre Ngendandumwe, mais Pierre Ngendandumwe.

Canada

Le parti libéral québécois souhaite que les prérogatives des provinces soient renforcées

De notre correspondant

Montréal. — Dans son programme électoral, publié au début de la semaine dernière, le parti libéral du premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, précise ses positions sur le problème constitutionnel, thème central de sa campagne.

M. Bourassa avait, au cours de l'été 1973, annoncé son ambition d'obtenir pour sa province la « souveraineté culturelle » au sein du fédéralisme canadien. Un tel projet n'était réalisable qu'une fois la Constitution canadienne « rapatriée » et amendée. Mais le premier ministre en était resté, sur ce sujet, à quelques idées générales.

Cette fois, les choses sont claires, même si l'expression « souveraineté culturelle » a été abandonnée au profit de « primauté culturelle ». L'administration de M. Bourassa cherchera à obtenir la reconnaissance dans la Constitution de la « primauté législative » de la province en matière d'art, de lettres, de patrimoine culturel. Cela signifie que, dans ces domaines, une loi adoptée par le Parlement du Québec aurait une force juridique supérieure à celle d'un texte fédéral. De même, le Québec pourrait, éventuellement, se soustraire à un projet fédéral en matière culturelle qui viserait toutes les provinces.

Il s'agit également d'obtenir la reconnaissance constitutionnelle de la « primauté » de la province en ce qui concerne les systèmes de communication internes, en particulier pour la télévision par câble. Pour ce qui est de l'intégration et du placement des immigrants, leur sélection resterait du ressort fédéral, mais la province aurait, sur ce point, voix au chapitre.

Dans un paragraphe intitulé de façon abusive « Le renforcement du régime fédéral », le parti libéral québécois propose en réalité de restreindre les pouvoirs du gouvernement fédéral, notamment en ce qui concerne les grands projets d'intérêt national.

Il souhaite que la Cour suprême du Canada devienne l'arbitre de la Constitution, mais que les provinces aient la responsabilité de désigner ses juges.

Sur le plan de la procédure, le parti majoritaire au Québec recommande l'institution d'une conférence annuelle des ministres provinciaux qui déciderait, le cas échéant, des amendements à la Constitution. L'adoption d'un accord du Sénat et des communes, ainsi que d'une majorité des provinces dont nécessairement le Québec — qui s'assurerait ainsi un droit de veto.

Ces propositions auraient sûrement un grand effet sur le fonctionnement du système fédéral canadien si elles venaient à être adoptées.

Les libéraux du Québec n'en oublient pas pour autant le problème linguistique. Il est devenu, en quelques jours, le vrai thème de la campagne. Dans son programme, le parti de M. Bourassa réaffirme, à ce sujet, son soutien à la loi fédérale sur les langues officielles et demande que celle-ci soit inscrite dans la Constitution.

Les intentions de M. Bourassa laissent dans la vague ce que peut être l'avenir de la loi 22. Celle-ci fait, entre autres, obligation aux jeunes immigrants de prouver « une connaissance suffisante » de l'anglais pour s'inscrire dans des écoles anglophones. La français étant la langue officielle, aucun test de connaissance n'est imposé à l'entrée des écoles francophones. La communauté anglophone du Québec et les immigrants de fraîche date voudraient voir ce texte supprimé. C'est aussi ce que souhaitent plusieurs candidats libéraux célèbres qui mettent M. Bourassa dans une situation difficile. En effet, plusieurs ex-ministres fédéraux, dont un anglophone, ont abandonné Ottawa pour venir prêter main-forte au parti libéral provincial. Certains d'entre eux se sont déclarés opposés à la politique linguistique actuellement suivie par l'administration Bourassa.

ALAIN MARIE CARRON.

Après 40 ans de socialisme

Olof Palme

Le rendez-vous suédois



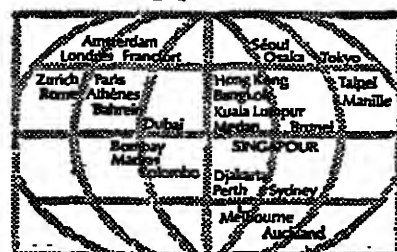
collection "Les grands Leaders" dirigée par Claude Glayman

STOCK



Toute de charme et de gentillesse, elle sourit. A vous, et à déjà plus de la moitié du globe.

Menue et gracieuse dans son sarong kebaya, chaleureuse, souriante, si douce et si gentille, vous la rencontrerez à 8.000 m.d'altitude, au-dessus de 3 continents, dans le cadre exceptionnel et confortable de nos 747B, 707 ou 737. Elle s'occupera de vous comme elle seule sait le faire. Cette hôtesse, notre hôtesse, c'est le cœur de Singapore Airlines.



Pour tous renseignements, adressez-vous à votre agent de voyages ou à SIA, 35 avenue de l'Opéra, 75002 Paris. TEL : 261.53.09.

L'ÉLECTION DE M. CARTER

Dans sa première conférence de presse de président élu M. Carter s'engage à consolider les relations des États-Unis avec leurs alliés

Washington. — Le centre du pouvoir s'est déplacé discrètement jeudi soir 4 novembre de la capitale à l'aéroport de Plains (Géorgie), où le président élu tenait sa première conférence de presse radiotélévisée.

Dans ce cadre insolite, mais devenu familier aux journalistes, M. Carter a informé les alliés et les adversaires potentiels des États-Unis de la continuité de la politique étrangère américaine.

« Nous continuerons à travailler pour la paix », a-t-il dit. Il s'est à nouveau engagé à consolider les relations des États-Unis avec leurs alliés et à tenir compte de l'opinion et du Congrès dans l'élaboration de la politique américaine. Mais, devant M. Carter, le secrétaire d'État, M. Kissinger, dans un message adressé à tous les postes diplomatiques, rappelait que pendant la période de transition (1), « la responsabilité des relations étrangères des États-Unis incombait au président Ford et à lui-même ». Il ajoutait que « les amis des États-Unis devaient continuer de croire à leur détermination d'honorer leurs engagements. Aucune nation ne devrait commettre l'erreur de penser que le moment est venu de mettre cette détermination à l'épreuve ». La politique étrangère n'est pas pour le moment la préoccupation prioritaire de M. Carter. Il a laissé entendre qu'une session de travail avec les spécialistes en la matière, y compris les experts du gouvernement en place, il serait mieux en mesure de se prononcer avec précision sur la continuité de la diplomatie américaine. Au sujet de la Yougoslavie, tout en répétant que l'invasion de ce pays par l'Union soviétique, anéantirait la politique de détente, il est néanmoins resté ferme dans son refus.

(1) M. Eagleburger, secrétaire d'État adjoint, a été chargé d'organiser cette transition avec les représentants du nouveau président en matière de politique étrangère.

De notre correspondant

Un ton « présidentiel »

Dans l'ensemble, le président a fait bonne figure lors de cette première rencontre officielle avec les journalistes, auxquels il a annoncé qu'il tiendrait au moins deux conférences de presse par mois. Il n'éleva aucune question, qu'il n'était pas en mesure de répondre de manière satisfaisante. Mais surtout, dans ses réponses, il parut sérieux, réfléchi. Son ton était « présidentiel ». Il donna très bien l'impression de partager les responsabilités du gouvernement (« Je ne peux pas tout faire », reconnaissant le président Ford et le vice-président Rockefeller pour leur offre de coopération, espérant une bonne entente avec le Congrès).

M. Carter répondait en fait aux nombreux commentateurs qui, constatant l'absence de sa majorité, concluaient que le nouveau chef de l'exécutif poura difficilement se réclamer d'un mandat populaire pour imposer les vagues réformes promises pendant la campagne. Apparemment, le président élu n'est pas de cet avis et n'éprouve aucune inhibition. Il a souligné qu'avec trois cents voix au sein du collège électoral et une majorité de suffrages populaires d'environ deux millions, il avait accompli une performance aussi bonne, sinon meilleure, que beaucoup d'autres présidents. C'est une référence à Kennedy, qui une référence à Nixon, qui en 1969 d'une centaine de milliers de voix seulement. D'autre part, il a souligné que, dans sept États où il a été battu, il avait obtenu 49 % des suffrages, sans ajouter toutefois que dans l'Iowa, l'Ohio, le Maine et l'Oregon, la candidature du libéral indépendant MacCarthy l'avait privé des 1 ou 2 points de

pourcentage qui auraient assuré son succès.

En définitive, M. Carter estime que sa victoire sans constituer un raz de marée, est d'une ampleur suffisante pour aller de l'avant et lui permettre de devenir un président « actif ». Il va étudier sérieusement la masse de documents et d'informations qui lui ont été communiqués et fera connaître prochainement ses objectifs prioritaires. Il a seulement indiqué qu'une réduction des impôts, nécessaire à l'économie continuait de stagner en janvier.

Quant au choix des membres de son gouvernement, il ne pense pas pouvoir annoncer leurs noms avant la mi-décembre et seulement après une étude « très attentive, très lente et très méthodique ». En attendant, il se fixe comme tâche principale avant l'inauguration du 20 janvier, l'examen des modifications à apporter au budget que le président Ford adressera au Congrès, le 17 janvier, trois jours avant la passion solennelle des pouvoirs présidentiels.

Les premières réactions dans les couloirs du Capitole sont favorables, et les observateurs prévoient une période de « lune de miel » entre le nouveau président et la majorité démocrate du Congrès. Néanmoins, après des années d'une présidence forte, et même autoritaire, avec pour conséquences le Vietnam et Watergate, il faut s'attendre que le Congrès ne se laisse pas imposer une politique à laquelle il n'aura pas été associé. Le « législatif » tendra à affirmer son autorité face à l'exécutif.

HENRI PIERRE.

● M. Carter a finalement obtenu les vingt-cinq mandats de l'État de l'Ohio, ce qui porte à 297 le nombre des voix des grands électeurs en sa faveur. Le scrutin a été très serré dans l'Ohio, où M. Carter a obtenu 2 000 033 voix et M. Ford 1 992 460 voix. En revanche, M. Ford semble l'avoir emporté dans l'Oregon, mais les résultats définitifs ne sont pas encore connus pour cet État.

Le dossier économique : un bilan contrasté

Réduire le chômage sans alimenter l'inflation, telle sera la tâche classique et délicate du nouveau président des États-Unis. Au cours de sa campagne électorale, M. Carter, qui a bénéficié des votes des Américains les plus désemparés, s'est surtout engagé à créer davantage d'emplois. Traditionnellement aussi, le parti démocrate est considéré comme interventionniste et dépensier, ce qui a d'ailleurs entraîné une baisse immédiate du dollar et des conséquences financières internationales et un recul des valeurs à Wall Street.

D'une façon générale, les milieux d'affaires américains, qui auraient préféré une victoire de M. Ford, ont accueilli avec prudence le succès de M. Carter, tout en estimant que cette victoire aura peu de conséquences à court terme sur la conjoncture. Le bilan est actuellement contrasté. A en croire les dernières statistiques — toujours sujettes à caution, en raison des variations fréquentes et souvent fortes auxquelles elles sont soumises, — l'indicateur global, qui est censé préfigurer l'évolution économique du pays, a fléchi de 0,7 % en septembre, après avoir reculé du même montant en août (initialement, la baisse de ce mois avait même été estimée à 1,5 %).

Le recul, deux mois de suite, de cet indicateur traduit le ralentissement de l'économie américaine, qu'avait mis en relief d'autres résultats : stagnation de la production industrielle, baisse des commandes de biens durables. Le produit national brut n'a augmenté en rythme annuel que de 4 % au troisième trimestre, contre 4,5 % au deuxième et 9,2 % au premier. Le chômage se maintient à un niveau élevé, frappant 7,8 % de la population active en septembre. Autre point noir : le déficit commercial a atteint, pour les neuf premiers mois de l'année, 3,4 milliards de dollars, ce qui suscite des réflexes protectionnistes dans l'industrie américaine.

Toutefois, des éléments positifs apparaissent : l'activité de la construction semble reprendre, et les commandes de machines-outils ont augmenté de 13 % en septembre. Enfin, et surtout, l'inflation a été nettement réduite, les prix à la consommation n'ont augmenté que de 0,4 % en septembre, ce qui correspondait à une hausse de 6,5 % sur un an. L'économie américaine semble, en fait, connaître une pause dans son rythme de progression, liée à un certain ralentissement de la reconstitution des stocks.

La dépendance énergétique

Face à cette situation, les nouveaux responsables économiques devraient être amenés à faire preuve de modération. Ils pourraient, en principe, user séparément ou simultanément des deux armes de la fiscalité et du crédit. Mais la réduction des impôts, évoquée par M. Carter, doit être conciliée avec la volonté qu'il a aussi affichée de revenir à l'équilibre budgétaire. La réforme fiscale est pour plus tard. Dans le domaine du crédit, une certaine orthodoxie a des chances, de moins à court terme, d'être conservée, en raison notamment du maintien à son poste du président du Système de réserve fédérale, M. Arthur Burns. Enfin, le prochain budget ayant été préparé par les spécialistes républicains, la marge de manœuvre du nouveau président apparaît étroite.

Dans le domaine énergétique, les États-Unis sont de plus en plus dépendants de l'étranger. La production pétrolière américaine est retombée en 1976 à son plus bas niveau depuis dix ans (8 millions de barils par jour), et l'opposition est vive de la part de nombreuses organisations et groupes de pression contre l'usage nucléaire, ce qui en ralentit le développement. Aucune amélioration de la production pétrolière ne peut être espérée avant l'arrivée, début 1978, du pétrole d'Alaska, qui devrait accroître les ressources américaines de 1,2 million de barils par jour à cette époque (2 millions dans les années 1980).

Au cours du premier semestre 1976, les importations ont représenté près de 40 % de la consommation américaine de pétrole à 220,3 % de leur demande totale d'énergie. L'Arabie Saoudite a désormais remplacé le Canada et le Venezuela comme premier fournisseur pétrolier sur le marché américain et la part des fournitures arabes est passée en deux ans de 11 à 18 %.

L'économie américaine devient donc, comme les Européens et les Japonais, à la merci d'une nouvelle hausse des prix du pétrole. Or celle-ci risque d'être d'autant plus forte que la baisse du dollar pourait inciter les pays membres de l'OPEP à accroître le prix du pétrole brut de quelques points en plus de l'augmentation prévue pour le 1^{er} janvier 1977 (10 ou 15 %, dit-on), soit même à prévoir pour l'avenir un système d'indexation.

Cette dépendance vis-à-vis des pays arabes a été jugée « scandaleuse » par M. Carter. Tout en se déclarant hostile au démantèlement des compagnies pétrolières — étudié depuis deux ans par le Sénat —, le nouveau président a affirmé qu'il mettrait fin à la pratique actuelle qui consistait à laisser « le sort des consommateurs entre les mains des grandes sociétés pétrolières et du cartel de l'OPEP ».

Favorable à la fusion des vingt agences fédérales pour l'énergie afin de doter le pays d'un « programme équilibré et complet de production et de conservation de l'énergie », M. Carter veut encourager les économies et les énergies de

substitution (solaire et charbon). Pour encadrer le développement des centrales nucléaires, il pourrait cependant être amené à réviser sa position devant les nécessités de réduire la dépendance américaine. Les élections de six des sept États de l'Union qui, en marge de l'élection présidentielle, votent par référendum sur le développement nucléaire ont d'ailleurs rejeté à la majorité l'idée de restrictions futures à la construction de centrales atomiques.

MICHEL BOYER.

LES REVENUS DU PRÉSIDENT SORTANT ET DE SON SUCCESSOR

M. Jimmy Carter recevra, en tant que président, un salaire de 200 000 dollars (environ un million de francs) par an et cinquante mille dollars pour frais de représentation. Ces sommes sont soumises à l'impôt. L'an dernier, M. Carter avait déclaré au fisc un revenu de 136 826 dollars dont la plus grande partie (119 244 dollars) provenait de son exploitation agricole de Plains (Géorgie).

M. Carter, qui a souvent fustigé les nombreuses échappatoires (« loopholes ») qui permettent en toute légalité au contribuable américain de réduire le montant de ses impôts, a usé lui-même des possibilités offertes par la loi dans ce domaine. Il n'a finalement payé que 17 484 dollars (au lieu de 58 484 dollars selon le barème habituel) en faisant valoir les sommes qu'il avait investies pour améliorer son exploitation. M. Carter ayant, comme de nombreux Américains, anticipé ses versements et ayant dépassé cette somme, s'est vu rendre 7 089 dollars par le fisc.

M. Jody Powell, porte-parole de M. Carter, a d'autre part annoncé jeudi 4 novembre, que le président élu n'achèterait pas de résidence secondaire ou continuerait à utiliser sa maison de Plains comme « villégiature de travail ».

M. Gerald Ford touchera, après son départ de la Maison Blanche, une pension annuelle de 90 000 dollars ainsi que 96 000 dollars supplémentaires destinés à payer ses frais de secrétariat. L'allocation annuelle versée à M. Ford tient compte de son ancienneté de membre du Congrès (vingt-quatre années) ainsi que de ses deux années passées sous les drapeaux, dans la marine.

D. Dh.

Les réactions

M. BARRE : je souhaite que les États-Unis gardent un rôle de responsabilité dans les affaires mondiales.

Interrogé jeudi 4 novembre au micro de Radio-Monte-Carlo sur les conséquences de l'élection de M. Carter, le président des États-Unis, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré :

« Je crois et je souhaite que la nouvelle administration maintienne aux États-Unis un rôle de responsabilité dans les affaires mondiales (...). De surcroît, j'espère que les relations entre les États-Unis et la France demeureront des relations dominées par un esprit d'amitié et de compréhension mutuelle (...). Les relations que la France a eues avec les États-Unis sous l'administration du président Ford ont été des relations franches et amicales. Le voyage du président de la République au moment du bicentenaire des États-Unis a été une expression très évidente de la cordialité et de la chaleur de ces relations. C'est la loi de la démocratie que les hommes changent. Nous pouvons donc saluer le président Ford tout en formant nos vœux les plus sincères pour le président Carter. »

● A CUBA, la victoire de M. Carter a été brièvement annoncée et sans commentaires, mercredi 4 novembre, en dernière page de Granma, l'organe officiel du parti communiste.

● A PANAMA, M. Aquilino Boyd, ministre des affaires étrangères, a déclaré que l'élection était un « facteur positif » pour la négociation du nouveau traité sur le canal. M. Boyd a cependant estimé que les Panaméens avaient été « trahis et peints » par l'opinion erronée du problème du canal donnée par M. Carter, lors du débat télévisé avec M. Ford le 6 octobre dernier, où il avait alors affirmé qu'il abandonne-

M. MARCHAIS : le « non » à Ford traduit une certaine lassitude du peuple américain

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.P., interrogé au micro de France-Inter, jeudi 4 novembre, sur le résultat des élections présidentielles américaines, a déclaré : « Les Américains, en toute indépendance, se sont donnés le président qu'ils ont sans doute jugé le plus à même de conduire les affaires de leur pays. C'est leur affaire. A mon avis, dans le résultat de ces élections, sans aucun doute, ont pesé la guerre du Vietnam, l'intervention américaine au Chili, plus généralement l'intervention brutale des Américains dans les affaires intérieures des peuples, le scandale de Watergate, le scandale Lockheed. C'est un pays où les scandales sont nombreux et se multiplient, comme chez nous d'ailleurs. De même, on a sans doute pesé le chômage (aux environs de huit millions de chômeurs) et une inflation importante. Par conséquent, je pense que le peuple américain, dans son vote (je ne dirai pas qu'il s'est prononcé clairement pour le changement), parce qu'effectivement, sur un certain nombre de questions, les programmes des deux candidats sont très proches l'un de l'autre et qu'il reste beaucoup de flou sur les questions importantes, je pense que le « non »

à Ford, si je puis dire, a comme signification une certaine lassitude du peuple américain devant cette politique.

M. Marchais a ajouté : « Ce que j'espère, c'est que, tenant compte des leçons de l'histoire, le peuple américain et ses dirigeants sauront tirer une conclusion : à savoir qu'il ne leur appartient pas de se conduire en leader du monde, d'exercer ce leadership comme on dit. Nous sommes, nous demandons aux États-Unis, d'être une seule et unique chose : ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des peuples (...). Autrement dit, je souhaite que Jimmy Carter fasse preuve de réalisme, qu'il tienne compte de données fondamentales auxquelles nous sommes attachés, qu'il tienne compte aussi de ce qu'est le monde aujourd'hui, de la nécessité d'avancer plus hardiment dans la voie du désarmement, de la détente, de la coopération. »

● Le pape Paul VI a adressé à M. Carter ses « cordiales félicitations », ajoutant : « Nous demandons au Seigneur de vous donner la sagesse et l'énergie qui vous permettront de conduire le cher peuple américain sur la voie du progrès authentique, de la paix véritable et du sens de la fraternité, avec la liberté et la justice pour tous. »

LES JOURNÉES SONT PEUT-ÊTRE TRISTES... mais les nuits sont gaies. Gault et Millau vous donnent rendez-vous avec les nouvelles diapositives de la nuit et les vieux ringards. Et ils vous disent ou bien « souper quand est fermé. Ne riez pas Le Nouveau Guide Gault-Millau de novembre. En vente chez tous les marchands de journaux.

Un événement dans le monde du cuir : Pour la première fois en France, un grand magasin se spécialise dans une seule et unique activité : le cuir. Visitez en toute liberté CUIR CENTER, le « salon des salons cuir ». Découvrez en avant-première la plus vaste sélection des meilleures productions internationales de cuir.

SEUL A PARIS: 100 SALONS CUIR EN EXPOSITION

de 4.000 à 6.000 f.

Copacabana Sully

de 6.000 à 9.000 f.

Atlanta Bahia Amboise

de 9.000 à 11.000 f.

Chamonix Chambord

de 11.000 à 15.000 f.

Bulmori California Miami

de 15.000 à 20.000 f.

Chester York Philadelphie

Vous êtes résolument moderne, vous êtes amateur du style anglais ou rustique, toute décision d'achat d'un salon doit être précédée par une visite au CUIR CENTER, le magasin référence du cuir. Grandes facilités de paiement. Nos prix s'entendent toutes taxes comprises. Livraison gratuite 100 km. Garantie contre tout vice de fabrication.

LE CUIR DÉFIE LE TEMPS, LE CUIR CENTER DÉFIE LES PRIX

176 à 182 boulevard de Charonne 75020 PARIS
Ouvert : lundi de 10 h à 19 h 30 - mardi de 10 h à 19 h 30
mardi (interdit) : jeudi de 10 h à 19 h 30 - vendredi de 10 h à 19 h 30
Tel. 373.36.13 / 373.66.73.69 - Parking dans l'immeuble
Métro : Nation - Métro : Alexandre Dumas - Philippe Auguste

صلى الله عليه وسلم

A LA PRÉSIDENTENCE DES ÉTATS-UNIS

La coalition du temps de Roosevelt s'est reformée à New-York

De notre correspondant

New-York. — La double victoire de M. Carter et Moynihan est une bonne nouvelle pour la ville de New-York d'abord parce que M. Carter n'a pas fait mystère de son intention d'utiliser les moyens du gouvernement fédéral pour élargir la municipalité de la plus grande ville du pays, dont les finances sont toujours chancelantes. Ensuite parce qu'elle disposera en la personne de M. Moynihan d'un tribun éloquent au Capitole. M. Carter doit être élu à la présidence de New-York : si les 41 voix de l'Etat de New-York lui permettent de franchir en vainqueur la ligne d'arrivée le 2 novembre, c'est au vote des cinq boroughs (quatre tiers) de New-York, 600 000 voix — qu'il doit la majorité de 270 000 suffrages qu'il a recueillies dans l'ensemble de l'Etat.

A New-York mieux qu'ailleurs, M. Carter a réussi à rassembler l'ancienne coalition rooseveltienne (Noirs, « cols bleus », petits employés, juifs, catholiques et juifs) et à réconcilier entre elles les factions querelleuses du parti démocrate. Ce sont les divisions internes de ce parti qui, d'ailleurs, l'ont mené à la défaite dans le New-Jersey et dans le Connecticut où normalement M. Carter aurait dû l'emporter comme à New-York et en Pennsylvanie, et pour les mêmes raisons.

Jamais, en tout cas depuis les meilleurs jours du « new deal », le parti démocrate n'a été aussi puissant à New-York. L'ère Rockefeller est close. Les démocrates disposent à l'Assemblée législative de l'Etat de 90 sièges contre 60 aux républicains. Le gouverneur est des leurs, et ils ont un ami à la Maison Blanche.

Selon un sondage de la C.B.S., c'est le pardon qu'il accorda à

M. Nixon et le choix d'un collier de droite, M. Doi, qui coûtèrent le plus de voix à M. Ford à New-York, où 90 % des Noirs, 82 % des Portoricains, 71 % des juifs et 53 % des catholiques accordèrent leurs suffrages à M. Carter.

Dans six Etats (Ohio, Montana, Colorado, Oregon, Arizona, Washington) les électeurs se sont prononcés contre la construction de centrales nucléaires ; dans deux Etats (Maine et Michigan) les électeurs, soucieux de la protection de leur environnement, ont voté en faveur du « recyclage » obligatoire des bouteilles de boissons et des indices de conserve. Dans deux autres Etats (Colorado et Oregon), ils se sont prononcés contre, à une écrasante majorité, les électeurs du Massachusetts ont rejeté un projet visant à interdire la possession de revolvers d'une longueur inférieure à 16 pouces. La réglementation du port d'armes reste très impopulaire aux Etats-Unis.

Les habitants de l'Alaska ont choisi Willow comme nouvelle capitale. Ceux du New-Jersey se sont prononcés pour l'ouverture d'un casino à Atlantic-City.

A New-York, les électeurs se sont déclarés favorables à l'organisation, par les églises, de soirées de jeux de hasard, dont les bénéfices seraient consacrés à des œuvres charitables. Les électeurs de Californie ont voté contre les courses de lévriers et contre le projet parrainé par M. César Chavez, le défenseur des ouvriers agricoles, qui aurait mis ces derniers à l'abri de l'emprise du syndicat tyrannique et douteux des « teamsters » (camionneurs).

LOUIS WIZNITZER.

Espoirs et doutes

des pays en voie de développement

Les pays du tiers-monde ne sont pas les derniers à s'interroger sur les changements qu'entraînera dans la politique extérieure américaine la victoire de M. Jimmy Carter. Celle-ci aura-t-elle des conséquences sur l'évolution des négociations difficiles et multiples qui se poursuivent depuis deux ans environ entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement pour l'instauration d'un ordre économique plus équitable ? Les négociateurs du tiers-monde paraissent partagés, depuis plusieurs semaines, entre l'espoir, l'incertitude et le doute.

L'incertitude, parce que M. Carter n'a jamais précisé ce que serait sa position dans les grandes négociations auxquelles participent actuellement les Etats-Unis. Sa campagne a d'ailleurs démontré que son expérience internationale était mince et sa connaissance des pays du tiers-monde limitée.

M. Carter, pourtant, jouit indiscutablement d'une cote de faveur dans la plupart des pays en voie de développement. Il a dit, au cours de sa campagne, que le tiers-monde était victime d'injustices qu'il faut redresser. Il paraît aux dirigeants du tiers-monde plus proche d'eux que ses prédécesseurs. Ses origines sont modestes, et il a connu dans sa jeunesse, en Georgie, les difficultés d'une population dont le niveau de vie était beaucoup moins élevé que dans le reste des Etats-Unis. Il est aussi l'ami des minorités, particulièrement des Noirs, et il a clairement affirmé que le temps de la discrimination raciale était révolu. Enfin, il apparaît comme le champion d'un moralisme qui a une résonance certaine parmi les pays en voie de développement, révoltés contre les mensonges, trahisseries et pressions dont certains ont été ou estiment avoir été les victimes durant l'ère rhénane.

En choisissant pour vice-président M. Mondale, qui apparaît, bien au-delà des frontières de son pays, comme un grand défenseur des humbles, et particulièrement des Noirs, M. Carter a convaincu certains pays du tiers-monde qu'on pouvait attendre de lui plus de compréhension envers les pays

en développement. Ce qui permettrait de faire progresser enfin concrètement les négociations entre pays riches et pays pauvres, dans l'impasse aujourd'hui à Paris, les principaux pays industrialisés — et surtout leur chef de file, les Etats-Unis — se refusant à prendre les engagements qu'attend le tiers-monde sur l'indexation du prix des matières premières ou la réduction de l'endettement des pays en voie de développement.

Mais M. Carter peut-il renfermer les principes du libéralisme économique et aller à l'encontre d'intérêts américains tout-puissants dont la politique étrangère des Etats-Unis a toujours assuré la défense rigoureuse ? Peut-il s'opposer à ceux qui se refusent à partager les pouvoirs de décision économiques et financiers dont ils disposent, au sein notamment des multinationales ? Plusieurs membres des délégations des dix-neuf pays en voie de développement, qui participent au dialogue Nord-Sud de Paris, en doutent, même s'ils pensent que M. Carter prônera une oreille plus favorable que l'administration républicaine aux appels répétés de M. McNamara pour une aide largement accrue aux pays en voie de développement. M. Carter, comme ses prédécesseurs, leur paraît convaincu que les Etats-Unis, en raison de leurs énormes ressources et de ses aptitudes de leurs citoyens, ont vocation à guider le monde, et donc pratiquement à rester les maîtres du jeu.

Partagés ainsi entre le doute et l'espoir, les Dix-Neuf vont se trouver très prochainement dans une situation délicate. Normalement, le dialogue Nord-Sud doit se terminer au niveau ministériel à la mi-décembre, après qu'une dernière session en commissions (fin novembre) leur aura permis de mettre au point les recommandations ou décisions que les ministres n'auront plus qu'à ratifier. Mais, précisément, le représentant du Pérou vient de faire savoir que les Dix-Neuf reconsidéreraient l'opportunité de la prochaine rencontre ministérielle à vingt-sept, si les travaux de ces commissions continuaient d'être bloqués par l'attitude des pays industrialisés. De toute façon, nous a précisé G. Guerrero, coprésident de la Conférence de Paris, le dialogue Nord-Sud ne se poursuivra pas au-delà de décembre. Si les pays industrialisés, a-t-il ajouté, ne manifestaient pas de volonté politique avant cette échéance, pourquoi voulez-vous qu'ils la manifestent davantage après ?

Ce raisonnement ne tient plus dès lors que les chances d'une attitude plus favorable des Etats-Unis à l'égard du tiers-monde ne peuvent être exclues dans un proche avenir. Comment les pays en développement pourraient-ils envisager aujourd'hui une rupture du dialogue Nord-Sud, avant d'avoir laissé le temps au nouveau président de confirmer par des actes ses bonnes intentions ? Les Dix-Neuf risquent donc de s'écarter bientôt du choix entre deux solutions. Ou bien ajourner le dialogue Nord-Sud, avec l'espoir que l'administration démocrate permettra assez vite de le reprendre dans de meilleures conditions ; ou bien clore ce dialogue en décembre, au cours de la conférence ministérielle prévue, en acceptant sans drama que les résultats en soient très limités et en reportant leurs espoirs et leurs efforts sur les négociations qui vont s'engager ce mois-ci à Genève et qui doivent se poursuivre en 1977, en conformité avec les recommandations que la quatrième CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement) a adoptées en mai dernier à Nairobi.

JEAN SCHWOBEL.

du Liberté à l'Etoile, il faut 7 minutes.

(7 mn de RER. Le temps que vous prenez habituellement pour faire le plein)

du studio au 6 pièces

Le Liberté: 774.59.75

sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place : 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre. Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Fermé mardi.



BEAU MENIL ASNIERES

308, avenue d'Argenteuil

VASTES APPARTEMENTS

Studios et 4 pièces, parkings souterrains

De 2 900 F à 3 400 F le m²

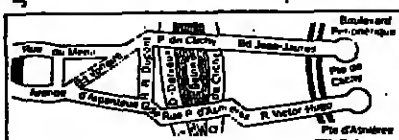
PRIX FERMES ET DEFINITIFS

à la réservation

LIVRAISONS IMMEDIATES

renseignements Bureau de vente Appartement témoin, SUR PLACE du lundi au vendredi de 13 h 30 à 19 heures samedi et dimanche de 14 h 30 à 18 heures

TEL : 790.28.98



7665176

du Liberté à l'Opéra, il faut 12 minutes.

(12 mn de RER, c'est beaucoup moins que votre périple quotidien)

du studio au 6 pièces

Le Liberté: 774.59.75

sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place : 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre. Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Fermé mardi.

comprendre la Grande-Bretagne d'aujourd'hui



un volume cartonné 117,5 x 22 cm, 600 pages.

L'ENCYCLOPÉDIE DE LA CIVILISATION BRITANNIQUE est l'ouvrage clé pour recenser les données, pénétrer les rouages de la vie économique, sociale et politique, saisir les mentalités, les attitudes et les comportements, c'est-à-dire pour connaître et comprendre la Grande-Bretagne d'aujourd'hui.

Un ouvrage indispensable aux étudiants et aux enseignants — du secondaire au supérieur — mais aussi aux journalistes, hommes d'affaires, politiques et à tous ceux qui s'intéressent à l'actualité.

Par PAUL BRENNAN - BERNARD CASSEN - JEAN CHARLOT - MONICA CHARLOT - ISABELLE CHODARD - BERNARD LEBLANC - HENRI LEBLANC - COURT - ANNE DE LA PRESLE - ARMAND HAY - VERONIQUE LELANDIER - JEAN MARTE - ROBERT PALACIN - EMILEY - ROLAND MARX - JACQUES MARZELLER - MICHEL MOYNI - ANDRÉ SIEPHENS sous la direction de MONICA CHARLOT, professeur à l'université de Paris-III.

ENCYCLOPÉDIE DE LA CIVILISATION BRITANNIQUE

LAROUSSE CHEZ TOUTES LES LIBRAIRES

Centre USTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC

Institut privé des Sciences et Techniques Humaines

PRÉPARATIONS ANNUELLES JANVIER 1977 à JUIN 1977

Examen d'entrée à :

SC PO

• Entrée en 1^{re} année
• Soutien en cours d'AP
• Procédure admission en 2^e année
• Préparation par correspondance

TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE DEPUIS 23 ANS

AUTEUIL 6, Av. Léon-Haudey 75016 Paris - Tél. 224.10.72

TOLBIAC 23, Av. d'Alsie 75013 Paris - Tél. 588.93.91

(Publicité)

Découvrez le ski nordique.

Le ski de fond fait chaque année de nouveaux adeptes. Praticable par tous, quels que soient l'âge et l'expérience du candidat, il n'est pas dangereux. Pourquoi ne pas aller le pratiquer dans les pays du Nord, là où il est né : en Norvège, en Suède ou en Finlande ; dans des paysages merveilleux aux nombreuses pistes balisées. Un exemple de prix : 8 jours à Lillehammer (Norvège) en demi-pension, hors saison, pour 1 895 F équipement compris. Autres possibilités : des raids pour sportifs avec logement en huttes et bagages sur traîneaux à chiens et des randonnées en Laponie.

Renseignements et documentation contre envoi du bon ci-dessous à : Scanditours, 122, Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. 720.38.05. Licence 58 A. ou : Voyages Bennett, 5, rue Scribe, 75009 Paris, tél. 742.91.89. Licence 9 A.

ou votre agent de voyages. Bon pour une documentation « Ski Nordique » à envoyer à : M.

I.T.S. a une bonne raison de soigner votre séjour en Tunisie cet hiver: vous voir revenir l'été prochain.

Pour être certains que vous passerez des vacances idéales, nous avons veillé à soigner le moindre détail dans les hôtels de notre brochure, situés au bord de merveilleuses plages sablonneuses, dissimulées dans des cadres de verdure, et alliant harmonieusement l'architecture locale au confort moderne.

Pour faciliter votre voyage, nous vous proposons au départ de Paris, et des principales villes de province, des vols réguliers, le jour de votre choix, pour le prix d'un séjour en groupe, avec un accueil personnalisé. I.T.S. met même à votre disposition, jour et nuit, des bureaux d'accueil avec ses hôtes, dans tous les aéroports tunisiens ainsi qu'à votre hôtel.

Si vous souhaitez en savoir plus sur le service I.T.S., consultez votre agent de voyages habituel.

En collaboration avec l'Office du Tourisme Tunisien

Demandez notre documentation gratuite à : International Travel Service 28 rue de Sablonville 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél. 747.28.70 ou 747.44.60

Nom Adresse

POLITIQUE

Le Sénat complète la législation sur les sociétés en participation

Le Sénat a adopté le 4 novembre, en seconde lecture, et après avoir apporté de nouvelles modifications, le projet de loi concernant le droit des sociétés. Ce texte, voté en première lecture par l'Assemblée nationale le 22 novembre 1975, et par le Sénat le 10 mai 1976, est resté plus de deux ans dans les « tiroirs » de la commission des lois du Palais-Bourbon. A l'issue du débat de jeudi au Palais du Luxembourg, le gouvernement en a demandé le renvoi devant une commission mixte paritaire. Ce projet, a indiqué le rapporteur, M. DAILLY (Gauche-dém.), a pour objet la remise à jour de tout le droit du code civil relatif aux sociétés, en particulier en vue de soumettre celles-ci à un système d'immatriculation conforme aux normes européennes.

Par vote d'amendements, l'Assemblée nationale avait notam-

ment regroupé les dispositions applicables à toutes les sociétés, et celles ne concernant que les sociétés civiles.

Les sénateurs ont retenu la plupart de ces amendements. Ils ont aussi adopté plusieurs amendements nouveaux proposés par leur rapporteur et par le garde des sceaux, M. OLIVIER GUICHARD. La plus importante des modifications concerne l'introduction d'un nouveau chapitre sur les sociétés en participation.

Lors de l'examen du projet de loi en deuxième lecture par l'Assemblée nationale, M. Jean Foyer, rapporteur de la commission des lois, avait proposé l'adoption de dispositions tendant à instituer une société sans personnalité morale et dispensée d'immatriculation. Combattu par le gouvernement, cette proposition avait été écartée en raison des risques qu'une telle société aurait comporté pour des tiers.

Or, souligne M. DAILLY, ce type de société non immatriculée et dépourvue de la personnalité morale existe : c'est la société en participation régie par la loi du 24 juillet 1965, et dont la principale caractéristique est de n'exister qu'entre les parties et de ne pas se révéler aux tiers. La législation de 1965, toutefois, est insuffisante, estime le rapporteur. Sur sa proposition et avec l'accord du gouvernement, le Sénat a donc intégré au code civil les dispositions de la loi de 1965, et les a complétées. Prenant en compte la possibilité admise par la jurisprudence de mettre en indivision les biens qui sont à la disposition d'une société en participation — les sénateurs ont voulu créer une synthèse entre la société en participation, la société d'indivision et la société de fait. Le texte voté pose les principes d'une telle société : elle n'existe que dans les rapports entre associés, ne se révèle pas aux tiers, ne bénéficie pas de la personnalité morale, n'a pas à être immatriculée et peut être prouvée par tous les moyens, ce qui entraîne la dispense d'un écrit. La société n'ayant pas de capital social, chaque associé reste propriétaire des biens qu'il met à sa disposition, à moins qu'il ne soit convenu que certains biens sont indivis.

Sur l'initiative du garde des sceaux, le texte précise que la nouvelle législation sera applicable à toutes les sociétés, immatriculées ou non, deux ans après son entrée en vigueur.

Le Sénat a adopté, à la fin de sa séance, la proposition de loi complétant les dispositions transitoires de la loi du 3 janvier 1972 sur la filiation. Cette proposition ne vise qu'à préciser des points mineurs, a affirmé le rapporteur, M. GEOFFROY, parti socialiste.

ALAIN GUICHARD.

(Publié)
CERCLE GASTON CREMIEUX
12, rue du Cambodge, 75003
Au cinéma LE MARAIS, 20, rue du Temple, projection du film de Robert Zuber :
Réfugié provenant d'Allemagne, apatride d'origine polonaise produit par l'Institut National de l'Audiovisuel
le dimanche 7 novembre à 19 heures
La projection sera suivie d'un débat avec le réalisateur.
Participation aux frais.

Le catalogue Cadeaux
THIEBAUT
est
plein
d'idées
Cueille rose
pour cueillir les roses à distance
sans se piquer : F. 106
(contre remb. F. 129)
CADEAUX ORIGINAUX POUR
LE JARDIN - LA MAISON
CATALOGUE GRACIEUX
sur simple demande à :
THIEBAUT
30, place de la Madeleine, Paris-8
ouv. ts les Jrs 9-19 h. ss interrupt.
01-35-25-42

M. Christian Bonnet trace un sombre

Qu'est-ce qui va bien dans l'agriculture française de 1976 ? A entendre les rapporteurs des commissions, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, le sentiment domine que tout va plutôt de travers.

A l'analyse, M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, ne dit pas autre chose. Son budget ? Il est bridé par les contraintes du financement des charges sociales, de la contribution au Fonds européen de garantie, de la bonification des

Jeu après-midi 4 novembre, l'Assemblée nationale commence, sous la présidence de M. DUCOLX (P.C.), vice-président, l'examen des crédits du ministère de l'Agriculture.

M. TISSANDIER (R.I.), rapporteur spécial de la commission des finances (dépendances ordinaires), estime, à propos de l'enseignement agricole privé, que « les dotations prévues ne permettent pas un fonctionnement normal des établissements », il se félicite, en conclusion, de la réforme des conditions d'attribution des subventions pour calamités agricoles.

M. FRANCOIS (P.C.), rapporteur spécial (dépendances en capital) déclare : « Contrairement à une légende toujours vivace dans l'opinion publique, la grande majorité des agriculteurs ne dispose pas d'une épargne démesurée, mais est au contraire lourdement endettée. Le recours systématique et nécessaire aux capitaux extérieurs fait que la branche agricole vient en seconde position pour le taux d'endettement après la sidérurgie. Ce recours extraordinaire à l'emprunt entraîne de graves distorsions sociales. »

M. BERTRAND DENIS (R.I.), rapporteur pour avis de la commission de la production, est partagé entre deux sentiments : « Une certaine lassitude devant la répétition de choix critiquables, tel que le sacrifice des dépenses de l'enseignement technique agricole, et une certaine satisfaction devant l'affirmation, dans un contexte budgétaire difficile, d'orientations porteuses d'avenir, telle que la priorité confirmée de la recherche, la mise en œuvre d'une politique plus dynamique de la qualité ou le renforcement des capacités d'exportation du secteur agro-alimentaire. »

Pour M. HUGUET (P.S.), rapporteur pour avis, l'agriculture est encore handicapée par l'insuffisance de ses structures, qui entraîne un manque de compétitivité. A son avis, la crise résulte

● L'examen du budget du tourisme à l'Assemblée nationale, initialement fixé au jeudi 4 novembre, a été reporté au lundi matin 8 novembre.

de la baisse de rentabilité de l'exploitation agricole : elle est corrigée par des mesures conjoncturelles mais elle ne peut être surmontée que si l'on s'attaque aux racines du mal en faisant l'effort de réexaminer l'ensemble de la politique de modernisation.

M. ROSSI (R.I.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement agricole), insiste sur « la situation critique dans laquelle se trouve l'enseignement privé ».

M. PIERRE JOXE (P.S.), rapporteur spécial, dénonce notamment la volonté de réduire peu à peu le rôle de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC), seul organisme qui avait la possibilité d'intervenir activement sur les marchés et de protéger les intérêts des petits et moyens agriculteurs.

Pour M. HAUSPIERRE (rép.), rapporteur pour avis (organisation des marchés agricoles), « les transferts en faveur de l'agriculture touchent désormais un plafond qu'il sera difficile de dépasser, sous peine de provoquer une réaction de refus de la part du corps social ».

M. Bonnet reconnaît que « les actions d'aménagement foncier et d'électrification rurale se sont trouvées temporairement pénalisées ». Il ajoute : « Il convient de noter toutefois que si le montant des crédits d'investissement parait régresser de 2,2 à 2 milliards, ce recul apparent doit être nuancé par plusieurs remarques. »

Parmi celles-ci, le ministre souligne que « dans la collectivité de fin d'année figurera une somme de 100 millions, affectée, conformément à la conférence annuelle, aux investissements et qui viendra s'ajouter en fait aux crédits de 1977 ». Il annonce que « à la suite de la sécheresse de 1976, un grand programme hydraulique et d'ad-

taux d'intérêt pour les investissements, des crédits des organismes d'intervention. Quand les rigueurs de la lutte contre l'inflation s'en mêlent, il ne peut faire autrement que de « tailler clair » dans les crédits d'aménagements fonciers et d'équipements.

Le contexte ? En France, c'est avant tout la lutte contre l'inflation. Dans la Communauté européenne, ce sont la tourmente monétaire et les perspectives d'élargissement de la C.E.E. Sur la scène mondiale, ce sont les négociations commerciales

Quant au marché commun agricole, dont la France a besoin, « il est aujourd'hui à la porte de l'abandon ».

M. PONS (U.D.R.), rapporteur spécial pour le budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA), estime que ce dernier se présente comme « un simple budget de reconduction ». Il précise que la commission des finances a formulé plusieurs vœux à l'adresse du gouvernement.

M. BIZET (app. U.D.R.), rapporteur pour avis, indique que la commission de la production préconise la poursuite active de l'harmonisation des régimes sociaux, s'agissant en particulier du relèvement des retenues agricoles.

M. BRIANE (rép.), rapporteur pour avis, relève « la croissance déclinante » du BAPSA « au mépris des contraintes budgétaires et des autres besoins du secteur agricole, dont il absorbe allégrement près de la moitié des crédits ». « Ce budget anémique et boiteux, ajoute-t-il, comporte cependant deux éléments nouveaux : l'unicité d'assiette des cotisations et la création d'une prestation nouvelle ».

A propos de l'endettement des exploitants agricoles, le ministre estime qu'« une réflexion doit être engagée sur la structure et le niveau de cet endettement, trop souvent excessif par insuffisance d'auto-financement ». Il note : « Notre action doit tendre à une meilleure utilisation de ce levier privilégié que constituent les bonifications d'intérêt, pour renforcer la compétitivité des agriculteurs français aussi bien par rapport au secteur économique d'importation et d'exportation que par rapport à leurs concurrents étrangers, notre pays étant devenu le deuxième exportateur mondial de produits agricoles ».

M. Bonnet conclut : « L'agriculture française joue, après une longue éclipse dans son économie, un rôle fondamental en assurant, même dans une année marquée par une calamité exceptionnelle, la sécurité de ses approvisionnements et en participant à l'équilibre de la balance extérieure. Les exploitants agricoles du sol sont les agents les plus actifs de la politique d'aménagement du territoire. »

duction d'eau sera proposée par la délégation française à ses partenaires européens. En ce qui concerne la lutte contre l'inflation, il estime que « nul n'a plus d'intérêt que les agriculteurs à ce que celle-ci soit cassée » et que le budget qu'il présente aux députés « est une pièce maîtresse de cette lutte anti-inflationniste ne saurait être que parce que l'évolution des dépenses publiques à tout à la fois valeur d'entraînement et d'exemplarité ». A propos de la Communauté économique européenne, M. Bonnet ajoute : « On a beaucoup parlé des échecs du Marché commun, on n'a pas assez dit qu'il est menacé aussi par ses succès, d'un afflux de candidatures potentiellement ébranlant le système des pays qui s'adonnent, dans des conditions de moindre coût, à des productions appelées à faire d'une communauté à laquelle ils seraient intégrés une zone largement et structurellement excédentaire. La production espagnole, par exemple, ne repré-

Les limites à l'élargissement de l'Europe

M. BONNET, ministre de l'Agriculture, présente ensuite son budget aux députés. Il évoque les difficultés rencontrées en 1976 par les agriculteurs, puis il passe en revue les grandes masses de crédits de son budget pour 1977, dont le montant s'élève à 40 milliards 355 millions (le Monde du 22 octobre).

M. Bonnet reconnaît que « les actions d'aménagement foncier et d'électrification rurale se sont trouvées temporairement pénalisées ». Il ajoute : « Il convient de noter toutefois que si le montant des crédits d'investissement parait régresser de 2,2 à 2 milliards, ce recul apparent doit être nuancé par plusieurs remarques. » Parmi celles-ci, le ministre souligne que « dans la collectivité de fin d'année figurera une somme de 100 millions, affectée, conformément à la conférence annuelle, aux investissements et qui viendra s'ajouter en fait aux crédits de 1977 ». Il annonce que « à la suite de la sécheresse de 1976, un grand programme hydraulique et d'ad-

Voici comment bénéficier de
10% D'ESCOMPTE
sur tous vos achats* jusqu'au 4 décembre :
demandez notre carte avant le 21 novembre.

Galerias Lafayette

COMPTE PERMANENT

1 2 3 4 5 6

MR MME DUPONT JEAN
50, RUE MALART
75007 PARIS

Elle est gratuite.

*Pour un total de 500 f minimum et dès acceptation du dossier. Exemple : un bureau en pin naturel : 580 f. Escompte 10% : 58 f. Net à payer : 522 f.

Galerias Lafayette

Hausmann - Montparnasse - Belle Epine

سكنا من الامل

Pour les
maître aux

POLITIQUE

L'ÉLECTION DE L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT

Libres opinions

Faut-il réviser la Constitution ?

par FRANÇOIS LUCHAIRE (*)

L'ÉLECTION de l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct soulève dans notre pays bien des oppositions ; celles-ci, trop souvent, mélangent les motivations juridiques et les craintes politiques ; les secondes relèvent de la conscience de chacun et sont donc profondément respectables ; les premières, au contraire, manquent de fondement.

La question est la suivante : faut-il réviser la Constitution pour permettre l'élection directe de l'Assemblée européenne ? Qu'il soit permis à un juriste de répondre non pour les raisons suivantes :

I) CETTE ÉLECTION EST-ELLE UNE ATTEINTE À LA SOUVERAINETÉ FRANÇAISE ?

Certainement pas. D'abord le nouveau mode électoral n'entraîne aucun transfert de pouvoir de la France à la Communauté ; l'Assemblée contrôle les organes communautaires et non le gouvernement français. Certes, les traités instituant les Communautés européennes ont limité la souveraineté française, mais il n'est plus temps de s'en plaindre car, comme l'a jugé le Conseil constitutionnel, le 19 juin 1970, « ces traités ont été régulièrement ratifiés et publiés et sont dès lors entrés dans le champ d'application de l'article 55 de la Constitution » qui proclame la supériorité des traités sur la loi.

La Constitution interdit-elle d'ailleurs de limiter la souveraineté française ? Certainement pas. Relisons les textes :

Par le préambule de la Constitution de 1958, « le peuple français proclame solennellement son attachement aux principes de la souveraineté nationale... tels qu'ils sont... complétés par le préambule de la Constitution de 1946 » ; or le préambule de cette dernière déclare que, « sous réserve de réciprocité, la France consent aux limitations de souveraineté nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix » ; enfin le traité de Rome dans son préambule affirme que « l'union sans cesse plus étroite entre les peuples européens » servira à affermir, « par la constitution de cet ensemble de ressources, les sauvegardes de la paix et de la liberté ».

II) CETTE ÉLECTION EST-ELLE CONTRAIRE À LA CONSTITUTION ?

Non, elle l'est parfaitement conforme ; le traité de Rome prévoit cette élection directe et fait même obligation à la Communauté de recommander aux États membres les dispositions nécessaires à cet effet. L'Assemblée (dit l'article 138) élaborera des propositions, le Conseil arrêtera les dispositions dont il recommandera l'adoption par les États membres. « Cette recommandation est donc l'application du traité de Rome, et la loi qui l'approuvera trouvera son fondement dans l'article 55 de la Constitution établissant la supériorité du traité sur la loi.

III) LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL S'EST-IL DÉJÀ PRONONCÉ ?

Oui, sur une affaire absolument analogue dans sa décision du 19 juin 1970 : il a d'abord constaté que « la nécessité d'une révision préalable à l'approbation d'un engagement international était subordonnée à une décision » de sa part (art. 54 de la Constitution) ; seul, il peut donc proclamer la nécessité d'une pareille révision.

Il avait été saisi lorsque la Communauté est passée du financement par des contributions nationales à un financement par des ressources directement prélevées (notamment les droits de douane) ; or ce passage est prévu par le traité de Rome à peu près dans les mêmes termes que le passage de l'élection de l'Assemblée européenne d'un mode indirect à un mode direct ; l'article 201 du traité prévoit, en effet, que la Commission présente des propositions au Conseil et que « le Conseil pourra, après avoir consulté l'Assemblée sur ces propositions, arrêter les dispositions dont il recommandera l'adoption par les États membres, conformément à leurs dispositions constitutionnelles ».

Or le Conseil constitutionnel a estimé que, puisque ce passage était prévu par le traité de Rome, la recommandation du Conseil n'était qu'une « mesure d'application » des « traités régulièrement ratifiés et publiés » et donc supérieur à la loi ; il en a conclu que cette recommandation (adoptée par l'unanimité du Conseil), d'une part, était un engagement international et, d'autre part, n'avait rien de contraire à la Constitution.

On peut donc penser que son jugement sera le même vis à vis de la recommandation (également adoptée à l'unanimité) relative à l'élection du Parlement européen, et cela d'autant plus que cette recommandation était pour le Conseil une obligation, alors que celles relatives aux ressources de la Communauté étaient qu'une possibilité ; on ajoutera encore que celle-ci réalisait un transfert d'une ressource des États à la Communauté, alors que celle-ci ne s'accompagne d'aucun transfert de compétences.

IV) EXISTE-T-IL D'AUTRES OBSTACLES CONSTITUTIONNELS ?

Nullement.

La Constitution, dit-on, ne prévoit des élections directes que pour le chef de l'État et l'Assemblée nationale ; serait-il pour autant inconstitutionnel d'en ajouter d'autres ? Aux conseils régionaux, par exemple ? Personne ne l'a soutenu. D'ailleurs aucune disposition constitutionnelle n'impose l'élection « directe » (les articles 64 et 72 parlent simplement d'assemblées ou de conseils élus) des conseils généraux.

V) LE TRAITE DE ROME A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE PEUPLE FRANÇAIS LORS DU REFERENDUM DU 23 AVRIL 1972.

Il est évident que l'approbation du traité d'adhésion de trois nouveaux membres aux traités instituant les Communautés impliquait l'approbation de ces mêmes traités ; d'ailleurs, le préambule du traité d'adhésion soulignait la volonté d'établir « une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens » et « d'assurer la poursuite des objectifs des traités instituant les Communautés » ; l'élection directe du Parlement européen est un des objectifs du traité (art. 138) ; la loi qui approuverait cette élection ne ferait donc que respecter la volonté populaire.

VI) LES CRAINTES SUSCITÉES PAR L'ÉLECTION DIRECTE DE L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE SONT DONC D'ORDRE POLITIQUE.

Crainte de voir le Parlement européen s'ériger en Assemblée constituante ou de voir cette Assemblée tirer de l'élection directe une autorité nouvelle pour sortir illégalement des limites de ses attributions et critiquer le gouvernement français.

Il est évident que le juriste en tant que tel ne peut pénétrer sur le terrain des cauchemars ou des rêves ; chacun a parfaitement le droit de tout craindre comme de tout espérer d'une assemblée.

Mais pour répondre à la question posée, il suffit de constater que l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage direct est prévue par les traités communautaires, que la Constitution fait de ces traités régulièrement ratifiés et publiés le fondement légitime d'une loi se proposant de les appliquer, que telle a été au cas de figure la décision du Conseil constitutionnel en 1970, et qu'au surplus le référendum de 1972 a ajouté un fondement populaire à un traité dont l'un des objectifs — l'élection directe de l'Assemblée européenne — correspond aux exigences de la démocratie.

(*) Ancien membre du Conseil constitutionnel.

M. GUÉNA RAPPELLE L'HOSTILITÉ DE L'U.D.R. À TOUT « GLISSEMENT VERS LA SUPRANATIONALITÉ »

A l'issue de la réunion du bureau exécutif de l'U.D.R. jeudi 4 novembre, M. Yves Guéna, secrétaire général du mouvement gaulliste, a déclaré :

« L'U.D.R. est hostile à tout risque de glissement vers l'intégration européenne et la supranationalité ». Le secrétaire général a indiqué que M. Christian de la Malbe avait présenté une communication sur le traité du 22 juillet 1975 qui modifie certaines dispositions du traité de Rome et confère des attributions budgétaires nouvelles à l'Assemblée européenne. Le texte que le gouvernement se propose de présenter à ce sujet au Parlement est de portée « limitée », a reconnu M. Guéna, mais « il prend une signification lorsqu'il est placé dans un ensemble ». Le mouvement d'ensemble vient sur ce point, a-t-il dit, tout en restant favorable, « conformément à la tradition gaulliste », à un renforcement de la construction européenne « permettant d'acquiescer à une confédération d'États souverains ».

LES ACCORDS SUR L'ÉLECTION ET LES POUVOIRS DU PARLEMENT DES « NEUF »

Trois textes sont mis en cause dans les polémiques actuelles sur l'Assemblée ou le Parlement de l'Europe des Neuf (bien que la première appellation seule figure dans le traité de Rome, la seconde est désormais admise par tous les États membres).

1° L'ACCORD SUR L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT. Cet accord résulte d'une « décision » unanime du Conseil des Neuf du 21 septembre dernier, en application de l'article 138 du traité de Rome du 25 mars 1957. L'accord fixe les modalités de l'élection, mais non sa date. Les Neuf sont convenus que les élections devraient avoir lieu en mai-juin 1978. La ratification de l'accord du 21 septembre n'est pas juridiquement nécessaire puisqu'il ne s'agit pas d'un nouveau traité, mais les neuf gouvernements s'engagent à le soumettre à leur Parlement respectif. Le vote d'une loi est d'ailleurs nécessaire pour organiser le scrutin dans chaque pays.

2° LE TRAITE DU 22 JUILLET 1975 SUR LES POUVOIRS BUDGÉTAIRES DU PARLEMENT EUROPÉEN. Ce traité est un amendement au traité de Rome. Il doit donc être soumis à ratification parlementaire. Ce traité est en fait un simple complément du traité du 23 avril 1970 et était prévu par celui-ci. Il officialise le pouvoir du Parlement européen de rejeter globalement le budget de la Communauté et il crée la coordination budgétaire entre le Parlement européen et le Conseil des Neuf. Le conseil des ministres a adopté, le 21 octobre dernier, le projet de loi de ratification.

3° LE TRAITE DU 23 AVRIL 1970 PORTANT LUI AUSSI SUR LES POUVOIRS BUDGÉTAIRES DU PARLEMENT EUROPÉEN. Seul ce traité, qui amende le traité de Rome, constituait une novation pour les institutions communautaires en établissant un contrôle du Parlement européen sur les « ressources propres » de la Communauté (droits de douane, prélèvements agricoles, fraction de la T.V.A.). En fait, il ne s'applique qu'aux dépenses « non obligatoires » et n'affecte qu'une part réduite du budget communautaire. Il a été ratifié le 23 juin 1975 par 429 voix contre 24. — M. D.

Le président de la République veut « décriper » le débat

(Suite de la première page.)

Tous les gaullistes ne sont pas aussi catégoriques ni aussi fouteurs de pugnaux que l'ancien premier ministre du général de Gaulle, mais bon nombre d'entre eux n'en demeurent pas moins hostiles à tout ce qui pourrait aller dans le sens de la construction d'une « Europe supranationale ». Le 11 octobre, M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, se montrait pour le moins réservé lorsqu'il faisait remarquer : « Il ne faut pas se laisser dans une telle opération tenter de faire passer la tête baissée ». La Lettre de la Nation, bulletin de l'U.D.R., usait de termes imagés mais beaucoup plus vifs, le 29 octobre : « Pour quoi nous embarquer dans ces affaires d'institutions européennes où la France et l'Europe ont tout à perdre ?... A force de manipuler les cartes, on a fait une tablette de chocolat, il n'y a plus de tablette de chocolat. L'indépendance nationale, en gros, tout le monde est pour, mais elle se croque au détail ».

Jeudi 4 novembre, enfin, le bureau exécutif de l'U.D.R. remettait à nouveau sur le tapis cette épineuse affaire et, évoquant cette fois encore le traité du 22 juillet 1975, qui avait conféré des attributions budgétaires nouvelles à l'Assemblée européenne, réitérait ses réserves contre « tout risque de glissement vers l'intégration politique de l'Europe ».

Redoutant de nouvelles et graves difficultés au sein d'une « majorité » dont la solidité est déjà mise à rude épreuve depuis le départ de M. Chirac, et voulant éviter un déchirement du pays comparable à celui que la France a connu du début de l'automne 1952 jusqu'à la fin d'août 1954 avec l'affaire de la Communauté européenne de dé-

fense (C.E.D.), M. Giscard d'Estaing souhaite vider l'abcès et trancher le débat constamment relancé par M. Debré. D'où la saisine du Conseil constitutionnel qu'il a fait annoncer jeudi en fin de matinée et qui est fondée sur l'article 54 de la Constitution : « Si le Conseil constitutionnel, saisi par le président de la République, par le premier ministre ou par le président de l'une ou l'autre Assemblée, a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'approbation de la ratification ou de l'adhésion ne peut intervenir qu'après la révision de la Constitution ».

En choisissant une telle procédure, le chef de l'État peut espérer imposer définitivement le silence à ceux qui protestent et rendre plus aisée l'adoption d'un accord dont l'autorité souveraine est clairement proclamée par l'article 52 de la Constitution : « Les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles ». Il n'est resté pas moins que le Conseil, est appelé à se prononcer sur la constitutionnalité d'un projet de loi de ratification (et non d'un traité de loi, comme l'a dit par erreur, jeudi, l'un des adjoints du porte-parole de l'Élysée), qui est non seulement « important », mais « essentiel » dont la ratification est d'ordre d'urgence sur la conformité à la constitution du projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, et le président du Conseil constitutionnel est personnellement placé devant une option difficile et même douloureuse.

M. Roger Frey est en effet l'un

des plus anciens « barons » du gaullisme, et il ne peut oublier la grave question posée dans les colonnes du Monde, le 10 février dernier, par un autre « baron » M. Gaston Palewski, qui fut son prédécesseur à la présidence du Conseil constitutionnel : « L'élection d'un Parlement européen au suffrage universel ne menace-t-elle pas de soumettre la France à la loi de la majorité, alors que nous avons été jusqu'ici les seuls à défendre l'inspiration européenne à l'indépendance, condition nécessaire de l'équilibre diplomatique, c'est-à-dire de la paix ? ».

M. Giscard d'Estaing peut néanmoins espérer obtenir le « feu vert » pour un projet auquel il s'est maintes fois déclaré fort attaché.

A supposer que soit acquiescé la déclaration de conformité, deux possibilités seraient offertes au président de la République. Il pourrait, conformément à ce que M. Barre avait annoncé, le 5 octobre, se borner à soumettre au Parlement, au cours de sa prochaine session de printemps, le projet de loi portant ratification de l'acte signé à Bruxelles le 20 septembre. Dans cette hypothèse, il lui faudrait compter avec l'hostilité de l'U.D.R. ou du moins d'une partie de l'U.D.R., et avec celle du parti communiste (M. Marchais a encore affirmé jeudi que l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel serait un « mauvais coup contre la France »), et il ne serait nullement assuré d'un vote favorable des socialistes.

Le P.S. n'a rien contre le projet, et M. Mitterrand l'avait confirmé une fois encore le 13 mars : « Nous pensons qu'il n'est pas d'institution présente qui ne soit l'expression de la volonté populaire et sur laquelle nous ne saurions exercer le contrôle populaire », mais il en reste à l'exigence qu'il avait formulée dès décembre 1975, lors de son congrès de Bagnoles : l'élection des représentants de la France au Parlement européen doit se dérouler selon le système de la représentation proportionnelle. Pour vaincre les socialistes, il faut donc leur concéder un mode de scrutin dont l'U.D.R. n'a jamais voulu et ne veut toujours pas entendre parler.

La seconde possibilité serait de mettre en application l'article II de la Constitution, qui dispose : « Le président de la République, sur proposition du gouvernement, peut, à la demande des assemblées, publiées au Journal officiel, peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, comportant approbation d'un accord de communauté ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions ».

Cette procédure ne semble pas être écartée a priori par M. Marchais, qui déclare dans le Monde, à partir du moment où la majorité des Français, par la voie du suffrage universel, a décidé, nous sommes respectueux de la volonté de la majorité. Mais elle se heurterait néanmoins à la double opposition du P.C.F. et du P.S. Ces deux formations ont maintes fois dénoncé par avance l'organisation d'une consultation qui aurait la tonalité d'une « opération de politique intérieure ». Il est d'autre part évident qu'un référendum relancerait le débat de fond à travers tous les partis et contribuerait à envenimer la situation, alors qu'en saisissant le Conseil constitutionnel M. Giscard d'Estaing a au contraire pour objectif la « décriper » du projet.

Qu'il s'agisse de l'une ou de l'autre des procédures, la conjonction de l'opposition et d'une bonne partie de la majorité pourrait faire échouer ce projet.

RAYMOND BARRILLON.

LA DÉCLARATION FAITE À L'ÉLYSÉE

M. Michel Bassi, adjoint de M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée, a indiqué jeudi 4 novembre, que M. Giscard d'Estaing recevrait, vendredi après-midi 5 novembre, M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel, « pour l'informer de sa décision de consulter le Conseil constitutionnel sur la constitutionnalité d'un important texte de loi ».

« La lettre de M. Giscard d'Estaing saisissant le Conseil constitutionnel sera rendue publique à l'issue du traitement du président avec M. Roger Frey », a ajouté M. Bassi.

LES MEMBRES DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

La composition du Conseil constitutionnel est la suivante : Membres nommés par le président de la République : MM. Roger Frey, président, François Goguel, Jean Santeny ; Membres nommés par le président du Sénat : MM. Paul Coste-Floret, Gaston Monnerville, Georges-Léon Dubois ; Membres nommés par le président de l'Assemblée nationale : MM. Henry Rey, René Brouillet, Pierre Châtenet.



EN ITALIE 5ème SALON NATIONAL D'ANTIQUITES

MILAN - PALAZZO REALE
20 Novembre - 8 Décembre 1976

l'exposition la plus prestigieuse des richesses d'art antique italiennes

promus par la Répartition Culture et Spectacle de la Municipalité de Milan, en accord avec la Fédération Italienne des Marchands d'Art et le Syndicat Provincial des Marchands d'Art Ancien de Milan, organisée par l'Ente Manifestazioni Commercio e Turismo S.p.A., sous le haut patronage du Président de la République Italienne.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

سلا من الاصل

POLITIQUE

M. Barre : la doctrine de M. Giscard d'Estaing doit inspirer tous ceux qui sont attachés aux institutions de la V^e République

Le silence de M. Jacques Chirac à l'issue de sa rencontre avec le président de la République (« Nous sommes convenus avec M. Giscard d'Estaing qu'il n'y aurait pas de commentaire sur notre entretien », a seulement dit l'ancien premier ministre) a contrasté, jeudi 4 novembre, avec la proximité de M. Raymond Barre après le déjeuner offert par le chef de l'Etat aux membres du gouvernement se réclamant de la « majorité présidentielle ».

Le premier ministre a en effet confirmé, par ses déclarations, qu'il entendait prendre la tête de la campagne lancée par M. Giscard d'Estaing en réponse aux initiatives de M. Chirac. C'est donc le gouvernement tout entier qui va se trouver mobilisé — au-delà de

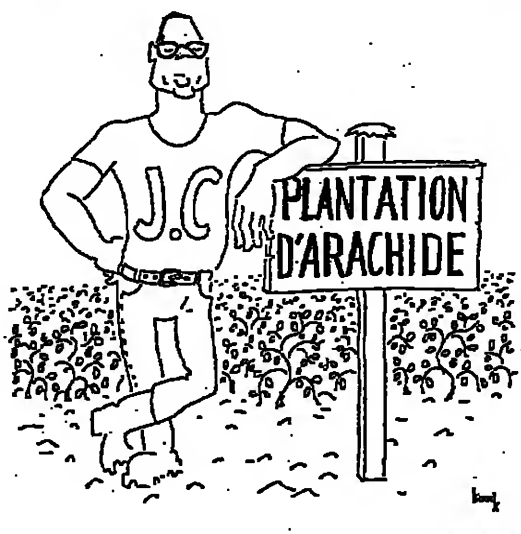
la lutte contre l'inflation présentée il y a quelques semaines comme la priorité des priorités — pour répandre la « doctrine » présidentielle.

Bien entendu, M. Barre en appelle à « tous ceux qui sont attachés aux institutions de la V^e République ». Bien entendu, il s'adresse, par-delà les « militants », les « appareils » et les « partis », aux Français « qui soutiennent l'action du président de la République ». Bien entendu, il feint de voir dans les commentaires sur les dissensions entre M. Giscard d'Estaing et Chirac, « une certaine agitation d'un certain milieu ». Tout cela est de bonne guerre, même si la réalité est autre.

La réalité, c'est que les « militants », les « appareils » et les « partis » sur lesquels s'appuient les prosélytes de la « majorité présidentielle », sont ceux des républicains indépendants et des clubs Perspective et Réalités, dont M. Giscard d'Estaing vient de recevoir les dirigeants. La réalité, c'est que, quoi qu'il en dise, le premier ministre prend bel et bien part à cette « agitation » qu'il dénonce.

La réalité, c'est aussi la sèche réponse de M. Barre à un journaliste qui le mettait en opposition avec son prédécesseur : « Pour le moment, il y a un nouveau premier ministre. » Ce nouveau premier ministre a épousé sans équivoque la querelle du président de la République avec M. Chirac.

THOMAS FERENCZI.



(Dessin de KONE.)

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

A LILLE

Selon un sondage de la SOFRES la liste d'union de la gauche doit l'emporter

De notre correspondant

Lille. — « Alors qu'aux yeux des observateurs politiques le scrutin municipal de la capitale du Nord promet d'être le plus disputé de France, il n'en est pas ainsi aux yeux des Lillois : 56 % d'entre eux estiment que M. Mauroy sera réélu maire de la ville, 11 % seulement jugeant probable le succès de M. Ségard. Et même parmi les électeurs du secrétaire d'Etat, le plus grand nombre (37 % contre 25 %) croient en M. Mauroy le vainqueur du scrutin de mars 1977. »

Tel est le commentaire de la SOFRES sur le sondage qu'elle a réalisé à Lille entre le 22 et le 29 septembre sur un échantillon représentatif de l'électorat lillois. A la question : « Supposez que le premier tour des élections ait lieu dimanche prochain, quelle liste choisiriez-vous ? Liste d'union de la gauche (P.S., radicaux de gauche, P.C.), conduite par M. Pierre Mauroy ou liste de la majorité présidentielle conduite par M. Norbert Ségard ? », M. Mauroy obtient 53 % des suffrages, contre 47 % à M. Ségard.

GEORGES SUEUR.

A Marseille

M. Marcel Pujol (app. U.D.R.) conduira les listes de la majorité

De notre correspondant régional

Marseille. — Les responsables de l'association Majorité-Marseille-Avenir ont annoncé, jeudi 4 novembre, que la majorité serait conduite dans cette ville lors des

prochaines élections municipales par M. Marcel Pujol, député (app. U.D.R.) des Bouches-du-Rhône, élu en mars 1973 comme suppléant évincé de M. Joseph Comiti et entré à l'Assemblée nationale la même année lorsque celui-ci avait été appelé au gouvernement comme ministre chargé des relations avec le Parlement.

M. Pujol sera personnellement candidat dans le premier secteur (1^{er} et 4^e arrondissements) qui correspond en partie à la première circonscription dans laquelle M. Comiti l'a emporté en 1968 et 1973. Trois autres formations : le parti radical, le Mouvement démocratique socialiste de France (M.D.S.F.) et le Parti des forces nouvelles ont, d'autre part, adhéré à l'association Majorité-Marseille-Avenir, qui avait été créée le 15 février 1976 par les représentants de l'U.D.R., des R.I. et du Centre des démocrates sociaux.

L'accord sur la personne de M. Pujol est intervenu après une longue négociation. Pour affronter M. Gaston Defferre, maire de Marseille depuis vingt-trois ans, certains responsables locaux auraient souhaité bénéficier du renfort d'une personnalité de notoriété nationale. Le nom de M. André Turcat, premier pilote de Concorde, né à Marseille, avait été cité. La candidature d'une personnalité locale, n'appartenant à aucun parti, notamment celle du doyen de la faculté des sciences d'Aix-Marseille, avait été aussi envisagée.

M. Joseph Comiti avait fait connaître son désir de se tenir à l'écart des municipales et M. Jean Chénin, adjoint au maire de Marseille et membre du secrétariat national du Centre des démocrates sociaux, ayant également renoncé, la meilleure candidature devenait, en définitive, celle de M. Marcel Pujol.

Des listes « Marseille-Avenir » seront présentées dans chacun des huit secteurs de la ville, mais leur composition n'est pas définitivement fixée. Des arbitrages seront nécessaires dans les premier et quatrième secteurs, considérés comme les plus favorables à la majorité.

Les raisons pour lesquelles M. Joseph Comiti a renoncé à se présenter sont à la fois « professionnelles et politiques ». L'ancien ministre a repris depuis plusieurs mois ses fonctions de chef de service de chirurgie générale à l'hôpital de la Conception, et il ne cache pas que son principal objectif est constitué par les élections législatives de 1978.

G. P.

● A Tourenne (Nord), le maire sortant, M. René Lecoq (U.D.R.), ne se représentera pas aux élections municipales de mars 1977. C'est M. Henri Biary, député U.D.R., qui sera la tête de liste de la majorité. — (Corresp.)

● A Villeneuve-d'Ascq (Nord), le maire sortant, M. Jean Desmarest, sénateur (C.N.L.), ne se représentera pas. Une liste d'union, qui ne prendra pas l'étiquette de « majorité présidentielle », sera conduite par M. André Vandermarlière, actuel adjoint au maire. — (Corresp.)

● Les jeunes démocrates sociaux de Paris ont annoncé le jeudi 4 novembre leur intention de soutenir M. Albert Brimo candidat centriste à l'élection législative partielle de Paris contre M. Jean Thériet (U.D.R.). Le bureau politique du C.D.S. avait confirmé quelques heures auparavant son soutien à M. Thériet et constaté que M. Brimo « par son comportement » s'était « exclu de lui-même » du C.D.S. M. Marcel Quereuil, suppléant de M. Brimo, avait, de son côté, été exclu de la Fédération nationale des républicains indépendants qui continuait elle aussi son appui au candidat U.D.R.

A TOUS CEUX QUI NE VEULENT PAS COPIER AU-DESSUS DE LEURS MOYENS FAXIL de Gestetner

Documentez-vous dès maintenant : prenez contact avec Gestetner, service 202, 71 rue Camille Groult 94400 VITRY - Tél. 680.47.85



VIVEZ CHEZ VOUS COMME A L'HOTEL

Bien plus qu'un très bel appartement, la Résidence-Club de Neuilly vous offre une certaine façon de vivre. Les services qu'elle offre sont adaptés aux besoins de notre époque : personnel d'accueil pour la réception, service de repas dans la salle à manger ou dans votre appartement, standard téléphonique pour prendre les communications, service d'assistance médicale avec infirmières et bien d'autres commodités appréciables comme celle de recevoir vos amis dans une petite salle à manger avec le concours du traiteur de la Résidence.

Dans les années à venir, cette formule de Résidence-Club se généralisera car tous ceux qui, les premiers auront connu la satisfaction d'y vivre, en seront les meilleurs propagandistes. Ce sera donc un placement sûr.

RESIDENCE CLUB DE NEUILLY

137-145, avenue du Roule - 92200 Neuilly

UN PERSONNEL STYLÉ. VOTRE SERVICE TOUTE L'ANNÉE.

Envoyer votre carte de visite à Monsieur Daniel FEAU 132, Boulevard Haussmann 75008 Paris. Tél. : 522.13.89

D. FEAU appartements Réalisation SOFAP et SOGEPROM.



« Une certaine agitation d'un certain milieu »

D'autre part, interrogé jeudi 4 novembre au micro de Radio-Montecarlo, M. Barre a notamment déclaré : « J'ai tous les moyens que doit avoir un premier ministre pour exercer ses fonctions. Je ne vois pas en quoi la liberté de démission et la liberté d'action que je dois avoir comme premier ministre sont de quelque façon limitées. J'ai dit et je répète que dans la V^e République il ne peut pas y avoir de tyrannie, c'est-à-dire que le premier ministre est nommé par le président de la République et qu'il conduit la politique du gouvernement en fonction des orientations définies par le président de la République. La confiance entre le président de la République et le premier ministre est donc un élément essentiel du fonctionnement des institutions. Je n'ai pas le sentiment que le président de la République me ménage sa confiance. Je n'ai pas non plus le sentiment que je sois dépourvu de loyauté à son égard. »

A propos de M. Chirac, M. Barre a souligné : « M. Jacques Chirac est une personnalité indiscutablement importante du monde politique français et de la formation politique à laquelle il appartient, l'U.D.R. Il souhaite conduire son action en vue du succès de la majorité présidentielle, je ne peux que m'en réjouir. Et je ne vois pas pourquoi il y aurait un intérêt quelconque à opposer l'un des responsables d'une formation politique de la majorité au premier ministre ou à plus forte raison, au président de la République. (...) J'ai été pendant huit mois le ministre de M. Jacques Chirac, je ne pense pas avoir eu, pendant cette période, de mauvais rapports avec lui, très loin de là, et je n'ai jamais, à aucun moment, ni quand je suis devenu premier ministre, eu le sentiment qu'il était décidé à gêner l'action du président de la République, ni celle du gouvernement et de son ancien ministre devenu premier ministre. Pour le dire, tout cela me paraît relever de ce que j'appelle d'un mot que l'on considère comme l'un de nos termes favoris : « une certaine agitation d'un certain milieu ». Je ne peux pas prendre la moindre part à cette agitation. »

Enfin, le premier ministre a indiqué : « Je n'ai pas l'intention de me mettre en campagne électorale, parce que nous n'y sommes pas. Il y a des élections municipales au mois de mars prochain, elles se dérouleront. Et puis il y a les élections législatives. La majorité, l'espère, gagnera ces élections, et l'une des raisons pour lesquelles elle les gagnera, c'est qu'elle saura se montrer ferme, unie, courageuse, et qu'elle aura soutenu l'action du gouvernement. (...) Je suis décidé à me rendre en province chaque fois que cela sera utile. Mais je ne vais pas en province pour, comme on le dit, « me faire connaître ».

● M. Raymond Barre a reçu vendredi matin 5 novembre, à l'occasion d'un petit déjeuner, les présidents des trois groupes parlementaires de la majorité à l'Assemblée nationale, M. Labbé (U.D.R.), Chirac (R.I.) et Lejeune (réf.), en présence de M. Bouthu ministre chargé des relations avec le Parlement, et Rufenacht, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre.

● M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a reproché au pouvoir de n'avoir pas pris les Français pour des adultes et d'avoir « remplacé la vérité par des gadgets ».

Venu apporter son soutien à M. Giménez, candidat du M.R.G. à l'élection législative partielle dans la dixième circonscription du Rhône, jeudi 4 novembre, M. Fabre a déclaré ne voir dans la rencontre entre M. Giscard d'Estaing et Chirac que la nécessité pour les deux hommes de « mettre les contenus du système », après qu'ils se furent aperçus de leur communauté d'intérêts actuels.

● La commission des lois de l'Assemblée nationale a répondu, jeudi 4 novembre, sur le rapport de son président, M. Jean Foyer (U.D.R.), suppléant M. Lemaire (U.D.R.), la proposition de résolution de M. Jacques Soustelle (réf.) tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les activités de la déléguation en France de l'O.L.P. (Organisation de libération de la Palestine).

● M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, a évoqué, jeudi 4 novembre à Metz, les déclarations récentes sur un éventuel « complot » contre le chef de l'Etat. Il a déclaré : « Le problème est compliqué. Il est difficile de porter directement un jugement. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transmission face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de porter directement un jugement sur

POINT DE VUE

Une situation inacceptable

par BERNARD WAQUET (*)

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

صَكَا مِنْ الْأَهْلِ

DÉLINQUANCE ET «MASS MEDIA» AU CONGRÈS DE CRIMINOLOGIE

«Les témoins ne sont pas les coupables»

Caen. — Les «mass media» ont-ils une influence sur la criminalité? Le problème n'est pas nouveau. Il a été depuis longtemps étudié, jamais véritablement tranché. Après la première journée du seizième congrès français de criminologie, qui a lieu à Caen du 4 au 6 novembre sur ce thème, les conclusions des rapporteurs et les débats qui ont suivi n'ont guère apporté de lumière sur cette question, tant controversée.

L'opinion publique est en général acquiescente à l'idée que la violence transmise par les moyens d'information ou de distraction engendre la violence. Cette idée reçue ne date pas d'aujourd'hui puisque, comme l'a souligné le docteur Yves Roumajon, président de l'Association française de criminologie, en 1881, le café-concert et la presse sont déjà accusés d'avoir une influence pernicieuse sur la population ouvrière et d'être de véritables écoles de délinquance et de mauvais goût.

Quelles conséquences peuvent avoir sur l'individu les récits flâneurs des aventures de grands gangsters, les films de violence, les informations alarmistes ou à caractère sensationnel, la dramatisation de certains événements, ou simplement le fait dans toute sa sobriété? Permettent-ils de décharger l'agressivité tout en satisfaisant le besoin de rêve ou de grandeur de l'individu, ou sont-ils à l'origine de vocations criminelles?

Les deux thèses ont été longuement développées, mais aucun élément déterminant n'a pu permettre d'accroître véritablement le bien-fondé de l'une ou de l'autre. Le législateur a cependant choisi depuis longtemps. La loi du 29 juillet 1961 et celle qui ont suivi prévoient, en effet, un important dispositif juridique pour lutter contre l'influence des mass media sur la criminalité.

Selon M. Claude Godeat, sous-directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice, représentant le garde des sceaux, il faut éviter «toute illusion sur l'efficacité réelle à long terme de nouvelles interdictions qui seraient édictées. La voie à suivre n'est pas celle des interdictions», a ajouté le magistrat. L'artiste et le journaliste sont des

De notre envoyé spécial

témoins. Jusqu'à preuve du contraire, les témoins ne sont pas les coupables. Pour le professeur David Victoroff, professeur de psychologie sociale à l'université de Caen, si la diffusion de la violence ne crée par la délinquance, on peut se demander si une telle diffusion n'engendre pas des effets moins directs, plus diffus et peut-être plus insidieux aussi. Cela ne produit-il pas chez l'homme du vingtième siècle une sorte d'habitude à la violence, une sorte d'habitude à la violence et par là même un émoussement de la sensibilité à l'égard de la souffrance d'autrui?

Les enfants bien élevés et les héros agressifs

À travers un exposé bien argumenté consacré essentiellement à la télévision, M. Yves Chirol, responsable au service statistique et d'information du Centre de formation et de recherche de l'éducation surveillée, a démontré que personne ne peut avoir recours à la «caution scientifique» pour prouver les effets des mass media sur la criminalité, la presque totalité des expériences tendant à prouver le contraire.

Parlant du fait que les criminologues ne citent jamais les mass media dans leur énumération des causes de la délinquance, que la corrélation entre ces deux éléments est un lieu commun, une idée reçue, et un cheval de bataille des «croisés de la morale», M. Chirol, citant Olivier Burgeuil (1) déclare: «Tout se passe si beaucoup de nos contemporains ne pouvaient parler des mass media qu'en termes de censure.

Les téléspectateurs se demandent d'abord non pas si les émissions leur plaisent, mais si elles sont bonnes pour les autres», puis, analysant les mécanismes des effets de la violence dans les médias d'information, il réfute point par point, à partir d'enquêtes et d'expérimentations, la thèse de la corrélation. Aucune étude n'a pu prouver, ajoute M. Chirol, que les délinquants s'identifient plus aux «méchants» que les enfants bien élevés s'identifient aussi avec les héros agressifs.

Après l'exposé de Jean-Marie

Pontaut, de l'hebdomadaire *Le Point*, les débats à propos de la presse écrite ont été précédés du rapport d'un étudiant de l'université de Paris-II sur *L'information*, rapport dont la présentation a été couronnée par le président du congrès, car il n'était pas prévu au programme. Il visait à montrer l'originalité de ce quotidien, qui consacre 10,2 % de sa surface rédactionnelle à des rubriques d'intérêt criminologique.

Au cours des discussions qui ont suivi, la presse écrite a souvent fait figure d'accusée, rendue coupable de déformation, de partialité, de racolage. Les congressistes ont fait le procès des grands journaux d'information, responsables pour certains de la création de modes dangereuses, telles que la drogue. La presse dite «à scandale» ou celle qui consacre une large partie de ses colonnes aux faits divers n'a pas été épargnée.

Ne méritaient-elles pas qu'on y introduise un peu d'elles? Un débat mille fois recommencé sur lequel plane l'éternel problème de la déontologie. Ne convenait-il pas également de s'interroger sur la nature de la presse, comme l'a fait dans son rapport M. Yves Chirol: «L'effort des mass media est une quête de l'universel; s'intéresser à tout ou à rien: c'est d'ailleurs l'essence même de la presse, l'essence même de la communication, d'un style de l'information maximale, de la standardisation et du conservatisme».

MICHEL BOLE-RICHARD.

(1) M. Olivier Burgeuil est un sociologue spécialisé dans les communications de masse. En novembre 1969, en compagnie de M. André Burgeuil, après d'importantes consultations de la revue *Les Annales*, il avait animé une séance d'émission sur les sciences de l'homme à France-Culture.

O Le procès des anciens dirigeants de la banque Saint-Phaël. — Les magistrats de la onzième chambre correctionnelle de Paris ont rendu le 10 décembre prochain, si M. Alexandre Jean-Vincent et Edouard de Saint-Phaël, ainsi que M. Fernand de Drouas et Philippe de Sancy, se sont rendus coupables des diverses infractions financières qui leur sont imputées et pour lesquelles ils ont comparu les 28 et 29 octobre ainsi que les 2, 3 et 4 novembre (le Monde du 30 octobre).

SUICIDES DE DÉTENUÉS

Un détenu âgé de vingt-deux ans, M. Francis Danmont, a été trouvé pendu, mercredi 3 novembre, peu avant minuit, dans sa cellule de la maison centrale de Loos, nous indique notre correspondant. Il s'était pendu à un tuyau de chauffage à l'aide de la ceinture de son pyjama. Eront le 7 janvier 1974 à la maison centrale de Saint-Martin-de-Ré, il avait été transféré à Loos, le 21 août dernier, pour suivre un stage de formation professionnelle de serrurerie, faisant l'objet de huit condamnations, essentiellement pour vols. Il devait être libéré en 1980.

Un autre détenu, M. Lucien Morinet, vingt-deux ans, est mort, le 18 octobre, à l'hôpital des prisons de Fresnes, des suites des brûlures qu'il s'était occasionnées le 1er octobre précédent en mettant le feu à son matelas et à ses vêtements. À la maison d'arrêt de Pierrefort-Mérogis, emprisonné depuis le 29 février 1975 sur décision d'un juge d'instruction de Nanterre, pour vols qualifiés et tentatives d'homicides volontaires, M. Morinet a laissé une lettre dans laquelle il annonçait son intention de se suicider.

Trente-six détenus se sont suicidés dans les prisons françaises depuis le début de l'année. En 1975, on en comptait quarante-quatre à la même époque.

M. AMBROISE MONOD EST CONDAMNÉ POUR UNE CARICATURE INJURIEUSE ENVERS L'ARMÉE

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris s'est prononcée, jeudi 4 novembre, sur le cas de M. Ambroise Monod, poursuivi pour injures envers l'armée à propos d'un tract intitulé «Campagne contre la justice militaire», dont il s'est reconnu responsable et qui fut diffusé à Paris en juin 1975.

Le tribunal a relaxé le prévenu pour le texte même du tract, car il s'agit, remarque le jugement, d'allusions critiques à des faits déterminés, qui ne sont pas «constitutives du délit d'injure».

En revanche, M. Monod est condamné à 1 000 francs d'amende pour une caricature représentant, au verso du tract, un officier en tenue de combat s'exprimant de façon correcte, avec cette légende: «Les tares de la justice plus les tares de l'armée, ça fait beaucoup».

APRÈS DEUX SEMAINES DE GRÈVE DE LA FAIM

Les cinq détenus corses incarcérés à Lyon sont hospitalisés

Les cinq autonomistes corses encore détenus à la prison Saint-Paul de Lyon pour leur participation présumée au plastage, le 7 septembre dernier, d'un Boeing-707 d'Air France sur l'aérodrome d'Alajaccio, ont été conduits, jeudi 4 novembre, au service des urgences de l'hôpital Edouard-Herriot. Selon le docteur David, chargé d'une expertise par le juge d'instruction, leur état de santé, dû à la grève de la faim qu'ils observent depuis le 21 octobre, est incompatible avec leur maintien en détention. Le magistrat, M. Gilbert Thiney, a signé, le 4 novembre, les cinq ordonnances de mise en liberté, mais le parquet ayant interjeté appel, la chambre d'accusation devra statuer dans un délai de trente jours. Un autre détenu, M. Ange-Marie Renucci, avait été libéré pour raisons de santé le 3 novembre.

Le 2 novembre, quatre des détenus — MM. Toussaint Pantaloni, Dominique Caprelli, Dominique Alfonsi et Toussaint Armani — avaient adressé au directeur de la prison Saint-Paul une lettre dans laquelle ils écrivaient: «Nous savons que nous sommes incarcérés uniquement parce que nous sommes autonomistes. C'est pour cela que nous sommes prêts à

mettre notre vie en jeu. Nous avons décidé de nous laisser mourir dans notre cellule.» Refusant désormais tout contact avec l'extérieur et toute absorption d'eau, ils concluaient: «Que chacun prenne ses responsabilités, nous, nous prenons les nôtres.»

Les derniers jours ont, d'autre part, été marqués par plusieurs attentats en Corse. A Pietranera, près de Bastia, une charge a explosé, au cours de la nuit du 3 au 4 novembre, devant le garage particulier d'un rapatrié d'Afrique du Nord, M. Pierre Jarzac, qui avait déjà été visé par deux attentats, les 28 septembre et 3 octobre, dans sa propriété de Vascovato. La nuit précédente, près de Carbuccia, à 40 kilomètres au nord d'Alajaccio, un décharge de plastic avait détruit un pont situé sur l'itinéraire du prochain Tour de Corse automobile.

Un comité «Corse-France libre» a revendiqué l'attentat, protestant contre l'interdiction de participer à la compétition faite à un coureur, M. Infantes, dont le père, négociant en vins à Borgo, est impliqué dans une importante affaire de fraude découverte en février 1974.

Une déclaration d'un des inculpés

M. Ange-Marie Renucci, qui a regagné la Corse, nous a déclaré, ce vendredi 5 novembre: «Il n'est pas possible que des hommes après de justice et de liberté acceptent qu'on nous traite de cette façon, qui est soit notre engagement politique. Dans une conférence de presse, le 21 octobre, nous demandions la désignation d'une mission parlementaire, ou d'un rassemblement d'hommes de bonne volonté, qui irait enquêter en Corse, pas même sur le plan du débat politique, mais simplement pour se rendre compte des méthodes adoptées à notre égard. Mais, comme on entravait autour de nous un «ghetto de l'information», notre démarche n'a eu aucun écho.

De la même manière, après la manifestation du 7 septembre, on aurait dû, en vertu de l'article 314 du code pénal, arrêter tous les responsables du Comité anti-répression, organisateur du mouvement, y compris les membres de la C.F.P.T., du CID-UNATI et du parti socialiste (qui en font aussi partie), mais on a eu peur des répercussions au plan national.

«C'est pour faire écarter ce «ghetto», a ajouté M. Renucci, que nous avons entrepris une grève de la faim. Aujourd'hui, il est de notoriété publique que nous n'avons aucun lien avec l'affaire du Boeing. Le coup de fil ne visait qu'à démanteler notre mouvement. Nous avons des preuves matérielles que cette affaire ne fut qu'une provocation, et nous rendrons ces preuves publiques dans quelques jours.»

Les nouveaux appartements de Parly 2

CHRISTIAN CHASSIN

Les appartements 1976
avec encore plus de confort, plus de choix, plus d'agrément.

5 PIÈCES 97 M² + 21 M² DE BALCON ET LOGGIA

- Nouveau séjour et toujours une double exposition.
- Nouvelle tenture murale dans le séjour et l'entrée (10 coloris au choix).
- Nouveaux carrelages en grès émaillé pour les cuisines (3 coloris au choix).
- Moquette dans toutes les pièces et les dégagements (6 coloris au choix).
- Salles de bains décorées.
- Nouveaux papiers peints dans les chambres et les dégagements.
- Cuisine entièrement équipée (grand évier inox, four encastré, grand réfrigérateur, lave-vaisselle, hotte aspirante).
- Nouveaux coloris pour les éléments de rangement dans les cuisines (3 teintes au choix).

Les tout derniers immeubles :
2 ou 4 étages.
Grands balcons-terrasses.



Dans les deux dernières résidences, la plupart des immeubles n'ont que deux étages seulement.

Toutes les pièces ouvrent sur de grands balcons filants qui s'élargissent en une vaste terrasse devant le séjour.

Une ville-jardin bien équipée dans un environnement privilégié



8 piscines-club. Ecoles et collèges. Centre culturel. Centre commercial de Parly 2 (2 grands magasins, 105 boutiques et services, 5 salles de cinéma, restaurants). 7 courts de tennis. Château de Versailles et Musée de l'Arbre aux portes mêmes de Parly 2. Eglise.



Accès facile grâce au dédoublement du tunnel de Saint-Cloud, l'une des meilleures sorties de Paris. Autoroute de l'Ouest, deuxième sortie puis à gauche sur la N 184.

Parly 2

Studios et appartements de 3 à 6 pièces
Les appartements-modèles sont ouverts tous les jours de 10 à 20 h.
Tél. 954.54.54

Envoyez ce bon avec votre carte de visite au CPH avenue Charles de Gaulle 78150 Le Chesnay, qui vous adressera, sans engagement de votre part, une documentation Parly 2.

NOM _____

ADRESSE _____

Tél. _____

SOCIÉTÉ

ENFANTS D'AUJOURD'HUI

(Suite de la première page.)

Du point de vue intellectuel, il faut savoir notamment que la maturation varie avec les âges (« on ne comprend vraiment les abstractions qu'après la puberté ») et les individus, que les progrès ne sont pas continus et que des « talents » apparaissent et disparaissent. Or, regrette le professeur Debré, « toutes ces connaissances n'ont pas pénétré la vie scolaire ».

Comme lui, le docteur Guy Vermeil, pédiatre à l'hôpital d'Orsay, est un ardent défenseur de la qualité de la vie de l'école et de la ton de ses acquisitions est plus sévère. Il considère notamment que si « l'école est devenue une garderie c'est qu'elle n'est pas capable de faire autre chose que ses locaux que de la grammaire et du calcul ». « Une bonne école, ajoute-t-il, s'estime au nombre de fractures ! » Il s'agit, certes, d'une boutade, mais il est vrai que dans bien des cours de récréation il est interdit de jouer ne serait-ce qu'un ballon.

Nécessaire à l'équilibre physique et mental, le mouvement spontané (qui n'a rien de voir avec l'éducation physique et sportive), le jeu — par lequel on « apprend les gestes de la vie avec plaisir » — devraient occuper deux à quatre heures dans la journée de l'enfant. En revanche, d'après les observations de plusieurs spécialistes, le nombre d'heures qu'un enfant peut consacrer au travail scolaire, leçons à la maison comprises, varie avec l'âge : 2 à 3 heures entre 6 et 7 ans, 2 à 4 heures entre 8 et 9 ans, 4 à

5 heures entre 10 et 11 ans. On en est loin dans la réalité. Sur les 6 heures passées en classe, les récréations sont trop brèves et remplies d'interdits.

L'un des troubles qui en découlent et dont se plaignent parents et maîtres, est le comportement « turbulent », agressif des enfants. Curieusement, ces « difficultés », comme d'autres maux, disparaissent souvent pendant les vacances scolaires. Mais, précise le docteur Vermeil, « ce sont ces enfants-là qui sont normaux. C'est la société qui est malade pour les enfants et les rend malades. Ils en souffrent très cruellement. Pour les tenir tranquilles, on invente n'importe quoi, y compris les médicaments ».

Comme lui, Mme Françoise Dolto, psychanalyste, considère que « les bons en classe sont les plus névrosés ». « Les autres », ajoute-t-elle, « sont plus tard les plus créateurs, mais ils sont délinquants en attendant ». L'école, pour elle, est un « gouffre », et bien des méthodes d'ont pas de sens pour l'enfant, comme de « répondre à la maîtresse ce qu'elle veut dire ». Elle insiste particulièrement sur les « centres d'intérêt » que l'école devrait procurer au choix de l'enfant, tandis que « le fait de devoir réussir choquerait ses études doit disparaître ».

Pour bien des spécialistes de l'enfance, la « maison » des enfants, réunissant sous un même toit disciplines scolaires, ateliers, terrains de sport, lieux de repos, apparaît comme un système souhaitable.

Le docteur Vermeil va jusqu'à établir l'emploi du temps idéal dans la maison des enfants. Après un petit déjeuner copieux, l'école participerait à diverses activités scolaires notamment. A midi, il prendrait son repas chez ses parents ou à l'école. Puis dans l'après-midi, il choisirait librement ses occupations : repos, jeux, mouvement, travaux manuels... Il fréquenterait cette école tous les jours de la semaine, mercredi et dimanche compris, ces interruptions ne se justifiant pas dans un système de vie ainsi équilibré. De même un mois de vacances serait suffisant et à la date choisie par les parents, la maison des enfants fonctionnerait toute l'année.

Trop de vacances ?

Utopique, a priori, cette hypothèse est en fait moins absurde que l'organisation actuelle du temps scolaire, ainsi que le montrent bien des recherches. Les travaux du docteur Magnin, par exemple, ont mis en évidence « la nocivité des coupures et de la non-continuité dans l'organisation de la semaine scolaire. Chaque jour de congé s'accompagne d'un lendemain d'accommodation et de fatigue ». Pourtant, cette coupe pure reste indispensable tant que la journée scolaire est à ce point surchargée que les enfants ne la supportent pas plus de deux jours. Pour les mêmes raisons, la durée disproportionnée des vacances scolaires relève de la même absurdité. D'autant plus que dans la plupart des familles les congés du mercredi, les petites vacances et

une partie des grandes posent des problèmes rarement résolus. On touche là à des intérêts qui dépassent largement ceux des enfants, et il est à craindre que pendant trop longtemps encore l'école ne soit pas faite pour eux.

Largement imprégnée de la vie scolaire, la vie familiale ne satisfait que rarement les besoins qui ne le sont pas à l'école. Au contraire, les parents ajoutent souvent, en toute innocence, leur angoisse aux difficultés scolaires. En cas d'échec, on consulte le médecin. Lorsqu'on le peut, on « aide » l'enfant à la maison.

Pas plus qu'à l'école, il ne trouve chez lui ou dans la rue la possibilité de jouer, de remuer, de créer, de faire ce qui lui plaît. Les conditions de logement et d'environnement, notamment, où la vie est réglée par des interdits, provoquent des contraintes et des troubles.

Une enquête faite par une équipe de pédiatres (3) révèle chez les familles urbaines un « mal-être subjectif impressionnant ». Sur près d'un millier de personnes interrogées, ayant des enfants de moins de huit ans, 56 % des mères se plaignent d'être fatiguées (celles qui habitent un grand ensemble davantage que celles qui habitent un pavillon) ; 13,5 % des enfants de six à huit ans n'ont pas de lit individuel, 35 % des enfants examinés ont présenté des troubles du sommeil ; un sur trois des troubles du comportement. D'après les institutrices interrogées, 29 % des enfants du cours préparatoire présentent déjà des difficultés d'adaptation scolaire.

Ceux des catégories socio-professionnelles défavorisées présentent le plus de troubles. Mais les autres ne sont guère épargnés. Il y a, explique le docteur René Diatkine, psychopédagogue, de jeunes ménages qui gagnent tout à fait normalement leur vie, mais qui se mettent dans des conditions de vie difficiles pour payer un appartement. Or même améliorées, les « conditions de logement n'ont pas entraîné une amélioration de la vie familiale. Au contraire, ce sont des lieux fonctionnels, mais qui ne sont pas des endroits pour vivre. Les architectes font un coin pour les enfants, comme s'ils ne devaient pas bouger ».

Dans ces conditions, auxquelles s'ajoutent la fatigue et le manque de disponibilité des parents, l'enfant dérange et est mal toléré par les adultes. Pour s'en « débarrasser », on recourt à des solutions de facilité. On couche les enfants tôt à heures fixes, provoquant souvent des difficultés d'endormissement et éventuellement d'autres troubles. S'il est important de protéger le temps global de sommeil de l'enfant, il importe autant, estiment les spécialistes, de respecter le rythme de chacun.

Ce qui arrange le plus les adultes, car les enfants l'acceptent volontiers, c'est évidemment la télévision, qui a souvent même sa place à table.

Les spécialistes insistent davantage sur la qualité du temps passé avec l'enfant que sur la quantité. Une heure par jour (non compris les week-ends) semble un minimum à condition que la mère comme le père soient descendus, et non pas occupés en même temps à d'autres tâches. Or, estime le docteur Diatkine, « 29 % seulement des enfants ont des parents capables de perdre du temps avec eux et avec plaisir ». Cette notion est importante, car les adultes raisonnent trop souvent en termes de rentabilité, allant sans le savoir à l'encontre du résultat recherché. C'est ainsi, constate Mme Agnès Fitrou, sociologue, qu'une partie non négligeable de leur temps est consacrée par les femmes à « l'assistance aux devoirs scolaires (...) ce temps, souvent marqué par le conflit, ne serait-il pas mieux employé pour des échanges plus équilibrés ? ».

Critiquant abondamment l'absence des mères, on oublie trop souvent le rôle du père. Sa « démission » pourrait être grave, explique Mme Françoise Dolto. Il ne s'agit pas seulement d'aider la mère et de remplir un rôle maternel à sa place, mais aussi d'être « l'initiateur à la responsabilité ». Or, précise-t-elle, « on maintient l'enfant trop longtemps dans un statut infantile » alors que l'âge de la « responsabilité » est entre douze ans et qu'à huit ans un enfant est tout à fait capable d'exercer un travail rémunéré, qu'elle estime tout à fait souhaitable, voire indispensable.

D'autre part, ajoute-t-elle, si l'enfant a peu de relations avec ses parents, « c'est d'autant plus grave qu'il n'a rien d'autre ». Tout le social à trouver, c'est celui de chacun avec les autres, et il ne faut pas tout attendre des institutions.

La démission des assistés

C'est poser là deux problèmes essentiels. D'une part, la communauté — proches parents, voisins, quartier, village — a disparu, alors qu'elle était si riche pour le développement de l'enfant. D'autre part, avant d'être le problème des enfants, l'« irresponsabilité » est celui des adultes. Tous les spécialistes le déplorent, certains vont même jusqu'à parler de société d'« assistés ». Ce climat, à plusieurs titres, des répercussions sur les enfants, ne serait-ce que par ce que « le monde de mécontentement, d'agitation dans lequel ils vivent n'est pas apaisant pour leur moral », constate le professeur Debré.

Attendant tout de la société — qui prend déjà en charge la majeure partie de la vie des enfants, — les parents démissionnent de

leurs responsabilités individuelles. Et cela, dit Mme Dolto, d'autant plus qu'ils militent pour modifier cette société. La solution ne réside pas seulement dans un changement de système éducatif, mais les spécialistes en sont convaincus, qu'ils soient pédistes ou optimistes sur l'avenir qui, de toute façon, comportera des moments difficiles.

La plupart des experts estiment impossible de fixer un seuil pour évaluer la gravité de tous ces phénomènes. Pour le docteur Diatkine, ce seuil « est déjà passé, mais tous n'en pâtissent pas de la même façon. Finalement, à l'âge de l'adolescence, ces problèmes sont lourds de conséquences ; les jeunes ne veulent plus vivre comme leurs parents, ce qui constitue un élément dépressif, car ils ne trouvent pas la solution ». Certains se révoltent, d'autres sombrent dans la délinquance.

Certes, ce sombre tableau concerne davantage l'enfant des villes que celui de la campagne. Encore que certains problèmes leur soient communs, d'autant plus que la campagne a tendance à s'urbaniser et que les familles se referment sur elles-mêmes comme en ville. Sans vouloir en tirer de conclusion hâtive, une enquête effectuée, notamment en Lorraine, par une équipe du C.N.R.S. (3), apporte des éléments de réflexion intéressants sur l'enfant isolé d'aujourd'hui.

« Heureux de vivre, comme tout enfant, un peu plus même, plus épanoui que d'autres dans son milieu, il est, en fait, moins libre que d'autres, désigné d'avance pour partir (...) limité de sa jeune âge dans l'expression de sa personnalité (...). Surprotégé par son milieu, sur-adopte par son environnement, inséré dans le monde moderne, qui le quite, inadapté à la ville : dans ces villages de Haute-Loire, un soir de décembre, dans le car glacial qui conduit l'enfant à Mende, nous ne pouvons plus entendre le rumeur parisienne du retour à la nature ».

Il apparaît évident que l'époque de l'« enfant-roi » est révolue, comme le note l'historien Philippe Ariès, qui se refuse, cependant, à caractériser la période actuelle, car le changement a se fait sous leurs yeux. Sans préjuger l'avenir, on peut penser, comme il le perçoit, qu'aujourd'hui « la femme et l'enfant sont exploités et que le moment de leur revanche arrive ».

CATHERINE ARDITI.

Prochain article :

PÈRE ET MÈRE
MÈME COMBAT
par BRUNO FRAPPAT

(2) « Le jeune enfant et sa mère. Leurs difficultés dans le contexte urbain ». Enquête de Jacques Goudard, Lucie Georges-Jamet, Alain Lebas, Henri Lestradet. Publiée par la Caisse nationale d'allocations familiales.

(3) « Enfant en jeu ». Enquête de Marie-José Chombar de Lauze, Philippe Bonnin, Marie Mayeur, Martin Perrot, Martin de la Soude. Éditions du C.N.R.S.



Opel EuroKadett

CAV S.A.R.L.
50 bis, rue de Versailles
LE GUESNAY, Tél. 854.13.65.

Interview d'un nouveau venu à l'ordinateur

“Avec ses programmes d'applications, l'ordinateur IBM 32* est beaucoup plus qu'un outil de gestion. Il me permet de connaître vraiment mon entreprise.”

Depuis le début de l'année, des entreprises petites et moyennes ont mis en place des ordinateurs IBM 32 avec leurs programmes d'applications (PNA : Programmes Nationaux d'Applications). Ces programmes, après une mise en œuvre particulièrement rapide, permettent aux entreprises n'ayant pas l'expérience de l'ordinateur, de traiter elles-mêmes, sans informaticien, leur facturation, leur gestion de stock et leur comptabilité.

Jean-Marie Durcas, Directeur Général de la société CURVER à Tourcoing, répond à quelques questions.

Pourriez-vous nous décrire le cadre de vos activités ?
J.-M. Durcas : Nous distribuons des produits plastiques fabriqués principalement par les usines Curver en Hollande. Ici, à Tourcoing, la société, qui est française et de la dimension d'une P.M.E., se borne à assurer la distribution de ces produits en France.

Quels sont ces produits ? A qui s'adressent-ils ?
J.-M. D. : Des produits en plastique injecté qui s'adressent à deux marchés. Des caisses, bacs et barils pour l'industrie. Des produits plastiques de tous genres pour le grand public. Environ 800 références, en tenant compte des coloris, que nous distribuons à 900 clients réguliers.

Pourquoi êtes-vous venu à l'ordinateur ?
J.-M. D. : Vous avez raison de demander « pourquoi ? ». En effet nos besoins au niveau de la simple gestion ne sont pas encore considérables. Pour vous donner un exemple, nous émettons une vingtaine de factures par jour (500 par mois) de 20 lignes en moyenne. La facturation marchait convenablement, mais j'avais besoin de tirer de cette facturation des informations que, seule, la mise sur ordinateur pouvait m'apporter.

Pourquoi le 32 ? Pourquoi les PNA ?
J.-M. D. : Vous savez, je suis français mais, à force de travailler avec des Hollandais, je suis devenu comme eux, très économe. J'ai donc cherché systématiquement un ordinateur qui soit à la fois très performant et peu coûteux. Quant aux PNA, c'est un peu la même chose. Pourquoi se lancer dans une élaboration de programmes longue et compliquée (et donc coûteuse), alors qu'IBM me proposait des programmes « prêts-à-gérer » qui paraissent pouvoir s'adapter à mes besoins.

Comment s'est passée la mise en place de ces programmes ?
J.-M. D. : L'analyse a débuté en novembre 75. Fin décembre, on nous a livré le 32. En janvier nous avons fait les tests du PNA de facturation et en février nous sortions les premières factures. C'est

tout à fait le délai qui m'avait été annoncé.

Quels sont les résultats acquis ?
J.-M. D. : Je vous l'ai dit, nos besoins à ce niveau n'étaient pas énormes. Toutefois, la facturation traitée par l'ordinateur est, après un travail de codification sévère, plus simple et rapide qu'auparavant. En ce qui concerne la gestion des stocks, la différence est également sensible puisque nous pouvons connaître maintenant l'état détaillé de nos stocks au jour le jour. Et, de plus, nous possédons des informations qui nous permettent de faire des statistiques et d'en tirer des prévisions. Nous pouvons faire des plans, ce qui facilite considérablement le dialogue avec les usines.

Qui s'occupe de l'ordinateur ?
J.-M. D. : Dès le départ, j'ai formé un comité informatique composé de l'assistant-marketing, du chef comptable et de moi-même. Les personnes qui font fonctionner l'ordinateur étaient déjà dans la société. IBM les a formées en quelques jours. Elles s'en tirent remarquablement. Et avec plaisir, je crois.

Un dernier mot ?
J.-M. D. : Nous souhaitons des informations statistiques plus élaborées sur les comptes de nos clients. Ce sera chose faite dans quelques semaines avec la mise en place d'un PNA de comptabilité. Nous aurons alors un instrument de connaissance de l'entreprise complet et efficace.

IBM

Compagnie IBM France.
Division des Systèmes de Grande Diffusion.

Madame Turbet qui était facturatrice est devenue opératrice sur l'ordinateur 32 après trois jours seulement de stage chez IBM.



* Prix de location mensuelle : à partir de 5.236 F TTC.
* Prix de vente : à partir de 219.242 F TTC plus le prix des licences PNA.

Pour tout renseignement, contactez M. DELAHAYE, téléphone 774.93.93, Tour Générale, 5 place de la Pyramide - Quartier Villon, Cedex 22 - 92088 Paris-La Défense.

Savez-vous que
Camino
peut vous offrir
les Bahamas
pour 2250F ?

voire Agent de Voyages le sait, demandez-lui le programme complet Camino: des séjours, dans une sélection d'hôtels et d'îles, pour satisfaire tous les goûts, tous les budgets en toutes saisons.

Camino, 21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris,
tél. 755.77.90/380.55.58

(*) comprenant transport Paris/Bahamas et retour, hôtel 1 semaine et transferts.



Cette année, les Bahamas!

صلى الله عليه وسلم

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

Une Yougoslavie loin de la côte

LA SLOVÉNIE AVEC DE LA TERRE AUX SABOTS

La voiture allait doucement. Prudemment. Lorsque l'été slovène n'est plus déjà qu'un souvenir, le matin, souvent, trouve à son lever des brouillards épais enroulés aux sommets, et même au creux des vallées hautes, qui tout du pays entier un pays masqué, impénétrable sous son masque. Sur les bords du chemin, des jardins défilés, des carrés de choux, des vergers où l'on avait laissé, exprès, sembler, une pomme jaune par-ci par-là pour témoigner de la belle saison envolée. Et des fermes, assoupies derrière leurs barrières de bois, une mince fumée au toit pour tout signe de vie.

Slovénie des champs, des bois et des monts. Douce au regard, avec ses maisons couvertes de vignes-vierge, des bacs fleuris à chaque fenêtre, dont on avait guiné de plastique les dernières roses pour prolonger un peu les beaux jours. Ses séchoirs à l'oin plantés à tout bout de prés, semblables sous leur grande toiture à deux pans à des chapelles sans fidèles. Ses charlots tout en longueur, que tirent de gros chevaux placides, un grelot tintant au collier.

La fermière était à son fourneau. « Ça brouillard, dit-elle, ça veut dire : l'automne... Parfois, il se lève, parfois il fait le paresseux, si bien que le soir arrive sans qu'il s'en soit allé. » Tous les gens de la terre parlent la même langue, faite des mêmes mots : gaïses, plûtes, crages, tempêtes, rosées, tourrages, récoltes, labours. La cuisinière sentait bon la potée de légumes où se cachait un farret de cochon.

Mais les touristes de l'été dernier ? « Des gens bien-comme-à-fait, bien aimables... Mais encore ? » En bien, des Anglais, des Allemands, des Français aussi. « Et puis ? » « Presque toujours en famille. » Un œil sur sa marmite, l'autre sur un tout petit diable blond. « Non, ce n'est pas mon fils ! Mon petit-fils : je suis une grand-mère ! » elle consentait à raconter enfin. Un peu surprise qu'on puisse s'intéresser à tout cela.

Les enfants ? Pour sûr qu'ils sont heureux ici. Tout le jour sur les talons des hommes, de l'étable au poulailler et du potager à la grange, et même aux champs, aux bois, aux pâturages. Les parents, eux, c'est autre chose. Un petit sac sur le dos, le casse-croûte dedans, et les voilà partis, tôt le matin, sur les sentiers qui courent le long, grimpant les pentes, cernant les lacs. Le soir les ramène, fatigués, mais bien plus attachés encore.

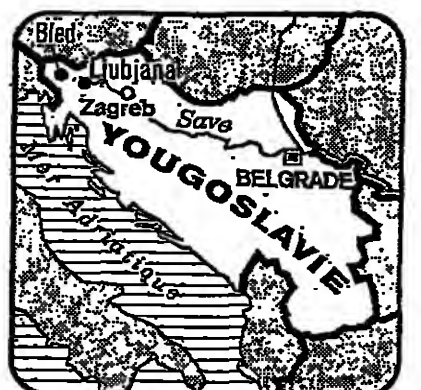
« Slivovitch » et soupe au lard

Après, on grimpa à sa suite par une échelle de meunier jusqu'aux chambres d'hôtes. De petites pièces claires, propres, lino au sol, lavabo dans le coin, et, tous les jours, une fenêtre qui regarde, par-dessus le jardin de pousse où sèche une lessive, le côté de la montagne, de la forêt, parfois d'un torrent. « Oh, bien sûr, ça fait beaucoup de travail, l'été, tous ces gens dans la maison, mais nous sommes beaucoup de fermiers dans la région à louer des chambres. C'est le bureau de tourisme local qui nous affecte les clients, parçait leur dit et nous verse notre part. »

Même l'hiver, malgré les frimas, il y a des candidats, qui savent se contenter du petit radiateur électrique d'appoint, voire du poêle à bois qu'on voit dans quelques chambres. Et puis, en bas, dans la cuisine, où ronronne jour et nuit la grande cuisinière, il fera bon, à la veille (ou les jours où la brume se fait vraiment « parassieuse »), entamer la caissette. Parler récoltes, labours, gaïses précoces, potagers et fourrage par-dessus une bonne assiettée de soupe au lard, entre deux rasades de cette slivovitch, l'eau de vie de prune qui laisse au palais un goût de vergers ensorcelés.

Mais si l'on n'aime pas les coins de fourneau, la soupe épaisse, les chambres

un peu fraîches, la rustique conversation du fermier ? La Slovénie, prévoyant sans doute que cela puisse exister, a tout prévu. Et a répondu à tout : vous n'aimez pas nos fermes ? Qu'à cela ne tienne ! Nos hôtels peuvent satisfaire tous les goûts. Du plus simple, qui sait se contenter d'une



« pension », modeste mais impeccable, au plus snob. Qui : snob, le mot est lâché. Au pays socialiste de Yougoslavie ? Certes... Le Grand Hôtel Toplice tourne vers le lac de Bled des façades qui raviront les amoureux de l'hôtellerie des années 30 ; et regardent de tous leurs balcons un décor lui-même « rétro » à force de ressembler trop bien à toutes les cartes postales, glacées et en quatre couleurs, qu'on vend ici.

En face, le château des évêques surplombe les eaux immobiles du haut de son nid d'aigle ; à gauche, l'étroit lac boisé où une église fait pointer son clocher couleur de rouille ; au fond, la montagne ; par-dessus, le ciel bleu. Que souhaiter de mieux ? Et le dedans veut le dehors : concierges affables, et distingués, valets pressés, mobilier cosu, grand salon solennel, bar, chambres princières. Une autre façon de voir le pays.

Le voyage aux enfers

Fièvre, et à juste titre, de ces montagnes et de ses forêts, comme des souvenirs de maquis qui y resteront attachés (les paysans slovènes, tout juste capables, si l'on en croit l'auteur de Mein Kampf, « de casser du bois et de puiser de l'eau », s'étant très tôt montrés aussi capables de résistance acharnée), la Slovénie l'est peut-être plus encore des fabuleuses entrailles de son sol.

Longtemps ignorées, et même insoupçonnées, au point qu'elles furent découvertes

seulement en 1918 par un berger probablement plus lûlé que les autres, les grottes de Postojna sont à coup sûr l'une des curiosités naturelles les plus remarquables du monde. Et c'est par millions que se comptent aujourd'hui chaque année le nombre de ses visiteurs.

Il faut dire que le voyage au centre de la Terre à quoi elles conviaient veut d'être entrepris. Même s'il commence modestement, par un trajet à bord de wagonnets du genre chers à bancs, comme on en voit dans tous les Luna Park du monde, qui s'annoncent lentement dans d'étroites galeries bétonnées du haut en bas.

Mais tout commence lorsque les voyageurs sont invités à mettre pied à terre et, quelques instants plus tard, à serrer autour de leurs épaules les capes de loden louches à l'enlèvement en provision des « averse » instantanées que dispense volontiers la voûte de roc, éternellement suintante, puis à suivre le guide qui parle leur langue préférée.

Étrange univers de fiction, où les stalactites deviennent râteaux d'orgue et sonnent leurs sons clairs ou graves pour peu qu'on sache les frapper, juste et sec. Où les stalagmites se mettent à ressembler à des Giacometti. Où le plafond de pierre renvoie les échos presque à l'infini, fusent-ils tenus comme le bruit d'une allumette à demi grattée. Où se succèdent la « Salle des congrès », cathédrale de silence, la « Pont russe », qui jette son arc pur par-dessus le torrent où vivent les plus vieux poissons du monde, de gros vers pâles, plutôt, qui sont, bien sûr, aveugles de naissance et se nomment protéas, le « Tartare supérieurement », la Grotte noire » et celle de la Pivka, la « Grande Montagne ». On reprend le train après une petite heure d'enchantement, soixante minutes au royaume du sur-naturel — une éternité, — heureux au fond de soi de s'en retourner vers ce bon vieux soleil et loin des ténèbres glacées. Vite un verre de slivovitch pour oublier cette promenade aux enfers où ne manque que le feu ; un autre encore.

De nouveau, c'était la campagne slovène. Arrivée sans crier gare, la brume était retombée, insinuante, enveloppante, envahissante, qui taisait les termes indécises, les gens et les animaux flous, les arbres impalpables.

« Il y a des jours, vous savez, elle fait sa parassieuse », avait dit la fermière. Et le soir était venu sans qu'elle s'en soit allée. Cela voulait dire : l'automne. Mais nous étions prévenus.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.
★ Office de tourisme de Yougoslavie : 31, boulevard des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 222-10-30.

AUSTÉRITÉ ?

M. Jacques Médéric, secrétaire d'Etat au tourisme, venu récemment assister au congrès de la Confédération pyrénéenne qui réunissait, à Toulouse, des spécialistes de la montagne aussi bien que des moines, des syndicats d'initiative, des hôteliers et des médecins d'établissements thermaux, a précisé que « le budget 1977 de son ministère est en augmentation de 30 % environ sur le précédent, mais il a souligné que l'effort porterait, dans les mois à venir, sur le tourisme social, dont les crédits qu'on entend lui consacrer dépasseront les 50 % par rapport à l'année écoulée ».

M. Jacques Médéric s'est encore expliqué sur les mesures qu'il entendait prendre quant à la préservation du milieu rural, en assurant un meilleur rapprochement des citadins et des campagnards de toutes les catégories socio-professionnelles.

Le secrétaire d'Etat devait déclarer : « L'austérité voulue par le plan du premier ministre ne doit pas nécessairement aboutir aux sacrifices. Le tourisme français veut, au contraire, intensifier ses efforts sur les marchés les plus rentables ».

Austérité. On sait depuis quelques années que les Français ont pris l'habitude de « consentir des efforts dans bien des domaines, mais de garder intact le poste budgétaire réservé aux vacances. La saison des sports d'hiver qui va s'ouvrir et où, dit-on, la vie est devenue chère sera un bon test pour vérifier si cette tendance à tout sacrifier aux loisirs se confirme ou si les recommandations du premier ministre trouveront un terrain sur lequel elles pourront s'employer.

Littoral

Hôtellerie

Aides

PROPRE MAIS CHER

La population des communes touristiques augmente l'été dans des proportions considérables, et les petites villes de la côte ont à faire face à des besoins que leurs ressources, bien souvent, ne peuvent satisfaire. Ainsi, par exemple, de l'entretien et du nettoyage des plages. Pour aller ce faire, nombre de communes côtières souhaiteraient que la rémunération du personnel requis à cet effet soit prise en charge par l'Etat.

Ce n'est pas l'avis du gouvernement qui, dans une réponse orale à M. Michel Sautin-Maria, député de la Gironde (P.S.), a fait savoir qu'il n'était nullement question, pour l'instant, de modifier les dispositions légales en vigueur. L'entretien, nettoyage et la surveillance des plages relèvent en effet des pouvoirs de police confiés aux maires d'après le code d'administration communale. Et si le gouvernement met à la disposition des maires des personnels de police ayant la qualification de « maître nageur sauveur », les collectivités locales sont tenues de rembourser à l'Etat les frais de mission de ces personnels.

Ce refus d'aider davantage les communes ne devrait pas avoir de conséquences fâcheuses sur la sécurité des côtes administrées par des municipalités aux ressources insuffisantes. Peut-être peut-on craindre tout au plus que ces dernières réduisent leurs frais d'entretien et de nettoyage.

Qu'une telle demande ait pu être formulée, que des maires en arrivent à vouloir abandonner une partie de leur pouvoir au bénéfice de l'Etat, voilà qui met en évidence, en tout cas, les déséquilibres que peuvent provoquer dans la gestion d'une petite commune un apport important de population saisonnière. Cela prouve d'autre part que les aides et subventions de tous ordres accordées aux municipalités dites « touristiques » ne compensent pas toujours l'inconvénient majeur de ce gonflement démographique.

LE LYCÉE PLEURE PARIS

Le « cadeau » que l'Etat vient de lui faire, quelques semaines après qu'elle eût fêté son quarantième anniversaire, l'Ecole hôtelière de Paris s'en sentira volontiers paillard. « Mises en péril », menace d'abandon », « condamnation à mort prochaine » : c'est en ces termes qu'on s'accorde, rue Médéric — siège du lycée technique Jean-Drouant, — à qualifier la décision du ministère de l'Éducation de transférer à Saint-Quentin-en-Yvelines pour la rentrée scolaire de 1978 l'établissement qui deviendra lycée d'Etat. Ce qui signifie ne plus utiliser dès lors les installations parisiennes existantes, mais, plus encore, supprimer du même coup — et totalement — l'enseignement hôtelier national dans l'académie de Paris, laissant à l'enseignement privé un « monopole » de fait en la matière.

Lycée technique hôtelier de second degré, doté de classes de techniciens supérieurs, le L.T.H. a pour objectif la formation de trois catégories de personnels de l'hôtellerie et de la restauration, exécutants qualifiés, cadres de maîtrise et cadres moyens. Son enseignement se situe donc à trois niveaux : pour les exécutants qualifiés, préparation au brevet d'études professionnelles (BEP) en options cuisine ou restaurant ; pour les cadres de maîtrise, préparation au brevet de technicien de l'hôtellerie (B.T.H.), pour les cadres moyens, enfin, préparation au brevet de technicien supérieur d'hôtellerie (B.T.S.).

Dispensant un enseignement gratuit, l'école fonctionne avec un personnel d'administration et d'enseignement publics, nommé et rémunéré par l'Etat. Elle possède toutefois un statut particulier, celui des « écoles de métier », dont elle est l'une des dernières représentantes dans la capitale, les écoles Bonlieu et Estienne ayant été nationalisées.

J.-M. D.-S.

(Lire la suite page 17.)

LES SUBVENTIONS D'UN PAUVRE

En 1976, les caisses d'allocation familiales se sont efforcées, compte tenu de leurs ressources, d'attribuer des bons-vacances au plus grand nombre possible d'enfants de familles aux revenus modestes. Elles ont également accordé des subventions d'investissement pour des centres collectifs de vacances. Le ministère de la santé, pour sa part, a favorisé le développement des maisons familiales, qui accueillent, en particulier durant la période scolaire, parents et enfants. Le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, enfin, a fait un effort important en 1976 pour assurer une prise en charge progressive des frais de formation des animateurs de centres de vacances.

On ne peut dire que le gouvernement reste inactif en ce qui concerne les vacances des Français. C'est du moins ce qui ressort d'une réponse à M. Fournier, député de la Haute-Loire (Rif.), qui attirait récemment l'attention du ministre de la qualité de la vie sur « le rôle des centres de vacances ».

Une subvention chasse l'autre

Mais les allégations détaillées du ministre ont-elles répondu autant qu'on pouvait s'y attendre à la question précise du député ?

Il faut savoir, en effet, que, depuis 1960, l'Etat a considérablement réduit son aide aux centres de vacances. Elle couvrait à cette époque jusqu'à 50 % du prix des journées, alors que l'aide publique plafonne aujourd'hui à 0,20 franc par journée-enfant. Les centres de vacances ont donc « payé » pour d'autres organismes.

Voilà bien un exemple de la politique des loisirs : son budget est si faible qu'il ne permet que de définir les « priorités de l'heure », au détriment des réelles priorités. Sinon, comment com-

prendre que le rôle éducatif et social des centres de vacances, leur intérêt public, aient changé en quinze années au point que l'Etat n'y porte plus la même attention qu'autrefois ? La réalité est toute différente : les bonnes volontés dans les ministères pauvres sont décidément condamnées à faire qu'une subvention en chasse une autre.

L'ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

VOLS SPÉCIAUX
DEPART DE PARIS
DATES FIXES

DJERBA : 910 F.A.R.
avec 7 nuits d'hôtel
NEW-YORK : 1.450 F.A.R.
BANGKOK : 2.250 F.A.R.
1.400 F. Aller simple
BOMBAY : 2.350 F.A.R.
CALCUTTA : 2.400 F.A.R.
1.500 F. Aller simple
COLOMBO : 2.400 F.A.R.
1.500 F. Aller simple
TOKYO : 4.200 F.A.R.
2.450 F. Aller simple
TOUR DU MONDE : 7.300 F.
valable un an

4 rue de l'Éducation Paris 17
3 bis rue de Valenciennes Paris 19
01 74 22 8 24 29 - 02 70 70 0

bon
pour recevoir gratuitement
notre brochure 76

Non, ☐
Adresse : _____
Ville : _____

EN AUTOMNE

l'idée c'est

jersey

l'île merveilleuse

L'automne et l'hiver sont des périodes tout à fait favorables pour profiter pleinement de cette belle et toute petite île (20 km sur 10 km) au climat d'une grande douceur (Gulf Stream). Les 75 000 habitants de ce curieux petit Etat indépendant — situé à 20 km des côtes françaises mais rattaché à la Couronne d'Angleterre — seront heureux de vous faire partager leur joie de vivre. Les petites pensions voisinent avec les hôtels confortables et les palaces de très grand luxe (dîner dansant habillé).

Vous apprécierez le calme, la nature, la mer, la campagne, mais aussi les multiples distractions, les pubs... et, dans la capitale Saint-Hélier, un shopping détaxé à faire rêver.

Jersey vous attend dès demain. C'est la bonne idée pour un long week-end.

Pour recevoir une documentation en couleurs, envoyez la gentillesse de retourner ce coupon, en timbrant à 1,40 F, à l'Office National du Tourisme, Service France L.F., Jersey (Rue Anglo-Normande).

Nom : _____
Adresse : _____
LM 2

BIA
BUREAU INTERNATIONAL AIRWAYS
Avec B.I.A., Jersey est à 70 minutes de Paris-Orly Sud.
Réservation : 066.02.00
Plusieurs vols par semaine.

PLUS VITE MOINS CHER

Pour
l'Angleterre
prenez
l'Hoverlloyd

Encore moins cher
que cet été

En voiture
5 passagers gratuits
Calais - Ramsgate

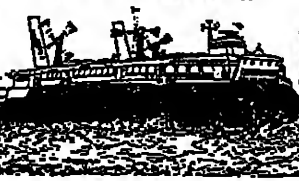
à partir de
140^F
• jusqu'à 6 vols par jour
• 40 minutes de traversée
• formalités accélérées à l'hoverport
• autoroute directe jusqu'à Londres

En autocar
Paris - Londres

105^F
• également tarifs spéciaux étudiants et
• émission des billets et départ des cars
Hoverlloyd
24 rue de St Quentin 75010 Paris
T. 607.50.61
• Service Bruxelles-Londres: Hoverlloyd
Centre International Rogier,
Rue de Brabant 38 Bruxelles T. 219.02.25

Passagers à pied
Calais - Ramsgate
60^F
• également tarifs spéciaux étudiants et
• moins de 15 ans.

HOVERLLOYD
Brochures, horaires et réservations:
Agences de voyages ou Hoverlloyd
Paris: 723.73.08 Calais: 34.67.10



M. _____
Ville _____
Adresse _____
Code postal _____
Desire recevoir gratuitement une brochure
HOVERLLOYD.
A retourner à Hoverlloyd
Hoverport International - 62006 Calais

TOURISME

L'Équateur vu du mont Panecillo

A U sommet du mont Panecillo, l'une des excursions dominicales préférées des habitants de Quito, on découvre d'un seul regard la ville entière, capitale à l'espagnole d'un Équateur tout à l'indienne. Tout autour de ce grand conglomérat urbain plaqué au fond d'une vaste faille évasée dans la montagne, les petites maisons blanches, en rangs serrés, grimpent à l'assaut des pentes. Dès 9 heures, les « microbus » cahotants, s'agrippant désespérément au ruban d'asphalte cabossé qui serpente autour de la colline, déboulent au pied du Panecillo leurs vieux couples d'indiens en poncho rouge, au visage ridé, leurs théories d'équatoriennes rousses cherchant sans grand succès à gouverner des ribambelles d'enfants qui s'égaillent dans toutes les directions.

Les jeunes, eux, montent à pied, en groupes ou en couples, les garçons avec leur allure athlétique et les cheveux rasés, des éternelles obligations militaires, et, à l'oreille, l'inévitable mini-transistor japonais qui ne se lasse pas de dégorger les sons tonitruants de la dernière cumbia colombienne. Les militaires parlent de football, les étudiants de nationalisation du pétrole. Ils prêtent à peine un regard distrait au vieux couple de touristes américains qui a gravi la colline dans le taxi de leur palace, et qui contemple le paysage d'un ample regard photographique.

Des larmes dans la vallée

Onze heures, l'heure de la messe. Au pied d'une énorme statue, devenue kitsch, de la Vierge qui, depuis des siècles, bénit la ville d'un geste ample, un autel de fortune a été dressé. Deux religieuses s'affairent, invitant les fidèles par le truchement de leur micro à « remplir le précepte dominical ». Les convaincus s'approchent, mais la plupart des couples restent assis dans l'herbe, le regard fixe sur cette Quito des misères quotidiennes, qui, de là haut, paraît presque accueillante.

« Le Christ s'est fait homme dans cette vallée de larmes, et est venu partager toutes nos misères humaines, toutes, sauf le péché », dit au micro la voix du prêtre. Est-ce à cette vieille Indienne assise sur le sol qu'il faut le dire, qui regarde, l'air perdu, l'officiant ? Est-ce à ses enfants qu'il faut le dire, qui, demain, passeront une fois de plus leur journée à vendre des journaux ou à élir des chaussures, malgré une « obligation scolaire » que les parents, bien souvent, sont les premiers à ne pas faire respecter ? C'est pourtant cette même Indienne, peut-être, que l'on entend sangloter le lendemain au fond d'une église de la capitale, invoquant une longue litanie polémique un Dieu qui ne paraît s'être arrêté en Équateur que pour veiller à la construction des somptueuses églises aux murs dorés de

Quito. « Le Christ s'est fait homme dans cette vallée de larmes », répète, insistant, le micro.

Pour atteindre le sommet du Panecillo, il faut grimper le long de la rue Bahia. Qui dirait, à la voir de jour si anodine, quelle abîme une fois venue la nuit le Pigalle de la capitale ? Triste Pigalle, à la vérité, où les filles de « joie » méritent moins encore qu'ailleurs ce qualificatif. Des filles aux traits las, trop grasses pour une mini-tube ajustée, qui attendent postées en file contre un mur le client. Au pied du petit hôtel en bois, un policier veille à tout hasard, bavardant avec ces demoiselles. Les tarifs sont bas : la loi de l'offre et de la demande joue de manière implacable et sont nombreuses toutes celles qui, seules, ou avec leur famille au complet, ont quitté vers quinze ans leurs villages de la montagne pour venir dans la capitale où

l'on ne sait trop de quoi on vivra.

Il y a deux Quito. Celle du centre, d'abord, la vieille ville de l'époque coloniale, aux ruelles tortueuses et pollées, éternellement engorgées par des embouteillages qui ne sont pas que le triste apaisage des capitales européennes. Marcher sur les trottoirs représente une expérience harassante, tant il faut fendre toujours une foule compacte et désordonnée, au sein de laquelle, année après année, les complets-veston prennent le pas sur les ponchos. Le dimanche, pourtant, la circulation est plus fluide ; mais de longues files d'attente s'étendent devant les cinémas, où l'on joue le dernier film de *Kung fu* ou, les bonnes semaines, une comédie américaine presque récente. Face à la file qui s'allonge, un vieil indien jonne en tremblant d'un violon au son aigre, dans l'attente d'une aumône toujours trop mince. Entre deux

séances, il sommeille sur le trottoir.

Au nord, au-delà du « no man's land » dessiné par quelques parcs verdoyants, Quito devient tout autre. Ici, c'est le grand quartier résidentiel, où les belles demeures assoupies s'alignent sagement le long de larges avenues bordées de palmiers. Fini la foule bruyante et bigarrée des étroites venelles du centre ; seuls quelques groupes de jeunes gens en complet cintré et chaussures brillantes déambulent, ce dimanche, face aux cafés de style européen. N'est-ce pas un peu l'Europe ou les États-Unis, d'ailleurs, ce quartier, avec ses galeries commerciales « Bon Génie » et ses « drive-in » aux inscriptions en anglais, ses restaurants internationaux, « The Pub-bar anglais » ou « le Bistrot-restaurant français » ? On est presque surpris de voir à un carrefour trotter ces deux riches

Indiens de la région d'Otavalo, longue tresse et poncho bien, éternels commerçants qui vendent aux quatre coins des Andes leurs objets artisanaux.

Mais sont-ils encore bien chez eux ? Entre les deux Quito, la coupure est profonde. Les bourgeois cossus du nord de la ville hésitent de plus en plus à descendre vers le centre bruyant et poussiéreux pour y faire leurs achats. Les riches familles de Quito se réunissent pour parler psychologie, commerce ou voyages à Miami, bien à l'abri des hautes grilles qui entourent leurs belles demeures. Elles feignent de tourner le dos au cœur profond de l'Équateur qui bat à quelques kilomètres de là, dans les étroites rues du centre, où les petits Indiens pressent le pas, alors qu'il commence à pleuvoir, ce dimanche soir, sur Quito.

THIERRY MALINIAC.

CARNET DE ROUTE

Un guide qui en sait long

On trouver l'adresse de tel office de tourisme, comment se renseigner sur les formalités douanières en vigueur dans tel pays, quel vaccin est-il obligatoire pour franchir telle frontière ? Des questions que tout voyageur est amené à se poser souvent. Ce guide — qui est plus un instrument à l'usage du professionnel que du particulier — se divise en huit chapitres. L'air, le rail, la mer, la route, l'hôtellerie, les agences, en sont les principaux, qui précèdent un nombre important de pages « documentation » (fuseaux horaires, climats, monnaies, change, etc.) et que suit une revue de différents services d'assistance et d'assurance aux voyageurs.

* *Le Guide-Guide professionnel des voyages et du tourisme*, Editions Économica, 18 rue Beaubourg, 75002 Paris. Tél.: 238-74-37. Un volume, 75 F.

Huit jours à la sicilienne

Demi-pension ou pension complète dans un hôtel de Taormina, en Sicile : dans le premier cas, une semaine coûtera (de Paris à Paris) 1185 francs, dans le second 1265 francs.

Mais la brochure *Evastion* propose aussi tout un choix de fins de semaine à Rome, Venise, Florence et Naples, à partir de 1900 francs par personne. On part le vendredi, on revient le dimanche soir.

* *C.I.T.-Evastion*, 5, boulevard des Capucines, 75002 Paris. Tél.: 073-45-30.

La Laponie, planches aux pieds

Le vent (attention ! il est souvent glacé), les troupes de rennes que guide un berger — bonhomme de neige, les pins et les bouleaux habillés de givre scintillant,

l'espace... La Laponie, incendiée de soleil boréal, semée de petites maisons de bois dont les balcons s'ornent, comme ailleurs, de géraniums, de viande surgelée en guirlandes. Avec les skis aux pieds et le sac au dos.

Dix jours de Paris à Paris, via Helsinki, Rovaniemi et Ivalo, dont sept journées pleines de raid proprement dit. Prix : 3350 F par personne.

* Transvoya, 49, avenue de l'Opéra, 75002. Tél.: 742-47-39.

Haïti ou le triangle d'or ?

Vaudou, soleil, plages, cocotiers, pizzas dans la forêt ? Haïti, la « perle des Antilles »... Douze jours dans l'île, hébergement dans un hôtel de première catégorie : de Paris à Paris, 3250 F par personne.

Au même catalogue, des séjours « exploration » en Birmanie et au Népal. Et dans le fameux « triangle d'or », cette contrée du nord de la Thaïlande où les tribus Miao, Akha et Yao cultivent encore le pavot, travaillent le bois, le papier, la soie et la laque. À partir de Bangkok, une « excursion » de quatre jours, qui coûtera 1730 F par personne.

* Air Alliance, 4, rue de la Michodière, 75002 Paris. Tél.: 073-63-50.

L'Afrique en tous sens

L'Afrique, toute l'Afrique. En séjours libres au bord de la mer, en altitude ou dans les capitales. En village-club pour les amateurs de sport. En circuits, pour découvrir à chaque tour de roue un nouvel aspect des pays visités. En safari-photos dans les réserves. En croisière. En « route libre », au volant d'un véhicule. Autant de formules, autant de propositions qui,

parfois, peuvent se combiner entre elles.

Quelques exemples : une semaine au Sénégal, à partir de 3400 F, ou au Togo, à partir de 3250 F. Une semaine en demi-pension aux îles du désert nigérien, à Niamey, à partir de 2800 F. Et encore, dix jours pour rejoindre la capitale de la Haute-Volta à celle de la Côte-d'Ivoire (5200 F), ou, en outre, le par du Djoudj, au Sénégal, riche de milliers et de milliers d'oiseaux (4500 F).

Quant aux grands circuits, ils durent de seize à dix-huit jours : aïe ! la randonnée ouest-africaine va du Sahara aux forêts tropicales, du Niger à la Côte-d'Ivoire, via le Mali et la Haute-Volta (6500 F). Rare : un grand périple en Afrique du Sud, dix-huit jours partagés entre la voiture, le train et l'avion (9190 F).

* *Africatours*, 9-11, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Tél.: 723-34-70. (Catalogue sur demande.)

Vingt et une façons de skier

Vingt et une stations de sports d'hiver à choisir dans le dernier catalogue de jeunes sans frontières : en France, bien sûr, mais aussi en Allemagne, en Autriche, en Espagne, en Italie, et encore en Laponie, en Roumanie, en Suisse et même au Maroc. Au même catalogue, des voyages en Chine populaire, des expéditions au Yémen, en Thaïlande, au Niger, et des randonnées plus aventureuses, comme les méharées dans le désert jordanien de Wadi-Rum (prononcer : « rum »), le trekking au Népal.

À titre d'exemple : onze jours au Hoggar, dont huit sur le dos d'un méhari ; prix : 4500 F par personne, tout compris.

* *Jeunes sans frontières*, 7, rue de la Banque, 75002 Paris. Tél.: 261-93-21.

Les Indiens de « Zizi »

« Eh bien ! mon copain, ce coup-ci, on part en Amazonie, chez les Indiens Tucumariques, filmer avec eux la chasse, la recherche d'orchidées sauvages... » Pourquoi les Tucumariques ? « Parce que j'ai vu des photos d'eux. Ils ont une bonne tronche... » Marcel Ley-Schwartz (« Zizi » pour ses amis) ne parle pas la langue des explorateurs, tout membre de la Société des explorateurs français qu'il est. Il « cause » avec le cœur et les yeux, pas avec une grammaire. Et il écrit ses livres sur le ton qui est le sien quand il raconte à ses copains tout ce qu'il a vu au fond des mers, au Congo, en Nouvelle-

Catédonie — ou au coin de la rue.

Le Brésil, paradis de l'aventure qu'il vient de faire paraître (et qu'il a dédié « aux frères Vilas Boas, les Schweitzer de l'Amazonie ») est de la veine de ses précédents récits. Fournissant d'anecdotes, de précisions, de révélations qui, même énoncées en argot, et où les clin d'œil remplacent les guillemets, ont valeur scientifique. Et, comme à l'accoutumée, magnifiquement illustré par un œil qui sait ce que Leica veut dire. — J.-M. D.-S.

* *Presses de la Cité*, collection « Coup d'œil sur le monde ». Un volume, prix : 36 F.

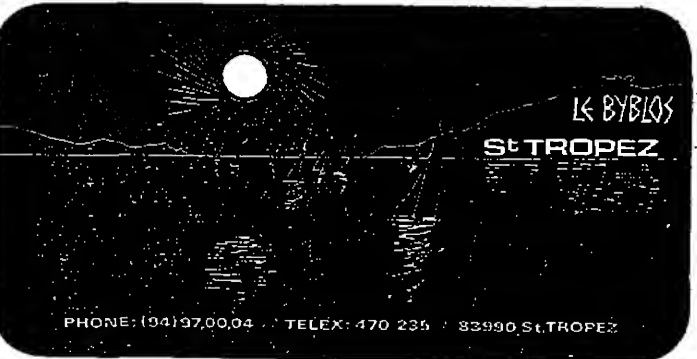
Décrochez pendant 8 jours. Partez au Népal !

JALTOUR vous propose plus de 20 séjours en Extrême-Orient. 20 séjours en Thaïlande, au Laos, à Bali, au Népal, en Inde, aux Philippines, en Corée, au Japon, etc.

Pour recevoir une documentation détaillée sur tous ces voyages,

retournez ce bon à Japan Air Lines, 75 av. des Champs-Élysées, 75008 Paris.
Nom _____
Adresse _____

Jaltour



terres d'aventure

5, rue St-Vidor 75005 PARIS — Tél. 033.63.51 et 324.50.98

- TREKKINGS
Népal/Mustang
Kilimandjaro
Villages Dogons
- EXPÉDITIONS :
Niger en Pirogue
Descente de la Rivière Kwai
Les Sporades du Nord en voilier
- Méharées dans l'Air
Expérience de solitude au cœur du Sahara
- Ski de Fond et Raquette
France-Laponie-Canada

CATALOGUE détaillé sur simple demande.

Toutes les formules réunies dans ce programme laissent une très large place à la participation physique, sportive de chacun

سكيا من الامم

TOURISME

DANS LE VENT DE BERCK

Des chars qui tiraient des bords...

Le dimanche de la Toussaint au Touquet, c'est généralement la pluie qui étend son rideau sur l'horizon des dunes et dépouille les arbres de la forêt : c'est le vent alger qui souffle sur les rivages et claque dans leurs villas les vacanciers de Lille-Roubaix-Tourcoing. Or, l'autre jour, comme par une coïncidence de l'automne après l'été exceptionnel dont ont bénéficié toutes les stations balnéaires jusqu'à celles de la mer du Nord, un soleil radieux blanchissait le sable, allumant quelques voiles blanches sur la ligne d'horizon et faisant transparaître l'estuaire de la Canche dans une lumière de juillet.

Les bons bourgeois venus en nombre se remuer les poumons dans le micro-climat le plus salubre de France se baignaient ainsi sur la digue avec femme et enfants après un lâche-vitrines précautionneux des boutiques de luxe dites « de Paris », rosées ouvertes histoire d'éprouver leurs goussets. Les promenades familiales les avaient disséminés sur la plage, en maintenant tout de même, et à grandes enjambées énergiques, certains groupes s'attroquant pour suivre les évolutions labo-

rieuses de deux ou trois hommes-grenouilles s'acharnant à pratiquer le wind-surf, la planche à voile qui profite du vent. Mais le vent ce dimanche était nul, pas le moindre bris ne soufflait ni du large ni des terres. C'est bien ce qui contrariait le plus ceux qui désiraient, comme nous, assister aux Six Heures de Berck.

Blériot, Garros...

Les Six Heures de Berck sont des courses d'endurance de chars à voile qui se disputent à chaque Toussaint depuis 1905. Déjà, la veille, le vent était tombé et avait interrompu l'épreuve après deux heures de course. Quand, en fin de matinée, nous débarquâmes au Casino maritime de Berck, où paradoxalement Eole-Club, on n'apercevait que des joueurs de pétanque se livrant paisiblement à leur sport favori sur les grèves miroitantes de la mer basse. Les concurrents, concentrés sur la petite esplanade du Club House autour de leurs chars in-tilleables, en étaient réduits à mouiller leur index en supputant une brise annoncée à 10 miles au large. Grand beau, ou la météo décevante des réga-

liers ! Blériot, le flot commençait à remonter, et ce fut terminé pour la course dominicale. Le lendemain lundi, un vrai temps de Toussaint devait opportunément « travailler » la course. Les dunes que nous longions étaient redevenues « la contrée morte, parcourue par le vent », où se tarrent les contrebandiers de Van der Meersch et l'immensité du rivage de Berck, entre son église à contrefort et la façade sinistre de son hôpital maritime, évoquant ces plans d'eau d'intel, où les loutins de la terre et du ciel se conviennent comme dans les marines de Ruysdael.

Le départ de cette deuxième course pour l'honneur sur l'eau de midi. Vingt chars, alignés au bas du Cerle maritime, y participaient encore. On retrouvait en ligne ces engins bizarrement triangulaires à roulette de nez de dragster, aux pneus lisses, dont le coque carénée est surplombée par une voile de 6,50 m² et qui peuvent rouler à des vitesses de pointe supérieures à 100 kilomètres à l'heure. Des chars à la dernière mode — roués de 2 CV, fourches de Vespa, voiles anglaises, — sans point commun avec les

aéropages de notre enfance que nous voyions vivre, une roue en fait, sur le pique de Dinard, aux mains des pionniers de l'aviation, Blériot, Roland Garros et Brindejane des Moulins, réputée casse-cou par les familles mais éperdument admirée par les marmousets des châteaux de sable !

Notre première surprise fut de voir la plupart des concurrents nous tourner le dos et l'océan vers la mer dans des gerbes d'eau, alors que trois d'entre eux seulement évoluaient parallèlement à la digue sur le sol ferme, évitant ainsi le franchissement des « baches », ces filets qui s'étendent à marée basse entre deux bancs de sable et si trahissent aux baigneurs. Mais le vent soufflait dans toutes les directions, et les chars disparaissaient du front de mer en l'ouvrant.

Voiles blanches

Tout au loin, vers la bouée de virage sud marquée par une caravane, on voyait se presser en désordre une armée de voiles blanches. On les voyait revenir par les bords à toute al-

lure, ou stoppés net dans leur élan à la manière des araignées d'eau, et passer détachés devant les « stands » avec les pilotes couchés à la manière d'autres « allongés », singulièrement plus immobilisés, de la rive, encouragés au passage par leurs coéquipiers. Les rivaux cependant n'allaient pas tarder à gêner les concurrents et la visibilité à se réduire dangereusement sur les 6 kilomètres du parcours. A 15 heures, il ne restait plus que onze équipages en course. Pour éviter les accidents, l'épreuve était arrêtée sur un classement qui donnait une victoire de consolation aux Belges Houtaeger-Dumont, déjà bien placés derrière le leune équipage berckois Descamps-Grimmonp, vainqueur officiel des Deux Heures du samedi.

Entre-temps, le gros des chars étrangers avaient repris la route sur la toile des voitures, Anglaises de Blackpool, Allemandes de Cuxhaven, Hollandaises de Bergen-Zee, Belges de La Penne, désertant les lieux enfin battus par les vents et livrant la place désormais aux « amateurs » du week-end.

OLIVIER MERLIN.

PAS D'ACCORD

Sauvage forêt gauloise

Après l'article intitulé « Les restes de la forêt gauloise » (le Monde daté 10-17 octobre 1976), M. Louis Auguste de Rome nous a adressé les lignes suivantes :

Voilà quelques réflexions suggérées par l'article que votre collaborateur Jean Rambaud a fait du livre France, la forêt tout le comp. Non, l'énorme forêt amazonienne n'est pas détruite par des « exploitants-exploiteurs », mais par des éleveurs ou des paysans pauvres venus des zones sous-développées du Brésil et qui la grignotent. Oui, la surface de la forêt française s'accroît chaque jour et il s'agit bien, hélas ! d'une forêt naturelle et non pas de cette forêt artificielle que les écologistes combattent. Il s'agit en effet d'une forêt gagnée naturellement sur des terrains de culture abandonnés à la suite de la dépopulation des campagnes : il n'y a plus en France de guerres des Demoiselles fautes de combattants. Les ennemis de la forêt ne sont plus les paysans, mais ces messieurs des villes. Oui et non, la forêt n'est ni une usine à bois, ni un bien public. Elle est les deux à la fois et les deux sont conciliables. Sur quoi le Monde se livre à un imprécis et un raisonnement qui n'avait pas de forêt ? Sur du plastique tiré du pétrole (non renouvelable) ? La production de bois est donc d'intérêt public et la demande de M. M. Rambaud et Gauthier sont capables de définir sans ambiguïté la « vraie forêt » à laquelle ils se réfèrent. Non, les forestiers français (trop nombreux, hélas !) n'ignorent pas l'écologie : c'est au contraire eux qui l'ont inventée il y a plus d'un siècle et

elle constitue encore le fondement de leur éducation et de leur métier de tous les jours. Non, les coupes rases n'entraînent pas forcément la dégradation de l'environnement et il y a des cas où elles représentent la seule solution pour perpétuer la « vraie forêt ».

Je conclusai plutôt : « France, la forêt (sauvage) s'enrichit parce que les habitants vivent dans les villes ». Sait-on en effet suffisamment que la France possède près de la moitié de la surface forestière du Marché commun et que, malgré cela, elle importe, aux dépens de sa balance commerciale, d'énormes quantités de produits forestiers ?

LES FRANÇAIS VERS L'IRLANDE

Si 1976 doit rester dans les annales touristiques françaises comme une « bonne année », elle sera pour l'Office national du tourisme irlandais en France une véritable année « grand cru ». En effet, à la fin du mois d'août dernier, le marché touristique français vers l'Irlande marquait une progression de 18 % par rapport à l'année précédente aux mêmes dates. En 1975, le nombre des Français qui s'étaient rendus en Irlande avait déjà progressé, passant de 35 000 en 1974 à 43 000 en 1975.

Si cette progression se maintient jusqu'à la fin de l'année en cours, c'est 50 000 environ qu'atteindra le nombre des Français qui auront pris des vacances irlandaises en 1976.

Le lycée pleure Paris

(Suite de la page 15.)

D'où une particularité, la structure double du L.T.H., dont la gestion est totalement assurée par un organisme privé, l'A.P.H.E.L. (Association professionnelle des hôteliers, restaurateurs et limonadiers), le département pédagogique étant, lui, assumé par le ministère de l'Éducation. Enfin, l'école est la propriété de l'association, qui avait régi, en 1933, date de sa construction, 40 % du montant de la facture, l'État s'étant alors chargé du solde.

Questions sans réponses

Pourquoi la décision de l'éducation de transférer à Saint-Quentin-en-Yvelines l'école parisienne (même si ce transfert doit se traduire, matériellement parlant, par des avantages certains, les locaux de la rue Médéric étant insuffisants) suscite-t-elle cette levée de boucliers ?

D'abord, parce que ce choix géographique reste très contestable aux yeux des opposants au projet, du fait que la ville nouvelle qui se bâtit autour de Trappes est loin de posséder les infrastructures hôtelières indispensables à accueillir les étudiants tenus d'accomplir tout au long de leur scolarité des stages, à raison d'un jour par semaine ou d'une semaine par mois.

Ensuite, parce que les responsables de Jean-Drouant ont, semble-t-il, les meilleures raisons de croire que la privatisation de l'école restant à Paris devrait

suivre de peu le déménagement, et que, dès lors, les candidats de milieu modeste se trouveraient dans l'impossibilité financière de fréquenter des cours qui deviendraient nécessairement payants, tandis que bien des professeurs se verraient contraints de demander leur mutation.


Il y a longtemps déjà que le corps enseignant, comme les responsables et gérants de l'école, demande avec insistance la nationalisation de leur établissement, du moins la signature d'une convention aux termes de laquelle cette mesure prendrait les apparences d'une vraie promesse. « Mais le ministère s'en tient à de vagues réponses, généralement contradictoires, indique-t-on rue Médéric. Périodiquement, une note et périodiquement différée cette nationalisation n'a jamais eu lieu. De même, la convention A.P.H.E.L.-Éducation, souvent mise sur le tapis, n'a jamais vu la moindre ébauche de signature ».

La question que posent à présent les responsables de l'école hôtelière pourrait se résumer de la sorte : l'État est-il ou non destructeur de se débarrasser de sa responsabilité dans l'enseignement hôtelier parisien ? « Dans l'affirmative, disent-ils, on imagine quel préjudice la ville subirait. Quant à l'éventualité d'une privatisation, elle serait, ajoutent-ils, significative de l'actuelle politique en matière d'éducation : l'abandon progressif de certains secteurs de l'enseignement (technique en particulier) aux bons soins d'organismes privés ».

Quoi qu'il en soit, les enseignants de Jean-Drouant restent « décidés à défendre ce qu'ils considèrent comme un service public, et à maintenir une présence de l'éducation nationale dans l'enseignement hôtelier à Paris ».

J.-M. D. S.

● La Suède change d'adresse. — Peu le Service suédois d'informations touristiques : désormais, l'Office de tourisme suédois existe, et, depuis le 18 octobre, s'est installé dans le Marais à l'Hôtel de Marie, 11, rue Payenne, 75003 Paris. Tél. 278-67-06.



A CANET-EN-ROUSSILLON

LA PLAGE
RADIEUSE

Syndicat d'initiative :
66140 CANET-EN-ROUSSILLON, S.P. 22
Tél. (06) 35-03-88 - 35-00-65

01130 NANTUA (Ain) Dans un cadre magnifique, au milieu de 4 ha de parc (cède à la vente dans la propriété)

Hubert, du Bistrot d'Hubert

vous annonce l'ouverture de son Restaurant***

L'HOTELLERIE DU CHATEAU DE PRADON

Sur la Route Nationale St Lyon-Genève et des Savoies

SALONS DE 10 A 60 COUVERTS - Tél. (74) 76-91-11, le 440



NOS PRIX-CHARTERS : JUSQU'À 70 % DE RÉDUCTION SUR VOTRE BILLET D'AVION

le point 85

Voyages SS / CORLUC A 891.

85 bd saint michel paris 5 329.60.50

U.S.A.	NEW YORK	1650 ^F
	SAN FRANCISCO	2950 ^F
INDE	BOMBAY	2300 ^F
MEXIQUE	MEXICO	2625 ^F
PEROU	LIMA	2950 ^F
ILE MAURICE		2980 ^F

GRATUIT

Sur votre demande, nous vous adressons notre brochure charters (et sports d'hiver) 78/77.

Nom _____ N° _____

Ville _____ Code postal _____

VOYAGE CULTUREL NOËL - JOUR DE L'AN

L'ÉGYPTÉ DES PHARAONS

du 23 décembre 1976 au 2 janvier 1977

Avec le R.P. Christian EUGENE Egyptologue et Coptologue.

Bonifications et inscriptions : LES GRANDS ITINÉRAIRES DE BIBLE ET TERRE SAINTE 5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris Tél. 260-31-66 - Lic. d'Etat 208 A



CROISIÈRE "CAP SUR MADÈRE ET LA CÔTE D'IVOIRE"

à bord de Massalia

le paquebot-soleil où il fait bon vivre

MAROC/MADÈRE/CANARIES/ILES DU CAP VERT SÉNÉGAL/CÔTE D'IVOIRE/GUINÉE

Départ de Marseille : 3-28 janvier 1977.

25 jours. A partir de 4 900 F.

Offrez-vous enfin la croisière de vos rêves : le Maroc Impérial et le Grand Sud Saharien. Madère l'île Jardin, les Canaries et les îles du Cap Vert, ces paradis en plein Atlantique. Et puis l'Afrique : Dakar l'accueillante, Abidjan la magnifique, la flore et la faune sauvage de la Côte d'Ivoire, Conakry...

CROISIÈRES PAQUET MASSALIA

Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Paquet : PARIS : 3, bd Malesherbes 75008. Tél. 255.57.50 MARSEILLE : 70, rue de la République 13002. Tél. 51.81.21 NICE : 2, rue Halévy 06000. Tél. 88.51.30

Passez un week-end avec un cheval.



Abandonnez tout. Oubliez tout. Quittez la grande ville et ses embarras pour partir à la conquête du cheval.

A Pompadour, tout est prévu pour ça, du débutant au cavalier confirmé : leçons - 90 leçons par semaine complètes, promesses de trouver la compagnie. Vous resterez ainsi très près

de la Nature avec la yoga ping-pong, golf, saut, tir à l'arc, tennis.

Vous verrez, vous allez vous sentir redevenir vous-même.

90 Champs-Elysées Paris 8^e - Rude la Boire 75003 Paris Cedex 02 - Téléphone 264.52.92 ou Agence Héros-Voyages de votre ville.

Pompadour.
Club Méditerranée.

cet hiver aux antilles: du soleil en location

La formule la plus économique.
Deux semaines à partir de 2 995 f. (avion compris)

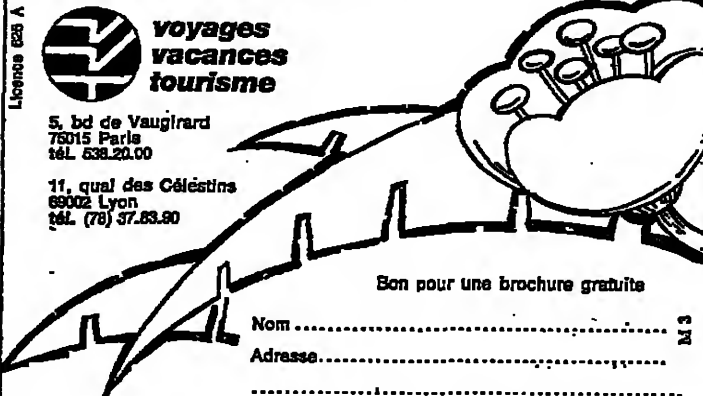
Pour mieux découvrir les merveilles des Antilles, en vivant à votre rythme, nous vous proposons une formule nouvelle de location de bungalows climatisés (3 ou 4 lits), entièrement équipés. Possibilité demi-pension. Séjours de 1 à 4 semaines.

Villages de vacances à Saint-François (Guadeloupe) et Tartane (Martinique).

**voyages
vacances
tourisme**

5, bd de Vaugirard
75015 Paris
Tél. 238.20.00

11, quai des Célestins
69002 Lyon
Tél. (78) 37.83.80



**LA BROCHURE TRANS-ILES VOUS OFFRE
LE PROGRAMME LE PLUS COMPLET
SUR LES CARAÏBES**

HAÏTI 3270'
LA PERLE DES ANTILLES
12 JOURS
plages désertes, vaudou, peinture naïve,
langue de vivre des Caraïbes.

POSSIBILITÉ DE PROGRAMMES COMBINÉS:
LES BAHAMAS, SAINT-DOMINGUE,
LA JAMAÏQUE, PUERTO RICO,
LA GUADELOUPE, LA MARTINIQUE,
MIAMI BEACH ET DISNEY WORLD

Téléphonez, écrivez, demandez notre
brochure à votre agence, ou à

COMITOUR
161, rue St-Henri - 75001 PARIS - Tél. : 280.38.55

les agences de voyages le tourisme français vous aident à mieux préparer vos vacances

Le **TOURISME FRANÇAIS** veut être, pour ses clients, plus qu'une simple agence de voyages. Comment ? En vous aidant à mieux préparer vos vacances, à mieux les vivre et à mieux les revivre au retour. Pour cela, le **TOURISME FRANÇAIS** vous suggère toute une gamme d'activités entièrement gratuites. Laissez-nous vous les présenter.



- DES REUNIONS D'INFORMATION**
Une imagination trop fertile, de fausses idées sur un pays, peuvent parfois gâcher des vacances. Pour éviter de semblables inconvénients, notre formule est simple : une mini-conférence animée par un de nos spécialistes, qui commente à l'aide d'un film ou de diapositives le pays que vous avez choisi, répond aux questions et engage avec vous le dialogue.
- NOS GRANDES CONFERENCES**
Rien n'est plus captivant que le récit des grands voyageurs. L'évocation de leur expérience (souvent insolite) aide à mieux découvrir un pays. Cette expérience, de grands noms du voyage la mettent, cette année encore à votre service. Pourquoi ne pas en profiter ?

3° LES DINERS-DÉBATS
Cette formule vous offre un moyen de communication plus direct entre vous et un interlocuteur compétent. Cette année, nous organiserons près de 10 dîners-débats.

4° SOIREE RETROUVAILLES
Avec nous, un voyage ne s'arrête pas au retour. Nos soirées Retrouvailles remportent un très grand succès. C'est l'occasion de passer une agréable soirée autour d'un verre en projetant ses diapositives et ses films avec d'autres compagnons de voyages. C'est se retrouver un peu en vacances.

5° LES APRES-MIDI LIVRES
Faites la connaissance d'écrivains autour de livres touristiques lors de nos après-midi spécialisés. Vous pourrez y acheter et faire dédicacer les livres de votre choix.

Existe-t-il une autre organisation que le **TOURISME FRANÇAIS** pour vous en proposer autant ? Cet hiver, pour retrouver le soleil ou partir à la découverte du monde, faites confiance aux Agences de voyages **LE TOURISME FRANÇAIS**.

* Bien entendu, pour les dîners-débats (mais simplement pour les dîners-débats), nous vous demandons une participation.

le tourisme français

95, avenue de la Victoire 75429 Paris - Tél. 280.67.80
32, avenue Félix-Faure 75015 Paris - Tél. 280.67.80 poste 244
107, rue de la Glacière 75013 Paris - Tél. 337.82.82
122, avenue Gabriel-Péri 93400 Saint-Ouen - Tél. 280.67.80 poste 280
Succursales : CAEN, EVREUX, LE HAVRE, LILLE, ROUBAIX, ROUEN, TOURCOING, BRUXELLES.

TOURISME

DES « DIAPOS » DANS LE BON ORDRE

L'UTILISATEUR d'images, ce n'est pas seulement le spécialiste qui dans son studio élabore des publicités ou des maquettes. C'est Monsieur-tout-le-monde, qui veut projeter des diapositives pendant un cours ou une conférence, qui a besoin d'illustrer un rapport. Animaux, végétaux, architectes, médecins, ingénieurs, sont tous confrontés un jour ou l'autre au problème de la recherche des images. Elles sont là, dans leur propre collection, mais se refusent à apparaître au moment où il en ont besoin. La mémoire se souvient très précisément du document recherché, mais celui-ci ne se trouve pas là où à tort elle le situe.

Comment organiser l'emploi rationnel et rapide de vos cinq mille ou dix mille documents photographiques ? La première étape consiste à ranger vos photos en choisissant les supports qui correspondent à votre documentation : diapositives de formats métrologiques, négatifs, tirages papier. Il existe des reilles équipées de bandeslettes pour retenir les négatifs ; encore faut-il référencer consciencieusement négatif et tirage pour n'avoir pas tout à manipuler quand on a besoin de nouvelles preuves ! Pour les diapositives, les matériels se multiplient : les feuillets en plastique translucide (La Renaissance, Danou) permettent d'embrancher d'un seul coup d'œil une vingtaine de documents et d'adapter aux diverses largeurs de tirages ; les feuilles spécialisées (Journal, Abodia, Optia) donnent à voir d'un seul ensemble plusieurs centaines de documents, mais ils sont d'un coût élevé et demandent de la place ; enfin, les tiroirs Cien, s'ils ne présentent pas l'avantage d'une vision immédiate, par leur organisation interne variable, facilitent le rangement des diapositives, des tirages papier et de tout document au format européen. Pour les collections de moindre dimension, les boîtes de rangement peuvent suffire : Karo-Clas ou Slinatic.

La seconde étape demande réflexion, car du choix de vos catégories de classements dépendra en partie le fonctionnement de votre système. Si vous n'avez pas d'axe d'utilisation très précis, le plus simple consiste à partir des images elles-mêmes en voyant quels sont les thèmes qui se dégagent. Si vous êtes dans une entreprise de peinture, peut-être les sujets représentés ne vous intéressent-ils qu'au second chef ; cependant que la rencontre des couleurs est pour vous primordiale ; si vous êtes professeur de géographie, chaque paysage appartient à une ère bien définie.

Exploration systématique

Selon le mode d'utilisation de vos documents, une analyse s'imposera à vous ainsi qu'un thème de classement. Mais il ne faut pas en rester là ; ce serait nier toutes les autres richesses de votre image. Très souvent d'ailleurs, vous serez gênés en ayant envie de placer des documents dans des catégories différentes car, l'un à l'autre, le paysage, le cadrage, vous paraissent dignes d'être retenus. Ce qui saute aux yeux pour certaines images se vérifie pour toutes et, en réalité, il faut se livrer à une exploration systématique de chaque document. Une série de questions, simplistes en apparence, permettant de classer tout document :

a) Comment a-t-il été prise cette photo ? Présente-t-elle un intérêt technique ? b) Quand... Il est des dates qui dénotent des significations. c) Qui... Cette question concerne le vivant, qu'il soit humain ou animal et qui entraîne un nouveau d) Comment ? La caractéristique du vivant est l'action et celle-ci mérite peut-être d'être notée. e) Quel... L'univers des objets, construits ou naturels, ne manquera pas, lui non plus, d'intéresser.

Tous ces aspects ne valent pas la peine d'être relevés à chaque image, mais cette discipline d'analyse élimine les doublés. On établit de la sorte, à côté de la photothèque, un fichier thématique où, à chaque « descripteur » retenu (1), correspond le numéro ou la localisation de l'image concernée. Cette méthode facilite la recherche directe des images en ne les limitant pas à une seule catégorie. L'idéal pour une exploitation totale de la richesse iconographique est d'attribuer les images de tout classement thématique, de les ranger par numéro d'entrée en photothèque et de procéder à une analyse approfondie de celle-ci. La recherche se fait alors en recourant à l'informatique. Cette dernière technique est actuellement l'objet d'expérimentation et de recherches.

GINETTE BLÉRY.

(1) Le mot-clé retenu qui permet de retrouver la photo.

* Ginette Bléry est l'auteur d'une récente (université de Strasbourg) sur la « Mémoire photographique ».

DESTINATION

Les sports d'hiver au bout du fil

OUTRE les grandes administrations — parmi lesquelles le secrétariat d'Etat au tourisme occupe la première place — concernées par les vacances de neige des Français et les organismes régionaux, départementaux et locaux (délégations régionales au tourisme, comités régionaux de tourisme, commissions départementales, offices de tourisme, syndicats d'initiative, etc.), existent plusieurs organismes propres aux sports d'hiver, auprès desquels le public peut directement obtenir des renseignements et dont, dans ce cas, nous indiquons l'adresse.

● **La Fédération française de ski** (43, rue Eugène-Flechat, 75017 Paris, tél. 734-00-39).

Constituée en 1934, la F.F.S. a pour but « de développer la pratique du ski sous toutes ses formes et par tous les moyens de propagande et d'action, susceptibles d'être mis en œuvre ; d'établir dans le cadre des règlements de la Fédération internationale de ski et de la législation en vigueur tous les règlements de ses manifestations en France et dans les départements et territoires français d'outre-mer ; de grouper toutes les associations pratiquant le ski et régulièrement constituées en France et dans les départements et territoires d'outre-mer ; de rechercher et de faciliter la création de telles associations ; de diriger, de surveiller, de contrôler et de coordonner leur activité ».

Faillir ses actions, on retiendra : l'organisation des épreuves ou manifestations sportives entrant dans le cadre de son activité ; la tenue d'un service de renseignements et de documentation relative à la pratique du ski et à son organisation ; la défense des intérêts du ski ; l'organisation de comités régionaux et, éventuellement, de comités départementaux.

● **Le Comité des stations françaises de sports d'hiver** (49, rue Fagnolle, 75009 Paris, tél. 874-32-84).

Créée en 1945, cette association

groupe les maires de soixante-quatre stations de sports d'hiver. C'est elle qui obtient l'inscription au plan Monnet de l'industrie et du tourisme et, par voie de conséquence, de l'équipement de la montagne.

● **Union Ski-France** (28, rue Cardinet, 75017 Paris, tél. 227-02-37).

Issue du regroupement, en 1967, de quatre associations ou syndicats (Syndicat national des téléphériques et téléskis de France, Comité des stations françaises de sports d'hiver, Syndicat national des moniteurs du ski français, Fédération française de ski), qui dès 1965 avaient pris conscience de la nécessité d'harmoniser et de coordonner leurs actions en faveur des vacances d'hiver. Cette association a pour but de faire connaître toutes les possibilités des sports d'hiver en France, et de promouvoir en France et à l'étranger le développement de toutes les activités des vacances à la montagne.

Union Ski France dresse chaque année un programme d'opérations destinées à la France et à d'autres pays étrangers auxquelles le secrétariat d'Etat au tourisme apporte son appui. Ses objectifs : renforcer la notoriété et l'image de marque des sports d'hiver en France en fonction des marchés à attirer au ski de nouvelles couches de clientèle ; informer le plus précisément possible la clientèle ; porter les efforts vers les régions de France les moins favorisées par la propagande du ski, l'Ouest et le Nord en particulier.

● **Stations-Villages-Savoie**. Regroupement de stations savoyardes qui se sont attachées à préserver les villages : Les Carroz-Aranches ; Châtel ; Combloux ; Les Contamines-Montjoie ; Les Gets ; Le Grand-Bornand ; Notre-Dame-de-Bellecombe ; Pralognan-la-Vanoise ; Samoëns ; Valloire.

● **France Ski International** (3, rue Théodore-de-Banville, 75017 Paris, tél. : 730-70-50).

Regroupement de quatorze stations savoyardes d'assurer en commun leur promotion sur les marchés internationaux : Alpe d'Huez ; Avoriaz ; Les Arcs ; Chamonix ; Courchevel ; Le Corbier ; Flaine ; Isola 2000 ; Megève ; Les Menuires ; La Plagne ; Tignes ; Val d'Isère ; Val-Thorens.

Le Syndicat national des téléphériques et téléskis de France regroupe deux cent cinquante adhérents exploitant environ mille deux cents remontées mécaniques. Il est chargé de défendre leurs intérêts professionnels.

Le Syndicat national des moniteurs du ski français regroupe les moniteurs de ski et organise la profession en créant partout où le besoin s'en fait sentir des écoles de ski français.

L'Association nationale des pisteurs et secouristes regroupe les employés du service sécurité des pistes. Le travail d'un pisteur-secouriste revêt des aspects multiples, depuis la sécurité et le transport des blessés jusqu'à l'entretien des pistes non seulement en hiver, mais aussi en été.

KLM. GUATEMALA.

A partir de 4.800F, nous vous offrons les pyramides de Tikal, le lac Atitlan et le marché de Chichicastenango.

Fermez les yeux. Vous êtes tout en haut de la pyramide du soleil, à Tikal. A vos pieds, les constructions prodigieuses mystérieusement abandonnées par les Mayas au X^e siècle. Autour de vous, la forêt impénétrable du Peten où règnent les toucans, les jaguars et les singes araignées.

Gardez les yeux fermés. Vous êtes à Panajachel, sur les rives du lac Atitlan. Face à vous, les deux volcans jumeaux bleussent dans le couchant.

Maintenant, vous êtes à Chichicastenango. C'est jeudi, jour de marché. Vous parcourez les ruelles, ivre de bruits et de couleurs, choisissant ici une couverture à motifs bleus, là une chemise au velours délicatement bariolé.

Vous pouvez ouvrir les yeux. Vous n'avez pas rêvé : nous, KLM, vous offrons tous les trésors du Guatemala à partir de 4800 F pour 12 jours. Et pour vous y amener, nous vous offrons le sérieux et la gentillesse qui ont fait notre réputation. Tradition hollandaise oblige.

Ecrivez ou téléphonez à KLM, 36 bis, Avenue de l'Opéra, 75002 Paris, Tél. 742-57-29 ou allez voir votre Agent de Voyages.



Sérieux et gentillesse: une tradition hollandaise.

KLM

صلى الله عليه وسلم

Jeunes

Quand vient le mercredi (suite)

NOUS terminons la publication d'adresses d'organismes de loisirs pour les jeunes dont la première partie a paru dans le Monde du 16 octobre.

Ces listes sont loin d'être exhaustives. Les jeunes peuvent obtenir d'autres renseignements auprès du Centre d'information et de documentation pour la jeunesse (CIDJ), 101, quai Branly 75015 Paris (Tél. 566-40-20), qui dispose d'antennes dans certaines villes de province. On pourra aussi se renseigner dans les syndicats d'initiative, les offices municipaux de la jeunesse et les services départementaux de la jeunesse et des sports.

Musique

Concerts Colonne. — « Introduction au concert », le dimanche à 10 h. 15. Abonnement : jeunes, 40 F ; adultes, 70 F. Inscriptions par correspondance ou sur place du mardi au samedi de 11 à 18 heures. (11, rue de Tocqueville, 75017 Paris. Tél. : 924-18-03). Les concerts ont lieu au Théâtre du Châtelet.

Evolution musicale de la jeunesse. — Concerts éducatifs. Cycle préparatoire pour les 7 à 12 ans. A partir de 12 ans : les musiciens. Abonnement : de 50 à 77 F, selon le cycle et la place choisie. (Inscriptions : 11, rue Saint-Louis-en-l'Île, 75004 Paris. Sur place, de 11 à 17 heures ; par correspondance ou par téléphone : 033-10-34). Les concerts ont lieu au Théâtre des Champs-Élysées, le mercredi.

Jeunesses musicales de France. — Cycle junior : concerts commentés. Abonnements : 30 F. (Inscriptions : 14, rue François-

Miron, 75004 Paris. Tél. : 278-19-24). Les concerts ont lieu au Théâtre de la Ville, le mercredi.

Association nationale de loisirs et de musique active (ALMA). — Pour les 3 à 6 ans : ateliers d'initiation à la musique. A partir de 6 ou 8 ans : musique de base et ateliers instrumentaux. Dimanches musicaux en dehors de Paris. (Renseignements : ALMA, P. 453, 75830 Paris cedex 17. Tél. : 768-14-19).

Groupe choral Saint-Germain-des-Prés. — Pour les garçons à partir de 7 ans. Inscriptions par correspondance : M. Pierre Rollin, 66, rue Bonaparte, 75006 Paris. Tél. : 325-04-23. Cotisation annuelle : 50 F.

Conservatoire municipal. — Se renseigner dans les mairies.

Danse

Atelier de la danse. — Danse contemporaine (à partir de 4 ans), atelier d'expression libre. Inscription : 20 F. Leçon : 24 F. Abonnement : 80 F à 195 F par mois ou 200 F à 320 F par trimestre (selon le nombre de séances hebdomadaires), (16, avenue Junot, 75018 Paris. Tél. : 606-44-44).

Ballets modernes de Paris. — Danse contemporaine (ateliers, jeux...). (Académie de danse, 104, boulevard de Clugny, 75018 Paris. Tél. : 076-77-71).

Centre de danse de Paris. — Studio de danse, 252, boulevard Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 227-06-30.

Théâtre

Expression dramatique pour enfants (E.D.P.E.). — De 4 à 9 ans, jeux autour d'un conte (150 F par trimestre) ; à partir de 9 ans, atelier d'expression dramatique (175 F par trimestre). Cotisation : 25 F. Des cours sont organisés dans deux locaux : 7, rue Poquoy, 75004 Paris et à l'Eglise américaine, 63-65, quai d'Orsay, 75007 Paris (renseignements : Tél. : 887-23-71, Mme Breitenbach).

Ecole du Théâtre du Chien. — Initiation à l'art du théâtre (35, rue Séverine, à Issy-les-Moulineaux. Tél. : 642-18-63 ou 657-41-32).

Musées

Union centrale des arts décoratifs. — Conférences avec projections sur les grandes périodes de l'histoire de l'art et les civilisations étrangères (entrée : 4 F ; 4 conférences : 14 F ; tarifs pour les groupes). Visites guidées sur deux thèmes : « La vie à travers les siècles » et « Métiers et Artisans » (entrée : 3,50 F ; 45 F pour les groupes de 20 à 30 enfants). Des conférences avec projections peuvent être organisées à la demande des professeurs ou des animateurs de loisirs, des académies de la région parisienne (Service éducatif, 107-108, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. : 250-32-14. Renseignements tous les jours, de 14 h. à 18 h., sauf samedi).

Caisse nationale des monuments historiques. — Visites mensuelles sur le thème : « Paris à travers les âges ». A partir de 8 ans. Inscriptions : 40 F (50 F pour les parents). Des visites et conférences peuvent être organisées à la demande des enseignants (hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris. Tél. : 887-24-14 ou 277-59-20).

Sciences et techniques. **Club Jean-Ferrin.** — Informations, astronomie, optique astronomique, physique, chimie, géologie, biologie végétale, écologie animale, entomologie, visites de centres de recherche. Inscription aux travaux expérimentaux : 30 F ; visites : 5 F. Adhésion à la société des amis du Palais de la découverte : 20 F (18 F pour les moins de 18 ans). (Avenue Franklin-D. Roosevelt, 75008 Paris ; tél. : 359-16-55).

Langues vivantes

Mini-Schools et Mini-Schulen. — Anglais et allemand par le jeu, en groupes de 8 enfants dans un cadre familial. A partir de 7 ans. Inscriptions : 60 F. Participation : 140 F par trimestre. (Biais universitaires, 7, rue de Constantinople, 75008 Paris ; Tél. : 387-01-31, 387-90-32, 522-60-26).

Mini-Clubs. — Anglais par le jeu. De sept à douze ans. Inscription : 60 F ; participation : 300 F par trimestre. (Club culturel international, 5, rue de Garibaldi, 92210 Saint-Cloud ; tél. : 602-64-33 et 602-80-27).

Activités diverses

Centre international de séjour de Paris. Club Alpha Bravo Charlie : aéronautique (huit à dix-huit ans) ; photographie (huit à dix-huit ans) ; expression corporelle (quatre à huit ans) ; danse classique et rythmique, poterie, peinture, musique, philatélie, sports. De 130 à 330 F par an, selon le nombre d'activités. (8, avenue Maurice-Ravel, 75012 Paris ; tél. : 343-29-28, 343-19-01).

Association Plaisance 14 (club protestant). — Musique, poterie, tissage, marionnettes, peinture, menuiserie, photo, danse, bibliothèque, sculpture sur bois, bricolage, enseignement biblique (facultatif). De 10 à 23 F par mercredi selon le temps passé. (32, rue Olivier-Noyer, 75014 Paris. Tél. : 306-91-11).

Inter club 17. — Journée continue avec ateliers au choix des enfants (30 F par mercredi, ou 150 à 350 F par trimestre selon les revenus) ; demi-journée (20 F) ; ateliers de danse, modelage, poterie, peinture, théâtre, musique (120 F par trimestre pour une activité) (47, rue de Saussure, 75017 Paris ; tél. : 227-68-81).

Association culturelle et sportive Marie-Montgomery. — Activités manuelles, artistiques et sportives. Le mercredi et les autres jours de la semaine. Inscription : 60 F ; cotisation mensuelle : 120 F ; trimestrielle : 330 F (8, rue du Commandant-Mouchotte, 75014 Paris. Tél. : 566-03-48).

Le Livre vivant. — Librairie et ateliers : expression plastique, musique, découverte de la lecture, expression dramatique et corporelle, atelier cinéma (10 à 16 ans), spectacles de théâtre (56, rue Notre-Dame-de-Meaux, 75006 Paris. Tél. : 033-53-81).

Mode

L'ŒIL SUR LA

LA mode du printemps prochain vue par les couturiers et stylistes juniors met la jambe en vedette par un renouveau du court, oscillant entre la tunique grecque et la jupe à volants, et, qui mieux est, du court transparent ! La jambe, on ne voit qu'elle dans les innombrables modèles fendus sur la cuisse, dans les succédanés de la tunique de cet hiver, de même qu'elle apparaît au travers des jupes en cotonnades indiennes en tissages aérés.

Le moment est-il bien choisi pour lâcher ce ballon d'essai du très court, en vérité plus « déguisement » que vrai « vêtement » ? On peut se le demander, dans la mesure où les femmes, un peu lasées de leurs robes et de leurs strictes jupettes à mi-cuisse, sont prêtes à accepter les coupes amples au mollet. L'un n'empêche pas l'autre, certes, et les créateurs espèrent peut-être introduire un élément supplémentaire dans les penderies, sans toucher pour autant aux longueurs qui varient selon les circonstances et les tissus. En tout état de cause, il ne s'agit pas d'un retour à la « mini » à deux coutures : tous les modèles que nous avons pu voir sont élaborés, travaillés, coupés en tranches par des volants, des plis, des drapés, les plus intéressants se portant sur des jupons à volants, des pantalons étroits ou des shorts permettant de bouger. C'est amusant quand il fait chaud, cela peut être une folie pour un grand soir.

Les autres nouveautés de la saison paraissent venir tout droit de Marrakech, menées par Yves Saint-Laurent. Les « serouals », ces pantalons bouffants, resserrés à la cheville, qui portent encore aujourd'hui tout le Maroc traditionnel, ne manquent pas de charme et restent souples, comme les culottes de zouaves, pour des tenues du soir. Alliant la destination sportive à une coupe stricte et citadine, le short long — bermuda ou évasé — s'arrête à une main au-dessus du genou. A haute ceinture, plus ou moins évasé, le bermuda existe à tous les prix et s'accommode de tous les hauts, du tee-shirt au blazer.

Chez Chloé, Karl Lagerfeld joue le thème de la vie au jardin : grandes jupes à tabliers en tissus rustiques ou précieux et en tons tendres, rose, prune, pêche ou

brun clair souvent mêlés au noir et au blanc. Il appelle ses modèles au buste par des brassières à bretelles, des écharpes « lasso » qui partent d'une épaule pour s'enrouler autour de la taille, et autres effets de corselets noués.

Fernando Martinez a réussi sa première chez Balenciaga avec de superbes imperméables, des corsets légèrement blousants à manches cape à porter sur des pantalons, des jupes et des robes du soir en unis ou en imprimés.

Tan Giudicelli propose une collection de cotons de plein été (T-13), une autre de robes du

soir. La première est fraîche, en tissus de mouchoirs à fines rayures claires ou en volles de Bonassac à dessins exclusifs, en tons plus soutenus. Ses jupes plissées, ses tuniques fendues à taille haute coulissée et ses blouses à grandes manches cape sont faites pour la canicule. Giudicelli s'est fait une réputation de robes du soir originales et faciles à porter, en merveilleux tissus. Pour l'été prochain il suggère des maillots en une ou deux pièces, à jupes en forme de pages drapées (imprimées, peintes, ou brodées dans des couleurs vives rappelant les toiles du Douanier Rousseau).



(Croquis de MARCO)

MIYAKE. — Sac au carré en toile noire ou rouge ; les poignées peuvent se transformer en bretelles.

DEVILLE. — Robe droite à carreau élargie en « orlon » japonais lavable, faisant contraste des bandes beiges avec le bleu pâle de la silhouette.

JAUNET. — Modèle de Joël Maillot à corsage en jersey de coton jaune décollé bateau ; jupe de coton imprimée à la tchadienne de fleurs multicolores sur fond citron.

GAULTIER. — Short de popeline beige à rembourrage retenu au zéon, ceinture drapée et blouse à allumette longue écharpe de soie rayée dans la ceinture.

DE LUCA. — Ensemble mille-feuilles à corset noir, jupe en coton imprimé de fleurs multicolores, et blouse en maille noire gainée de bleu et de vert, assortie à une longue écharpe.

VOYAGEZ HORS DES HORDES

jumbo

Tunisie.....	890 F
Maroc.....	990 F
Sénégal.....	2.300 F
Mexique.....	2.990 F
Brésil.....	3.350 F
Antilles.....	2.870 F
Pérou.....	2.990 F
Ceylan.....	2.800 F
Thaïlande..	3.070 F

Ces prix comprennent : le transport aérien, les transferts, deux ou plusieurs nuits d'hôtel et 100 à 200 F de Jumbochèques.

POUR RECEVOIR NOTRE BROCHURE RENVoyer CE COUPON REPONSE A JUMBO-PARIS-SUD
Galerie marchande
28, av. Général-Leclerc
75014 PARIS
Tél. : 539-37-36 ou 46-71
Veuillez retourner la brochure JUMBO

Nom prénom
Adresse
Ville
Code postal
Joindre 3 francs en timbres pour frais d'envoi

Si vous aimez les voyages, les contacts les échanges d'idées...



Sans interrompre votre activité professionnelle, apprenez les métiers du tourisme, de l'animation, les relations publiques, les langues étrangères (en laboratoire audio-visuel).



— Cours en fin de journée —
Ces enseignements peuvent être pris en charge par l'employeur.

Je désire recevoir une documentation gratuite sur votre enseignement.

Nom prénom
Âge profession
Adresse
Tél.

*IPSA Institut Privé Supérieur d'Animation et de Tourisme
71, 73 St-Honoré, 75008 Paris - 266.66.82 - 266.32.47.

L'AVENTURE

Mensuel d'Informations Internationales et de voyage

Le n° 8 est en vente dans votre kiosque

U.S.A.

Par Michel Jobert

L'Égypte aujourd'hui

Par Bernard Pierre et Lestallah Soliman

Mao démystifié

Par Philippe Robrieux

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

Côte d'Azur

FREJUS PLAGE
IL ETAIT UNE FOIS N.N. Rue Frédéric-Mistral - Tél. : (94) 95-03-51 95-22-39

VILLEFRANCHE-SUR-MER
Motel WELCOME, bord de mer. Tél. : (93) 80-70-26.

Montagne

LE SAUZE 04400

Alpes du Sud
Hôtel « le Dahu » N.N. Altitude 1400 m. Prés des pistes, piscine chauffée, saunas. Rest. d'altitude.

Province

BORDEAUX
LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX
** N. App. calmes 49 à 75 F T.T.C.

Centre d'affaires et spectacles
2, place de la Comédie, Bordeaux.
Parking assuré - Tél. : 52-64-03 et 06

Allemagne

FRANKFURT
PARKHOTEL 1^{re} classe, centre, près gare centrale et Wiesendörferplatz 28 a. Tél. 1040-811/230571 TX 04-12808

Suisse

AROSA (Grisons)
HOTEL VALSANA, 1^{re} catégorie. Une semaine forfaitaire de ski dès 520 FS. Piscine couverte. Tél. 74233.

LEYSIN (Alpes Vaudoises)
Forfait 7 jours/6 nuits en demi-pension dès 5 F. Suisses 306.-, ramontées, mécanisme complet. Piscine et patinoire couvertes GRA-TUIT.

Office du Tourisme
CH-1834 Leysin.
Tél. 1941/25/6 22 44.

EMPIRE FOURRURES

Une collection à vous couper le souffle

RENARDS à partir de 3500 F
VISON LOUP RAGONDIN

8, Avenue de Wagram (boutique d'angle)
Place de l'Etoile - 75008 Paris
Tél. 227.22.82 - 622.36.60
Fondateur E. Goldenberg, coupé d'or du bon goût français

ACTUELLEMENT AU

CCC

la collection Automne 76
signée

GUY LAROCHE
"monsieur"



C.C.C. : bien plus
que de l'imperméable

39/41, bd Haussmann

سكرا من الامل

Plaisirs de la table

RENTREES D'AUTOMNE

L'AUTOMNE à nos désirs est enfin ramené et amène avec lui de grandes satisfactions. L'an dernier ce fut le Chiberta de la rue Arsène-Housaye. Cette fois ce sera d'abord, et en tout premier, l'Auberge de l'Argoat. Peut-être le lecteur se souvient-il de l'événement qui a vu naître cette petite maison inconnue, regrettant qu'elle ne tienne pas ses promesses régionalistes. Tout est changé. Ai-je convaincu M. Goussier de rompre avec sa timidité ? En tout cas sa carte d'automne est remarquable et, surtout, remarquablement bretonnante.

J'aime ce genre de petites boîtes familiales avec le patron et son fils en cuisine et à la salle, la maman et la fille. Mais j'aime plus encore ce respect de la cuisine qui fait une carte originale à la fois solide et sérieuse. De la galette bretonne (aux épinards et maigre de porc), à celle aux poireaux, de la salade de Kérouan (arbitraire, moules et crevettes) à la terrine de Quiberon, de saint-Jacques et tourteaux frais (une merveille) à laquelle la sauce ajoute encore, de la terrine de thon aux filets de dorade aux épinards. Sans oublier le gigot aux

haricots blancs, une andouillette cuite à la vapeur de cidre, une cotriade, un paletot de canard braisé au cidre avec des galettes de pommes de terre et d'œuf. Un path biologique, un cidre de qualité, une cave assez riche et des sorbets « maison ». Je suis certain que la petite salle de cette provinciale Auberge de l'Argoat affichera bientôt complet. Ce sera la découverte de cet automne. Soyons, avec moi, les premiers à vous y régaler !

Réconciliation

L'Atelier Maître-Albert, comme je le signalais l'autre semaine, vient de remettre de ses pendres. On connaît sans doute le décor de vieilles pierres (cachées ici et là par des toiles sélectionnées par Jean-Paul Caracalla), de poutres, de cheminées où ronfle un feu de bois. La nouveauté est dans le menu (unique, à 70 francs, vin compris, service en sus) qui offre un joli choix de très beaux plats cuisinés par le jeune Serge Rousseau. On pourra hésiter entre le flan d'avocat sauce noisette, la terrine de pieds de veau, les macareux à la biscaïenne, la mouclade, le mesclun œufs mollets, puis, délaissant les grillades, se régaler du civet de canard au rancio, d'un excellent foie de veau à la lie de vin de saint-Jacques en friture aux poireaux, doux, et, surtout, de la porte charnante (filets de poisson sur embeurrée de poireaux). Bons fromages, joyeux desserts. C'est l'ambiance qui plaît aux femmes, mais la cuisine qui reconcentre les gourmands avec leur temps.

Mythologie

Faut-il, après cela, parler de l'Antre de Bacchus ? Pourquoi pas, puisqu'il s'agit d'un nouveau restaurant dont le jeune patron est plein de bonne volonté, où la qualité de la viande est assez remarquable et les « spare-ribs » les meilleurs de Paris, m'assure un connaisseur. Malheureusement, à côté des œufs brouillés à la fourme, je trouve le jardin de Cléa, la salade de Bacchus, le pâté de Cupidon, les coquilles de Zeus, les bienfaits des dieux, la coupe de Vénus... N'en jetez plus ! J'aime Offenbach sur scène mais point dans les plats ! Enfin, trop de lettres de lecteurs « piégés » me demandent de

mettre en garde les autres à propos de ce restaurant récent, Le Mareyeur, dont la cuisine est moyennée mais les prix exorbitants. Voilà qui est fait. A l'automne, les feuilles tombent mais les additions montent.

LA REYNIERE.

★ Auberge de l'Argoat : 27, avenue Belle (14^e), tél. 588-17-65.
L'Atelier Maître-Albert : 1-5, rue Maître-Albert (9^e), tél. 633-13-78 (de soir seulement).
L'Antre de Bacchus : 1, rue Papillon (9^e), tél. 770-84-61.

Gouté DES V.D.Q.S. A L'AMIANTE

80 à 90 % des cancers sont liés à des facteurs d'environnement. Ces dernières années, l'amiante est apparu comme un des cancérogènes les plus préoccupants parmi les polluants industriels. Ces lignes sont du professeur Bignon de l'hôpital Lariboisière, dans le Concours médical du 22 mai dernier.

La commission des Communautés européennes et l'Organisation mondiale de la santé font du vin, classé, cette année en question, depuis longtemps, dans la première catégorie des polluants. Mais depuis le 22 mai le gouvernement n'a rien fait pour détendre le consommateur et il a fallu des tests dans le dernier numéro de Que choisir ? pour alerter le public. Sur dix vins de table huit contiennent de l'amiante. Sur trois V.D.Q.S., deux, sur onze A.O.C., quatre seulement ce qui est déjà beaucoup de trop.

Mais que faire direz-vous ? Eh, oui, que faire tant que des contrôles fréquents et sérieux n'aboutiront pas à des amendes considérables et, surtout, à la publication obligatoire par toute la presse des marques empoisonnées ? Mais pour cela il faudrait que l'amiante soit interdite. En attendant vous pouvez toujours boycotter les marques qui utilisent des litres en amiante, si vous les connaissez. Mais, au fait, pourquoi les honnêtes vigneron n'inscriraient-ils pas, sur leurs étiquettes, qu'ils n'utilisent pas, eux, ces filtres criminels ? — L. R.

philatélie

FRANCE - Cathédrale de Lodève.
Le sixième timbre, dans la série « touristique », 1976, sera consacré à la cathédrale de Lodève.

Le 5 novembre :
— 0,85 F : région Picardie ; émis le 15 novembre 1975 ;
— 1,90 F : région « Poitou-Charentes » ; émis le 6 décembre 1975.

Le 12 novembre :
— 0,85 F + 0,20 F : maréchal Moncey ; émis le 23 mai 1975 ;
— 2,50 F : région « Nord-Pas-de-Calais » ; émis le 13 décembre 1975.

Le 19 novembre :
— 0,70 F : carte postale « Jura-rouen » (entier) ; émis le 23 avril 1975 ;
— 1,00 F : Cize-Lucet, à Ambolsee (touristique) ; émis le 21 juin 1975 ;
— 2,50 F : Saint-Georges-de-Montaigne (forêt) ; émis le 24 janvier 1976.

FRANCE - Mermoz-Saint-Exupéry.
Le timbre « poste aérienne » de 20 F représentant Mermoz et Saint-Exupéry, émis le 19 septembre 1976, est imprimé désormais par feuilles de 10 figurines au lieu de 25.

BUREAUX TEMPORAIRES
O 87000 Cognac-Sainte-Honorine (salle des fêtes, place Auguste-Romagnol), les 6 et 7 novembre. — Exposition « Jumeaux ».

O 87290 Saint-Jean-Cap-Ferrat (salle du comité des fêtes), les 6 et 7 novembre. — 4^e Congrès régional philatélique Alpes-Maritimes et Corse.

O 80000 Amiens (Musée de Picardie), le 6 novembre. — 80^e Anniversaire des batailles de la Somme.

O 33000 Méricourt (salle des fêtes d'été), les 12 et 13 novembre. — XII^e Congrès de la Fédération nationale Leo-Lagrange.

O 80100 Vauvillers, du 10 au 14 novembre. — VII^e Fête commerciale.

O 83800 Spinal (salle des fêtes du C.E.S., place Clemenceau), les 20 et 21 novembre. — Journées d'études pour la sauvegarde de l'environnement et de l'adolescence.

O 84400 Chénouvier-sur-Marne (hôtel), le 13 novembre. — Exposition « Découverte des mondes ».

A PARIS, jusqu'au 7 novembre inclus, à rue Jean-Gouffon, se tient le Trentième Salon philatélique d'automne.

A DOUAI, du 2 au 14 novembre, se déroule une exposition à la bibliothèque municipale, rue d'Arras.

A AMIENS, du 7 au 14 novembre, le musée de Picardie abritera une exposition.

A VANNES, du 11 au 13 novembre, dans les locaux de la piscine municipale, rue Lormer, se tiendra une exposition.

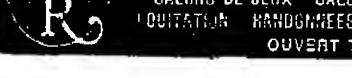
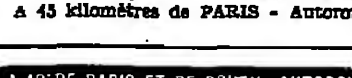
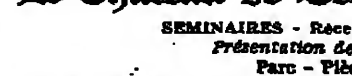
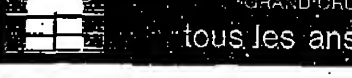
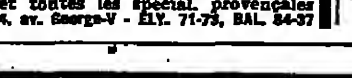
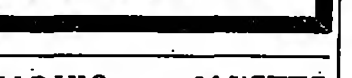
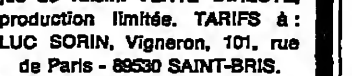
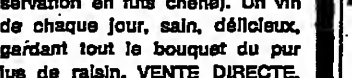
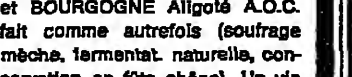
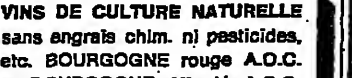
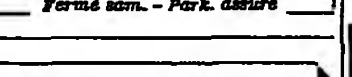
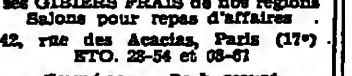
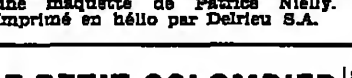
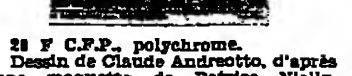
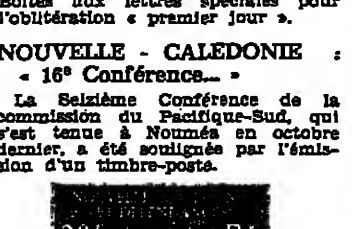
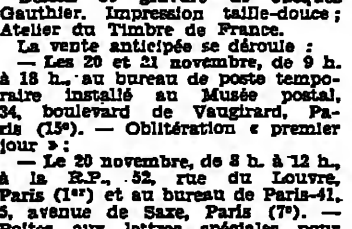
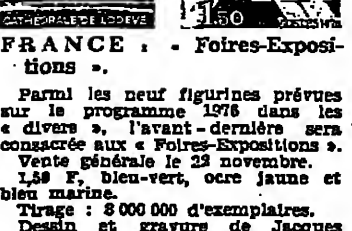
A CHENNEVIERES-SUR-MARNE, du 11 au 14 novembre, se déroule une exposition dans la salle des fêtes, avenue du Maréchal-Ledoux.

A VILLEMER, les 13 et 14 novembre, à la mairie, ancienne salle de justice de paix, se tiendra une exposition.

A SOREZE, les 13 et 14 novembre, se déroule une exposition dans les locaux de l'école royale militaire.

A TOULOUSE, les 12 et 14 novembre, le Foyer-Club de la Résistance, 15, rue Croix-Baragnon, hébergera une exposition organisée par les résistants.

ADALBERT VITALYOS.



NOUVELLE Cuisine

La carte propose : potage de grenouille ; algues et épinards marinés, frites au beurre et tomates ; filets de fruits sautés au beurre vert ; cabillaud sauce crevettes ; crevilles pochées à la purée de carottes ; blancs de poulet aux cornichons ; concombres et tomates ; côtes d'agneau sautées à la blanquette de comestibles ; émincé de langues de mouton aux comestibles ; perdreaux rôtis au citron et à la bigarade ; stéack au beurre de raifort ; escalope de bœuf à la chicharade.

Diable, demandez-vous, dites-nous vite le nom de ce cuisinier qui se lance dans la nouvelle cuisine. Volontiers, il se nomme Carême ! (1734-1833). Et si vous avez des recettes dans « La Cuisine de Carême », un fort beau numéro de la revue la Vie bretonne (2, rue des Casernes à Bourgneuf-Bresse), qui vient de paraître.

JEAN CHAZE.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

■ Demandez de renseignements : Pour disposer de divers éléments d'été (tentes, piscines, etc.), consultez les annonces de la Vie bretonne, les lecteurs peuvent adresser à Jean Chaze, « La Pastourelle », 10, rue de la République, 44000 Nantes, ou à Jean Chaze, 10, rue de la République, 44000 Nantes.

SCIENCES

L'apaisement relatif de la Soufrière n'a pas calmé la polémique

Au moment où le préfet de la Guadeloupe a rapporté en grande partie les mesures ordonnant l'évacuation d'une partie de la Basse-Terre, la polémique entre M. Haroun Tazieff et l'Institut de physique du globe (I.P.G.) de Paris a rebondi. Le feu a été remis aux poudres par la publication, le 27 octobre dernier, de la décision de M. Claude Allègre, directeur de l'I.P.G., de décharger M. Tazieff de ses fonctions

de chef du service de volcanologie de l'I.P.G. Cette décision datait pourtant du 5 octobre dernier et le 27 octobre, le conseil de l'U.E.R. de l'I.P.G. n'avait fait que l'approuver à l'unanimité.

Après s'être abstenu pendant deux mois de toute prise de position, M. Claude Allègre a voulu rétablir « l'exacte vérité » des faits au cours d'une conférence de presse qu'il a réunie,

le 3 novembre, à l'I.P.G. Avant même cette conférence de presse, M. Tazieff et M. P.-N. Mayaud, membre du conseil de l'U.E.R. de l'I.P.G., nous avaient fait parvenir leurs opinions — divergentes, cela va sans dire — sur la sanction prise.

Pendant cette conférence de presse, M. Lucette Michard-Chevry (P.S.), vice-présidente du conseil général de la Guadeloupe,

a tenu à rappeler les problèmes extrêmement graves auxquels toute l'île est confrontée. Et elle s'est étonnée que des constructions importantes aient encore été faites récemment sur les pentes du volcan les plus exposées. M. Allègre a fait remarquer que la France était le seul pays développé qui ait laissé vivre soixante-quinze mille personnes sur un volcan actif et potentiellement dangereux.

M. Allègre reconnaît que l'I.P.G. était mal préparé à la surveillance du volcan

Mis en cause à propos de la Soufrière, plusieurs fois depuis le 25 août, par M. Haroun Tazieff, M. Claude Allègre, directeur de l'Institut de physique du globe de Paris (I.P.G.), a réuni, le 3 novembre, une conférence de presse, en présence du docteur Jean Dry, président de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI) et premier vice-président de la Conférence des présidents d'université, et d'un certain nombre de chercheurs de l'I.P.G.

La conférence a commencé par un bref échange de propos acerbes entre M. Allègre et M. Haroun Tazieff. Ce dernier, étant arrivé tout au début de la conférence de presse, s'est entendu dire : « Je ne souhaite pas votre présence ici. Je suis ici chez moi et je n'ai pas l'intention d'être dérangé. Mais je suis prêt à tout débat radio-télévisé avec vous. » « Je ne venais pas pour le plaisir d'entendre M. Allègre, expert dans l'art de

dire des contre-vérités, mais pour lever le bras dès que j'en entendrais une », a déclaré M. Tazieff, avant de sortir pour faire une contre-conférence de presse.

Le directeur de l'I.P.G. a d'abord précisé que les spécialistes des sciences de la Terre ne doivent pas assumer des responsabilités telles que décision d'évacuation ou de retour de populations qui sont uniquement du ressort des autorités civiles. Tout ce que peuvent faire les scientifiques, c'est fournir à ces autorités des rapports fondés sur l'observation des faits.

M. Allègre a ensuite rappelé le principe de fonctionnement de son institut : une U.E.R. de l'université de Paris-VI qui groupe, d'une part, diverses équipes scientifiques et des laboratoires travaillant sur des sujets de recherche fondamentale ; d'autre part, des services créés pour répondre à des besoins nationaux ou inter-

nationaux précis (surveillance sismique ou volcanique, par exemple). En 1973 a ainsi été créé le service de volcanologie, dont la direction a été confiée à M. Tazieff.

Mais il y a eu probablement malentendu dès le début. Assumer la direction du service de volcanologie de l'I.P.G. implique des tâches d'administration et d'organisation qu'il faut assurer depuis Paris, ou sur place en cas de crise. Le 29 juillet, M. Tazieff, qui doit partir pour l'Equateur, écrit au préfet de la Guadeloupe pour recommander que le volcanologue anglais de Trinidad, John Tomblin, le remplace à la Soufrière. Personne ne conteste les compétences de M. Tomblin, mais un étranger ne peut assumer les responsabilités dévolues à l'I.P.G., qui, en outre, est en train de changer de directeur.

En août, la crise de la Soufrière est probablement la plus forte que

le volcanisme antillais ait connue depuis vingt-cinq ans. Il était logique, précise M. Allègre, d'attribuer la direction à un spécialiste de la Guadeloupe, fin août, M. Allègre lui demande de rester sur place pour assurer la direction du service de volcanologie. « Je ne suis pas un fonctionnaire, je suis un expert », répond M. Haroun Tazieff.

M. Allègre lui écrit alors, le 8 septembre, pour lui proposer de remplacer le service de volcanologie. « Je suis un expert », répond M. Haroun Tazieff. M. Allègre lui écrit alors, le 8 septembre, pour lui proposer de remplacer le service de volcanologie. « Je suis un expert », répond M. Haroun Tazieff.

M. Allègre reconnaît que l'I.P.G. était mal préparé à une tâche telle que la surveillance de la Soufrière. En 1975 et au début de 1976, M. Michel Feuillard était, seul pour assurer la surveillance sismologique du volcan pour l'I.P.G. et il a vu venir la crise de 1976 un an à l'avance.

Actuellement, une dizaine de personnes appartenant à diverses disciplines aident le volcanologue et lui. Après quelques fausses manœuvres, on a installé des inclinomètres, des outils, selon les géophysiciens, pour détecter l'approche d'une éruption, puisque la montée du magma forme la surface du sol. L'activité sismique a baissé, certes, depuis le mois d'août (deux cent soixante-cinq secousses par jour en moyenne du 16 au 31 octobre), mais on en enregistre encore une cinquantaine par jour. Si bien que nul ne peut, à moyenne échéance, prévoir l'évolution future de l'agitation de la Soufrière.

À partir de 1977, l'I.P.G. veut entreprendre un programme d'éducation de la population, et pas seulement dans les départements volcaniques (Guadeloupe, Martinique, Réunion), mais également dans les zones sismiques du territoire métropolitain. La Côte d'Azur par exemple. Savoir quoi faire en cas de catastrophe est souvent le meilleur moyen d'auto-protection.

YVONNE REBEYROL.

ET MAINTENANT ?

par HAROUN TAZIEFF (*)

ENFIN autorisé, le retour chez elle de la population de Basse-Terre pose à nouveau le problème de la prévision des événements éruptifs. Paradoxalement, à la place du rassemblement d'un nombre abusif d'experts de calibres divers durant la période où, en août et septembre, aucun risque n'existait — pour la double raison que le volcan, alors, n'était pas redoutable et que les gens en avaient été éloignés, — ne demeure aujourd'hui, où des dizaines de milliers d'habitants se retrouvent sur les pentes du volcan, qu'une équipe réduite, techniquement excellente mais incomplète : il lui manque, en effet, et les spécialistes des gaz et ne serait-ce qu'un seul volcanologue de métier. On doit, dès lors, se demander si la sécurité de cette population est assurée avec tout le sérieux indispensable. Car l'éruption, qui est toujours à la deuxième phase, commencée le 8 juillet, ne peut, certes, pas être considérée comme terminée.

Il n'est pas inutile de rappeler, une fois de plus, qu'en matière de volcans la prévision est bien plus aléatoire encore et combien plus difficile que, par exemple, en météorologie (et chacun sait combien il est délicat de prédire le temps...). Il est nécessaire de rappeler que, le plus souvent, la prévision, même pour des volcanologues compétents et expérimentés, est simplement impossible. Mais aussi que, lorsque les circonstances le permettent, il arrive que l'on puisse prévoir quelques jours, voire quelques semaines, à l'avance, ce qui va se passer.

Cela avait été le cas à la Soufrière, à quatre reprises entre mars et septembre 1976, lorsque j'avais eu à répondre aux questions que me posaient les représentants de la population et les autorités. Grâce à ces circonstances favorables et après avoir interprété les mesures faites sur le volcan, après l'avoir parcouru et en avoir attentivement observé le comportement, après avoir discuté avec mes collaborateurs, j'avais chaque fois pu, en mon âme et conscience, faire un diagnostic rassurant.

J'ai eu accès à la Soufrière pour la dernière fois le 1^{er} septembre. L'avis rassurant que j'avais pu donner alors, peut-être vaut-il encore aujourd'hui, je l'ignore, mais, la situation éruptive ayant totalement évolué, un nouvel examen sérieux de la situation est désormais nécessaire. L'accalmie actuelle de la Soufrière peut aussi bien annoncer le retour au sommeil profond qu'il est habituel que prélude à une reprise d'activité plus violente, capable de culminer éventuellement en paroxysme redoutable.

Pour prévoir ce qui va se passer au cours des semaines ou des mois à venir, il convient de mettre en jeu tous les moyens d'investigation disponibles, car la complexité du problème exige un maximum d'efforts scientifiques. Je le répète depuis près de vingt ans, et depuis 1973, où je me suis retrouvé responsable du poste de chef du service volcanologique de l'Institut de physique du globe (I.P.G.) de Paris, dont je viens d'être relevé, j'insiste plus encore : il faut permettre la création d'une équipe volcanologique de qualité, ordonner des postes de chercheurs et de techniciens de haut niveau, acquiescer une instrumentation moderne, allouer les indispensables crédits de fonctionnement... En vain.

La situation actuelle sur la Soufrière est quelque peu paradoxale. Le retour chez eux des habitants de Basse-Terre est décidé sans que, semble-t-il, l'avis d'un volcanologue expérimenté ait été pris. Il faut remarquer que, inversement, le 1^{er} septembre, ce fut comme l'avis d'un volcanologue expérimenté que l'état d'exception fut maintenu.

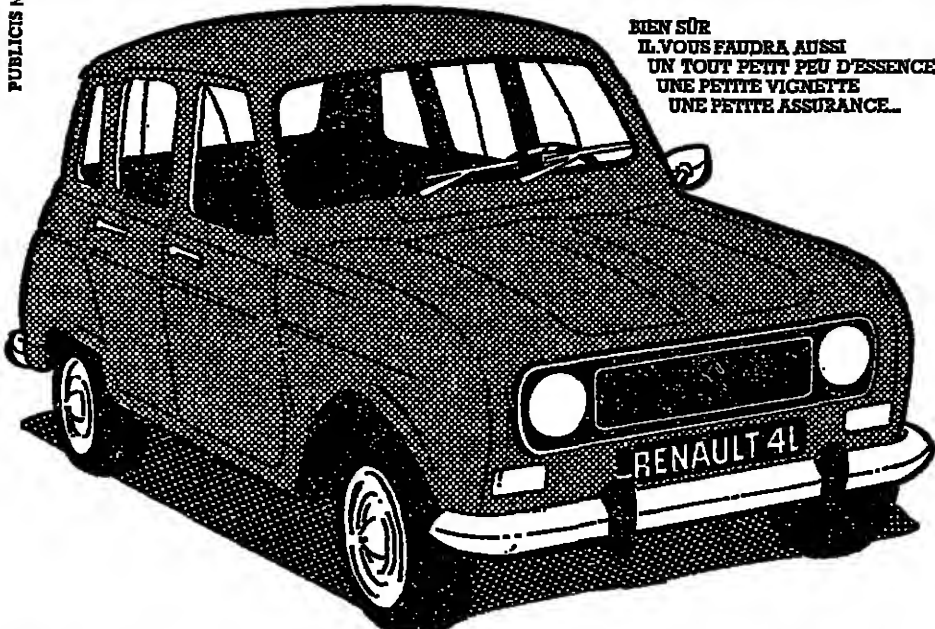
Il est grave qu'aujourd'hui, où la population réintègre ses villes et ses bourgades, elle ne se trouve plus sous la protection, quelque aléatoire qu'elle soit, d'une surveillance volcanologique maximale : les géophysiciens qui aident actuellement la Soufrière sont à coup sûr excellents, mais aucun d'eux ne s'est jamais occupé de prévision éruptive, aucun ne possède l'expérience des éruptions. Leur directeur à l'Institut de physique du globe n'en a pas davantage : c'est celui-là même qui, depuis fin août, a abusivement induit en inquiétude les autorités responsables, les obligeant moralement à maintenir l'état d'alerte et celui d'évacuation.

Aurait-il acquis soudain les qualités qui jusqu'ici lui manquaient ? Est-il désormais qualifié pour conseiller les préfets et les ministres chargés de veiller à la sécurité à la Guadeloupe ? Si oui, tant mieux. Mais, dans le cas contraire, qui donc portera la responsabilité des mesures à prendre — ou à ne pas prendre — en cas de recrudescence, ou d'implémentation de changement, de l'activité éruptive ?

(*) Directeur de recherches au C.N.R.S.

● À l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions au gouvernement, mercredi 3 novembre, en réponse à M. Henri Michel (P.S.), qui s'interrogeait sur « le témoignage de M. Haroun Tazieff de l'Institut de physique du globe », Mme Alice Saubier-Saïa, secrétaire d'Etat aux universités, a indiqué que M. Tazieff avait été désigné par le conseil de cet institut pour diriger une section. « Cette direction lui a, a-t-elle dit, été retirée. » « Cela ne met pas en cause, a-t-elle ajouté, sa carrière au C.N.R.S., où il reste directeur de recherches et où le directeur a mis des moyens à sa disposition pour qu'il puisse poursuivre ses recherches. »

VOTRE 'FORFAIT' TRANSPORT 298F PAR MOIS*



BIEN SÛR IL VOUS FAUDRA AUSSI UN TOUT PETIT PEU D'ESSENCE UNE PETITE VIGILANCE UNE PETITE ASSURANCE...

* MENSUALITES LEASING 1^{ERE} ANNEE ET UN DEPOT DE GARANTIE DE 700F RECUPERABLE.

Loyer 1 ^{er} année	2 ^e année	3 ^e et 4 ^e années	Option d'achat finale
298 F	358 F	447 F	3.725 F

RENAULT 4L

préconise elf
VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR SANS ENGAGEMENT DE MA PART, TOUTE INFORMATION SUR LES DIVERSES POSSIBILITÉS DE FINANCEMENT DE LA RENAULT 4L.
NOM :
ADRESSE :
RETOURNER CE BON A : R.N.U.R. BP 149 892 106 BOULOGNE-BILLANCOURT

CORRESPONDANCE

Les impératifs du service public

M. P.-N. Mayaud, membre du conseil de l'I.P.G., m'a écrit le 27 octobre, en m'adressant la lettre suivante à ce sujet :

« Je ne suis pas volcanologue, je suis géomagnéticien, peu importe ces mots scientifiques. Je ne suis pas un « expert », je suis un « naturaliste » qui sait par expérience que les phénomènes naturels ne sont jamais totalement reproductibles. Toute observation peut nous apprendre quelque chose, sinon maintenant, du moins dans une exploitation ultérieure. »

Ce que je reproche à M. Tazieff, c'est de ne pas avoir compris la tâche du service public qui lui était confiée en tant que chef du service de volcanologie de l'Institut de physique du globe de Paris, non pas seulement prévoir avec son seul savoir d'expert, mais diriger les recherches pour réunir de nouveaux éléments permettant de mieux prévoir ces catastrophes naturelles que peut causer le volcan de la Soufrière. Pour cela, il devait rester sur le terrain, pour organiser et animer toutes les observations que la technique permet de faire actuellement. Il devait chercher à apprendre et à comprendre, maintenant ou plus tard. Là était sa tâche de responsable du Service de volcanologie et, en même temps, il aurait fait œuvre de science : c'est ainsi encore qu'il aurait été « lucide », non pas face à l'incertitude officielle comme le dit M. Escarot dans son billet (le Monde du 29 octobre), mais face à la complexité de ces phénomènes naturels qui peuvent tuer.



Valais-Suisse
A THYON 2000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisirs et joies. En été comme en hiver. Promenades, tennis, piscine, etc. Ski sur 4 vallées. Vue panoramique 320°. Ensoleillement unique. Accès de Sion (arrêt du train TEE Paris-Milan et aéroport).
La seule station avec circulation automobile souterraine !
Studios, appartements 2, 3, 4, 5 et 6 p. à partir de FS 88.000.-
Service de location à disposition de chaque propriétaire
VENTE AUX ÉTRANGERS AUTORISÉE
Venez nous rendre visite ou écrivez-nous !
THYON-PROMOTION SA
CH-1973 Thyon (Suisse) Tél. 38 363 OURST CH
Nom :
Prénom :
Lieu/No postal :
Tél. privé :
Tél. prof. :

سكيا في الامل

AÉRONAUTIQUE

A CAUSE DE LA CONCURRENCE DE BOEING

Les constructeurs du Mercure-200 perdront 10 millions de francs sur chacun des trois cents premiers exemplaires vendus
révèle une étude du gouvernement

La domination de Boeing sur le marché mondial des courts et moyens-courriers civils est telle à ce jour que le gouvernement français envisage, d'ores et déjà, de perdre 10 millions de francs sur chacun des trois cents premiers avions Mercure-200 qui pourraient être vendus si ce projet en coopération transatlantique voit le jour au terme des négociations en cours avec McDonnell-Douglas.

De source officielle, le prix de vente initial du bi-réacteur Mercure-200 a été estimé à 13 millions

de dollars (environ 65 millions de francs), compte tenu du fait que le constructeur américain propose aujourd'hui son triréacteur Boeing-727 à 10,5 millions de dollars, soit 52,5 millions de francs. La perte — à partager entre les différents coopérateurs — sur le prix de revient moyen établi à partir d'une série de trois cents Mercure-200 vendus a été évaluée à 10 millions de francs (environ 15 % du prix de vente) pour chaque appareil.

est de plus en plus difficile, à moins d'une reprise de la vie économique, notamment aux États-Unis.

De plus, les compagnies aériennes sont sollicitées par Boeing, qui présente un projet de 7 X 7 de deux cents places, et par McDonnell-Douglas, qui, malgré l'association avec Dassault et la SNTAS sur le programme Mercure-200, envisage de construire le moyen-courrier DCX-300 de deux cents trente places avec d'autres partenaires encore mal définis. Le projet de Douglas serait d'ailleurs moins bien accepté par la France qu'il l'a été par les autres pays.

La récession du trafic aérien dans le monde a interrompu les ventes de l'Albus à l'étranger, et la commercialisation de cet avion

A plus de 13 millions de dollars l'exemplaire, le Mercure-200, aux conditions économiques de 1976, a peu de chances de s'imposer sur le marché face à un rival, le Boeing-727, qui a déjà été acquis à plus de mille trois cents cinquante unités et qui représentera, pour la seule année 1976, environ 44 % de l'ensemble des livraisons — toutes gammes d'avions confondues — du constructeur américain. Et encore convient-il d'observer que le prix de vente d'un Boeing-727 baissera aujourd'hui, selon des experts français, à l'industrial entre 1 et 2 millions de dollars de bénéfice en raison du succès commercial de cet avion, qui lui a permis d'amortir les chaînes de production.

Ces différents éléments d'information figurent dans des réponses du gouvernement à certaines questions de la commission des finances de l'Assemblée nationale et, en particulier, à l'un de ses rapporteurs pour le projet de budget de l'aviation civile pour 1977, M. Pierre Baudis, député républicain indépendant de la Haute-Garonne et maire de Toulouse.

Le rapporteur de la majorité conclut donc que le programme Mercure-200, tel qu'il est esquissé actuellement, serait générateur d'un déficit de l'ordre de 3 milliards de francs pour ce qui concerne la construction de la série.

Principal initiateur de ce projet, le groupe privé Dassault-Breguet a demandé à l'État de compenser les pertes correspondantes à la vente de trois cents appareils. Les responsables de la société font en outre observer que le marché pour un avion de ce modèle — cent soixante-dix places — est estimé à mille cinq cents exemplaires au total. Si la société américaine Boeing décidait de se lancer à son tour dans la construction d'un tel moyen-courrier, son projet de Boeing-727, qui est un dérivé de l'actuel bi-réacteur 737, lui conviendrait de considérer que la part du Mercure-200 n'est pas négligeable puisque le nombre des ventes se situerait entre quatre cents et six cents exemplaires.

Des garanties de l'État

Comme pour tous les autres avions civils ou militaires, les pertes diminuent et disparaissent au-delà d'un certain nombre de ventes, qui varient avec l'importance du programme aéronautique en cause. On estime généralement qu'un industriel commence à retirer des profits après quatre cents avions vendus.

Dans ses réponses à la commission des finances, le gouvernement remarque encore que le groupe Dassault-Breguet a réclamé l'aide de l'État pour couvrir entièrement la part française du développement et de l'industrialisation du Mercure-200. La part française de cette opération n'est pas définie puisqu'elle dépend de la répartition des responsabilités entre les différents partenaires, Douglas et la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), en particulier, et les autres coopérateurs européens qui ont rejoint le projet de la mise au point et de l'industrialisation du Mercure-200 a déjà été estimé à 1 450 millions de francs sur la période de 1976.

La société Dassault-Breguet a, enfin, demandé au gouvernement de bénéficier des régimes de couverture des risques économiques et des régimes de change, ainsi que de conditions compétitives de crédits à l'exportation.

M. Baudis rétorque, d'autre part, qu'il paraît établi, à l'heure actuelle, que la société Douglas ne s'est pas engagée à ne pas concurrencer l'Albus franco-ouest allemand, aucun engagement formel ne lui ayant été demandé sur ce point précis.

A plusieurs reprises, toutefois, le secrétaire d'État aux transports, M. Cavallé, a publiquement déclaré que la France ne participerait à aucun accord transatlantique.

FAITS DIVERS

● Accident d'automobile en Indonésie : vingt-quatre morts. Un Fokker de la compagnie aérienne indonésienne privée Bouras s'est écrasé, le 4 novembre, dans le sud de Bornéo. Sur les trente-deux personnes qui se trouvaient à bord, vingt-quatre ont été tuées, a déclaré un porte-parole de la compagnie à Djakarta. — (Reuters)

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE POITIERS ANNULE LE REFUS DU RECTEUR DE VALIDER CERTAINS EXAMENS UNIVERSITAIRES.

(De notre correspondant.)

Poitiers. — Le tribunal administratif de Poitiers vient d'annuler une décision du recteur de l'académie qui, le 9 juillet dernier, avait refusé le « visa national » à plusieurs examens : sciences économiques (diplôme d'études universitaires générales), histoire (DEUG et licence), psychologie (DEUG, licence et maîtrise) et anglais (DEUG) (« le Monde » du 21 juillet). Le recteur, M. Joseph Vergnia, estimait que le nombre d'heures d'enseignement assuré par l'un des professeurs dans ces différents cas n'était pas suffisant. M. André Chataigneau, professeur à l'université, qui présidait l'un des jurys concernés, et le Syndicat général de l'enseignement supérieur (S.G.E.S.), ont déposé des recours devant le tribunal administratif, soutenant que la décision attaquée procédait d'une extension abusive de la notion de « contrôle a posteriori » instituée par la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968.

Le tribunal administratif a estimé que le secrétaire d'État aux universités avait dû signer lui-même cette délégation au recteur d'université en matière de diplômes nationaux. Les articles 24 du 24 mai 1964 et du 13 mars 1975, qui avaient donné cette délégation aux recteurs d'académie, énumèrent, selon le tribunal, d'autres facultés de jugement à une portée de principe, mais pas de conséquences pratiques sur place : les sept cents étudiants touchés par la décision du recteur de Poitiers ont pu passer leurs examens en octobre.

LA COORDINATION PERMANENTE DES C.E.T. VEUT INTENSIFIER LA LUTTE CONTRE LA RÉFORME HABY

La coordination permanente des collèges d'enseignement technique (C.P.C.E.T.), proche de la C.G.T., a réuni, mardi 2 novembre, une conférence de presse pour préciser ses « objectifs de lutte ». La C.P.C.E.T., qui se présente comme « le syndicat de masse des collèges du technique », a pour but de défendre les intérêts des élèves et de lutter contre la réforme Haby. Elle a réuni, à Paris, des représentants de la C.P.C.E.T. de toutes les régions, ainsi que des représentants de la C.G.T. et de la C.F.T.C. La conférence a été présidée par le secrétaire général de la C.P.C.E.T., M. Jacques Isnard.

L'ITINÉRAIRE DU LIEUTENANT-COLONEL GUILLAUME

Des campagnes du Levant à l'université de Poitiers

De notre envoyé spécial

Poitiers. — Est-ce le génie du lieu ? A Mailly, hameau de sept cents âmes posé sur le marais vendéen, non loin de cette abbaye de Mailleis encore hantée par l'ombre de Rabelais, le lieutenant-colonel en retraite Joseph Guillaume se consacre à ses travaux, ceux de l'esprit et les autres, avec autant d'ardeur qu'Agrippa d'Aubigné, son bouillant concitoyen d'il y a trois cent cinquante ans.

En retraite ? Vraie. Après une carrière mouvementée qui l'a mené partout en Allemagne, en Afrique du Nord et dans ce qui était alors le « Levant », — « trente-trois déménagements en trente ans », — ce travailleur passé sur le tard dans l'aviation n'a pas baissé les bras. De 1957 à 1972, il transforme de ses mains en une coquette demeure l'ancien café de Mailly, et remet en état le jardin, où il fait pousser, « sans poisons », salades et cognassiers. Mais rien ne le détourne de sa grande idée : aller à l'université et mener à bien des études supérieures.

Plus exactement, y retourner : il avait goûté à l'histoire de l'Eglise à la faculté de Marseille, en 1943 ; et au droit à Strasbourg, en 1946. Succèsivement détourné de saint Ignace de Loyola (un début de thèse) par les études de la Résistance, et de Théologie, l'année suivante, il s'était juré de récidiver, plus tard.

C'est ce qu'il fit en 1972, à soixante et onze ans. « Pas question de suivre les cours de l'université du troisième âge », se défend-il. « Je ne voulais pas d'un enseignement pour vieux ». Et de s'inscrire à l'université de Poitiers, en première année de premier cycle, « comme tout le monde ». « Tout le monde a tout de suite été très bien, les profs et les autres étudiants, dont je pourrais être le grand-père », rassure-t-il de ce côté, content de constater que « le mémoire fonctionnait encore ».

Les radicaux de gauche créent une organisation d'étudiants

Les radicaux de gauche ont désormais leur organisation d'étudiants : les étudiants radicaux de gauche (E.R.G.), dont la création a été annoncée jeudi 4 novembre, au cours d'une conférence de

presse. Cette organisation groupe, selon ses dirigeants, trois cents militants, adhérents du Mouvement des radicaux de gauche (M.R.G.) et du Mouvement des jeunes radicaux de gauche (M.J.R.G.), mais aussi « inorganisés », sympathisants de ce parti.

Les statuts des étudiants radicaux de gauche prévoient que le bureau national du M.R.G. peut annuler toute décision de la délégation permanente, « exécutif » de la nouvelle organisation. Sans doute, les dirigeants du M.R.G. veulent-ils éviter des conflits du genre de ceux qui opposent fréquemment la majorité du P.S. aux étudiants socialistes, acquis pour la plupart aux thèses du C.G.R.S. Les étudiants radicaux de gauche réintègreront, en février 1977 ou en avril, après les élections, le bureau national du M.R.G. et constitueront, avec les autres, le conseil d'administration de l'Union nationale des étudiants de France (U.N.E.F.), ex-Renouveau, du comité pour un syndicat des étudiants de France (COSEF) et du Mouvement d'action syndicale (MAS).

« La gauche n'a pas de projet universitaire. Nous non plus », reconnaît Jean-Denis Bredin, vice-président du M.R.G. en présentant la nouvelle organisation à la presse. Nous comptons sur les étudiants pour nous aider à y réfléchir. Convaincus du « délabrement quasi total de l'université », les étudiants radicaux de gauche entendent « lutter pour l'instauration d'une Université conforme au socialisme pluraliste et humaniste tel qu'il est défini par le M.R.G. ». Ils comptent publier prochainement un mensuel, le Radis républicain. Rouge dehors et blanc dedans ?

(1) 11, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél. 222-34-00.

RELIGION

CORRESPONDANCE

Les deux « messes » de Buz

UNE MISE AU POINT DE L'ARCHEVÊQUE DE BESANÇON

A la suite de l'article « Les deux messes » de Buz, publié dans le Monde du 25 octobre, nous avons reçu la mise au point suivante de Mgr Marc Lallier, archevêque de Besançon :

Tandis que je prenais part à l'assemblée plénière de Lourdes, un de vos collaborateurs est venu enquêter dans un village de mon diocèse et il a publié, dans votre numéro du 25 octobre, un long article sur « Les deux messes » de Buz.

J'exprime le regret qu'il n'ait pas cherché à me joindre moi-même. Fut-ce par téléphone à Lourdes, avant de publier cet article qui contient un certain nombre d'inexactitudes sur lesquelles je ne veux pas m'étendre. Si j'avais pu parler à Alain Woodrow, j'aurais nettement distingué les deux aspects de cet affaire.

1) Le départ de l'ancien curé, Paul Sotté.

Contrairement à ce qu'on affirme, j'ai appris assez récemment que son « aïeul au presbytère » était en réalité sa femme et que le conseil de paroisse avait accepté qu'elle le fût. Et, depuis le début de septembre, à bien des reprises, j'ai affirmé que ma décision de lui retirer son ministère (et non pas, comme on l'a dit, de le « réintégrer à l'état laïc ») n'avait aucun autre motif. Ma conscience d'évêque mobilisait à formuler cette demande, au sujet de laquelle Paul Sotté a écrit : « L'évêque prend ses responsabilités. C'est son droit et son devoir ».

Je dois ajouter qu'à cette date l'ancien curé de Buz a reçu le même traitement que les autres prêtres du diocèse et qu'à trois reprises je lui « demandai » s'il n'était possible, de quelque façon, de lui rendre service. J'ai ajouté : « C'est pour moi une obligation dont j'ai tout à fait conscience ».

Une conférence du prélat traditionaliste à Alençon

Mgr Lefebvre veut continuer à former de « véritables prêtres »

De notre correspondant

Alençon. — En présence de plus de huit cents personnes rassemblées à la salle des fêtes le 4 novembre, à Alençon (Orne), Mgr Marcel Lefebvre a commencé une série de conférences en France. C'est la première depuis sa suspension à l'été 1976 par le Vatican. Le supérieur du séminaire d'Alençon s'est tout d'abord défendu d'être le chef des traditionalistes : « Je ne crée pas un mouvement, je ne fais que continuer ce que je fais, c'est un vrai séminaire pour le bien de l'Eglise. Je n'ai jamais cherché la publicité ».

Après avoir exprimé son regret de constater que les évêques de France sont hostiles à ce séminaire, Mgr Lefebvre a parlé de la réaction de Rome. « J'ai été condamné illégalement, a-t-il dit, à cette décision que je n'ai pas obéi à la décision du Vatican me demandant de supprimer la Præsentia sacerdotale Saint-Pie-X et son séminaire. Il n'y avait aucune raison que je me soumette à cette décision arbitraire. Je n'ai pas décidé de continuer à former de véritables prêtres. Il y a là une question de foi et non pas une question de soumission ou de latin ».

Mgr Lefebvre s'en est pris aux assemblées épiscopales, qui sont, dit-il, un obstacle à l'autorité du pape ; à la Bible ecclésiastique avec ses formules équivoques ; à une brochure intitulée Jésus est-il dans l'histoire ? et diffusée par l'archevêché de Paris ; au fait qu'au Vatican on enlève les crucifix pour ne pas offenser les regards de ceux qui ne croient pas ; à la démarche du Vatican qui, par la Constitution de la Colombie, supprime l'article premier reconnaissant la religion catholique et y est religion

d'Etat. « Il veut mieux être avec Jésus-Christ contre le pape qu'avec le pape contre Jésus-Christ », a conclu Mgr Lefebvre.

Le président de l'association Saint-Pie-X de l'Orne, qui avait organisé ce rassemblement, a donné lecture d'une pétition qui va être adressée aux évêques de Sées, Laval, Angers, Rennes et Le Mans, pour demander que, dans ces diocèses, des églises soient mises à la disposition de ceux qui veulent y faire célébrer la messe dite de saint Pie V.

Avant de quitter Alençon, vendredi 5 novembre, Mgr Lefebvre a célébré une messe. Il doit continuer sa série de conférences en Normandie, le 6 novembre à Rouen, salle Sainte-Croix-des-Pelletiers, et le 8 novembre à Compté, salle des congrès.

L'évêque de Sées (Orne), Mgr Henri Derouet, n'a fait aucune déclaration avant la visite de Mgr Lefebvre à Alençon, mais, le 3 septembre dernier, dans son bulletin diocésain, il déclarait « à propos de sujets internes à l'Eglise et monopolisés par la presse : les catholiques du diocèse ne se laisseront pas arrêter par ces débats fort secondaires. Continuons à rester résolument ouverts au monde dans la jalousie du concile, des assemblées des évêques à Lourdes, dans le mouvement apostolique du Saint Père ».

MARCEL VANNIER.

● A Saint-Etienne (Loire), des laïcs et des prêtres viennent de créer un mouvement ouvert à tous les catholiques de toutes tendances, appelé « A l'écoute du pape ». Il se propose d'être un lieu de rencontre, de réflexion, d'étude, d'amitié et de prière, et se réunira chaque mois.

Le Monde de l'éducation

numéro de novembre

ÉTUDIANTS : FUTURS CHOMEURS ?

CARNET

Réceptions

— Le chef du protocole et Mme Jean-Paul Angles ont donné une réception, jeudi, à l'occasion de leur prochain départ pour Lisbonne, où M. Angles vient d'être nommé ambassadeur.

— En l'honneur de M. J.-L. Roux, l'ambassadeur du Canada et M. Gérard Pelletier ont offert une réception à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du Théâtre du Nouveau Monde, jeudi 4 novembre.

Naissances

— Dominique Jacques Jaubert et Marlin sont heureux d'annoncer la naissance, le 3 novembre, de Camille, 3, boulevard Clemenceau, Dringolzeau (Var).

Décès

— On nous prie d'annoncer le retour à Dieu de Violaine AUSSEDAU, quatre ans.

De la part du capitaine et Mme Bernard Ausseidu, de Marc et Ophélie, de Mme Roger Zeller, de M. et Mme Jacques Ausseidu. La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 6 novembre 1976, à 14 h. 15, en l'église Saint-Maurice d'Annecy (74).

5, rue Charles-Dickens, 75016 Paris. 10, rue Laborde, 75008 Paris. 3, rue Thiers, 58000 Epinal.

— Nous apprenons le décès, survenu le 1er novembre, à Genève, à l'âge de soixante-deux ans, de Mme Ida EUTERICH. Les obsèques ont eu lieu le 3 novembre dans l'intimité familiale. 51, avenue de Rumine, 1005 Lausanne.

— Mme Horace Crocicchia, famille et alliés, font part du décès de M. Horace CROCICCHIA, ancien gouverneur de la France d'outre-mer, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre. Inhumé le 20 octobre 1976, à Nice. Selon la volonté du défunt, il n'y a pas de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Horace Crocicchia, survenu le 20 octobre 1976 à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce. L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité le 4 novembre à Saint-Saturne.

De la part de Mme André Masse, née Geneviève Cayre, son épouse. Du docteur et Mme Fanny Masse. De Mlle Marie des Neiges Masse, ses enfants.

De Mlle Adeline Masse, sa petite-fille. Et de toute la famille. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme André Mett, Mlle Renée Mett, Nicole, André-Jacques, David et Judith Natar, Danielle, Gilbert, Noa et Gal Rismant, M. le professeur et Mme R.-P. Klotz et leurs enfants.

— Mme Odette Cournot et ses enfants, ont le douleur de faire part du décès de M. André METT, survenu le 30 octobre 1976, leur épouse, frère, père, beau-père, grand-père, beau-père, oncle.

Les obsèques ont eu lieu le 3 novembre 1976 dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part. 9, boulevard Pasteur, Paris.

— Mme Henri Zimet, son épouse, M. et Mme Georges Arvert, ses enfants, Philippe, Jean - Luc, Fabienne, Frédéric et Isabelle, ses petits-enfants.

— Toute la famille et ses amis, ont la douleur d'annoncer le décès de M. René ZIMET, survenu le 30 octobre 1976 dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Funérailles à M. Zimet ayant donné son corps à la recherche médicale.

Remerciements

— La famille Savry-Darwin-Delcourt adresse ses remerciements pour toutes les marques de sympathie témoignées à l'occasion de la messe qui a été célébrée pour le repos de l'âme de Jean-Louis DERAUVIN, décédé le 21 octobre 1976 à Gaudeloupe.

— Les docteurs Sydney et Frédéric Ghénassia, M. et Mme Richard Ghénassia, M. et Mme Jean-Claude Ghénassia, très touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de leur fils, remercient très sincèrement tous ceux qui se sont associés à leur grande douleur.

Anniversaires

— Pour le dixième anniversaire du décès accidentel de Gérard VUILLERMET, lieutenant au 1^{er} R.G.A.P., que tous ceux qui l'ont connu et aimé s'associent à sa famille dans son souvenir et dans celui de son grand-père, le colonel Maurice VUILLERMET, décédé en 1968.

— Le colonel Crepin et les membres du comité national de Rhin et Danube.

— Les anciens du groupe des commandos d'Afrique et du 3^e groupement de bataillons de choc.

L'Union des unités de choc, de commandos et d'assaut, a prié d'assister à la messe solennelle qui sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, le dimanche 7 novembre 1976, à 10 heures, à la mémoire du général (C.R.) Georges-Régis BOUVET, ancien officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1920-1945, médaille de la Résistance, Silver Star U.S., ordre de Victoria de Grande-Bretagne.

ancien commandant du 1^{er} bataillon des corps francs d'Afrique, du groupe des commandos d'Afrique et du 3^e groupement de bataillons de choc, ancien commandant de la subdivision militaire de Paris. Cet avis tient lieu d'invitation.

Soutenances de thèses

— Soutenance d'état le samedi 6 novembre, à 14 heures, université de la Sorbonne nouvelle, salle Octave-Gréard, M. Maurice Laroche : « T. E. Lawrence, la France et les Français ».

SCHWEPPES Bitter Lemon. Fier de sa pulpe.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

L'HOMME QUEL ANIMAL !

Curieux, ce Gentleman des antipodes, cet aigle royal, le roi sur Antioch 2. Etrange et capotant familial. Comment s'étonner ? Quand l'homme est descendu de son arbre, quand il a osé lever les yeux au ciel, sans doute y a-t-il vu ce qui l'entourait et l'a-t-il peuplé d'animaux. L'homme a créé Dieu à son image, une image de transposition, celle de la bête humaine.

Océris, Isis, l'Égypte ancienne, pas si ancienne, les vendrait encore. Et d'Esopo à La Fontaine nos moralistes ont retrouvé d'instinct ce penchant naturel à l'identification avec ces cousins germains. Devenus termes de comparaison, le lion, le singe et le chien symbolisent dans le langage courant courage, malice, fidélité. Et nos témoignages d'affection, retour aux sources américaines ou paysannes des contes de notre enfance, nous poussent, réaction spontanée, à évoquer le chat, le canard ou le petit lapin.

Nous n'avons donc rien trouvé d'abord de très singulier à voir Gilles Segal jouer dans les brumes de l'île Saint-Louis, dernière ses lunettes jaunes et rondes d'avocat criminel, les maîtres hiboux. Maquillage, talent et trucs aidant, c'était très ressemblant. Ressemblants aussi, à s'y méprendre, Pierre Martin, Raymond Jérôme et les autres, le loup, la souris, la belette, membres d'une mystérieuse secte où nous a introduite cette enquête sur des meurtres par strangulation grilue. Une jolie idée empruntée à Pierre Velly, à qui l'on doit Goupi mains rouges, et l'Assassin du Père Noël.

Le mystère s'épaississait cependant. En traversant, au bout d'une heure, le Jardin des Plantes, en poussant la porte d'un antichambre, on dévisageait les promeneurs, les clients d'un œil troublé, inquiet, on cherchait dans un regard de poisson, une démarche de hyène, les signes d'une culpabilité certaine. On se trompait. Le coupable, c'était l'innocent, bien sûr, un jeune homme beau comme un ange, un ange exterminateur, en manteau de fourrure blanche, déployant sur notre humanité bestiale les ailes rédemptrices de la colombe.

Au fond, à y réfléchir, ce qu'il y avait de plus fantastique dans ce film de Boramy Thouloung, c'était la distribution éblouissante.

CLAUDE SARRAUTE.

A L'HOTEL DROUOT

Samedi

- EXPOSITIONS
- S. 1 - Tableaux mod. Rte ép.
 - S. 2 - Livr. romant. mod.
 - S. 3 - Ex. mubles.
 - S. 6 - Bij. arg. anc. et mod.
 - S. 12 - Tableaux modernes.
 - S. 9 - Tableaux anc. Orfèvr. Céramiq. mod. anc.
 - S. 16 - At. Nissim.

VENTES A VERSAILLES

VERSAILLES
HOTEL CHEVREUIL-LEGER
Etude CHAPPELLE, PERRIN, FROMANTIN. Tél. : 950-69-82.
SOUVENIRS RÉVOLUTIONNAIRES.
OBJETS MACONNIQUES.
Vente dimanche 7 novembre, 14 h.
Exp. M. Glan - Tél. : 555-85-73.

M^{re} P. et G. MARTIN - C.P. ass. 2, imp. Chevreuil-Légers - 950-56-08
JEUDI 11 NOVEMBRE, à 14 h
EXCEPTIONNEL ENSEMBLE D'OBJETS D'ART.
SIÈGES et MEUBLES d'EPOQUE CHARLES X.
Exposition vendredi et samedi.

M^{re} P. et J. MARTIN - C. Pr. ass. 2, imp. Chevreuil-Légers - 950-56-08
JEUDI 11 NOVEMBRE, à 14 h
BEAUX TABLEAUX ANCIENS.
Collection de PENDULES et CARTES XVII^e siècle.
SIÈGES et MEUBLES XVII^e, XVIII^e, XIX^e siècle.
TAPISSERIES d'ADRIENSON XVII^e et XVIII^e siècle.
Expo. : samedi 6, lundi 8, mar. 9, mer. 10 et jeudi 11.

VENDREDI 5 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Jeu policier : L'inspecteur mène l'enquête, de L. Godoy et M. Pavau. (Une délivrance pour tout le monde.)
21 h. 30. *Le grand jeu* de J. P. Rameau ou les Nymphes de Diane, de J.-P. Rameau, par l'Ensemble instrumental de France, Ph. Lantier. M. Pena. 1. Caricatures de J.-P. Waller. Une « création mondiale », enregistrée lors du Festival d'Albi, 1976.
22 h. 50. Journal.

CHAÎNE II : A 2

un nouveau jeu éducatif de
TELEFORMATION
SUR DEUX MOIS
samedi 6 novembre à midi sur antenne 2

Rasoir Philips
Super 12

20 h. 30. Feuilleton : Le cœur au ventre, réal. R. Mazoyer. 21 h. 30. Emission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot (la vie des stars).

Avec Mme Simone Signoret (« La Nostalgie n'est plus ce qu'elle était ») ; MM. J.-P. Aumont (« La Soif »), et J.-P. Josselin (« Quand l'été sera »).

22 h. 45. Ciné-club : « Charlie Bubbles », d'A. Finney (1968), avec A. Finney, C. Blakeley, B. Whitelaw, L. Minnelli.

L'étrange week-end d'un écrivain anglais à succès, qui n'a pas trouvé le bonheur.

CHAÎNE I : TF 1

De 10 h. 55 à 20 h. Programme ininterrompu (à 13 h. 55. Récit de la vie de sainte Thérèse d'Avila, de J. P. Rameau. 20 h. 30. Variétés : Numéro un (Soirée canadienne avec F. Leclerc, G. Vigneault, R. Charlebois, P. Julien, D. Dufresne, etc.). 21 h. 30. Série : Matt Helm : 22 h. 25. Magazine du théâtre : L'œil en coulisse : 22 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 12 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu (à 14 h. 55. Récit de la vie de sainte Thérèse d'Avila, de J. P. Rameau. 20 h. 30. Variétés : Numéro un (Soirée canadienne avec F. Leclerc, G. Vigneault, R. Charlebois, P. Julien, D. Dufresne, etc.). 21 h. 30. Série : Matt Helm : 22 h. 25. Magazine du théâtre : L'œil en coulisse : 22 h. 30. Journal.

CHAÎNE I : TF 1

De 9 h. 30 à 20 h. Programme interrompu. (A 17 h. 30. Téléfilm : California Kid.)
20 h. 30. Film : « La Veuve Couderc », de P. Granier-Deferre (1971), avec S. Signoret, A. Delon, O. Piccolo, J. Tissier.
En 1934, une paysanne d'âge mûr envoie comme garçon de ferme un jeune homme évadé du bagne. Ils vivent quelque temps un étrange amour.
21 h. 55. Elections législatives partielles (résultats) : 22 h. 30. Emission de l'INA : La guerre des Demoiselles, de G. Guillaume et J. Labruno (première partie) 23 h. 10. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 10 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu. (A 14 h. 55. Téléfilm : « Panache ».)
20 h. 30. Variétés : Récital Tony Poncelet : 21 h. 35. Série soviétique : Les ombres dans la rivière : 22 h. 55. Portrait : Pier Paolo Pasolini, réal. M. Randoim.
En 1934, une paysanne d'âge mûr envoie comme garçon de ferme un jeune homme évadé du bagne. Ils vivent quelque temps un étrange amour.
21 h. 55. Elections législatives partielles (résultats) : 22 h. 30. Emission de l'INA : La guerre des Demoiselles, de G. Guillaume et J. Labruno (première partie) 23 h. 10. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Portrait : L'homme en question

dans la réussite et semble flotter à la surface de sa vie.
Une chronique mélancolique de la solitude et de l'isolement.

CHAÎNE III : FR 3

retrouvez les héros de l'émission de FR3

HISTOIRE DE FRANCE
en bandes dessinées
LAROUSSE
le n° 2 (ATTILA CLOVIS)
vient de paraître
chez votre marchand de journaux.

20 h. 30. Magazine vendredi (Faits divers, mourir coûte cher), de Ph. Magliin et L. Leval : 21 h. 30. Série historique : Méditerranée (8), les migrations : 22 h. 25. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Histoire de la famille, de G. Limbour, par G. Roivre : 21 h. 30. Festival du Vigan, avec M. Sarran, M. Sarran, C. Desros, piano : quatre romances de Chopin, trois romances de Rachmaninov, trois mélodies de Debussy, trois mélodies de Chopin, quatre mélodies de Scriabine, trois chansons de Debussy : 22 h. 30. Entrées : avec Jean Tardieu : 23 h. 10. Philosophie aujourd'hui : Les nouveaux philosophes, avec S.-H. Levy et J.-M. Benoit : 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Cycle franco-allemand. Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction G. Amy, avec A. Gorg, pianiste, et E. Krivine, violoniste : « Deux portraits », concerto n° 3 pour piano, « Le Prince de bois » (Bartok) : 23 h. 30. Concerto Magny : 23 h. 30. Extrait de l'opéra : 0 h. 5. Jazz forum : 1 h. La descente aux enfers.

SAMEDI 6 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 10 h. 55 à 20 h. Programme ininterrompu (à 13 h. 55. Récit de la vie de sainte Thérèse d'Avila, de J. P. Rameau. 20 h. 30. Variétés : Numéro un (Soirée canadienne avec F. Leclerc, G. Vigneault, R. Charlebois, P. Julien, D. Dufresne, etc.). 21 h. 30. Série : Matt Helm : 22 h. 25. Magazine du théâtre : L'œil en coulisse : 22 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 12 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu (à 14 h. 55. Récit de la vie de sainte Thérèse d'Avila, de J. P. Rameau. 20 h. 30. Variétés : Numéro un (Soirée canadienne avec F. Leclerc, G. Vigneault, R. Charlebois, P. Julien, D. Dufresne, etc.). 21 h. 30. Série : Matt Helm : 22 h. 25. Magazine du théâtre : L'œil en coulisse : 22 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Retransmission dramatique : « Dom Juan ou l'homme des cendres » de A. Obey, réal. G. Lescarroux, avec J.-M. Flotard.
Le héros s'efface face à des femmes dont chacune représente un des traits d'un spectacle du Festival de l'Europe-Romane, 1976.
22 h. 30. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. « La Danse des turlupins », de R. Menard (première partie), de P. Raynal, réalisation J. Reynier, A. Barthelemy : 21 h. 30. La fugue du samedi ou mifugue, mifugue, divertissement de B. Jérôme : 22 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Soirée lyrique : « Nabucco » (Verdi), par le Nouvel Orchestre philharmonique et chœurs de Radio-France, direction F. Lazare et J.-P. Krader, avec J. Patrick, A. Edwards, C. Zaharia : 23 h. 30. En direct du Théâtre des Champs-Élysées : S. Rollins : 0 h. 5. Un musicien dans la nuit.

DIMANCHE 7 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 9 h. 30 à 20 h. Programme interrompu. (A 17 h. 30. Téléfilm : California Kid.)
20 h. 30. Film : « La Veuve Couderc », de P. Granier-Deferre (1971), avec S. Signoret, A. Delon, O. Piccolo, J. Tissier.
En 1934, une paysanne d'âge mûr envoie comme garçon de ferme un jeune homme évadé du bagne. Ils vivent quelque temps un étrange amour.
21 h. 55. Elections législatives partielles (résultats) : 22 h. 30. Emission de l'INA : La guerre des Demoiselles, de G. Guillaume et J. Labruno (première partie) 23 h. 10. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 10 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu. (A 14 h. 55. Téléfilm : « Panache ».)
20 h. 30. Variétés : Récital Tony Poncelet : 21 h. 35. Série soviétique : Les ombres dans la rivière : 22 h. 55. Portrait : Pier Paolo Pasolini, réal. M. Randoim.
En 1934, une paysanne d'âge mûr envoie comme garçon de ferme un jeune homme évadé du bagne. Ils vivent quelque temps un étrange amour.
21 h. 55. Elections législatives partielles (résultats) : 22 h. 30. Emission de l'INA : La guerre des Demoiselles, de G. Guillaume et J. Labruno (première partie) 23 h. 10. Journal.

(André Frossard) : 21 h. 45. Aspects du court métrage français : 22 h. 30 (R.). Cinéma de minuit : « Viva Villa », de H. Hawks et J. Conway (1934), avec W. Beery, F. Wray, D. Cook (v.o. sous-titrée, N.).

L'opéra de Pancho Villa, qui s'est fait bandit pour aider les « peones » mécontents opprimés, et qui se met au service de la révolution de Francisco Madero.
Une forte peinture de caractère et la création célèbre de Wallace Berry.

FRANCE-CULTURE

14 h. 5. La Comédie-Française présente « Le Matriel humain », de P. Raynal, réalisation J. Reynier, A. Barthelemy : 21 h. 30. La fugue du samedi ou mifugue, mifugue, divertissement de B. Jérôme : 22 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. La tribune des critiques de disques : hommage à Jeanine Michau, auteur de « Roméo et Juliette » de Gounod : 20 h. 30. Échanges internationaux de Radio-France : Semaine internationale d'orgue de Nuremberg 1976, avec le Regerburger Domorgan, dir. G. Ratzinger : « Terra premita » (Palestrina), « Ascendo ad patrem » (Gallus), « Angelus domini » (Caccini), « Psalme 100 » (Schrecker), « Motet BWV 228 » (Bach), « Salve Regina » (Schubert), extrait de « Cantus Missae » (Reinberger), « Cantique » (Mendelssohn) : 22 h. 30. Musique de chambre : Mozart : 23 h. 30. Bon anniversaire Mme Reichert : 0 h. 5. The tuned piano de la Mont Young.

NEUILLY-SUR-SEINE
Salle de vente du Boule
150, av. du Boule, Neuilly-sur-Seine
Métro : Pont-de-Neuilly, 821-55-96
VENTE DE GRE à GRE
Samedi, dimanche et lundi
10 h. à 12 h. 30 - 13 h. à 19 h. 30
TAPIS D'ORIENT ET CHINOIS
IVOIRES ET PIERRES DURES
SCULPTES CHINE ET JAPON
(livrées avec certificat d'origine)
ACHAT ET VENTE

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvage.

Imprimerie de « Monde », 5, r. des Italiens, PARIS-IX.
1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 5497.

STARK and SONS
16, RUE DE LA PAIX - 1^{ER} ETAGE
tailors

COLLECTION NOUVELLE
Costumes, pardessus
Grande mesure et prêt à porter

سكوت الاصل

ARTS ET SPECTACLES

Formes

IRRÉALISTES

Il est peu de vivants définitivement consacrés, à part d'éclatantes exceptions, qu'il faut à l'abri de remises en question. Tout doit d'ailleurs être sujet à des remises en question permanentes. Et même les aînés confirmés trop discrets ont besoin de refaire surface, filer dans un cadre moderne. Parce qu'ils doivent lutter contre l'oubli et surtout parce qu'ils continuent à aller de l'avant, comme Hesse ou Léon Zuck, comme aussi Isabelle Waldberg, qu'une génération s'efface des deux exemplaires précédents.

En dépit de sa notoriété internationale, on a rarement le bonheur de lui voir imposer une exposition d'envergure. Les *Sculptures et formes irréelles*, au titre provocateur (1), conviennent à une période de plus de vingt ans (1954-1976), depuis que cette sculpture surréaliste, dénuée de sens, de la ligne d'André Breton et de Marcel Duchamp, s'est mise à la recherche d'une cadence scintillante, vers un point de non-retour. On sera une fois de plus subjugué par sa puissance, son génie inventif, le perpétuel dépassement des données immédiates de la sculpture. Pour Isabelle Waldberg, qui fait glider le rétro de la pensée des masses de bronze, qui donne corps à des formes d'une autre nature, la *sculpture est allée*. Des personnages ? N'en cherchez plus. La sculpture est une belle morte, un génie qui ne s'en relève pas. Même ces "humains" à Breton (et à la Commune) : « Les vases de l'homme et de la femme descendant vers le Chêne et l'Érable », même la *Compte enfin rendu*, même l'*Homme en mouvement* sont des œuvres qui ont aussi déconstruit que les objets magiques, réalistes.

La *Boîte à l'œuvre* engouffre l'air entre ses valves bleues, le fait circuler autour des sculptures qu'elle abrite. Elle modifie l'espace. Car il ne faut pas minimiser le fait d'un sculpteur rompu à toutes les exigences du métier, qui habille désormais les sculptures vivantes d'une épaisseur charnelle ; qui méconnaît en animal sensible le *non-sens* des expositions publiques ; qui met les formes lisses et les autres vives (le *Tout*) et protège la *Proclamation* de courtoisie curieusement à l'œuvre, qui confère une solide carrière à la *Croix*. Les plans se superposent, se maintiennent en équilibre scabreux.

Magnifique jeunesse de Philippe Hossion. A croire qu'il soixante-dix-huit ans il veut rattraper, et comme, le temps perdu, trop longtemps, à des tâches secondaires, puis s'engager par la suite d'un accident. Par d'autres accidents : on les a vus l'un derrière à la même galerie (2). Rien que des récentes, des toutes fraîches, qui n'ont cessé de croquer et d'effrayer dans la joie, la joie de peindre, la joie de jouer.

Grande, forte, toute en noir, robe, bas, cheveux lissés, Zouc apporte de la Suisse romande un style d'observation minutieuse, de toute manière dramatique, une manière de capter les gens ordinaires, de saisir à travers leur banalité, leur singularité, leurs moments secrets.

Zouc sait se mettre au rythme des gens qu'elle appréhende. Son talent est énorme. Mais, malgré le succès rencontré auprès du public de fin d'après-midi du Théâtre de la Ville, on peut se demander si les personnages révélés par Zouc sont bien à l'aise dans une aussi grande salle. Pour qui les voit pour la première fois dans un tel cadre, il n'est pas sûr qu'il puisse percevoir comme il se doit tout leur univers. Il semble que Zouc aurait plus d'avantages à se présenter dans des théâtres de moyenne dimension, au Théâtre des Variétés par exemple, ou à Bobino. — C. F.

★ Théâtre de la Ville, 18 h. 30, jusqu'au 20 novembre.

La Fédération nationale des centres culturels communaux organise un *Journé nationale d'art* le 6 novembre, à l'occasion de la célébration des solutions qu'appelle la décadence de la culture dans les domaines les plus fondamentaux, et notamment celui de la lecture publique.

Un rendez-vous départemental est prévu le 9 novembre, à 17 h. 30, à l'hôtel de ville de Bobigny.

FRANCE ELYSEES-GAUMONT MADELINE GAUMONT THEATRE MONTMARTRE 83 Clichy-Paillat-Fauvette PANTHEON-CALYPSO-DIDEROT PARLY 2-Studio-Rosny-Michel-Argenteuil-Aulnay-Marny-Villiers-Enfilon-CALYPSO-SITE-BENEFICIERE-DES-BOIS-LE-FRANCOIS

"les jeunes générations y 'filippent...'" Robert Benayoun LE POINT FANTASIA RO TECHNICOLOUR

Exposition

Titien et ses radios à Bordeaux

(Suite de la première page.)

On ne peut parler devant cette transposition d'un ouvrage d'atelier. La « Madeleine », qui est attestée dans les collections de Fontainebleau ou dix-septième siècle, est, elle aussi, bien entendu, une vieille copie lorraine au palais Pitti. C'est ainsi que se diffusent les œuvres célèbres. Au dix-neuvième siècle, des catalogues optimistes, oubliant cette loi, ou l'interprétant librement, pouvaient écrire : « Le musée de Bordeaux est riche en Titien. » Entendons-nous. Ce qui pourra intéresser le visiteur, c'est la symétrie des attitudes entre la blonde Madeleine et la blonde Vénus, deux variations sur la Vénus pudique de l'antiquité.

L'important, le nouveau, ce sont les radiographies : elles révèlent les dessous de deux autres ouvrages ; l'un, « l'Adulter », une de ces compositions en longueur, où s'alignent les figures à mi-corps, est étrangement à Titien par la banalité de l'invention et de la couleur, mais on discerne ajoutés et repeints qui, comme souvent, ont modifié des visages pour introduire de nouveaux portraits. Plus intéressante est la cas du « Tarquin et Lucrèce » ; cette grande toile, elle aussi, a fait le circuit par l'Angleterre avant d'aller au Louvre et finalement à Bordeaux, au moment de la grande distribution de 1803. C'est qu'elle était suspecte.

La radio aide à comprendre pourquoi cette scène mouvementée, aux tons chauds, laisse froid : les têtes des deux héros ont été modifiées, le geste criminel de l'agresseur aussi, et le tout repeint d'abondance. Pourquoi ? Au dix-huitième siècle, l'ouvrage était endommagé et il fut « restauré » — et combien ! — pour devenir présentable. Seulement l'attribution à Titien devenait dès lors peu vraisemblable et l'ouvrage fut négligé.

La radiographie, mettant en évidence la rapport avec le tableau analogue et incontestable de Cambridge, fait regretter le Titien perdu et irrécupérable qui gît sous la couche actuelle. C'est d'autant plus dommage qu'il s'agit d'un de ces tableaux si surprenants, si forts, des toutes dernières années, à la touche large et libre, mais sans doute aussi d'une préparation importante. On trouvera ainsi à Bordeaux la pièce capitale — et inédite — d'un dossier qui résume beaucoup de choses.

Le « Tarquin », version de Cambridge, était destiné à Philippe II, la « Madeleine » au duc d'Urbino, la « Toilette » à la famille Barberigo. Dénombrer les clients et amateurs de Titien, c'est énumérer tous les grands noms des cours d'Europe à la Renaissance ; mais, sauf le portrait de François I^{er}, commandé de prestige, rien n'allait du côté de la France.

★ Hommage à Titien. Musée des beaux-arts de Bordeaux (jusqu'au 3 janvier 1977). Exposition organisée au bénéfice de la recherche médicale.

Choqué par les Impériaux, décoré par Charles Quint, le peintre est devenu au milieu du XVI^e siècle l'artiste de prédilection des Habsbourg, et c'est bien pourquoi ses œuvres étaient à Vienne et à Madrid, non à Paris.

Ses portraits sont d'une intensité qui n'a jamais été surpassée, mais on l'oublie parfois au profit d'un reflet de luxe et de grandeur, plus ou moins factice, qui s'attache à ces ouvrages d'apparat. D'où ce mot : « Titien peintre des riches », qui, à Venise même, a pu freiner ce printemps l'ardeur des portraits d'une exposition d'envergure. C'est l'écho d'une page célèbre de J.-P. Sartre sur Venise, où le romancier, jouant à l'anti-Ruskin, discerne à travers la peinture des canaux une putréfaction morale qu'il exprime bien l'attachement du « trait » à Titien pour les puissants, et par voie de conséquence la séduction de ce peintre sur le visiteur naïf.

Pensée plus facile à écarter qu'à redresser. Surestimation sur Pascal : « Quelle vanité que la peinture... », le moraliste, enjambant vigoureusement l'histoire, dénonce, en somme, la pratique mystifiante du portrait. Mais cette réaction n'est pas sans rappeler, inversée, celle des dévots qui piquaient les yeux de l'effrayé Judas ou grattaient les têtes diaboliques sur les fresques. On peut condamner la peinture dès les origines, si l'on ne voit en elle que l'instrument des dominations et des passions ; beaucoup de théologiens l'ont fait avant le philosophe portien.

Reste la suspicion plus précise due au fait que ces portraits sont trop réussis. Titien fabriquerait servilement des hommes illustres. Ce n'est pas le bon point de vue. Il y a des traits déplaissants dans le caractère du peintre, mais justement pas celui-là, car, compte tenu des usages et du vocabulaire du temps, il a soumis les grands à son art plus qu'il ne le leur a soumis.

Titien a réalisé le tour de force d'imposer « sa » formule aux puissants, de les mettre en concurrence, de travailler à la fois pour l'empereur, le pape, le Grand Turc, le roi de France, ce qui signifiait clairement pour tous qu'il définitivement une instance supérieure. En fait, il ne flatta personne, il dit tout. Au fur et à mesure des commandes, qui ne manquaient pas et qu'il faisait payer très cher, Titien compose sa « comédie humaine » : il dresse sa galerie de figures. C'est comme cela. Dominant l'époque, il nous la livre. Nous ne le jugerions pas si durement sans ces visages qui l'actualisent dans l'irréalité des tableaux.

ANDRÉ CHASTEL.

Festivals

Brecht en kabyle aussi

15 heures, salle Saint-Bruno. Cent à cent cinquante personnes sont assises sur les onze rangées de chaises, toutes dépareillées, de la petite salle paroissiale du dix-huitième arrondissement. Des Algériens pour la plupart, ouvriers le plus souvent, quelques femmes, quelques enfants, tous militants. Un vieux climatiseur tourne en faisant du bruit. Des murs jaunes, cloqués par l'humidité, des restes de banderoles accrochés par une ficelle au plafond. Il fait aussi froid à l'intérieur que dehors, mais il y a, malgré la dureté du décor, une écoute attentive, faite de silences coupés de rires collectifs, de réflexions lancées tel et tel à l'adresse des deux personnages qui, sur le scène, perdus en plein désert au milieu des seuls rideaux, remontent inlassablement un parquet stationnaire.

Le premier porte un attaché-case (le patron), le second un énorme sac sur son dos (l'ouvrier). Une marche interminable, une lutte de classe fautive — elle se terminera sur le meurtre de l'ouvrier par son patron et l'acquiescement de ce dernier au nom de la règle sociale —, mais pour l'instant l'ouvrier chante et mène la lutte — encore un rite. Que dit-il ? « Dieu est parti et l'on

ne voit pas ses traces », traduit en français un vieux kabyle.

Après le grand rassemblement du 31 octobre à la Mutualité avec des chanteurs, des musiciens, des danseurs maghrébins, portugais, africains, haïtiens (étonnante charisme Tolo Bisimbe !), la deuxième Festival de théâtre populaire des travailleurs immigrés s'est dispersé dans Paris et en province. Le théâtre kabyle immedur, composé d'étudiants, de travailleurs et d'étudiants plus ou moins travailleurs (ils sont douze), est une des rares troupes à utiliser des textes d'auteurs. Pourquoi Brecht ? Parce que le théâtre national algérien traite peu de l'exploitation, disent-ils, et parce qu'on peut jouer Brecht sans trop de moyens. Née il y a un an, sans argent, la troupe s'est constituée peu à peu sur un triple objectif : monter des pièces avec des travailleurs sur des thèmes qui les concernent et promouvoir les langues populaires.

Ce travail sur la langue constitue un des aspects importants de leur combat. « On voulait montrer qu'on pouvait monter des spectacles face à la politique d'arabisation actuelle et au mépris pour ce qui n'est pas l'arabe classique », disent les comédiens. Il s'agit à la fois de « décomplexer les langues populaires » (arabe populaire et berbère) et de faire reconnaître une culture qui, disent-ils, est aujourd'hui menacée dans leur pays.

Les comédiens-travailleurs d'Immedur ont adapté Brecht en kabyle, mais aussi Jean-Paul Sartre (sans séquence) ; ils admirent beaucoup Kateb Yacine et préparent la Guerre de deux mille ans, Mohammed, prendra ta valise. Le théâtre kabyle immedur répète depuis un an chaque semaine et joue presque une fois par semaine dans des foyers et des M.J.C. Les débats tournent toujours autour de la langue kabyle.

CATHERINE HUMBLLOT.

★ Théâtre kabyle Immedur. Samedi 6 novembre, 15 heures, salle du C.A.B., rue Traversière, Boulogne, et dimanche 7 novembre, 15 heures, 46, rue Louis-Lumière, Paris (20^e).

M. GISCARD D'ESTAING A INAUGURÉ LA NOUVELLE SALLE RICHELIEU

M. Valéry Giscard d'Estaing et Alfred de Musset ont présidé, jeudi soir, à l'ouverture de la Comédie-Française rénovée. Le président de la République, accompagné de son épouse, a assisté à la première représentation de « Lorenzaccio », en ce théâtre rénové, restauré, de Mme Simone Veil, ministre de la Santé, et de Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la Culture. La soirée était donnée au bénéfice de l'Alliance européenne contre le cancer.

LETTRES

Le Grand Prix du roman de l'Académie française à Pierre Schoendoerfer pour « le Crabe-Tambour »

Le Grand Prix du roman de l'Académie française a été décerné, le 4 novembre, au premier tour de scrutin, à Pierre Schoendoerfer pour « le Crabe-Tambour » (Grasset).

Trois autres romans avaient obtenu des voix : « les Cosmopolites » de Jean Blot (Gallimard), « la Fantaisie du voyageur » de François-Régis Bastide (Le Seuil) et « l'Amour les yeux fermés » de Michel Henry (Gallimard).

La répartition des suffrages entre le lauréat et ses concurrents n'a pas été indiquée. M. Jacques de Lacretelle, président de la commission du roman, s'est fait savoir en effet que l'Académie française avait décidé de ne plus faire connaître désormais le détail du scrutin.

Un choix d'ordre moral ?

A l'issue du vote, M. Jean Mitler, secrétaire perpétuel, a indiqué que les académiciens étaient « un peu fatigués du nouveau roman » et qu'ils avaient apprécié, dans le livre couronné, « l'existence d'une action et des ficelles ».

Le choix de l'Académie ressemble pourtant beaucoup à une manifestation politique, ou du moins à une mise en garde d'ordre moral.

A des romans littérairement plus riches mais dépourvus de soucis éthiques, elle a préféré un roman à l'écriture remarquable essentiellement par son climat de « virtuosité » et sa nostalgie du « baroque ».

L'officier de carrière dont le surnom donne son titre au Crabe-Tambour n'est pas sans reproche. Cousin du légionnaire bourru que Schoendoerfer avait mis en scène dans son célèbre film, la 31^e Section, et de l'acrobate de l'Action au roi, il a gardé de « sa » guerre d'Indochine un goût de l'action

hors des lois, autant que du commun. Il a vécu de trafics variés avant d'être condamné avec les généraux putoisistes d'Alger. Mais mieux vaut l'actuelisme litérai que les amollissements du bonheur civil. C'est du moins ce que pense le narrateur, médecin militaire lui aussi ancien d'« Indo », et qui a rempli à bord d'un aviso garde-pêche. Outre le Crabe-Tambour devenu patron de chaletier, il compte retrouver dans le Grand Nord les fraternités périelles et les obédiences acrologues du temps de guerre, où la vie avait à ses yeux, au sens plus évident et exaltant qu'en temps de paix.

Tout en conversations de passagers baignées d'embruns glacés et de soufre brûlant, le Crabe-Tambour renoue avec la rude tradition des romans navigants de Roger Verel et les films d'héroïsme militaire. — B. P.-D.

(Voir l'article de Bertrand Poirot-Delpech dans le Monde des livres du 9 juillet.)

LUXEMBOURG - STUDIO GIT LE CŒUR

"moi, pierre rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère..."

un film de rené allio

d'après le dossier publié par michel foucault

MERCREDI PROCHAIN

L'AFFICHE ROUGE un film de FRANK CASSENTI La Fédération du Festival de Cannes

PALAIS DES CONGRÈS

Lundi 8 novembre, à 21 heures

récitai CZIFFRA

Au profit des œuvres hospitalières françaises de l'Ordre de Malte et de la Fondation Cziffra (Saint-Frambourg à Senlis Auditorium Franz Liszt)

PATHE MARCONI, EMI

ODEON
THEATRE NATIONAL

PICCOLO TEATRO
en raison du succès
représentation
supplémentaire
dimanche 7 nov. à 20 h. 30

IL CAMPIELLO
(La petite place)
de
GOLDONI
mise en scène de
STREHLER
(spectacle en langue italienne).
Tous les soirs à 20 h. 30, sauf dim.
et lundi, matinée dim. à 15 h.
Renseignements et location :
333-70-32.

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

DERNIERE
A AUBERVILLIERS
la Dimanche 7
à 17 heures
Création en France

Quatre à quatre
pièces québécoises
de Michel GARNER
Mise en scène de Gabriel Garran
« Un spectacle inhabituel, très
attachant, qui pose la condition
des femmes sous un jour inat-
tendu. »
Michel Cournot (LE MONDE)

Théâtre de la Commune
Centre Dramatique National
93 - Aubervilliers
réservation : 833-16-16
et Agences

Théâtre de la Renaissance
20 boulevard Saint-Martin
*
A PARTIR DU
16 NOVEMBRE

GUY BEDOS

Soirées 21 heures
Dimanches mat. 15h30
Relâches dimanches et lundis

Location :
Théâtre 212-208 16.50 et agences

LE MARAIS
20, r. du Temple - M° H.-de-Ville

CORNER OF THE CIRCLE... ou
« La difficulté d'être homosexuel... même à New-York. »
Un film de Bill DAUGHTON

GRAND PRIX THONON 1975

Le 58^e étage
de la Tour Montparnasse
est ouvert au public
tous les jours de 10 h à 22 h.
Tel. 538.52.56.

58^e

BALZAC ELYSEES - ST. ANDRE DES ARTS
GAUMONT OPERA - OMNIA BOULEVARDS
JEAN RENOIR - GAUMONT CONVENTION
GINEVOG ST. LAZARE

C'EST VRAIMENT L'AMOUR FOU, OU PLUTOT LE SEXE FOU...
J.L. Bory - NOUVEL OBSERVATEUR

L'EMPIRE DES SENS

« ILLUSTRATION DE L'AMOUR PHYSIQUE ABSOLU...
CE FILM D'UNE BEAUTE FORMELLE, ADMIRABLE,
ET D'UNE AUDACE FATALE... » Robert Chazal (FRANCE SOIR)

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

PUBLICIS ELYSEES • UGC BIARRITZ • MAX LINDER • PUBLICIS ST-GERMAIN
BOUL. RICH • MOULIN ROUGE • PARAMOUNT OPERA • UGC OPERA
PARAMOUNT MONTMARTRE • PARAMOUNT GALAXIE • PARAMOUNT MAILLOT
PARAMOUNT ORLEANS • PARAMOUNT GOSLINS • PARAMOUNT BASTILLE • PASSY
PARAMOUNT ELYSEES • LA CELLE-ST-CLOUD • PARAMOUNT LA VARENNE
PARAMOUNT ORLY • PUBLICIS DEFENSE
BUXY VAL D'YERRES • CYRANO VERSAILLES • LES FLAMMES SARCELLES
ULIS ORSAY • MELIES MONTREUIL • ARTEL ROSNY • GAMMA ARGENTEUIL
ARTEL PORT NOGET • UGC POISSY • CARREFOUR PANTIN • DOMMO MANTES

Film parfait à tous points de vue.
Robert CHAZAL (FRANCE SOIR)

Un film de la même famille que « Un Homme et une Femme ».
Jean de BARONCELLI (Le MONDE)

Laissez-vous emporter... sans condition,
sans réflexion.
Remo FORLANI (R.T.L.)

LELOUCH des plus grands jours, quelle fête !
SORTIR

Bourré d'oxygène, de vitamines, de glo-
bules rouges...
Michel FLACON (Le POINT)

On sort avec l'œil allégre et le cœur léger.
José BESCOS (PARISCOP)

...on ressentait l'intense nostalgie du cinéma
de « Happy End ».
Henri CHAPIER (QUOTIDIEN DE PARIS)

...deux actrices merveilleuses. **LELOUCH**
se divertit, et nous aussi.
Michel MOHRT (Le FIGARO)

Vous avez de la chance vous qui n'avez pas
encore vu « Si c'était à refaire » : vous allez
le voir...
François CHALAS (EUROPE N° 1)

CATHERINE DENEUVE
ANOUK AIMEE

LE NOUVEAU LELOUCH

SI C'ETAIT A REFAIRE
de CHARLES DENNER

FRANCIS HUSTER • JEAN-JACQUES BERT • NELS ARESTRUP
révisé par FRANCIS LAM • adapté de PIERRE BARRON
d'après son livre « Si c'était à refaire »

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Opéra, 20 h. : Elektra.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Loren-
zaccio (salle réservée).
Châtelet, 20 h. 30 : Elizabeth On.
Salle Gémier, 20 h. 30 : Solitude.
la nuit.
Odéon, 20 h. 30 : Il Campiello.
Petit Odéon, 18 h. 30 : la Nuit.
T.E.P., 20 h. 30 : Comme il vous plaira.
Petit T.E.P., 20 h. 30 : Dialogues
d'enfer.

Les salles municipales
Nouveaux Carrés, 20 h. : Parole de
femme ; 21 h. 45 : Jean-Marie
Vivier.
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : la
Vieille de la vieille dame.

Les autres salles
Atelier, 21 h. : Monsieur chasse.
Athènes, 21 h. : la Séquela.
Bouffes du Nord, 21 h. : la Servante.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre
de l'Épée-de-Bou, 21 h. : Yury.
Centre culturel du XVIII^e, 21 h. : le
Song espagnol.
Centre culturel sud-est, 20 h. 30 :
la Lettre des cerisiers.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 :
Boeing-Boeing.
Comète-Chen, 20 h. 30 : Je n'imagine
pas ma vie demain.
Daumesnil, 21 h. : le Portrait de Dorian
Gray.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Elysée-Montmartre, 20 h. 15 : Clotilde
Lacaze.
Galerie 53, 21 h. : Volpone.
Gymnase-Marie-Bell, 21 h. : Une
aspirine pour deux.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice
cheue ; la Leçon.
La Bruyère, 21 h. : Pour 100 briques.
L'As plus rien maintenant.
Madame, 20 h. 30 : Pami de vacance.
Maurice, 20 h. 45 : les Mains sales.
Michel, 21 h. 10 : Happy Birthday.
Michodière, 20 h. 45 : Acapulco.
Madame.
Moderne, 21 h. : Qui est qui ?
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure,
même probabilité.
Montferrand, 20 h. : la Musica ; Yen,
petit-cœur ; 22 h. 15 : le Jardin
d'à côté.
Nouveautés, 21 h. : Nina.
Olympie, 20 h. 45 : le Scénario.
Palace, 21 h. : les Troubadours.
Petite salle, 19 h. : Paris c'est
grand.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux
folles.
Plaisance, 20 h. 30 : il a son 14.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : Isaac
et la sage-femme.
Régulier, 20 h. 45 : Tout contre un
petit bois.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Lucienne et
le boucher.
Studio-Théâtre 14, 21 h. : le Méde-
cin malgré lui.
Théâtre d'Art, 20 h. 30 : la Femme
de Scarron.
Théâtre de la Cité internationale,
la Galerie, 21 h. : Rex de marée.
La Revers, 21 h. : Pasolini.
Théâtre d'Édgar, 20 h. 30 : D'homme
à homme.
Théâtre Essalon, 20 h. 30 : Notes ;
22 h. : Vierge. — Salle II, 20 h. 30 :
les Caprices de Marianne.
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : Ar-
lequin poli par l'amour.
Théâtre de Marais, 21 h. : la Créole
opulente ; 22 h. 30 : Histoire
d'amour.
Théâtre d'Orsay, grande salle,
20 h. 30 : Equus. — Petite salle.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
— **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES** —
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 5 novembre

20 h. 30 : Portrait de Dora.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 45 :
Antoine et Cléopâtre.
Théâtre de la Fenêtre, 20 h. 30 :
En attendant Godot ; 23 h. 30 :
Au-delà du rite.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : His-
toire d'une révolte.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Dracula
Travel.
Théâtre de la rue d'Ulm, 21 h. : la
Métaphysique d'un veau à deux
têtes.
Théâtre 13, 20 h. 45 : l'Alchimiste.
Théâtre 247, 20 h. 45 : la Veuve russe.
Tristan-Bernard, 20 h. 30 : l'Esprit
français.
Variétés, 20 h. 30 : l'Autre Valse.

Les théâtres de banlieue
Antony, Théâtre Firmin-Gémier,
20 h. 45 : l'Eternel Mari.
Boulogne, T.S.B., 20 h. 30 : Signé
Boris Vian.
Cergy-Pontoise, Théâtre de Louvrais,
21 h. : Gros Caillou.
Chelles, Centre culturel, 20 h. 30 :
la Vie de Galilée.
Corbeil-Essonnes, Centre Pablo-Ne-
ruda, 20 h. 30 : les Esprants.
Le Vésinet, Centre des arts et loisirs,
20 h. 30 : Mère Courage.
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipo,
20 h. 30 : Mère Courage.
Suresne-Brie, 21 h. : Georges Mou-
tard.
Versailles, Théâtre Montandier,
21 h. : Antigone et Monsieur
Barnett.

La danse
Palais des congrès, 20 h. 45 : le Ballet
Molodets.
Centre culturel du Marais, 21 h. :
Post Modern America.
American Center, 21 h. : Ballet
Lucky Zolba.

— CE SOIR 5 NOV. —

Théâtre EDOUARD VII
Loc. 073.67.90 et Agences

Jean DESAILLY
Simone VALERE
Yvette CHAUVIRE
Jean PAREDES

AMPHITRYON 38
Jean GIRAUDOUX

ARESKI
BRIGITTE FONTAINE
Jusqu'au 13 novembre

SPECTACLES EXCEPTIONNELS
Disques SARAVAH - Distribution R.C.A.

THEATRE FONTAINE - Direction : René DUPUY
10, rue Fontaine, 75009 PARIS - Métros Blanche et Saint-Georges.
Location : Tél. 574-52-34 - 3 FNAC et Agences.
Tous les soirs à 21 h. - Relâche Dimanche.

après 35 semaines
d'exclusivité

plus de **1.000.000**
d'entrées à Paris

VOL AU DESSUS D'UN NID DE COUCOU

toujours en exclusivité
RIO OPERA 17 27, bd des Italiens
CLUB Maisons-Alfort 17 27, bd des Italiens
EPI-CENTRE Epinal 17

Passé également au STUDIO-ALPHA en version originale.

سكنى من الامم

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque.
Chaillet, 15 h. : Caster judiciaire, de F. Lang, 16 h. 30 : Voyage en Italie, de R. Rossellini, 20 h. 30 : Les Femmes de J. Derray, 0 h. 30 : la Evolue des morts-vivants, d'A. Osmorio.

Les exclusivités

L'ARLE QU LA CUISSE (Fr.) : ABC, 2 (23-25-54), Berlitz, 7 (72-73-74), Cluny-Palace, 8 (20-27-78), Quintette, 9 (33-35-40), Ambassade, 10 (33-35-40), Marignan, 11 (33-35-40), Montparnasse-Pathe, 12 (33-35-40), Cambronne, 13 (33-35-40), Victor-Hugo, 14 (33-35-40), Wapler, 15 (33-35-40), Gaumont-Gambetta, 20 (70-71-72-73-74).

AROUND THE STONES (Ang. v.o.) : Viscione, 6 (33-35-40).

BARRY LYNDON (Ang. v.o.) : Etoile, 7 (72-73-74), Cluny-Palace, 8 (20-27-78), Montparnasse, 12 (33-35-40), BRONCO (Ang. v.o.) : Le Saïna, 2 (23-25-54).

BUGSY MALONE (A. v.o.) : Bibou, 1 (23-25-54).

CABINET DE NOTES POUR UNE ORESTIE AFRICAINE (Fr. v.o.) : La Cite, 3 (33-35-40), La Pagode, 7 (72-73-74).

LA CARRIERE D'UNE FEMME DE CHAMBER (Fr. v.o.) : Studio Mado, 1 (23-25-54).

CHIAO MARYHATTAN (A. v.o.) : Action, 1 (23-25-54).

CONFESSIONS D'UN FEMME (Fr. v.o.) : Le Mado, 1 (23-25-54).

U.G.C. MONTREUIL (Fr. v.o.) : U.G.C. Montreuil, 1 (23-25-54).

CORNER OF THE CIRCLE (A. v.o.) : Le Mado, 1 (23-25-54).

LE CORPS DE MON ENNEMI (Fr. v.o.) : Rex, 1 (23-25-54), Bretagne, 1 (23-25-54), U.G.C. Gobelin, 1 (23-25-54), Normandie, 1 (23-25-54), Paris, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54), U.G.C. Gobelin, 1 (23-25-54), Paris, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54).

COURS APRES MOI QUE JE T'ATTENDRE (Fr.) : Balaie, 8 (33-35-40), U.G.C. Opéra, 9 (33-35-40).

CRIA CUERVOS (Esp. v.o.) : Saint-Germain-Rue, 1 (23-25-54), Sirey-Lincoln, 2 (33-35-40), 14-Juillet, 11 (33-35-40), v.f. : St-Lazare-Pasquier, 8 (33-35-40), Hausmann, 9 (33-35-40), 14-Juillet-Parnasse, 9 (33-35-40), Calypso, 17 (33-35-40).

DEBOUT, LES DAMNES DE LA TERRE (Jap. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-35-40).

LA DERNIERE FOLIE (A. v.o.) : Quintette, 9 (33-35-40), Quartier-Latin, 9 (33-35-40), Sirey-Lincoln, 2 (33-35-40), Marignan, 11 (33-35-40), Montparnasse-Pathe, 12 (33-35-40), Cambronne, 13 (33-35-40), Victor-Hugo, 14 (33-35-40), Wapler, 15 (33-35-40), Gaumont-Gambetta, 20 (70-71-72-73-74).

L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.o.) : Rex, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54), U.G.C. Gobelin, 1 (23-25-54), Paris, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54).

LETTERE PAYSANNE (Sén. v.o.) : La Cite, 3 (33-35-40).

MADO (Fr.) : Rex, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54), U.G.C. Gobelin, 1 (23-25-54), Paris, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54).

MISS CHERIE AMIS (J. v.o.) : Quintette, 9 (33-35-40), Quartier-Latin, 9 (33-35-40), Sirey-Lincoln, 2 (33-35-40), Marignan, 11 (33-35-40), Montparnasse-Pathe, 12 (33-35-40), Cambronne, 13 (33-35-40), Victor-Hugo, 14 (33-35-40), Wapler, 15 (33-35-40), Gaumont-Gambetta, 20 (70-71-72-73-74).

MONSIEUR ELEANOR (Fr.) : Capri, 2 (33-35-40), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54), U.G.C. Gobelin, 1 (23-25-54), Paris, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54).

MONSIEUR ELEANOR (Fr.) : Capri, 2 (33-35-40), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54), U.G.C. Gobelin, 1 (23-25-54), Paris, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54).

MONSIEUR ELEANOR (Fr.) : Capri, 2 (33-35-40), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54), U.G.C. Gobelin, 1 (23-25-54), Paris, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54).

Les films nouveaux

DU COTE DES TENNIS, film français de Marceline Maréchal : Studio de la Harpe, 9 (33-35-40), Saint-Lazare-Pasquier, 8 (33-35-40), Sirey-Lincoln, 2 (33-35-40), Marignan, 11 (33-35-40), Montparnasse-Pathe, 12 (33-35-40), Cambronne, 13 (33-35-40), Victor-Hugo, 14 (33-35-40), Wapler, 15 (33-35-40), Gaumont-Gambetta, 20 (70-71-72-73-74).

WINSTANLEY, film américain de K. Brownlow et A. Mollo, v.o. : Olympia-Entrepot, 14 (33-35-40).

FACE A FACE (A. v.o.) : Vendôme, 2 (33-35-40), Saint-Michel, 7 (72-73-74), U.G.C. Marbeuf, 8 (33-35-40), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54).

GOZILLA 1986 (Jap. v.o.) : Rex, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54), U.G.C. Gobelin, 1 (23-25-54), Paris, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54).

LE GRAND SOIR (S.) : Racine, 6 (33-35-40), 14-Juillet, 11 (33-35-40), 14-Juillet-Parnasse, 9 (33-35-40).

HOLLYWOOD COW-BOY (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-35-40), Point-Show, 6 (33-35-40).

LES HOMMES DU PRESIDENT (A. v.o.) : Bretagne, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54), U.G.C. Gobelin, 1 (23-25-54), Paris, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54).

BRONCO

de B. Piette-Mills, entre le Kennel Loach de Family Life et le Mike Leigh de Bleek Moments. Une œuvre très construite, où chaque scène peut être considérée comme un moment essentiel. Hel. France Soir dure et naturaliste, l'image, constamment belle, confère à cette éternelle histoire du conflit des générations un appréciable poids d'humanité.

JOSEY WALES, HORS LA LOI (A. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (33-35-40), Capri, 2 (33-35-40), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54), U.G.C. Gobelin, 1 (23-25-54), Paris, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54).

LA MARGE (Fr.) : Quintette, 9 (33-35-40), Concorde, 9 (33-35-40), Francisa, 9 (33-35-40), Athènes, 12 (33-35-40), Cluny-Palace, 8 (20-27-78), 14-Juillet-Parnasse, 9 (33-35-40), Calypso, 17 (33-35-40).

LES DOUZE TRAVAUX D'ASTERIX (Fr.) : Richelieu, 2 (33-35-40), Cluny-Palace, 8 (20-27-78), Balzac, 9 (33-35-40), Marignan, 11 (33-35-40), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54), U.G.C. Gobelin, 1 (23-25-54), Paris, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54).

LETTERE PAYSANNE (Sén. v.o.) : La Cite, 3 (33-35-40).

MADO (Fr.) : Rex, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54), U.G.C. Gobelin, 1 (23-25-54), Paris, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54).

MISS CHERIE AMIS (J. v.o.) : Quintette, 9 (33-35-40), Quartier-Latin, 9 (33-35-40), Sirey-Lincoln, 2 (33-35-40), Marignan, 11 (33-35-40), Montparnasse-Pathe, 12 (33-35-40), Cambronne, 13 (33-35-40), Victor-Hugo, 14 (33-35-40), Wapler, 15 (33-35-40), Gaumont-Gambetta, 20 (70-71-72-73-74).

MONSIEUR ELEANOR (Fr.) : Capri, 2 (33-35-40), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54), U.G.C. Gobelin, 1 (23-25-54), Paris, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54).

MONSIEUR ELEANOR (Fr.) : Capri, 2 (33-35-40), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54), U.G.C. Gobelin, 1 (23-25-54), Paris, 1 (23-25-54), U.G.C. Opéra, 1 (23-25-54), Liberté, 1 (23-25-54).

En soirée à 20 h. 30 et 22 h. 15

REOUVERTURE APRES TRANSFORMATION LE 10 NOVEMBRE

STUDIO CUJAS

L'ENFANT SAUVAGE de François Truffaut

29, RUE CUJAS 5 - 033-39-22

REX v.f. U.G.C. ERMITAGE v.o. U.G.C. ODEON v.o. BRETAGNE v.f.



REDFORD / HOFFMAN "LES HOMMES DU PRESIDENT"

SEUL A PARIS STUDIO DES URSULINES (v.o.) - Tél. 033-39-19

Le nouveau film d'ERMANNO OLMI

Un certain jour...

« Ce film est singulièrement attachant... Toutes les qualités qui nous ont séduits dans « Il Posto... »
JACQUES DE BARONCELLI (le Monde).

« C'est un film exceptionnel... »
PIERRE BILLARD (Journal du dimanche).

« Passionnant... »
R. BENAYOUN (le Point).

ÉLYSÉES-LINCOLN - SAINT-LAZARE PASQUIER STUDIO DE LA HARPE - STUDIO RASPAI OLYMPIC-ENTREPOT

Michel SEYDOUX présente

Pour certaines femmes : un cruel témoignage. Pour tous les hommes : une révélation.

DU CÔTÉ des tennis

avec Marie-Christine BARRAULT un film de Madeleine HARTMANN



Production Carrière One, Scenarii Films, Distribution Planfilm

GEORGE V - CONCORDE - LES IMAGES - FRANÇAIS - MONT-PARNASSE PATHE CONVENTION GAUMONT - FAUVETTE - GAMBETTA GAUMONT - MAYFAIR SAINT GERMAIN VILLAGE - QUINTETTE

periphérie : BELLE EPINE PATHE (Thiais) - PARLY II - TRICYCLES (Asnières) FRANÇAIS (Enghien) - PATHE MULTICINE (Champigny)

LE MONDE : Un morceau de bravoure... Sauter est le meilleur...	LE POINT : D'une fulgurante beauté...
L'AUREORE : Un grand film qui tombe à pic : un film à voir...	ELLE : Romy Schneider dans Mado : elle est la plus grande.
L'HUMANITÉ : Un film sur l'humanité... Remarquable...	PARISCOP : Mieux qu'un film : une œuvre.
LE QUOTIDIEN DE PARIS : Tous, dans MADO, donnent le meilleur d'eux-mêmes...	LE FIGARO : On admire la grande maîtrise de Sauter.
FRANCE-SOIR : Un vrai morceau de bravoure... On reparlera longtemps de MADO.	LE JOURNAL DU DIMANCHE : Bravo Sauter... le public doit ratifier cette fête à Mado qu'il nous donne...
LE NOUVEL OBSERVATEUR : Le film le plus accompli, le plus réussi de Sauter...	L'HUMANITÉ-DIMANCHE : Mado, ce film que nous aimons tant...
JOURS DE FRANCE : Un style souple, rapide et parfaitement maîtrisé : une réussite...	LE CANARD ENCHAÎNÉ : Si vous cherchez à vous distraire intelligemment, "Mado" est le mot de passe.

Tout le monde aime

MADO

FRANCE-SOIR

WALT DISNEY PRODUCTIONS présente JULES VERNE

20.000 Lieues sous Mers

KIRK DOUGLAS JAMES MASON

UGC NORMANDIE - REX - PARAMOUNT OPÉRA - BRETAGNE - MAGIC CONVENTION - UGC Gobelins - UGC ODEON - PARAMOUNT ORLÉANS - LES 3 MURAT - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT MONTMARTRE - LIBERTÉ - LES 2 SECRETAN - CYRANO Versailles - BUKY BOUSSY Val-d'Yvernes - VELIZY 2 - PARINOR Aubrey - MÉLIS Montreuil - CARREFOUR Pantin - ARTEL Rosny - ARTEL Villeneuve - GAMMA Argenteuil

JEAN-PAUL BELMONDO

LE CORPS DE MON ENNEMI

ENTRÉE HENRI VERNIL

BERNARD BILIER, MARTIN FRANCHESSE, CLAUDE BROSSE, DANIEL VERNIL, CHARLES GÉRALD

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	61,73

ANNONCES CLASSEES

	La semaine	La semaine T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés" 3 col. et +	34,00	39,70
Bonifié insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés" 4 col. et +	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	29,00	32,69

offres d'emploi

SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE DE FORAGE « ALFOR »
FILIALE SONATRACH
RECRUTE POUR ALGER

- UN (1) EXPERT COMPTABLE CONFIRMÉ
- Age minimum : 40 ans ;
- Plusieurs années d'expérience.

POUR ALGER ET HASSI-MESSAOUD

- TROIS (3) INGÉNIEURS INFORMATIQUES
- Diplôme de l'Enseignement Supérieur ;
- Cinq ans d'expérience en Analyse de Projets « Informatique » ;
- Solides connaissances du Matériel de 3^e Génération et du système d'exploitation.

POUR SON CENTRE DE FORMATION DE HASSI-MESSAOUD

- DES INSTRUCTEURS
- a) EN TECHNIQUE DE FORAGE :
 - Niveau : Secondaire mini. ;
 - Age : 40 ans ;
 - Expérience de 15 ans dans Filière dont quelques années comme Chef de Chantier.
- b) EN ÉLECTRICITÉ :
 - Niveau : Secondaire ;
 - Age : 35 ans ;
 - Expérience de 5 ans comme Electricien de Sonde et Diesel.
- c) EN MÉCANIQUE :
 - Niveau : Secondaire ;
 - Age : 35 ans ;
 - Expérience de 5 ans en Mécanique de Sonde de Forage.

CONDITIONS GÉNÉRALES

- Libres rapidement.
- Libres de tout engagement.

SALAIRE SELON COMPÉTENCE ET EXPÉRIENCE.

ADRESSER CURRICULUM VITAE DÉTAILLÉ AVEC RÉFÉRENCES PROFESSIONNELLES ET PRÉTENTIONS A : « ALFOR »

1, PLACE BIR-HAKEIM - EL-BIAR/ALGER.



emploi régional

GRANDE BANQUE RÉGIONALE DE L'OUEST de la France avec siège à NANTES

FISCALISTE
ayant formation et expérience, en fiscalité des entreprises. Ecrire avec curriculum vitae à l'adresse ci-dessous :
N° 604 - Mail Fêtes Automnales, 7 X, 44040 Nantes Cédex

offres d'emploi

Cie Générale de Géophysique
8, rue Calvaud, 91301 MASSY
Direction Financière
DEUX CADRES
destinés à pourvoir :
— 1 poste aux U.S.A. après complément formation en France pour supervision comptable, fiscale, administrative et financière des activités du groupe en Amérique du Nord (plusieurs filiales et établissements).
— 1 poste au siège social à MASSY pour contrôle des documents et intervention dans les implantations françaises et étrangères du groupe.
IL EST EXIGÉ :
— Une formation commerciale supérieure + DEC. ;
— Une expérience de quelques années en comptabilité et fiscalité ;
— Une bonne maîtrise de l'anglais ;
— 20 ans minimum.
Adresser C.V., photo et prétentions au Département des Relations Humaines

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TÉLÉCOMMUNICATIONS
banlieue Sud-Ouest de Paris
recherche pour travailler en liaison étroite avec le Chef de service comptabilité analytique

JEUNE CADRE
titulaire DEC ou diplôme
Institut Sciences Politiques
(section économique et financière)
Connaissances en informatique appréciées
Envoyer C.V. (avec photo) et prétentions sous n° 83.783 CONTEXTE Publiée, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud
1) INFIRMIÈRES D.E. NUIT
2) AIDE-SOIGNANTE NUIT
46 h. par semaine, salaire intéressant + prime 750 F. Possibilités logement collégiale. Ecrire ou téléphoner : 022-70-50 poste 215

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule
Bon salaire - Situation stable
Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

Bon salaire - Situation stable

Tél. : 235-19-11

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 ans, 114, r. de la Glacière, 75003 Paris. Tél. : 331-48-82.

18^e PTE DE CLIGNANCOURT INFIRMIÈRE LIBÉRALE ch. INFIRMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

pavillons	pavillons	propriétés	propriétés	propriétés	propriétés	terrains	manoirs
FORET DE CHANTILLY MAISON DE 5 P. PRIX 312.900 F. MAISON MODELE 11 km EST COTEAU MARNE 56 P.	PAVILLON-SOUS-BOIS - Paris. 400 m ² pav. confort 240 m ² hab. 2 s. de bain, 3 chambres en duplex + 2 s. de bain, 3 wc, local cuisine. Excellent état. PRIX : 300.000 F. - Tél. : 848-77-61 02 93-26-10	LA SOLOGNE 290 HA SE DÉCOMPOSANT : 40 HA D'ÉTANGS, 20 HA DE CULTURE, 3 HA DE LANDES. LE RESTE EN RESINEUX + 1 maison de gardien + 1 corps de ferme en bon état. P. 5.800.000 F. RENSEIGN. TEL. : 050-56-54.	VOUS RECHERCHER UNE DEMEURE RUSTIQUE A LA PORTE DU PERIGORD nous avons « LES MERVEILLES » ancienne ferme avec pigeonnier, toute en pierres appareillées du pays, 5 pièces principales, cheminées, poutres, vastes dépendances aménageables, terrain arboré de 8.000 m ² . Assiette très rare : 430 000 F. Profitez du long week-end du 12-Novembre pour la visiter. Appelez 723-70-82 pour prise de R.V.	TOURNAI 2 h. par autoroute ou rail. Propriété du XVIII ^e V. Imprim. sur Loire, 10 p. principales, 5 salles de bain, tout confort. 1.100.000 F. A. M. S. 710-77-77. P. 1.100.000 F. A. M. S. 710-77-77. ST-GERMAIN-EN-LAYE 25 km par autoroute sud TRES BELLE PTE 12 ch. av. de terrain paysagé. P. 1.100.000 F. P. 1.100.000 F. A. M. S. 710-77-77. SAINT-GERMAIN (Anglais) 15 km par autoroute sud 2 h. par autoroute ou rail. Propriété du XVIII ^e V. Imprim. sur Loire, 10 p. principales, 5 salles de bain, tout confort. 1.100.000 F. A. M. S. 710-77-77. PROVENCE, Alpes, Bastide XVIII ^e classée, M. H. bon état. Platanes abondants, jardin 8.000 m ² . Possibilité 10 ha. PROVENCE, Lubéron, Mas 2.500 m ² par cheminée, 10 ha bois et arboré, très belle vue. P. 1.100.000 F. A. M. S. 710-77-77. AGENCE EMILE GARCIN 6 boulevard Mirabeau, 12101 Saint-Rémy-de-Provence. Tél. (04) 92-01-24.	COTE D'AZUR ARRIERE-PAYS - 30 ^e MER BERGERIE Village - Vue EXCEPTIONNELLE Terrains boisés 72 hectares. P. 1.100.000 F. CALME ABSOLU. Eau, électricité. autorisation const. P. tr. inf. 22-54-94 NONY MOULIN LIBRE - 1 habitation. Terrain 10 ares. P. 1.100.000 F. BIEUC (BRETAGNE) 245-08-94 Près ST-GERMAIN-EN-LAYE SITUATION EXCEPTIONNELLE Calme - Parc 2.500 m ² ou propriété même à rénover. 22-54-94, de 9 h à 12 h VILLEBON - ORSAY 300 m ² . Grde façade. Site boisé. résidentiel. Rare - 814-01-12 CELLE-ST-CLOUD - URGENT Terr. à bâtir toutes viabilités. 20 m x 25 m. Calme, boisé. P. 425.000 F. - J.M.B. 970-79-79 RESIDENCE DE MARLY 1.000 m ² à 1.400 m ² F.P.L. - 974-07-06. villégiatures forêts COTE D'OR, 220 HA. Feuillus, résineux, source. Proximité rivière, idéal chasse. P. 1.000.000 de F. RICHEZ. S.P. 29, 8750 AVALON. Tél. (03) 24-02-44.	MORBINAN . Très jol. manoir XVI ^e à restaurer. 3.000 m ² . PROXIM. LA TRINITE (50). Authent. chaumières restaurées, 5 pces, tout conf. Petit jardin. LEGION SAINT-MALO . Jolies ruines châteaux fort classé avec bouqs communs. XVIII ^e , 3 hectares. PROXIM. DINAN (22). Manoir XVIII ^e , tout conf. Parc 2,5 ha. Plusieurs autres manoirs dans l'ouest. Forêts et manoirs de France, 35000 VITRE. Tél. (03) 72-22-01 - sans sur. sm. châteaux Région CAEN, jol. CHATEAU 16 ^e , 12 p. confort. Parc 11 ha. Poss. séjourner tout l'été. 1.000 m ² à 1.400 m ² . HAYENNE, CHATEAU 17 ^e , 20 p. Bon état. Parc 3 hectares. ANJOU, jol. CHATEAU. Logis 6 h. de Paris. P. 12 ha. GUIMPER, 20 km mer : SU- PERBE MAISON 17 ^e , 10 p. 4 ha. NOUARD S.P. et LAVAL (43) 53-25-21 immeubles SOMMES ACHETEURS ayant 25 décennies au constant, d'ou imm. de rapport important, au 2 ^e km. moyenn. Paris unique- ment. M. KREMPFF & M. MORELLO, 11, rue de l'An- nuaire-Parisien, Paris-10. Tél. 72-14-41 postes 1 et 32	

LE MONDE IMMOBILIER BANLIEUE.

GRILLE A/B	2500	2000	90%	CF	1974	Immeuble	Nombre d'app.	Maisons individuelles	Garages particuliers	Garages en sous-sol ou box	Parking en surface	Gare	RER	Autobus
N° Dép. et grille	Prix moyen du m ²	Prix moyen du m ² par mètre carré	taux de prêts cumulé et durée	taux de crédit	année de livraison	Immeuble	Nombre d'app.	Maisons individuelles	Garages particuliers	Garages en sous-sol ou box	Parking en surface	Gare	RER	Autobus

78 REVISABLE FD 90% CF 1974 Immeuble Nombre d'app. Maisons individuelles Garages particuliers Garages en sous-sol ou box Parking en surface Gare RER Autobus	78 REVISABLE FD 90% CF 1974 Immeuble Nombre d'app. Maisons individuelles Garages particuliers Garages en sous-sol ou box Parking en surface Gare RER Autobus	78 REVISABLE FD 90% CF 1974 Immeuble Nombre d'app. Maisons individuelles Garages particuliers Garages en sous-sol ou box Parking en surface Gare RER Autobus	78 REVISABLE FD 90% CF 1974 Immeuble Nombre d'app. Maisons individuelles Garages particuliers Garages en sous-sol ou box Parking en surface Gare RER Autobus	78 REVISABLE FD 90% CF 1974 Immeuble Nombre d'app. Maisons individuelles Garages particuliers Garages en sous-sol ou box Parking en surface Gare RER Autobus	78 REVISABLE FD 90% CF 1974 Immeuble Nombre d'app. Maisons individuelles Garages particuliers Garages en sous-sol ou box Parking en surface Gare RER Autobus	78 REVISABLE FD 90% CF 1974 Immeuble Nombre d'app. Maisons individuelles Garages particuliers Garages en sous-sol ou box Parking en surface Gare RER Autobus	78 REVISABLE FD 90% CF 1974 Immeuble Nombre d'app. Maisons individuelles Garages particuliers Garages en sous-sol ou box Parking en surface Gare RER Autobus
---	---	---	---	---	---	---	---

LA HENIN crédits immobiliers 16, rue de la Ville l'Évêque 75008 Paris - tél. : 260-35-15 COGEMO	78 REVISABLE FD 90% CF 1974 Immeuble Nombre d'app. Maisons individuelles Garages particuliers Garages en sous-sol ou box Parking en surface Gare RER Autobus	78 REVISABLE FD 90% CF 1974 Immeuble Nombre d'app. Maisons individuelles Garages particuliers Garages en sous-sol ou box Parking en surface Gare RER Autobus	78 REVISABLE FD 90% CF 1974 Immeuble Nombre d'app. Maisons individuelles Garages particuliers Garages en sous-sol ou box Parking en surface Gare RER Autobus	78 REVISABLE FD 90% CF 1974 Immeuble Nombre d'app. Maisons individuelles Garages particuliers Garages en sous-sol ou box Parking en surface Gare RER Autobus	78 REVISABLE FD 90% CF 1974 Immeuble Nombre d'app. Maisons individuelles Garages particuliers Garages en sous-sol ou box Parking en surface Gare RER Autobus	78 REVISABLE FD 90% CF 1974 Immeuble Nombre d'app. Maisons individuelles Garages particuliers Garages en sous-sol ou box Parking en surface Gare RER Autobus	78 REVISABLE FD 90% CF 1974 Immeuble Nombre d'app. Maisons individuelles Garages particuliers Garages en sous-sol ou box Parking en surface Gare RER Autobus
--	---	---	---	---	---	---	---

سكرا من الاميل

PRESSE

PREMIÈRE ÉTAPE D'UN PLAN DE DIX-HUIT MOIS

M. Hersant annonce la prochaine fusion de « Paris-Normandie » et du « Figaro »

Les chefs de service du quotidien « Paris-Normandie » ainsi que les délégués du personnel ont été convoqués, jeudi soir 4 novembre, pour être informés de la réunion tenue le matin même par M. Robert Hersant avant la rédaction du « Figaro ». Ils ont appris qu'un processus de fusion du quotidien normand avec « le Figaro » était engagé et aboutirait en mars 1977. Mais les responsables de « Paris-Normandie » n'ont pas pu garantir que le titre du journal serait sauvegardé, pas plus qu'ils n'ont pu se prononcer sur la liquidation éventuelle de la Société normande de presse républicaine (S.N.P.R.), editrice du journal normand.

L'avenir dépendra, auraient-ils laissé entendre, du redressement des finances de « Paris-Normandie » dans les trois prochains mois. Les compressions de personnel seraient également subordonnées à l'opération de fusion.

A l'hôtel Mériadieu, à Paris, M. Robert Hersant a été rejoint, jeudi matin 4 novembre, par l'équipe de rédaction du « Figaro », conduite par M. Jean d'Ormesson, en présence de M. Pierre Bernard Wolf, directeur de la rédaction de « Paris-Normandie ». Exprimant un plan de dix-huit mois de développement du « Figaro », M. Hersant a fait part de son intention de fusionner sous ce titre tous les quotidiens qu'il possède ou contrôle en province, soit une douzaine. La première étape de cette opération serait le « Figaro-Normandie ». Ce plan est fondé, bien entendu, sur la mise en place des unités satellites d'impression, grâce au fait-simulé, dans plusieurs villes de province.

Pour réaliser ce premier « produit de synthèse », qui ne serait ni le « Paris-Normandie » actuel ni le « Figaro » traditionnel, une équipe-laboratoire de l'AGPI — agence interne au groupe Hersant — va s'installer dans les locaux de la rédaction du « Figaro ».

Rappelons que « Paris-Normandie » a été créé en 1945 à partir des biens du « Journal de Rouen », mis sous séquestre à la Libération. La société gérante S.N.P.R. était constituée, et ses parts confiées à trente-sept porteurs — anciens résistants — qui avaient versé chacun 10 000 francs de l'époque. La direction de « Paris-Normandie » était confiée à M. Pierre-René Wolf.

En janvier 1971, la rédaction était informée par M. Wolf que M. Robert Hersant avait obtenu l'engagement de vente de treize associés de la société, ce qui lui conférait une majorité de blocage dans la S.N.P.R. Cette nouvelle provoquait une vive réaction parmi les journalistes, qui menaçaient de quitter le journal. Mais, à la suite de la médiation de M. Wolf, la situation s'est calmée. M. Hersant a promis de ne pas intervenir, quel qu'en soit le résultat, dans le processus de la Société des journalistes de « Paris-Normandie » et les sections syndi-

cales déclinaient, en mai 1972, une grève de huit jours qui aboutissait à une promesse de protocole d'accord.

La signature de ce protocole, qui garantissait les droits de la rédaction, intervenait le 29 juin 1972. Mais, deux ans plus tard, M. Robert Hersant, invoquant les difficultés économiques de « Paris-Normandie », révisait cet accord.

L'ACHAT DU « FIGARO »

L'Expansion publie un entretien de son directeur, M. Jean-Louis Servan-Schreiber, avec M. Robert Hersant. « Comment, lui demandait-il notamment, avez-vous financé les 55 millions du Figaro ? »

« Pour le Figaro », répond M. Hersant, compte tenu des fonds propres de ce journal, le prix réel a été de 44 millions, dont 30 millions à régler comptant. L'entreprise disposait d'une trésorerie de 10 millions, immédiatement mobilisable. Les 20 autres millions ont été trouvés en trois jours, en faisant le tour des banques avec lesquelles nous travaillons depuis dix ou vingt ans. Je disais à chaque banque : nous avons besoin de 3 millions. Arrivés à la septième, nous disposions des 20 millions nécessaires. Ce qui représente moins de 2 % du chiffre d'affaires que nous réalisons avec nos banquiers. Leur effort n'a donc rien d'extraordinaire. Il demeure dans le cadre habituel des rapports entre clients et banquiers. »

L'Expansion ajoute ce commentaire : « Depuis dix ans, à chaque acquisition de Robert Hersant, la question était posée : « D'où vient l'argent ? » Pour la première fois, celui-ci répond clairement : des banques. Compte tenu des chiffres cités, c'est possible. Il reste qu'aujourd'hui les banques prêtent avec réticence aux journaux. Sans s'ils sont bien gérés ou bien vus... »

SPORTS

Pour affronter la Roumanie à Bucarest

AUCUN CHANGEMENT DANS L'ÉQUIPE DE FRANCE

Aucun changement n'a été apporté par les sélectionneurs dans la composition de l'équipe de France qui sera opposée à la Roumanie le 14 novembre prochain, à Bucarest. (Nos dernières éditions.)

Elle est composée de Jean-Michel Gaultier (Bagnères), Dominique Barthe (Stade toulousain), Roland Bertranne (Bagnères), François Sangalli (Narbonne), Jean-Luc Averous (Le Voulte), Jean-Pierre Festell (Béziers), Richard Astre (Béziers, capitaine), Jean-Claude Skreia (Stade toulousain), Jean-Pierre Bastia (Dax), Jean-Pierre Elvès (Stade toulousain), Guy Casparotto (Montferrand), Gérard Cholley (Castres), Gérard Puygarnaud (Pau), Alain Peco (Béziers) et Armand Vaquerin (Béziers).

Remplaçants : Christian Swierczinski (Béziers), Eric August (Nîmes), Gérard Roussel (Valence), Jacques Pouroux (Auch), Christian Badin (Brive) et Michel Drollecourt (Montferrand).

En dépit de l'adage selon lequel on ne change pas une équipe qui gagne, on préfère aux sélectionneurs l'attention de procéder à des modifications, eu du moins à un changement qui, déjà, faisait frémir les partisans institutionnels de Richard Astre. Car c'était bien le demi de mêlée que l'on croyait menacé par une constante rivalité avec Jacques Pouroux. Chacun a ses mérites, mais Richard Astre avait donné, le 30 octobre, au Parc des Princes, une telle démonstration d'efficacité, de vivacité et d'intelligence que son éviction aurait été inhumainement mise sur le compte d'une querelle de personnes. Les sélectionneurs ont la sagesse de ne pas prêter le flanc à cette critique. Puisse-t-ils avoir celle de ne pas soumettre plus avant le demi biterrois à des tests répétés, comme si lui seul, sur les quinze joueurs, avait constamment à faire ses preuves.

Tennis de table

LA HONGRIE BAT LA FRANCE (4 à 3)

Miskolc (Hongrie) (A.F.P.). — A Miskolc, ville située à 200 kilomètres de Budapest, la France s'est inclinée d'extrême justesse devant la Hongrie par 4 à 3, jeudi 4 novembre.

Cette rencontre, qui comptait pour la troisième journée du championnat de la Ligue européenne de première division et opposait les deux premiers du classement général, a eu lieu devant près de trois mille personnes. Les Hongrois présentaient une équipe au grand complet, ayant à sa tête les champions du monde Istvan Jonyer et Gabor Gergely.

Messieurs (simple). — Gergely (Hon.) b. Secretin (Fr.), 14-21, 21-17, 21-17. Jonyer (Hon.) b. Brocheau (Fr.), 21-15, 21-15. Gergely (Hon.) b. Brocheau (Fr.), 21-15, 19-21, 21-12. Secretin (Fr.) b. Jonyer (Hon.), 21-10, 17-21, 21-14.

Doubles. — Secretin-Brocheau b. Jonyer-Rampon (Fr.), 21-11, 21-15.

Dames (simple). — Kishazi (Hon.) b. Bergeret (Fr.), 21-15, 21-14.

Doubles mixte. — Secretin-Bergeret b. Gergely-Magocs, 21-13, 21-11.

BASKET-BALL. — L'A.S.P.O.

Tours a remporté, jeudi 4 novembre, sa première victoire après trois défaites dans la Coupe d'Europe des clubs champions. Dans leur salle, les Tourangeux ont eu cependant les plus grandes difficultés à vaincre les joueurs de Vienne : 103 à 102 après une prolongation de cinq minutes, les deux équipes étant à égalité à la fin du temps réglementaire.

CYCLISME. — L'équipe formée de Bernard Thévenet (France) et de Günther Haritz (Allemagne fédérale) a gagné les Six Jours de Grenoble, qui se sont terminés le mercredi 3 novembre, à minuit. Elle précède celle de Moser (Italie) - Pijnen (Pays-Bas) et celle de Serru (Belgique) - Gimondi (Italie).

SITUATION LE 5-11-76 À 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 5 novembre à 0 heure et le samedi 6 novembre à 24 heures :

La nouvelle perturbation faible-messagère, et accompagnée d'air maritime un peu plus doux, qui affectait vendredi matin la moitié ouest de la France, continuera à progresser vers l'est. Elle sera peu active sur le pourtour méditerranéen. À l'arrière de cette perturbation de l'air un peu moins doux et instable pénétrera lentement sur nos régions du Nord et de l'Ouest.

Samedi, sur le sud des Alpes et les régions méditerranéennes, le temps restera nuageux avec des éclaircies sur le reste de la France. Le temps sera souvent très nuageux. On notera des pluies passagères, faibles, qui seront surtout localisées, le matin, de la Vendée et des Charentes au Nord-Est et au nord des Alpes ; le soir, des précipitations locales aux Vosges et au Jura. Au début, ces pluies pourront être précédées d'un peu de neige sur les montagnes de l'Est à assez basse altitude. De la Bretagne à la frontière belge, puis sur l'Ouest et le Sud-Ouest, le temps plus variable pourra comporter quelques éclaircies passagères. Les précipitations éparses seront à caractère d'averses.

L'adoucissement progressif des régions de l'Est, l'après-midi, sera le résultat d'un effet de foehn relatif se fera sentir de la Bretagne aux Flandres, puis le soir dans l'Ouest.

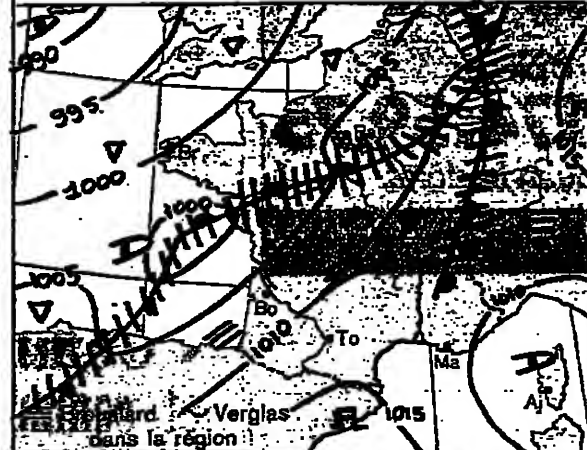
Vendredi 5 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 014 hPa, soit 758 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5) :

Paris-Le Bourget, 14 et 3 degrés ; Biarritz, 13 et 9 ; Bordeaux, 12 et 8 ; Brét, 12 et 7 ; Caen, 11 et 7 ; Cherbourg, 11 et 6 ; Clermont-Ferrand, 11 et 5 ; Dijon, 9 et 0 ; Grenoble, 5 et 4 ; Lille, 11 et 8 ; Lyon, 6 et 2 ; Marseille, 14 et 8 ; Nantes, 13 et 8 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 13 et 6 ; Pau, 11 et 8 ; Perpignan, 14 et 8 ; Strasbourg, 7 et 0 ; Tours, 11 et 7 ; Toulouse, 10 et 4 ; Poitiers-Pitres, 28 et 24.

Températures relevées à l'étranger :

PRÉVISIONS POUR LE 6-11-76 DÉBUT DE MATINÉE



Alger, 16 et 9 degrés ; Amsterdam, 12 et 5 ; Athènes, 21 et 16 ; Berlin, 10 et 3 ; Bonn, 9 et 0 ; Bruxelles, 10 et 4 ; Les Canaries, 27 et 18 ; Copenhague, 9 et 5 ; Genève, 9 et 5 ; Lisbonne, 18 et 12 ; Londres, 11 et 7 ; Madrid, 12 et 4 ; Moscou, -5 et -9 ; New-York, 15 et 9 ; Palma-de-Majorque, 17 et 8 ; Rome, 19 et 10 ; Stockholm, 4 et 3 ; Téhéran, 18 et 4.

MÉTÉOROLOGIE

Visites, conférences

SAMEDI 6 NOVEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Casernes nationales des monuments historiques, 14 h. 45, portail de l'église, avenue Ledru-Rollin. Mme Legros : « Le faubourg Saint-Antoine et la Bastille. Exposition à Saint-Antoine-des-Quinze-Vingts. — 15 h. grille de l'avenue, Mme Garnier-Anibert : « Les invalides, fondation de Louis IX, et le tombeau de l'empereur ». — 15 h. 23, quai Conti, Mme Penne : « Le Vau à Paris : la chapelle de l'Institut, la colonnade du Louvre ». — 15 h. 42, rue Saint-Antoine, Mme Vermeersch : « L'hôtel de Sully et l'opposition Piranesi ».

CONFÉRENCES. — 15 h. Palais de la découverte, avenue Franklin-D. Roosevelt, M. Jean Boudrie : « Que serait le monde sans chimie ? ». — 16 h. 13, rue Étienne-Marcel : « Éliminer la tension nerveuse, c'est changer la vie » (Méditation transcendante) (entrée libre). — 14 h. 45, Théâtre Tristan-Bernard, 64, rue du Rocher, Mme Pierrette Baril : « Mariage d'amour et mariage de raison ». M. Henri Quéffelec : « La lumière enchantée ». Mme Pascal Bompard : « Les problèmes de la majorité et Jacques Chirac » (Club du Faubourg). — 17 h. bibliothèque Burton, 15 bis, rue Burton, M. Michel Brigue : « Le « Beau chaos » (Les Causeries du samedi) (entrée libre).

loterie nationale

Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMINAL	MAISON	FINALES ET NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	TERMINAL	MAISON	FINALES ET NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER
1		811	tous groupes	500	7		17	tous groupes	150
		14 401	groupe 1	2 000			87	tous groupes	150
		79 711	groupe 2	5 000			057	tous groupes	500
		7 651	groupe 2	10 000			277	tous groupes	500
			autres groupes	1 000			14 407	groupe 1	2 000
							1 287	groupe 2	5 150
2		782	tous groupes	500			3 807	autres groupes	1 150
		342	tous groupes	500			8 957	autres groupes	5 000
		14 402	groupe 1	2 000			79 717	groupe 1	5 000
		79 712	groupe 2	5 000				autres groupes	1 000
		23 632	groupe 1	100 000				autres groupes	1 000
			autres groupes	5 000				groupe 2	5 150
3		883	tous groupes	500			7 288	groupe 2	5 000
		14 403	groupe 1	2 000			79 718	autres groupes	1 000
		8 943	groupe 1	5 000			6 928	groupe 2	5 000
		9 713	autres groupes	1 000			8 158	groupe 4	10 000
		79 713	groupe 2	5 000			65 908	autres groupes	1 000
			autres groupes	1 000				groupe 3	100 000
								autres groupes	5 000
							14 408	groupe 1	1 000 000
								autres groupes	20 000
4		14 404	tous groupes	70			14 409	groupe 1	2 000
		4	tous groupes	220			4 149	groupe 4	5 000
		394	tous groupes	570			9 709	autres groupes	1 000
		544	tous groupes	570			79 719	autres groupes	1 000
		5 194	groupe 1	2 070			23 039	groupe 2	5 000
		79 714	groupe 2	1 070				groupe 4	100 000
			autres groupes	5 220				autres groupes	5 000
5		485	tous groupes	500			0	tous groupes	70
		2 995	groupe 1	2 000			14 400	groupe 1	2 070
		4 655	autres groupes	5 000			79 710	groupe 2	5 070
		12 215	autres groupes	1 000			09 080	groupe 1	100 070
		79 715	groupe 1	100 000				autres groupes	5 070
			autres groupes	5 000					
			groupe 2	2 000 000					
			autres groupes	50 000					
6		56	tous groupes	150					
		526	tous groupes	500					
		14 406	groupe 1	2 000					
		5 446	groupe 4	5 000					
		5 625	autres groupes	5 000					
		5 646	groupe 4	1 000					
			autres groupes	5 000					
		79 716	groupe 3	1 000					
		3 238	autres groupes	1 000					
		4 546	groupe 2	10 000					
			autres groupes	1 000					
			groupe 1	10 000					
			autres groupes	1 000					

TRANCHE DE LA SAINT-HUBERT

TIRAGE DU 4 NOVEMBRE 1976

PROCHAIN TIRAGE

LE 10 NOVEMBRE 1976

à MALAKOFF (Haut-de-Seine)

51%

LOTTO

8 9 30 33 40 46 3

TIRAGE No 24

NUMERO COMPLEMENTAIRE 3

PROCHAIN TIRAGE LE 10 NOVEMBRE 1976

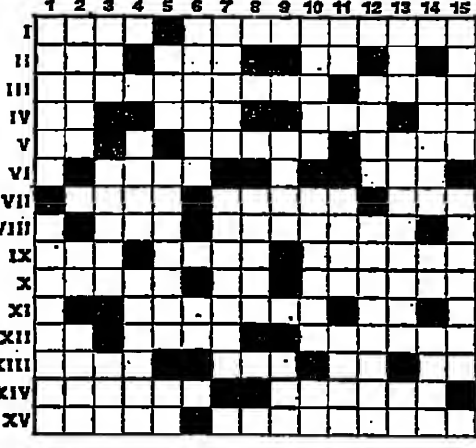
VALIDATION JUSQU'AU 9 NOVEMBRE APRES-MIDI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 605

HORIZONTALEMENT

I. Convulsion d'un être sur le point d'expirer. Règle de trois. — II. Toujours une somme, parfois un fardeset. Mesure. Symbole. — III. Preuve que les travaux de la campagne ont porté leurs fruits. — IV. Mer épelée. — V. Un usage suffit à le troubler tout en l'écrouissant. Ne veut rien savoir. — VI. Positif. — VII. Vraiment désole. — VIII. Certains furent faibles à César. — IX. Où le supérieur, placé à l'interieur, ne pouvait voir que le postérieur de son inférieur (pluriel). Nécessite une pose dans le travail. — X. Cours étranger. — XI. Répondent une clientèle de passager. — XII. Pièce de valeur. — XIII. Satisfait à ses victimes. — XIV. Grand à l'étranger. Souventes fois taquinée dans le passé. C'est une spruue. — XV. Ne dure donc qu'un temps. Grecque. — XVI. Rend moins dangereux. — XVII. Est quelque peu péjoratif. — XVIII. Grande de droite ou de gauche. Elle est morte dans les bols, en plein hiver. — XIX. Pieux registre.



— 2. Cours. Préfixe. Eau courante. — 3. Morceau de corrompu. Echantillon sans valeur. — 4. Coule en Italie. Très fin. — 5. Terme de jeu. Mise en lieu sûr. Note. — 6. Souillures. Conjonction. — 7. Louper. Leur peau est mise à prix. — 8. Moyen de transport agréable et pratique. — 9. Se jette à l'occasion. Verbe latin. — 10. Providentielle par définition. — 11. Inspecit. Sevit dans certaines sphères. Nombreux sont ses enfants qui ont connu l'Amour alors qu'ils étaient encore très jeunes. — 12. Genre de poire. Refroidissements. — 13. Chef de maison. Attributs. D'un auxiliaire. — 14. Permet de boucher. — 15. Son père subvint aux besoins de ses sujets. Font signe de monter.

Solution du problème n° 1 604

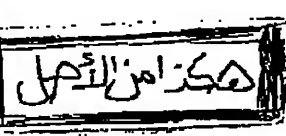
Horizontalement

I. Relis (monnaies). Upas. — II. Avoir (comptabilité). Eve. — III. Oïen. — IV. Statuaire. — V. Oï. Altier. — VI. Nissée. — VII. Na. — VIII. Uti. — IX. Ré. — X. Sévère. — XI. Ré. — XII. Caressees.

Verticalement

I. Renaissance. — II. 2. Ev. — 3. Tota. — 4. Sala. — 5. Si. — 6. Tota. — 7. 5. Rouleau. — 8. Laisserie. — 9. Petit. — 10. 4. Averse. — 11. 6. Sérés. — 12. 8. Anée.

GUY BROUTY.



du Liberté à l'Opéra,
il faut 12 minutes.

(12 mn de RER. Le temps que vous prenez habituellement pour garer votre voiture.)

du studio au 6 pièces
Le Liberté: 774.59.75
sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place: 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre.
Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Fermé mardi.

POUR RÉUSSIR UN COUPLE « PRODUIT-MARCHÉ »

L'INTUITION NE SUFFIT PAS

L'Institut National des Techniques Commerciales et Marketing — Institut spécialisé du groupe I.F.C. — Institut Français de Gestion — patronné par l'IN.M. — Institut National du Marketing.

— à partir, le 25 novembre prochain, deux sections nouvelles :

« ETUDES COMMERCIALES »

destinée aux cadres d'entreprise ayant à mener ou à exploiter des études et de diversification des produits ou de lancement de produits nouveaux.

« DIRECTION DES PRODUITS »

destinée aux cadres d'entreprise concernés par les problèmes de gestion et de diversification des produits ou de lancement de produits nouveaux.

Chaque section propose un cycle de perfectionnement de 25 jours, répartis sur un an à raison de deux à trois jours par mois, avec pour objectifs :

- de permettre une approche claire et complète des rôles de chacun ;
- de définir leurs relations avec les autres fonctions de l'entreprise ;
- pour la section « études commerciales », d'optimiser les moyens de recherche et d'exploitation de la connaissance des marchés ;
- pour la section « direction des produits », d'étudier les techniques propres à la spécialité : stratégies marché, produits, prix, distribution, action.

Reinscriptions et inscriptions :
M. TABOURET - ENTREPRENEUR MARKETING
GROUPE I.F.C., 37, QUAI DE GRENELLE, 7533 PARIS CEDEX 13.
Tél. : 578-61-32.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Tribunal de Commerce de Paris

JUGEMENT DU 4 AOUT 1976

POUR : SIA RADIO-PYGMALION, créée est le fait d'OCCAPHOT et de la FNAC.

CONTRA : LA FNAC et SIA OCCAPHOT.

CONCURRENCE PHOTO-PYGMALION/RADIO-PYGMALION : OCCAPHOT a été constituée par la FNAC et ESSEL et THERET, ses dirigeants. La FNAC et ses dirigeants ont soutenu les maîtres.

La FNAC est intervenue sur le côté impair du bd Sébastopol, par le moyen d'OCCAPHOT, dans l'activité PHOTO-CINE-RADIO, alors que RADIO-PYGMALION y exploite un fonds créé en 1939.

USAGE DU MOT PYGMALION : L'usage du mot PYGMALION ne constitue pas, en soi, concurrence déloyale, mais prend ce caractère s'il est utilisé par modification d'enseigne par un magasin se mettant à vendre des produits concurrents du volon immédiat, installé dans la même commerce et sous l'enseigne PYGMALION depuis 1939.

Si le mot PYGMALION n'est pas susceptible d'appropriation par RADIO-PYGMALION, son utilisation par PHOTO-PYGMALION, deux-dix ans après, révèle l'intention de créer une confusion.

L'usage du mot PYGMALION constitue tel concurrence déloyale.

PUBLICATIONS : Utilisant un graphique très semblable à celui de RADIO-PYGMALION et susceptible de créer confusion, OCCAPHOT a annoncé l'ouverture du magasin « PHOTO-RADIO-HIFI » et invité la clientèle à se rendre à la FNAC.

Elle a reproduit mot pour mot le texte des conditions de RADIO-PYGMALION.

Ces agissements constituent concurrence déloyale.

LES APPAREILS D'OCCASION : Les panneaux publicitaires affichés : « APPAREILS DE SECONDE MAIN », RADIO-PYGMALION est déloyale, alors que RADIO-PYGMALION ne vend que des produits neufs.

OCCAPHOT a pour activité la vente d'appareils d'occasion. Or il n'existe ni en vente ni à l'intérieur du magasin PHOTO-PYGMALION-OCCAPHOT aucun appareil d'occasion. Il n'y a jamais eu d'appareil d'occasion depuis l'ouverture.

Utilisant un argument mensonger susceptible de créer confusion, OCCAPHOT-PHOTO-PYGMALION a agi de manière déloyale. Le trouble

du Liberté à l'Etoile,
il faut 7 minutes.

(7 mn de RER, c'est beaucoup moins que votre périple quotidien.)

du studio au 6 pièces
Le Liberté: 774.59.75
sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place: 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre.
Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Fermé mardi.

Les maires sont-ils prêts à partager leurs pouvoirs ?

En recevant, il y a quelques jours, des mains de M. Olivier Guichard, le rapport sur le développement des responsabilités des collectivités locales, M. Giscard d'Estaing a dit : « La réforme des collectivités est fondamentale, elle peut être une révolution tranquille » (« Le Monde » des 23 et 26 octobre).

Dans les prochaines semaines, le gouvernement va s'attacher — au cours de plusieurs réunions interministérielles — à l'étude détaillée des propositions du

rapport, afin, comme le chef de l'Etat s'y est engagé publiquement, de préparer pour la prochaine session parlementaire un projet de loi. Il n'est pas exclu, d'autre part, qu'un certain nombre de propositions puissent faire l'objet de décisions réglementaires.

Rappelons, d'autre part, que M. Guichard a suggéré dans la lettre qu'il a adressée au président de la République en lui présentant ses travaux d'organiser un référendum — qui ne pourrait de

toute façon prendre place qu'après les élections municipales — sur les orientations générales du rapport.

Nous publions ci-dessous deux points de vue qui ouvrent le débat public sur cette réforme : ceux de M. Marc Faure, président de l'association du quartier Notre-Dame-Vivienne à Pontoise, et de Daniel Hymans, docteur en droit, ainsi que les remarques sur le rapport, Guichard de M. Marcel Rosette, membre du comité central du parti communiste.

« Communes-fictions » et communes « nationalistes »

par DANIEL HYMANS

La publication du rapport Guichard est l'occasion de repenser les conditions de fonctionnement de la démocratie locale en France. Pendant quelques semaines, celles-ci seront au centre de l'actualité, mais il est à craindre — les exemples en d'autres matières sont nombreux — que l'intérêt ne demeure passager. L'objectif essentiel doit être la participation du citoyen, de l'habitant, à la vie de sa ville, de son village, de sa commune, et, en l'état actuel, l'examen de cette participation amène à formuler un constat assez pessimiste.

Ce constat se présente comme la résultante de quelques chiffres, de quelques faits, dont le premier est le nombre des communes. Il y a près de trente-six mille cinq cents communes en France, c'est-à-dire pratiquement autant que dans tous les autres pays de la Communauté économique européenne. Parmi celles-ci, 82 % ont moins de dix mille habitants et représentent une population moindre que les 2 % restants. Plus encore, 80 % des communes françaises ont moins de mille habitants. Un tel phénomène est encore accentué par l'urbanisation, et s'accompagne du vieillissement des petites communes.

Le nombre des maires et des conseillers municipaux est à la mesure du nombre des communes. Il y a en France plus de cinq cent mille maires et conseillers municipaux près des trois cinquièmes représentent des communes de moins de cinq cents habitants, soit six millions de Français. Par contre, les douze millions de Français qui habitent les villes de plus de cent mille habitants (0,1 % des communes) ne sont guère représentés par environ mille cinq cents élus.

Un autre fait est celui de la répartition socio-professionnelle et par âge des maires. Les ouvriers (37 % de la population) ne représentent que 4 % des maires. Les maires qui proviennent des professions libérales sont deux fois plus nombreux que les maires ouvriers, mais les retraités comptent plus de 25 % des maires dans ce pays. Le déséquilibre en fonction de l'âge se révèle de même. Plus de 64 % des maires ont plus de cinquante ans, tandis que 28 % seulement de la population a plus de cinquante ans.

Il faut enfin rappeler que les maires des villes de plus de quatre-vingt mille habitants sont pratiquement tous des parlementaires. Le problème posé est alors celui du choix donné à l'électeur selon qu'il vote pour son maire ou pour son député. S'il élit un maire, il en fera vraisemblablement un député, et si son maire est battu, il perdra sans doute sa représentation. La règle devrait être la possibilité d'être l'un et l'autre sans condition. Plus de 64 % des maires ont plus de cinquante ans, tandis que 28 % seulement de la population a plus de cinquante ans.

Il est indispensable de mettre en place les rouages d'une démocratie plus directe. Une telle approche suppose tout d'abord l'établissement, entre élus et population, de structures de dialogue telles que les commissions extra-municipales, comprenant certains conseillers municipaux mais largement ouvertes aux habitants. De même, l'information périodique et accessible — par exemple par l'intermédiaire du bulletin municipal — devrait être obligatoire pour toutes décisions prises, notamment budgétaires. Mais l'essentiel serait d'accorder des droits et des responsabilités aux associations.

Dans les grands centres urbains, les associations devraient être représentées dans toutes les commissions municipales qui correspondent à leurs centres d'intérêt. Et pourquoi ne pas envisager de les regrouper au sein d'un « mini conseil économique et social » ? Les critères qui y donneraient accès constitueraient sans doute la seule réelle difficulté de mise en œuvre, mais il est parfaitement possible de les définir (nombre d'adhérents, pourcentage minimum parmi les adhérents de membres non affiliés à un parti politique, manifestations locales de l'association, etc.). Un droit de blocage — même temporaire — pour certains projets, notamment en matière d'environnement, tout comme un droit d'initiative relatif à certaines réalisations locales (sport, commerce, culture, etc.) pourraient leur être accordés. Ces « conseils » devraient également être amenés à donner leur avis sur certaines dépenses ou ressources nouvelles.

Oui aux référendums

Pourquoi, aussi, ne pas donner la possibilité aux municipalités d'utiliser le référendum par quartier ou pour une ville sur des thèmes précis ? Les habitants devraient pouvoir sur ces thèmes — à la condition d'être en nombre suffisant, par exemple 20 % de la population concernée — imposer à leurs élus une consultation référendaire. Il est permis de penser que une telle procédure aurait évité, dans de nombreux cas, la construction de tours aujourd'hui déplorées.

Enfin, des conseils municipaux de quartier devraient être élus dans les grands centres urbains. Ils atténueraient la disparité de représentation entre communes moins peuplées et villes importantes. A ces lignes directrices devraient s'ajouter deux mesures de grande importance mais d'application plus facile. Il s'agit du non-cumul des mandats électifs et du droit de vote des résidents étrangers.

Il est admis que les tâches d'un maire d'une commune de vingt mille habitants demandent un travail à temps complet. Comment donc un maire qui est parlementaire, et qui, de plus, est souvent président d'une communauté urbaine, membre d'un conseil général ou d'un conseil régional, ou des deux à la fois, peut-il exercer des fonctions autrement qu'en les déléguant soit à des adjoints soit à des fonctionnaires ?

La rémunération des maires est intimement liée au problème du non-cumul des mandats. Le maire d'une commune de cent cinquante mille habitants perçoit une indemnité de 4 500 F, alors que ses obligations et responsabilités sont au moins celles d'un parlementaire, dont la rémunération est environ quatre fois la sienne. Il est clair que, dans ces conditions, sont privilégiés soit ceux qui peuvent sacrifier leur temps sans avoir de problèmes de revenus, soit ceux dont les revenus sont suffisants, c'est-à-dire ceux qui appartiennent aux classes sociales aisées ou les retraités.

De nombreux électeurs se demandent désolés et leur participation à la vie de leur ville, de leur village, doit se limiter à un bulletin glissé dans l'urne une fois tous les six ans... Les conclusions du débat public suscité par le rapport Guichard devront être mises en œuvre sans crainte d'aller vite et loin. Une démocratie qui se veut vivante s'affirme d'abord au plan local.

Rien à attendre des notables bien assis

par MARC FAURE

La démocratie locale est en crise. C'est le constat qu'on peut établir, non pas, a priori, au nom d'une idéologie ou d'une ambition politique, mais après quatre ans d'expérience d'une petite association de quartier confrontée à un projet de restructuration urbaine. Une association toujours à la recherche d'un interlocuteur valable.

Lorsqu'un conseil municipal décide d'une opération d'urbanisme en bravant sa propre opinion publique, c'est souvent parce que cette assemblée se croit obligée de reprendre à son compte des choix arrêtés à un niveau départemental, régional ou national. Aujourd'hui, la mise au point des plans d'occupation des sols (POS) est l'occasion de mesurer le malaise des citoyens devant les projets de réorganisation de leur cadre de vie.

Mais il est évident que les considérations locales ne suffisent pas à expliquer la multiplication d'associations où les citoyens réclament un meilleur cadre de vie. La faiblesse des formations politiques pour prendre en charge cette nouvelle forme d'aspiration à un « mieux-être », leur incapacité à intégrer cette revendication dans une analyse globale et cohérente de notre société nous contraignent à réapprendre la politique par la base. Le bilan des promesses non tenues nous y fera progresser plus rapidement :

— A l'Assemblée nationale, le projet de loi sur les associations de défense de l'environnement a été amputé par les députés de la majorité de tout ce qui pouvait lui assurer une efficacité.

— Les procédures d'enquête d'utilité publique n'ont toujours pas été modifiées en pratique.

— Les sociétés d'économie mixte, soutenues par l'administration, se comportent comme le relais des intérêts privés : que signifie la procédure d'expropriation, lorsque, en dernier ressort, le bénéficiaire de l'utilité publique sera un promoteur privé qui achètera un terrain à bâtir, viabilisé par des fonds publics ?

— L'attitude de l'administration préfectorale nous a enlevé nos dernières illusions sur sa « neutralité ». En dépit des directives présidentielles, nous n'avons pu obtenir, depuis 1974, un entretien avec le préfet de notre département qui refuse de recevoir les associations de quartier en conflit avec leur maire... lorsque ce dernier appartient à la majorité.

Nous ne devons donc compter que sur nous-mêmes, et nous défier de toutes les tentatives de malinisme et de récupération. Aujourd'hui, la défense de la qualité de la vie ne viendra pas de déclarations de bonnes intentions, quelle que soit la compétence de leur auteur, mais elle sera le fait des citoyens, eux-mêmes, par le moyen d'une démocratie locale rendue à son efficacité.

Ceci suppose, d'une part, que l'autorité communale retrouve son indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics par un allègement de la tutelle des collectivités locales et une plus large autonomie financière.

Il est également souhaitable que les mandats des élus locaux soient correctement indemnisés, ce qui permettra de lutter plus légitimement contre le cumul des mandats électoraux qui permet à un élu d'acquiescer démesurément son pouvoir. Enfin, le cumul de mandat public et de charges privées, en particulier dans le domaine immobilier, doit être réglementé et sévèrement contrôlé.

M. MARCEL ROSETTE (P.C.) : une construction préfabriquée

M. Marcel Rosette, maire de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), membre du comité central du parti communiste — au sein duquel il est plus particulièrement chargé des questions relatives aux collectivités locales — commente dans l'*Humanité* du jeudi 4 novembre les conclusions du rapport Guichard.

Estimant que le ministre d'Etat s'est fait « illusionniste », M. Rosette écrit à propos de « la construction préfabriquée à plusieurs étages » proposée par le rapport :

« En bas, la commune conserve son conseil municipal, un conseil et un maire sans pouvoirs ; ils ont cependant des charges et des devoirs, y compris celui d'« imaginer ». M. Guichard ne supprime pas un seul conseil municipal, mais... Les communes devront se fédérer en communautés auxquelles elles transféreront leurs pouvoirs ; le conseil de la communauté, composé de représentants des conseils municipaux délégués à son tour ses pouvoirs à un syndic ; comme le rapport ne précise pas qu'il sera choisi par les élus, nul doute que ce sera un haut fonctionnaire, dirigeant une assemblée non élue au suffrage universel.

« Plus haut, on arrive au département. Le conseil général ne sera plus seulement composé d'élus au suffrage universel, mais aussi de représentants désignés des communautés. Ce système serait plus efficace que les charbonnages cantonniers pour l'usage des volontés du suffrage universel. »

DU NOUVEAU CHEZ GAULT-MILLAU

Primo, un guide de Paris de 43 pages détachables avec, ce mois-ci, les quarts les plus froids et les plus drôles, les restaurants à découvrir et 100 adresses de bonnes bouillottes. Secundo, une grande rubrique « banc d'essai » avec le test sans pitié de tous les nouveaux produits. Ne ratez pas Le Nouveau Guide Gault-Millau de novembre. En vente chez tous les marchands de journaux.

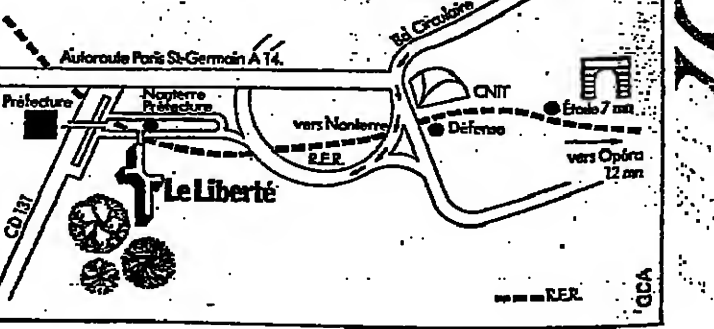
MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES

NOUS VOUS HABILLONS EN PRET-A-PORTER
CHEMISES - PULLS
PANTALONS - JEANS
SPORTSWEAR
COSTUMES - IMPERS
PARDESSUS

berdy

79, av. des Ternes - 75017 Paris
tél. : 380.35.13 - Parking gratuit

du Liberté à votre bureau:
2 ou 3 stations de RER.



سكان الامل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'OPPOSITION A LA RÉFORME DU FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION

L'UNION DES H.L.M. : nous ne pouvons adhérer au projet tel qu'il se présente

M. Albert Denvers, président de l'Union nationale des organismes d'H.L.M., a présenté, jeudi soir 4 novembre, la motion adoptée par le congrès extraordinaire de cet organisme à propos de la réforme du financement de la construction soumise par le gouvernement au Sénat. Ce long texte, après avoir rappelé le désir permanent du Mouvement H.L.M. d'obtenir « une refonte de la politique de l'habitat »

Maintenant que l'ensemble des mesures envisagées par le gouvernement sont connues, l'Union des H.L.M. observe qu'elles « ne garantissent ni un progrès sensible de la qualité des logements aidés, ni, dans le temps, le pouvoir d'achat de la nouvelle aide personnelle, ni une véritable réduction, au profit des plus défavorisés, des inégalités devant l'habitat et devant les aides au logement, ni, dans le secteur de l'accession, la survie des constructeurs à caractère non lucratif ». En revanche, « la sous-estimation des prix, loyers et mensualités (dans le projet gouvernemental) ne rend pas crédibles les objectifs sociaux annoncés. En particulier, les ménages modestes demeureront hors d'état d'accéder à la propriété sans y consacrer 30 à 40 % de leurs revenus ».

« Dès lors, le Mouvement H.L.M. fait connaître qu'il ne peut adhérer à ce projet de réforme, tel qu'il se présente actuellement. Il se tourne vers le Sénat et l'Assemblée nationale (et appelle solennellement leur attention sur les risques que ferait courir l'adoption de cette réforme, en son état actuel ; il leur demande de modifier et de compléter l'ensemble du projet, de manière à ce qu'il devienne véritablement social, effectivement applicable, de nature à maintenir un secteur social dans l'habitat ».

Soulignant « la menace d'un fléchissement sensible de la construction en 1977 », l'Union des H.L.M. annonce qu'avec des prix-plafonds très insuffisants et des conditions de financement dont le renchérissement est annoncé pour le 1^{er} janvier, il lui sera plus difficile que jamais de lancer le programme de logements dits « sociaux », dont le volume sera au demeurant réduit par rapport à 1974. La priorité, ajoute le texte, « doit être donnée à l'amélioration des mécanismes et financements actuels ». L'Union « dépose sa responsabilité à l'égard des difficultés que connaîtront à bref délai les professions du bâtiment ». Elle « attire tout par-

et les propositions qu'il avait faites à cet effet en 1975 dans son Livre blanc, indique qu'en juillet dernier les dirigeants d'H.L.M. avaient « approuvé certaines orientations » des projets gouvernementaux, mais « exprimé plusieurs réserves et critiques ». L'Union des H.L.M. avait alors précisé aux pouvoirs publics qu'elle « ne pouvait « jouer le jeu » de la réforme sans que diverses modifications et divers compléments soient adoptés ».

ticulièrement l'attention sur la situation des familles à faibles ressources, qui, malgré le concours de l'allocation-logement, ne peuvent faire face à une charge logement reconnue insupportable par le gouvernement lui-même ».

« À travers la grande diversité de leurs opinions, conclut la motion, les membres des cinq conseils fédéraux du Mouvement H.L.M. ont adopté [ce texte] à l'unanimité. [Cet acte] ne procède donc d'aucun esprit partisan. Elle exprime la position de praticiens, avertis des problèmes de l'habitat, et soucieux de remplir leur mission sociale. En particulier, elle exprime l'appui de plusieurs organisations professionnelles, les soutient, et l'adresse des pouvoirs publics et de l'opinion, le caractère trop technocratique, les insuffisances et les omissions du projet ».

« Ne pas bercer les Français d'illusions »

En commentant cette motion unanime, M. Denvers a précisé : « Nous disons « non » aujourd'hui, mais sans claquer la porte. C'est-à-dire avec l'espérance que demain, face à un projet renoué, nous serons en mesure de donner une autre réponse. Si le projet n'était pas modifié, nous dirions que de les laisser s'engager dans l'adoption de cette réforme, nous prendrions les positions qu'il conviendrait de prendre. Probablement les dirigeants d'H.L.M. décourageraient-ils les candidats propriétaires d'acheter un appartement, par crainte que ceux-ci ne puissent ultérieurement, faute de garanties de l'État, faire face à leurs échéances. « Ce serait plus moral que de les laisser s'engager dans l'adoption, alors que l'État, lui, refuse de s'engager ».

Questionné sur les modifications que lui paraîtraient indispensables pour que l'Union des H.L.M. dise « oui » au projet gouvernemental, M. Denvers a cité l'indication de l'aide personnelle au logement (la nouvelle A.P.L.), une amélioration substantielle des

moyens prévus pour améliorer la qualité de l'habitat, une redistribution sociale des fonds consacrés à l'aide au logement, une modification des dispositions prévues en matière de loyers, enfin un financement garanti des organismes d'H.L.M. L'Union des H.L.M. a fait « et continuera de faire » des propositions dans ce sens.

Mais « nous ne croyons pas que l'on puisse bercer les Français d'illusions. Depuis quelques semaines, des milliers de gens nous disent : « Nous reportons à janvier nos projets de logement, puisque le gouvernement l'a annoncé, nous pourrions alors devenir propriétaires à bon compte... ». Il y a de la poudre de Perlimpinpin dans tout cela, et surtout — ô paradoxe ! — pour l'accession à la propriété. La réforme va reculer la ségrégation sociale par l'habitat, maintenir l'aide fiscale aux familles aisées et ne guère aider les plus pauvres ».

« Il n'est pas admissible qu'un ménage avec deux enfants, gagnant 4 200 francs par mois (un conducteur d'autobus marié à une dactylo, par exemple), doive payer une H.L.M. plus chère que le prix de l'achat au logement, qu'un ménage gagnant 3 500 francs doive consacrer 36 % de ses ressources pour accéder à la propriété de son logement ; que les barèmes soient moins « familiaux » qu'aujourd'hui. Cela n'est ni juste, ni efficace, ni même crédible, les prix de construction pris en compte dans les calculs étant minorés ».

Défense du Franc...

offrez du CHAMPAGNE !
toutes marques chez KIATOU
SIÈGE : 44, rue du Bac et
SUCCURSALE : 6, rue de la Renaissance (angle r. Marbeuf)
Commandes : 222-37-08

LE COMITÉ POUR UNE POLITIQUE SOCIALE DE L'HABITAT : les propositions ne peuvent déboucher sur une réforme globale et sociale.

Le Comité national de l'Union pour une politique sociale de l'habitat, qui réunit notamment, aux côtés de l'Union des H.L.M., l'Association des maires de France, les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et P.O., l'UNAF et plusieurs associations familiales, la Confédération pour le cadre de vie, les deux confédérations de locataires (C.N.L. et C.G.L.), la Fédération des constructeurs-promoteurs, le Comité pour l'amélioration de l'habitat et l'Union des caisses d'épargne, a adopté le 4 novembre une résolution très critique à l'égard du projet de réforme.

Il lui reproche « son caractère limitatif, ses omissions, ses imprécisions », son « refus de l'indication de l'aide au logement, seule garantie véritable de la solvabilité des familles », le « caractère limitatif de la redistribution sociale opérée », la sous-estimation des prix et des loyers et le « caractère déductif » du financement proposé. « Confirmant son adhésion à une véritable « réforme globale et sociale » de la politique du logement, le Comité estime ne pouvoir « considérer le projet actuel comme susceptible de réaliser une telle réforme ».

Il demande « des mesures immédiates destinées à remédier aux graves insuffisances et aux blocages de la situation actuelle qui amèneront une nouvelle diminution de la construction sociale alors que des besoins considérables demeurent ».

(Publié)

COSTA BRAVA

AMPURIABRABA
Baie de Roses
Votre appartement ou votre villa dans la plus grande marina résidentielle d'Europe (30 km de la France) 15 km de caux navigables
Accès direct à la mer depuis votre propriété. Prix sans concurrence. Rentabilité garantie. Fiscalité luxembourgeoise. Location week-end.
A. Paris du 2 au 13 novembre.
SOLIDCASA, Hôtel Mayfair, 3, rue Rouget-de-Lisle (1^{er}).
Tél. : 260-38-14.
En Espagne : SOLIDCASA, Box 225, Roses (Gé) Espagne.

Application compromise ?

(Suite de la première page.)

On bien le texte sera approuvé par les deux Assemblées, mais son application restera difficile, les dirigeants des H.L.M. faisant en quelque sorte la grève des crises en chahut, faute d'avoir obtenu pour leurs organismes et pour les candidats au logement les garanties morales élémentaires qu'ils réclament.

On n'en est pas encore là, mais la partie s'annonce serrée pour le gouvernement. D'autant plus qu'autour de l'Union des H.L.M. s'est constitué un front dépassant très largement les limites habituelles de l'opposition de gauche : on y trouve aussi bien Force ouvrier que l'Association des maires de France — que préside M. Pocher — l'UNAF, les promoteurs, les fédérations de locataires, les caisses d'épargne. Chacun de ces mouvements souhaite « une réforme globale et sociale » de la politique du logement (voir ci-contre), mais, précisément, le projet actuel ne leur paraît pas répondre à cet objectif, en dépit des déclarations du gouvernement.

La liste des griefs faite au texte en discussion est fort longue. M. Denvers, président de l'Union des H.L.M., la dresse, jeudi, au nom de ses adhérents unanimes (bien que politiquement fort divers) : pas d'indexation de la nouvelle aide au logement, pas de garanties supplémentaires pour l'avenir financier des organismes d'H.L.M., effort excessif demandé aux Français moyens désemparés d'accéder à la propriété, maintien — qu'avait refusé M. Barre, dans son rapport de l'an dernier — des privilèges fiscaux aux familles aisées achetant un logement, maintien probable de la ségrégation par l'argent dans l'habitat, hautes excès de loyers pénalisant les plus démunis, effort insuffisant pour améliorer la qualité de l'habitat. Découvrir, au fil des documents officiels, tous ces défauts est, pour les dirigeants des H.L.M., un réveil fort pénible, alors qu'ils avaient accompagné avec faveur la préparation du projet, dans l'espoir de pouvoir l'améliorer d'étape en étape.

« Nous ne claquons pas la porte », a souligné M. Denvers. « Nous

faisons et continuerons à faire des propositions pour transformer le projet en une bonne réforme. » Tactique constructive, qui préservait l'unité de l'Union. Mais on sent bien que le cœur n'y est plus tout à fait. Et que l'on envisage déjà la contre-attaque à lancer si le gouvernement refuse de céder et contraindre sa majorité à le suivre.

Non seulement les responsables de la construction sociale ont l'impression d'avoir été trompés par l'avenir — le principe, qu'ils acceptent, d'un glissement de l'aide « à la pierre » vers l'aide « à la personne » n'étant pas, selon eux, correctement appliqué dans les faits, — mais encore ils constatent que, dès à présent, la politique suivie par le gouvernement est en train de détruire le secteur du bâtiment, où la crise s'étend. Par rapport au calendrier habituel des mises en chantier, un retard de 10 à 15 % a été pris cette année par la construction sociale, celle du relèvement attendu des prix-plafonds. Pour 1977, on prévoit une réduction de 18 % de la construction locative H.L.M., une baisse de 14 % à l'accession à la propriété, peut-être encore aggravée par une nouvelle réduction de huit mille logements de l'objectif initial (pour permettre à l'État de compenser la cherté de l'argent que lui prêtent les caisses d'épargne).

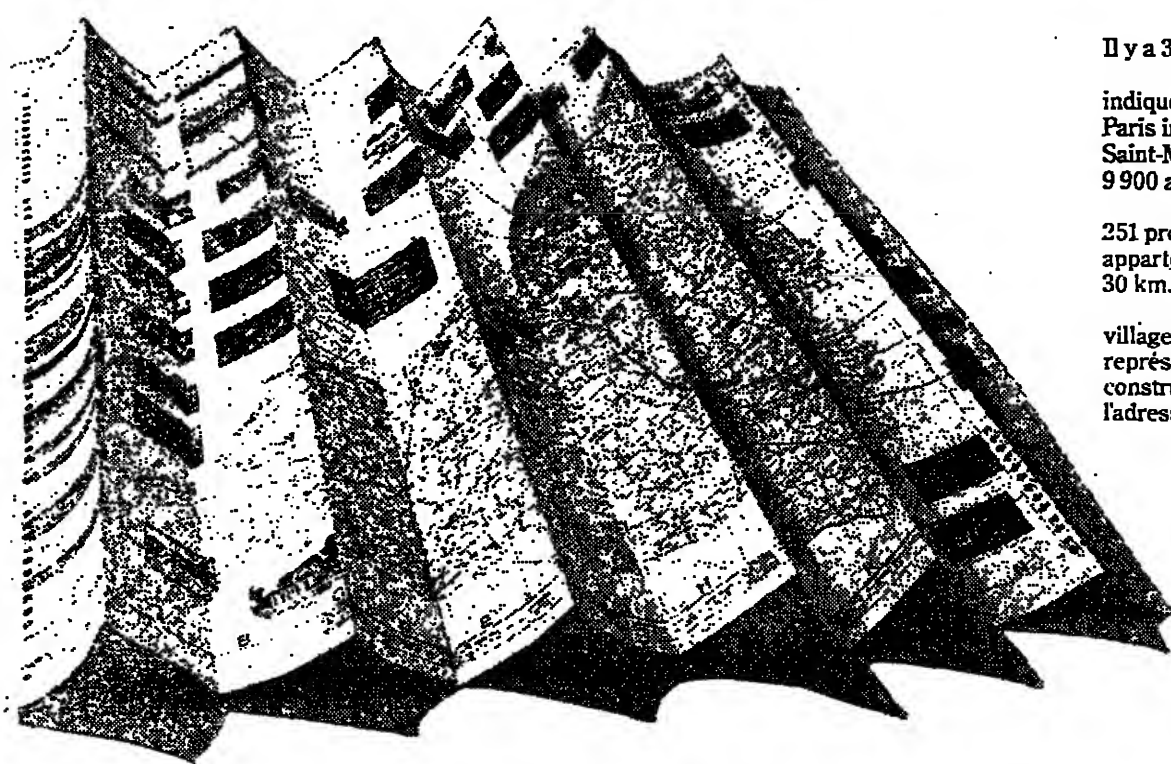
Il faut redresser tout de suite la situation, répètent les dirigeants d'H.L.M., et pour l'avenir « apporter les précisions nécessaires. Or, on ne nous a répondu que par la confusion : parfois une fin de non-recevoir, parfois une solution positive, souvent de bonnes paroles », a déploré M. Denvers. Notre devoir est aujourd'hui de refuser qu'on berce les Français d'illusions. La balle est maintenant dans le camp des parlementaires. Sauront-ils convaincre M. Fourcade de consentir les concessions nécessaires ? Ou bien le gouvernement chahutera-t-il l'opérateur de force ? Au point où en sont les choses, la vérité impose d'écrire que ce qui devait constituer la plus grande réforme de la construction depuis vingt ans risque fort de tourner au fiasco.

GILBERT MATHIEU.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 1/2	5 1/2	2 1/4
1 mois	4 3/4	5 1/4	3 3/8
3 mois	5 1/2	5 1/2	4 1/2
6 mois			5 1/4

POUR TROUVER VOTRE APPARTEMENT, VOTRE MAISON OU VOTRE TERRAIN, INTERROGEZ LES CARTES.



France-Soir lance les cartes immobilières. Un produit aussi nouveau que révolutionnaire.

Avec les cartes immobilières vous localiserez d'un seul coup d'œil les appartements, les maisons et les terrains qui se construisent à Paris et dans la région parisienne.

D'un seul coup d'œil vous savez tout. Le nombre de terrains, de maisons ou d'appartements disponibles, le nombre de pièces, la surface, le prix au m², la formule de

financement dont vous bénéficiez et surtout vous savez, grâce à leur localisation précise sur le plan, comment vous y rendre sans vous tromper.

A titre d'exemple

sur le plan	Adresse Construction, renseignements et vente	Financement	Nombre de pièces	Prix	Credit	Location
● A8	«Région 7-5», r. Curial 19, tél. 5214, boîte 5214, 32, av. des Champs-Élysées, 254-76-78, sur place 0.15, 1.15 à 1.19 h - sam. et dim. : 1.10 à 1.19 h.	389	169	1500 \$ p. m ² (norme)	80%	Imp. d'hab. (norme)

Il y a 3 cartes immobilières France-Soir.
1 La carte rose. Elle recense et vous indique 198 programmes immobiliers pour Paris intra-muros, Neuilly, Boulogne et Saint-Mandé. Soit un choix d'un peu plus de 9 900 appartements.
2 La carte bleue. Elle indique en tout 251 programmes. Soit plus de 11 000 appartements en banlieue, dans un rayon de 30 km.
3 La carte verte. Elle vous indique 71 villages (groupement de maisons) représentant plus de 3 300 maisons, 35 constructeurs de maisons individuelles avec l'adresse de leurs maisons expo, et 40

groupements de terrains viabilisés (soit plus de 1 300 terrains) dans un rayon de 60 km.

Nouvelles, pratiques, maniables, remises à jour rigoureusement chaque mois, les cartes immobilières France-Soir c'est la solution la plus simple et la plus économique pour trouver votre future maison, votre futur terrain, votre futur appartement.

Chaque mois dans les kiosques et les marchands de journaux.

3,50 F

Cartes Immobilières France-Soir.

صلى الله عليه وسلم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

M. Barre : la hausse des prix restera forte en novembre

L'indice des prix sera « mauvais » en novembre, en raison de la décision « utile et courageuse » d'augmenter le prix de l'essence, a déclaré le premier ministre, M. Raymond Barre, au cours d'une interview accordée, le 4 novembre, à Radio-Monte-Carlo.

Mais, a-t-il ajouté, « au fur et à mesure que les mesures gouvernementales vont porter leurs effets, nous assisterons, je crois, à une baisse du taux d'inflation. Si je crois, en particulier, que la baisse de la T.V.A. qui va intervenir au début de l'année prochaine, exercera un effet de modération sur la hausse des prix ».

A propos des dérogations au blocage des prix, publiées au Bulletin officiel des services des prix de ce vendredi 5 novembre, M. Barre a souligné : « J'ai dit, dès le départ, que nous n'appli-

querions pas une politique de gel des prix qui soit absurde, c'est-à-dire qui ne tienne pas compte de certains éléments auxquels on ne peut pas échapper (hausse des matières premières ou de certains produits importés, tels que le café ou le cacao). De surcroît, il existe certaines entreprises qui risquent, du fait du gel des prix, de fermer. Par conséquent, il est souhaitable, pour des raisons qui tiennent à l'emploi, d'accorder une dérogation en la matière ».

Enfin, à propos des hausses du foie gras et du boudin blanc, le premier ministre a estimé que, dans les circonstances actuelles, ceux qui désirent bénéficier de ces produits de luxe pour le réveillon fassent en matière de prix un effort supplémentaire ».

L'emprunt de 3,5 milliards de francs pour les P.M.E.

LES MODALITÉS D'OCTROI DES PRÊTS SONT FIXÉES

Les petites et moyennes entreprises qui souhaitent bénéficier de l'emprunt national de 3,5 milliards de francs (lancé en octobre dans le cadre du plan Barre) peuvent, d'ores et déjà, déposer leurs dossiers auprès des établissements habilités à fournir les prêts (1).

L'entreprise doit remplir un certain nombre de conditions pour figurer parmi les bénéficiaires. Elle ne doit pas avoir réalisé plus de 100 millions de francs de chiffre d'affaires (h.t.) au cours du dernier exercice et ne pas être une filiale d'une société cotée ou réalisant un chiffre d'affaires de plus de 100 millions (h.t.).

Les prêts devront être destinés au financement d'investissements industriels productifs ayant une durée d'amortissement à long terme. Ils seront également accordés pour des investissements créateurs d'emplois ou destinés à économiser l'énergie. Le montant du prêt pourra atteindre jusqu'à 50 % du montant (h.t.) du programme d'investissement engagé entre le 1^{er} juillet 1976 et le 31 décembre 1977.

Ces prêts sont d'une durée de quinze ans. Ils comportent un différentiel d'amortissement de deux ans. Le taux d'intérêt est fixé à 8,5 % pendant les cinq premières années et à 11 % pour les années suivantes.

(1) Sociétés de développement régional, Caisse centrale de crédit industriel, commercial et agricole, Crédit national, Crédit coopératif, Caisse centrale des Banques populaires, Crédit agricole, Groupement interprofessionnel P.M.E. I.D.I.

Le C.N.P.F. souligne un assombrissement du climat des affaires

« Alors que les nouveaux efforts entrepris pour assurer le réajustement des grands équilibres n'ont pas encore pu porter leurs fruits, les perspectives d'activité se sont plutôt assombries », écrit le C.N.P.F. (Conseil national du patronat français) dans sa dernière analyse de conjoncture.

Toutefois, ajoute-t-il, la dégradation récente, surtout psychologique, du climat des affaires n'a rien d'irréversible et le maintien de l'activité à son niveau actuel paraît globalement assuré jusqu'à la fin de l'année.

« Au-delà, souligne le C.N.P.F., beaucoup dépendra de l'attitude des autorités, qui, tout en restant dans le cadre des grandes orientations qui ont été définies à la rentrée, ont, dans une large mesure, les moyens d'opérer un réglage de la demande (...). Une inflexion de la politique conjoncturelle pour soutenir l'expansion devrait permettre de maintenir l'économie sur une pente de croissance raisonnable. L'inflexion sera d'autant plus efficace qu'elle sera plus précoce pour tenir compte des délais de réponse de l'économie. La lutte contre l'inflation n'est pas pour autant compromise, bien au contraire ».

Pour le C.N.P.F., « l'activité, qui avait enregistré, au lendemain des congés d'été, des résultats assez satisfaisants, connaît, depuis le début d'octobre, une évolution moins favorable ». La consommation des ménages « semble à nouveau se stabiliser, voire régresser pour certains types de produits ».

Dépendant, l'investissement des entreprises « demeure l'aspect le plus préoccupant de la conjoncture », alors que, « pour éviter le retour des tensions inflationnistes et maintenir la compétitivité de l'économie française, il faudrait procéder, dès aujourd'hui, à des dépenses d'équipement accrues ».

Enfin, les commandes intérieures sont soumises à l'aggrava-

tion de la concurrence internationale, « qui se traduit jusqu'au dumping », et les perspectives sont « peu encourageantes » en matière de commandes publiques.

Le patronat estime aussi que, « pour les prochains mois, le retour à l'équilibre commercial ne paraît pas un objectif inaccessible, mais les chances d'y parvenir seront d'autant plus grandes que le franc résistera mieux sur le marché des changes ».

Après avoir souligné qu'« un nombre de plus en plus important d'entreprises rencontrent des difficultés à recruter la main-d'œuvre dont elles auraient besoin » (il s'agit, le plus souvent, de personnel qualifié, mais, dans certains cas, de personnel non qualifié), le C.N.P.F. note que « le blocage des prix s'avère très difficile à appliquer, en particulier en ce qui concerne la prise en compte des hausses de matières premières », puisque « l'on assiste à un certain recul des anticipations inflationnistes ».

Certains Français lisent un second quotidien chaque jour.



• ACCROISSEMENT DU BÉNÉFICE NET DES COMPAGNIES EXPLORATRICES opérant sur le marché américain.

Pour les trois premiers trimestres de l'année 1976, les résultats financiers des principales sociétés pétrolières opérant sur le marché américain laissent apparaître un accroissement de leurs bénéfices par rapport à la même période de 1975. Exxon voit son bénéfice net passer de 1,86 à 1,96 milliard de dollars; Mobil Oil voit le sien atteindre 679 millions de dollars contre 513 millions; Gulf Oil 688 millions contre 530; et Shell, 566 millions de dollars contre 382.

ancien élève de l'Ecole polytechnique (1965) et de l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris (1968), M. Cousin fut chargé de mission par le préfet de la région Rhône-Alpes de 1971 à 1974, avant d'être, depuis cette date, chargé de mission au S.A.C.I.

Immigrés

• POUR HARMONISER LA LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE EN EUROPE, la commission de la C.E.E. suggère, dans une directive adoptée jeudi 4 novembre, à Bruxelles, d'assurer une « meilleure information des travailleurs migrants », et un « contrôle adéquat » aux frontières et sur les lieux de travail, notamment dans les entreprises de travail temporaire, de sanctionner les employeurs contrevenants et leurs complices, d'atténuer le préjudice subi par le travailleur migrant illégal de bon sens, en lui garantissant un droit de recours contre toute décision d'expulsion. En fait, cette directive élargit les intentions proclamées par le rapport des gouvernements de l'Europe des Neuf.

Salaires

• LES SALAIRES DANS LES BANQUES sont majorés de 2,38 % à dater du 1^{er} novembre, annonce l'Association française des banques (A.F.B.), la valeur du point passant de 5.163 F à 5.285 F. Selon l'A.F.B., cette majoration porte la garantie de ressources minimales mensuelles à 1.685 F brut, ce qui, compte tenu des 14,5 mensualités versées annuellement dans la profession bancaire, correspond à un salaire de 2.036 F brut par mois.

Le C.G.T. et la C.F.T.C. lors de leur journée d'action du 28 octobre, avaient réclamé un salaire d'embauche minimum de 2.000 F, sur quatorze mois et demi, soit 2.416 francs sur douze mois. De son côté, la fédération des employés de cadres F.O. estime que les prévisions patronales, portant sur une hausse des prix de 9,50 % en 1976, se trouvent, comme l'augmentation annoncée, en deçà de la réalité.

Depuis le début de l'année, les salaires du secteur bancaire ont été majorés de 9,88 %, y compris la nouvelle majoration de 2,38 %.

L'IMPÔT SÈCHÈRESSE DEVRA ÊTRE PAYÉ AVANT LE 22 DÉCEMBRE

Le décret précisant les modalités de recouvrement de l'impôt sècheresse, devrait être signé au début de la semaine prochaine. Tous les versements devront être envoyés aux contribuables avant le 22 novembre, et ceux-ci auront jusqu'au 22 décembre à minuit pour payer cette majoration de l'impôt sur les revenus ou pour se libérer par un emprunt.

Ne sont touchés par cette mesure que les deux millions et demi de contribuables dont l'impôt (payable en 1976 sur les revenus de 1975) se trouve compris entre 4.500 et 22.000 francs et les cinq cent mille contribuables dont l'impôt de cette année excède 20.000 francs. Les premiers devront payer 4 % de majoration ou se libérer en totalité de cet impôt en souscrivant à un emprunt d'Etat au taux de 4,5 % remboursable en cinq ans. Les seconds paieront une majoration de 8 % et pourront se libérer pour moitié par la souscription à cet emprunt.

Des délais de paiement — au 15 février — sont prévus pour les contribuables dont le revenu principal (+ de 30 %) est une retraite, une pension ou une rente viagère. D'autre part, le décret favorise les conditions dans lesquelles un remboursement anticipé de l'emprunt sera possible (caution, mise à la retraite, perte d'emploi, chômage).

FAITS ET CHIFFRES

rel (dix-sept usines, quatre mille salariés au total, 80 % de la production française des pompes hydrauliques) explique ces décisions, notamment par les difficultés actuelles dans le bâtiment et les travaux publics, qui ont amené des entreprises de ce secteur à assurer elles-mêmes la fabrication de composants hydrauliques qu'elles avaient confié dans le passé aux Benneux Marel.

Europe

• M. YVES COUSIN, ingénieur des mines, a été nommé secrétaire général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (S.C.I.E.), en remplacement de M. Albert Costa de Beauregard, actuellement conseiller technique au cabinet du premier ministre.

(Agé de trente et un ans,

(Publicité)

ISO

Confits et revendications

• DES COUPURES DE COU- RANT LE 9 NOVEMBRE ? — A P.E.F., les fédérations C.G.T. et C.F.P.T. qui, pour protester contre les conséquences du plan Barre sur leurs rémunérations, organisent une journée d'action le mardi 9 novembre, déclarent que des coupures de courant pourraient être effectuées, ce jour-là, entre 9 heures et 11 h. 30.

Emploi

• LICENCIEMENTS AUX BENNEUX MAREL à Saint-Etienne. La direction des Benneux Marel a annoncé le 4 novembre, son intention de procéder à cent cinquante licenciements dans son usine d'Andrézieux-Bouthéon (Loire), qui occupe environ quinze cents personnes. Les horaires hebdomadaires seront ramenés pendant quatre mois à 40 heures (au lieu de 42 h. 30 pour les ouvriers et de 40 h. 30 pour les mensuels).

La direction des Benneux Mar-

(Publicité)

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

PROJET INFRASTRUCTURE TOURISTIQUE

PROGRAMME « ÉLECTRICITÉ »

Avis d'Appel d'Offres International POUR LA FOURNITURE DE DEUX POSTES DE TRANSFORMATION

Dans le cadre du Projet, Infrastructure, Touristique financé avec l'aide de la Banque Mondiale et la K.F.W., l'Office National du Tourisme Tunisien lance avec le concours de la S.T.E.G., maître d'œuvre, un Appel d'Offres International pour la fourniture de deux postes de transformation 30/10 KV. 5 MVA.

Les offres portent sur l'étude, la fabrication, le transport et le montage à pied d'œuvre, ainsi que la mise en service et les essais.

Les Entreprises agréées, intéressées par cet appel d'offres peuvent retirer les cahiers de charges à l'adresse suivante : 28, rue de l'Inde, TUNIS.

L'ouverture des plis sera effectuée le 16-12-1976 à 11 heures par la Commission d'Appel d'Offres à l'adresse sus-citée.

IMPORTANT

INSTITUT DE RECHERCHE situé à Rome (Italie)

recherche des spécialistes de la micro-économie, de la macro-économie et de l'économie du niveau du doctorat. Une parfaite connaissance de l'anglais comme langue de travail et une connaissance partielle de l'italien sont exigées. La rémunération est concurrentielle avec celle des universités américaines et se base sur l'expérience.

Adresser le curriculum vitae à B.P. 10807, 00100 ROME.

République algérienne démocratique et populaire

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ (SONELGAZ)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

Un avis d'Appel d'Offres International ouvert est lancé pour la fourniture de vannes destinées à équiper le gazoduc Centre 42 « HASSI R'MEL OUED ISSER » et ses ouvrages annexes.

Les dossiers d'appel d'offres pourront être retirés à partir du 27 octobre 1976 auprès de la SONELGAZ - Service Engineering Gaz - 2, boul. Salah Bouakour, 3^e étage, ALGER.

La date limite de remise des offres est fixée au 15 décembre 1976.

Pourquoi faut-il visiter le



22^e Salon international de l'Emballage, du Conditionnement et de la Présentation ?

parce que : • toute entreprise a besoin aujourd'hui de réduire au minimum ses coûts de fabrication dont l'emballage constitue une part non négligeable, • l'évolution des techniques dans ce domaine est permanente.

Ce 22^e Salon vous offre une gamme exceptionnelle de matériaux, d'emballages, d'accessoires et surtout de machines en provenance de tous pays.

Vous y trouverez des idées, des conseils et des produits qui vous permettront d'abaisser vos prix de revient.

Un Congrès organisé par l'Institut Français de l'Emballage et du Conditionnement aura lieu dans le cadre du Salon sur le thème : "Conditionnement des produits alimentaires, problèmes actuels, techniques de pointe".

Aux mêmes dates également aura lieu : EURO-PLV, l'exposition spécialisée du matériel de présentation et de publicité sur le lieu de vente.

Ne manquez pas de visiter ces 2 manifestations du 15 au 20 Novembre 1976

Porte de Versailles • PARIS • de 9 h à 18 h.

1.600 firmes groupées en 655 stands vous y attendent

Renseignements : SEPEC-Emballage - 40, rue du Collège - 75008 PARIS - Tél. : 256.38.94

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 4 NOVEMBRE

Nouveau réajustement

Le marché a conservé toute sa vigueur, les valeurs françaises ont été très actives, les valeurs étrangères ont été moins actives. Les valeurs françaises ont été très actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Deux compartiments ont un peu plus souffert que les autres, la métallurgie et les laboratoires pharmaceutiques, où les cours sont tombés sans la moindre exception.

Enfin, les différents indices ont encore baissé de 0,5 % en moyenne.

Cette séance a surtout été marquée, plus encore même que la précédente, par le manque d'activités. Dès 12 h 15, la majeure partie des cotations étaient effectuées. A l'approche, les opérateurs ne sont pas pressés de prendre des initiatives. Rien ne les pousse pour l'instant à se lancer dans une guerre de positionnement à la légère, remontrée du franc et à la détente du loyer de l'argent au jour le jour. Bien qu'actuellement, la chute de Wall Street n'ait pas été, il est vrai, pour réconforter un marché encore endolori par un mois de forte baisse. Certains professionnels n'attendent pas toujours la possibilité d'une éventuelle reprise des prochains jours. L'avenir dira s'ils ont eu raison.

En repli à Londres, l'or, favorisé par l'affaiblissement du dollar, a poursuivi son ascension sur notre place, le lingot cédant 110 F à son gain précédent, pour s'établir à 20 350 F. Presque toutes les pièces ont suivi. Seul le napoleon a pu varier, se traitant à 225,30 F (-0,60 F) après 225 F. Le volume des transactions a diminué : 10 985 millions de francs, contre 12 550 millions la veille.

Aux valeurs étrangères, fermées des allemandes, et dans une moindre mesure, des pétroles internationaux. Vif recul des mines d'or, irrégularité des américaines.

Taux du marché monétaire

Emprunt 12 mois 15/16 %

LONDRES

Nouvelle hausse

Stimulé par la victoire des conservateurs aux élections partielles, le marché a poursuivi son avance. Les valeurs industrielles, les pétroles et les fonds d'Etat, Reprise des mines d'or.

VALEURS	CLOTURE 4/11	COURS 5/11
War Loan 3 1/2 %	23	23 1/16
British Petroleum	357	357 1/16
Shell	388	388 1/2
Imperial Chemical	287	287
British Airways	79	79
British Airways	18	18
British Airways	18	18
British Airways	18	18

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

D.S.A. M. Jacques Barbet vient d'être nommé président-directeur général du groupe, en remplacement de M. Albert Barraud (président), et de M. Albert Barraud (président), appelé à d'autres fonctions au sein du groupe américain Bendis, actionnaire à 5 % de D.S.A.

GRUPPO TOTAL - Bénéfice net du groupe pour le premier semestre : 181 millions de francs contre 108 millions au 30 juin 1976. Le par de la G.P.F. a été de 123 millions de francs contre 223 millions de francs de la période précédente. Les bénéfices nets ont été de 178 millions de francs contre 178 millions de francs de la période précédente. Les bénéfices nets ont été de 178 millions de francs contre 178 millions de francs de la période précédente.

A noter que le bénéfice brut a été calculé en tenant compte d'une perte de change de 28 millions de francs. SAUPEQUE - La compagnie a acquis le 4 novembre en Bourse 42 100 actions Ungelesheim (50,7 % de capital) contre d'apportations de 25,50 F, qui sera maintenue jusqu'au 25 novembre inclus.

Le résultat de l'exercice en cours sera supérieur au précédent (3,09 millions de francs), de change de 28 millions de francs (3,14 millions).

CENTRALE ELAN - Bénéfice net de l'exercice clos le 30 septembre : 7,97 millions de francs contre 7,98 millions. Dividende global de 33 F contre 30,75 F.

LEONARDO DES BAINS - Résultat de l'exercice clos le 30 septembre : 33,15 millions de francs contre 19,70 millions.

NEW-YORK

Redressement

Surmontant la peur que lui avait causée la victoire de M. Carter, le marché s'est très nettement redressé. Bien que le mouvement de hausse ait manqué d'uniformité, deux ou trois fois en cours de séance les cours ont à nouveau rétrogradé, notamment en clôture.

1 155 valeurs ont été traitées, l'indice des valeurs industrielles a baissé de 0,2 %, l'indice des valeurs financières de 0,1 %, l'indice des valeurs étrangères de 0,1 %.

Le premier moment d'émotion a été provoqué par la victoire de M. Carter, qui a entraîné une baisse de 0,2 % de l'indice des valeurs industrielles.

Le marché a ensuite retrouvé son calme, les cours ont baissé de 0,1 %.

Les valeurs étrangères ont été moins actives, les valeurs américaines ont été plus actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

Les valeurs américaines ont été plus actives, les valeurs étrangères ont été moins actives.

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

VALEURS

Cours précédents

Cours

UN JOUR DANS LE MONDE

2. DIPLOMATIE
- 2-3. EUROPE
3. PROCHE-ORIENT
- LIBAN : le président Sarkis a nommé un officier libanais à la tête de la force arabe de dissuasion.
4. ASIE
5. AMERIQUES
5. AFRIQUE
- La négociation de Genève sur la Rhodésie.
- 6-7. L'ELECTION DE M. CARTER A LA PRESIDENCE DES ETATS-UNIS
- 8 à 12. POLITIQUE
- Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale.
- L'AFFAIRE DASSAULT : un point de vue de M. Waquet.
- La préparation des élections municipales.
13. JUSTICE
- Délinquance et mœurs : revue de la criminalité.

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

Pages 15 à 23

Une Yougoslavie loin de la côte : la Slovénie.

Les nouveaux voyages : l'Esquadrille du Mont Parnasse.

DESTINATIONS NÉO-GES : Les sports d'hiver au bout du fil.

PLAISIRS DE LA TABLE : Restaurants d'automne.

CLIN D'OEIL : Grandeur nature.

Mode : Malson ; Jeunes ; Jeux ; Philatélie.

24. SCIENCES
- La polémique entre MM. Allié et Tazieff à propos de la Soufrière.
25. AERONAUTIQUE
25. EDUCATION
- Les radicaux de gauche créent un mouvement d'étudiants.
25. RELIGION
26. LETTRES
- Le grand prix du roman de l'Académie à Pierre Schoendorfer.
- 27 à 29. ARTS ET SPECTACLES
- FESTIVALS : Brecht en Kabyle.
33. SPORTS
- Après la publication du rapport Guichard.
- 36 à 38. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
- CONJONCTURE : le C.N.P.F. souligne un assombrissement du climat des affaires.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (25)

Annouces classées (30 à 32) ; Aujourd'hui (32) ; Carnet (32) ; e Journal officiel (33) ; Loterie nationale (33) ; Loto (33) ; Météorologie (33) ; Mots croisés (33) ; Bourse (33).

LES NOUVEAUX TISSUS EN VOGUE

COUTURE

Etamines imprimées
Lainages écossais
Draps réversibles
Velours imprimés
Jerseys Jacquard
Cotons d'hiver
Crêpes de soie

DÉCORATION

Velours contemporains
Toiles et chintz imprimés
Tissus Jacquard "Design"
Tweeds et carreaux
Lampes et tapisserie de style
(Tous nos articles sont en stock)

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Ecole d'orgue

1 heure par semaine - 140 F par mois
de 6 F droit d'inscription

hamm

456/457 rue de Rennes
75006 PARIS - Tél. 544 38-06

A B C D E F G

LE PRÉSIDENT PODGORNY FÉLICITE M. CARTER

Moscou (U.P.I.). — Le président Podgorny a adressé, vendredi 5 novembre, à M. Carter un télégramme le félicitant de son élection à la présidence des Etats-Unis. Le chef de l'Etat soviétique rappelle que « les relations entre l'Union soviétique et les Etats-Unis se sont améliorées ces dernières années grâce aux efforts communs des deux Etats ». Il exprime l'espoir que la venue à la Maison Blanche de M. Carter confirmera cette orientation, « qui va dans le sens des intérêts des peuples soviétique et américain, des intérêts de la consolidation de la paix et de la sécurité internationales ».

● M. Raymond Barre, premier ministre, devait se rendre vendredi 5 novembre en fin d'après-midi à l'ambassade d'U.R.S.S. où une réception était offerte à l'occasion de la fête nationale.

L'ENVOYÉE SPÉCIALE DU « NOUVEL OBSERVATEUR » A QUITTE ISRAËL

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Mme Josette Allié, journaliste au *Nouvel Observateur*, qui devait comparaître le 7 novembre devant le tribunal de Haïfa (le *Monde* du 3 novembre), a quitté Israël dans la journée du 4 novembre par un vol régulier de la Lufthansa.

La police de frontières israélienne avait reçu ordre d'empêcher Mme Allié de quitter le territoire israélien jusqu'à sa comparution Néanmoins, il est vraisemblable qu'en quittant Israël Mme Allié n'a, d'un point de vue strictement formel, violé aucune législation israélienne, puisque l'ordre donné aux postes-frontières ne lui avait pas été notifié officiellement.

Il est possible que Mme Josette Allié, qui utilise un pseudonyme, ait quitté le territoire israélien en présentant le passeport avec lequel elle était entrée dans le pays, et qui porte son nom réel : Mme Josette Ben Brahm. — A. Sc.

Le numéro du « Monde » daté 5 novembre 1976 a été tiré à 585 990 exemplaires.

Venez visiter nos 5 étages d'exposition



Le plus grand choix de marques de Paris
Neuf et occasion toutes marques
Location - Vente - Achat - Réparations - Accord - Transport

hamm Pianos Orgues
Instruments de musique

135-139 r. de Rennes - Paris 75006 - Tél. 544 38-56
Parking - Près gare Montparnasse

GRANDE BRADERIE (jusqu'à épuisement)
sièges, salons... tous styles
de très grand standing
à des prix sans concurrence.

SIÈGES MAJ fabricant 67 rue de la Roquette, Paris 11^e, 805.23.92
ouvert le dimanche matin

REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de **8,60 à 12,20%**

taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

26, bd d'Italie 601 A / B.P. 31

MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrivez sur la liste des banques sous le n° LBM 7

Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz.



A la conférence générale de l'UNESCO

Le projet contesté sur l'information va être discuté

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — L'Union soviétique a marqué un premier point, jeudi 4 novembre, à la dix-neuvième conférence générale de l'UNESCO en obtenant qu'un projet de déclaration d'experts sur l'information soit discuté en commission des programmes et non pas renvoyé sans débat devant le groupe restreint de négociation chargé d'examiner les questions controversées. Ce projet de déclaration sur l'information, qui suscite l'inquiétude des Occidentaux, a été adopté en décembre dernier par des experts de pays socialistes et du tiers-monde, lors d'une session intergouvernementale dont s'étaient retirés les représentants de quatorze nations, notamment ceux des Etats-Unis et des neuf pays de la Communauté européenne (le *Monde* du 28 octobre). Jeudi, en séance de nuit, une proposition brésilienne de renvoi, sans débat, du projet devant le groupe de rédaction et de négociation a donné lieu à un certain « caillouillage » en commission des programmes. Plusieurs délégués, notamment le Néerlandais, au nom des Neuf du Marché commun, ont appuyé le Brésil. Mais les Soviétiques, leurs alliés et plusieurs pays du tiers-monde se sont élevés contre une procédure destinée visiblement à éviter un débat public et général en commission, pour confier l'étude du projet à un groupe restreint à vingt-cinq membres et siégeant à huis clos.

Le représentant de la France est intervenu à deux reprises, notamment pour « lancer un appel solennel » aux trois auteurs (l'Anglais, l'Irak et l'U.R.S.S.) d'un projet de résolution qui ne se contentait pas d'appuyer le projet des experts, mais anticipait sur son approbation en invitant déjà la direction générale de l'UNESCO à présenter dans deux ans un rapport sur les mesures à prendre pour mettre en œuvre cette déclaration, notamment en ce qui concerne les besoins d'information des Admis au sein de l'UNESCO depuis quelques jours seulement, l'Anglais n'était pas qualifié pour signer un tel projet de résolution, n'ayant pas encore signé l'accord constitutif de l'organisation internationale.

Les motions d'ordre se succédant, le délégué brésilien a fini par faire marche arrière en déclarant que son intention n'était sûrement pas d'empêcher la discussion, mais bien de favoriser un consensus sur une question bien délicate. En d'autres termes, il a retiré sa proposition de renvoi sans débat devant le groupe de rédaction et de négociation. La commission des programmes, au sein de laquelle siègent tous les Etats membres, a suivi le conseil du représentant du Vietnam qui, paraphrasant un dicton, déclarait : « *Aidons-nous d'abord, le groupe de rédaction et de négociation nous aidera après.* »

Vendredi matin, à l'ouverture d'un débat auquel se sont inscrites cinquante et un orateurs, le délégué néerlandais est intervenu, au nom des Neuf, pour annoncer son refus de discuter sur le fond le projet de déclaration et à partir d'une tentative de « *mainmise de l'état sur la libre information* ». Il a indiqué que, en revanche, les pays membres de la Communauté européenne étaient prêts à contribuer à toute discussion sur la procédure pour faciliter un consensus. Autrement dit, les Neuf semblent résolus à subir un débat dont ils ne veulent pas et semblent avoir renoncé à quitter la salle, comme il en avait été question, semble-t-il, avant l'ouverture de cette séance.

Les cinq pays scandinaves (Islande, Danemark, Finlande, Suède et Norvège) ont alors fait savoir qu'ils adoptaient une attitude identique à celle des Neuf. Le délégué américain a ensuite pris la parole pour demander le renvoi devant le groupe de rédaction et de négociation du projet de déclaration, qui est, a-t-il dit, « en conflit avec les Constitutions de certains Etats, avec celle de l'UNESCO elle-même et avec la Déclaration universelle des droits de l'homme... ».

L'opposition sans retour de plusieurs pays occidentaux à certains aspects du projet de déclaration des experts (notamment la référence à une résolution des Nations unies assimilant le stalinisme au racisme), comme l'attachement que semble lui manifester l'Union soviétique et ses alliés arguant mal de l'émergence d'un consensus en commission des programmes. Mais il est possible que, au terme d'un débat peu acrimonieux, cette commission politique décide de renvoyer l'affaire devant le groupe de rédaction et de négociation, où elle pourrait alors être traitée dans une atmosphère plus calme et plus discrète.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

L'affaire Dassault

LA COMMISSION D'ENQUÊTE TIENDRA SA PREMIÈRE RÉUNION LE 10 NOVEMBRE

La commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique se réunira le mercredi matin 10 novembre, pour constituer son bureau. Cette commission comprend quinze députés dont dix de la majorité et cinq de l'opposition. Il s'agit pour l'U.D.R. de MM. Roger Crespin (Marne), Jacques Cressard (Ile-et-Vilaine), Joël Le Theule (Sarthe), Jacques Limouzy (Tarn), Maurice Plantier (Pyrénées-Atlantiques) et Pierre Raynal (Gard) ; pour les républicains indépendants, de MM. Jean Charnat (Yonne) et Claude Gerbet (Eure-et-Loir) ; pour les réformateurs, de MM. Rémy Montagne (Eure) et Roger Partrat (Loire) ; pour les socialistes et les radicaux de gauche, de MM. Jean-Pierre Cot (Savoie), Raymond Forni (Territoire-de-Belfort) et André Labarrière (Pyrénées-Atlantiques) ; et pour les communistes, de MM. Maxime Kallinsky (Val-de-Marne) et Robert Mordisargat (Val-d'Oise).

(Voir également page 12.)

L'ACCORD DE LIVRAISON DIRECTE DE PÉTROLE BRUT PASSÉ AVEC L'ARABIE SAOUDITE VA ÊTRE RENOUVELÉ

La Compagnie française des pétroles et le groupe Elf-Aquitaine devraient signer prochainement avec la société d'Etat saoudienne Petronim le renouvellement du contrat d'approvisionnement de pétrole brut signé en 1974. Appelé alors « *mini-contrat* », cet accord, conclu à l'initiative de M. Michel Jobert, alors ministre des affaires étrangères, portait sur la livraison par l'Arabie Saoudite à la France de 8 millions de tonnes de pétrole brut (qualité « Arabian Light ») pendant trois ans (1974 à 1976) à un prix égal à 93 G du prix posté. Son intérêt pour les compagnies françaises a résidé dans le niveau du prix du marché. L'actuel contrat en discussion ne devrait pas être très différent en ce qui concerne le prix, la quantité et la durée du contrat de 1974. Il permettra aux sociétés françaises de maintenir des relations étroites avec Petronim, dont les ventes directes de brut sur le marché vont en s'accroissant.

A Paris

DEUX RESSORTISSANTS IRANIENS SONT DÉFÉRÉS AU PARQUET APRÈS L'ATTENTAT CONTRE UN DIPLOMATE

Deux ressortissants iraniens, MM. Mohamed Takhti, né en 1945, et Nader Oskoni, né en 1945, ont été déférés, ce vendredi matin 5 novembre, au parquet de Paris. Ils sont soupçonnés d'avoir participé à l'attentat commis le 2 novembre contre M. Homayoun Khatavouzi, conseiller à l'ambassade de Téhéran. Ces deux jeunes gens faisaient partie du groupe d'une dizaine d'iranien interceptés tôt dans la matinée du mercredi. MM. Takhti et Oskoni nient toute responsabilité dans cet attentat depuis qu'ils sont en garde à vue, mais le procureur général de l'attentat les a renoués.

D'autre part, à Montréal, selon le quotidien « *Le Journal de Montréal* », trois personnes ont été arrêtées pour le même motif peu après leur arrivée à l'aéroport de cette ville. Mais la police française reste réservée sur leur degré d'implication dans l'attentat commis à Paris.

Enfin, l'Union des étudiants iraniens en France, dans un communiqué récemment diffusé, accuse la police française d'avoir traité certains de leurs adhérents avec brutalité. Cette Union affirme que M. Khatavouzi est un agent notoire de la Savak, cette organisation iranienne de renseignements fondée en 1957.

Amoré (jeudi 4 novembre, le redressement de la livre sterling s'est poursuivi assez vigoureusement vendredi sur le marché des changes, son cours atteignant un peu moins de 1,64 dollar à Londres, contre 1,62 dollar la veille et 1,59 dollar mercredi. A Paris, elle valait 8,17 francs contre 8,09 francs. Ce redressement, qui fut spectaculaire jeudi, sur des rumeurs d'économies budgétaires, démenties par M. Callaghan, est imputable en grande partie à des achats de livres en provenance du continent, et notamment d'Allemagne fédérale, où les opérateurs se hâtent de solder des engagements spéculatifs à la baisse. Il a également été attribué à une action concertée des banques centrales et à l'acquisition de livres pour régler des livraisons de pétrole.

Le dollar s'est également bien comporté, atteignant 2,425 deutschemarks à Francfort, contre 2,41 deutschemarks jeudi et 2,380 mercredi, date à laquelle il avait fléchi après l'annonce de l'élection de Jimmy Carter. A Paris, son cours s'est établi à 4,955 francs, contre 4,98 francs. Le franc est resté stable par rapport au deutschemark, qui s'est maintenu un peu au-dessus de 2,66 francs.

Les Merveilles du Monde

LE PARC NATIONAL KRUGER :
UNE RÉSERVE D'ANIMAUX
GRANDE COMME TROIS
DÉPARTEMENTS FRANÇAIS.

EN PLEINE NATURE, LA PLUS
GRANDE DIVERSITÉ D'ANIMAUX
AFRICAINS : 8000 ÉLÉPHANTS,
2000 LIONS, 4000 GIRAFES,
16000 ZÈBRES, UNE MULTITUDE
DE RHINOCÉROSES, D'ANTILOPES,
D'HIPPOTAPES, DE CROCODILES,
14 CAMPS CONFORTABLES
AVEC BUNGALOWS CLIMATISÉS.



LES FLEURS ET LES
ARBRES MAGNIQUES.
LES PLAGES RESPLISSANTES.
LES PAYSAGES GRANDIOSES.
L'OR, LES DIAMANTS.
LES VILLES ULTRA-MODERNES.
LES HOTELS INTERNATIONAUX.
L'ÉTÉ QUI NE FINIT JAMAIS...

POUR VOIR TOUTES
CES MERVEILLES
SAUS FAIRE
LE TOUR DU MONDE,
VENEZ CHEZ NOUS.

**AFRIQUE
DU SUD**

LE MONDE ENTIER EN UN SEUL PAYS

Veillez m'adresser votre brochure en couleurs gratuite

Nom

Adresse

OFFICE DE TOURISME DE L'AFRIQUE DU SUD
104 RUE DE RICHELIEU 75002 PARIS TEL 742.18.71

vincara bijoux

Paris :
à la place de l'Opéra
Les Boutiques de Paris, Porte Maillot,
"rive gauche" 53, rue de Sévres.

Lyon :
Centre Cal La Part Dieu, 131
Demandez catalogue N° 7

CAFETIÈRES ÉLECTRIQUES
françaises - italiennes
ELECTRO-MÉNAGER
Sèche-cheveux - Miroirs
BROSSIERIE - COUTELLERIE
CADEAUX - GADGETS UTILES
DIDIER - NEVEUR
39, Rue Marbeuf - Tél. : BAL 61-70
20, Rue de la Paix - PARIS
Ouvert du lundi au samedi de 9 à 18 h.

**Je vous donne ma paix,
ne soyez pas inquiets;
je m'en vais, mais je
reviendrai.**

Jésus

Pour connaître JESUS, il faut lire l'ÉVANGILE

Je désire gratuitement, sans engagement l'Évangile

NOM

ADRESSE

Ecrire à La Cheminière, R. Colbert, 84200 Carpentras

صلى الله عليه وسلم